JUL 12 1939

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

1er JUIN 1939

GEORGE SAND	*Carnets intimes*	481
JACQUES CHASTENET	*Depuis Munich*	502
GILBERT MAUGE	*Poèmes*	518
BERNARD FAŸ	*La Presse américaine*	523
GEORGES SIMENON	*Le Bourgmestre de Furnes.* — III	548
P. DRIEU LA ROCHELLE	*Les Cent cinquante ans de la Révolution française.*	577
GEORGES OUDARD	*Cecil Rhodes.* — Fin	590
RAYMOND HENRY	*Le Docteur Goebbels*	626
HENRI SÉROUYA	*La Philosophie de Lévy-Bruhl*	639
PIERRE MÉLON	*La « Crise de l'Aviation »*	664
ROGER MASSIP	*La Force polonaise*	678
A. ALBERT-PETIT	*L'Histoire*	691
ALBERT FLAMENT	*Tableaux de Paris.*	702

P. D'ESPEZEL : *Vieux Paris*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 10 FRANCS

46e ANNÉE *NUMÉRO 11*

LA REVUE DE PARIS
il y a cent ans

Au sommaire de la Revue de Paris *de juin* 1839 (*première* Revue de Paris), *on trouve une étude de Léon Gozlan sur le château de Petit-Bourg, une nouvelle de Paul de Musset, des études critiques d'Arsène Houssaye et M. Louandre, une étude historique sur Rutilius Numitianus de J.-J. Ampère.*

Du bulletin de la Revue de Paris, *nous extrayons le passage suivant, qui évoque les soucis et querelles des milieux « musicaux » il y a cent ans :*

M. Spontini vient d'être nommé membre de l'Institut ; on ne saurait trop se réjouir de cette élection, faite pour fixer enfin sur un point du globe la vie errante du grand musicien. L'honneur d'entrer à l'Institut attendait M. Spontini au retour de ce fameux voyage dans les États romains, pendant lequel l'illustre auteur de *la Vestale*, d'*Olympie* et d'*Agnès de Hohenstaufen* soumit un plan sur la restauration de la musique religieuse à sa Sainteté, qui ne lut pas le plan et le nomma chevalier de l'Éperon d'or. Il est à souhaiter que M. Spontini profite désormais de son séjour à Paris pour aller entendre à l'Opéra *Guillaume Tell*, *Robert le Diable* et *la Muette*, qu'il ne connaissait pas même de nom l'an passé. Ainsi, la France vient de s'acquérir la gloire de compter *la Vestale*, *Olympie* et *Fernand Cortez* parmi les productions de son génie musical ; il est vrai que c'est là une gloire que tous les peuples pourront lui contester à bon droit. M. Spontini est né à Novare, dans le pays de Mercadante, et il n'y a pas un an qu'il était encore au service de S. M. le roi de Prusse, dont il dirigeait la chapelle et le théâtre, triste direction qui a laissé des souvenirs à Berlin. Puisqu'on admet M. Spontini à l'Institut, pourquoi Rossini et Meyerbeer n'y sont-ils pas ? L'auteur de *la Vestale* est naturalisé, dira-t-on ; mais que signifie la naturalisation, lorsqu'il s'agit des œuvres de l'esprit ? La naturalisation de M. Spontini fera-t-elle que sa musique soit plus nationale, plus française que la musique de Rossini ou de Meyerbeer, qui ne sont pas naturalisés ? Que l'Institut y prenne garde, les noms étrangers envahissent ses cadres. Certes, ce n'est pas nous qui nous élèverons contre ces admissions ; à coup sûr, nous aimerions mieux voir Rossini à l'Institut que M. Adam, et Meyerbeer que M. Berlioz ou tout autre candidat peu sérieux ; mais il nous semble qu'en agissant ainsi, l'Institut se détourne de l'idée qui a présidé à sa fondation, qui est de rassembler en un corps d'élite tout ce qui représente le progrès de l'intelligence dans le pays. Si l'Institut renonce à sa stricte nationalité, s'il veut embrasser le monde dans son cercle, alors qu'il ne s'en tienne pas à MM. Caraffa et Spontini, qu'il fasse plus ou moins, qu'il ouvre ses porte ou qu'il les ferme.

LES CALEPINS DE GEORGE SAND

Depuis le couvent, George Sand avait l'habitude de griffonner des notes sur ses cahiers ou sur ses livres. On sait qu'elle était le boute-en-train de sa classe, qu'elle composait des comédies que ses compagnes représentaient, et qu'enfin, admirant son imagination, les religieuses lui confièrent le soin de diriger cette petite troupe. Molière fut adapté et probablement interprété d'une manière fort pittoresque dans le couvent des Anglaises !

Ensuite, nous retrouvons dans nos archives, les petits calepins *sur lesquels Aurore notait parfois des pensées littéraires ou philosophiques, des bribes de poésie, quelques notes de ménage, l'adresse de ses fournisseurs et de ses amies.*

Le premier est daté de 1818 (George Sand avait quatorze ans), mais il commence peut-être à une date antérieure, au couvent. Dans ce petit calepin, en cuir bleu foncé, avec coins d'acier, et l'inscription, placée au milieu de la reliure : « Souvenirs », sont inscrites, d'une écriture fine, les dates de 1820, 1822, 1823. Une pochette du calepin, doublée de satin jaune-d'or, contient, sur une toute petite feuille de papier arrachée, un dessin représentant un petit oiseau puis, dans un autre papier plié, des cheveux, avec cette inscription : « Napoléon ». Sur la première page, ces mots de la main de George Sand, alors Aurore Dupin :

« Ce calepin appartient à son maître, autrement dit : Il marchese Lucio » (nom qu'elle se donnait. « Le marquis Lucien », un de ses prénoms était « Lucile »).

AURORE SAND

DESCRIPTION DE MA CELLULE

Si vous voulez avoir une idée de ma cellule, relisez *la Chartreuse*, de Gresset. Au premier, en descendant du ciel, une chambre qui n'est ni ronde ni carrée, mais dans laquelle on peut faire six pas pourvu qu'ils soient très petits. Le voisinage de la gouttière et les concerts des chats toutes les nuits. Mon lit, sans rideaux, est dans l'endroit le plus large, c'est-à-dire auprès de la muraille d'un côté, et de l'autre, au pied de la fenêtre. Quand je dis sans rideaux, j'ai tort de me plaindre, car je n'en ai pas besoin. La charpente et le toit de biais sont précisément au-dessus de ma tête, de sorte, qu'en sortant de mon lit je me casse le front tous les matins et je fais trembler toute cette charpente pourrie. Ma fenêtre, composée de quatre petits carreaux, donne sur une étendue de toits couverts en tuiles brunes, de chapeaux de cheminées où rôdent incessamment des volées de moineaux qui m'aident à manger mon pain sec. Le papier de ma cellule a été jaune, à ce qu'on prétend, mais quelle que soit sa couleur, il est fort intéressant, car il est barbouillé dans tous les sens de noms, de maximes, de vers, de niaiseries, de réflexions, de dates que toutes celles qui ont habité cette chambre y ont laissés. Celle qui l'habitera après moi aura de quoi s'amuser, car je lui laisserai des romans et des poèmes entiers à déchiffrer sur la muraille et des dessins fort intéressants gravés avec un couteau sur la pierre de ma fenêtre, à l'extérieur. Une harpe, une chaise de paille, une commode, par dessus laquelle je suis obligée de sauter pour arriver à la porte, composent, avec mon lit, et une figure de la mort encadrée de bois noir, tout mon mobilier sur lequel je défie l'huissier le plus facétieux de verbaliser longtemps. Quand il fait chaud, j'ouvre la fenêtre la nuit, pour respirer dans ce taudis, mais s'il arrive quelque orage, comme je dors profondément, je me trouve le matin dans un bain, vu que je ne suis pas loin de la fenêtre et que je ne perds pas une goutte de pluie. Je rêve quelquefois que je suis tombée dans la rivière et, à mon réveil, je crois encore y être. A mon chevet sont

suspendus un bénitier qui m'a coûté trois sols et deux couronnes de chêne qui me furent décernées après une victoire à coups de poings, et un drapeau arraché aux Anglaises, trophée glorieux que je contemple toujours avec plaisir.

Envoyé à Jeanne[1], sur le dos d'une assiette, un jour qu'on nous avait éloignées l'une de l'autre au réfectoire :

Ne pleure pas car quoi qu'on fasse
Jane, on ne peut nous séparer.
On m'a bien fait changer de place
Mais dans mon cœur tu n'en peux changer.

Petits chagrins de notre enfance
Coûtent un soupir,
L'amour annonce sa présence
Par un soupir,
L'amour s'enivre d'espérance
Par un soupir
Et donnerait son existence,
Pour un soupir.

Qui peint le chagrin de l'absence
Ce sont une grande quantité de soupirs.
L'accent de la reconnaissance
C'est encore une demi-douzaine de soupirs.
Sexe charmant de l'inconstance
Est un soupir.

Si l'on savait ce que c'est que le chagrin !

Si l'on savait quelles longues angoisses paieront l'erreur d'un jour ! Mais non, l'homme est fanfaron de sa nature. se lance en souriant au milieu des dangers, la mer orageuse

1. Une amie de couvent.

est son élément ; et le moins prudent est souvent le plus sage, le confiant esclave du sort qui livre sa barque au caprice des flots arrive souvent au port, quand l'habile pilote combat vainement la tempête qui se joue de ses prévisions. Il semble que le hasard soit le Dieu qui nous gouverne ! si c'est un lot, si c'est une rencontre fortuite que le bonheur, pourquoi tant de soins pour le fixer ? Pourquoi tant de réflexions avant de faire le bien, et tant de prudence à secourir autrui ? Ce n'est pas de préparer l'avenir qui doit occuper une grande âme. Elle sait trop bien qu'il déjouera ses plans ; c'est de les recevoir qui est difficile...

Si vous voulez savoir ce que c'est que la douleur, déchirez votre chair avec vos ongles, percez-la avec un instrument tranchant et versez sur vos blessures du plomb fondu et de l'huile bouillante ou supportez l'ardeur du brasier, ou frappez votre tête aux murs d'une prison, mais vous ne saurez pas encore ce que c'est que de souffrir. Il n'y a peut-être pas deux créatures humaines qui le sachent. La coupe de fiel n'est pas également amère pour tous, la plupart de ceux qui l'ont goûtée la repoussent et n'ont pas le courage de la savourer jusqu'à la lie. Il y a des êtres *privilégiés*, des esclaves de la fatalité qui semblent s'y plaire et n'en vouloir pas perdre une seule goutte. Vous les raillez pourtant d'avoir pris pour eux la triste part que vous leur avez laissée.

Les jeunes gens n'ont pas besoin de bonheur. Les distractions et les espérances leur suffisent ; la jeunesse est un bonheur par elle-même.

« Ils caressent leurs chiens et leurs chevaux et nous repoussent avec effroi. »

Phrase de MICHEL DE BOURGES.

« Le jour vient comme un joyeux enfant baiser avec ses lèvres rouges et brûlantes les larmes de la nuit. »

MICHEL DE BOURGES : *Le Paria.*

« Il y a quarante ans, que tous les jours en m'éveillant, j'offre à Dieu mes pensées, après quoi j'entre dans le tumulte du monde. »

(Signature illisible.)

Oh humanité ! Il faudra que je te méprise bien profondément le jour où je dirai que tes lois d'aujourd'hui sont faites à ta taille. Tu me commandes de le faire, et Dieu me le défend. Si je viens jamais à me réconcilier avec ton ordre social, c'est que la dernière lueur de sympathie pour les hommes sera éteinte en moi.

Tout le système de ma vie a été tranformé en 1830 par les savoureuses émotions d'une soirée d'été. J'ai entrevu des biens que je n'avais pas, j'ai tout sacrifié à leur possession, je les ai possédés et j'en ai connu le vide et la satiété. Une autre révolution s'est opérée en 1835. Ç'a été l'affaire d'une goutte de madère et d'une nuit de réflexions sur mon fauteuil, au bruit de la bise d'hiver. Cette nuit mémorable, où cependant aucun événement extérieur ne s'est accompli dans ma vie, a décidé d'une nouvelle ère de ma destinée. Tous ces biens dont j'avais vécu, ont passé comme des spectres éteints dans les ténèbres de ma veillée. J'ai été transformée à une existence nouvelle et jusqu'ici je n'en ai connu que le beau côté. Y a-t-il à la sagesse un revers de médaille, comme il y en a un à la passion ? — Le troisième acte de mon drame sera-t-il le pacte de Faust avec le diable ? Il me semble aujourd'hui que cela ne peut pas être, et que celui qui a découvert par lui-même le néant de ses illusions, ne peut plus s'y rattacher par aucun point.

Amour, saint amour de l'âme, retraite, silence, repos, instinct de la Divinité, saisons de l'année, fleurs, tombeaux, peut-on se lasser de vous ?

L'ambition est une passion impossible aux femmes dans cette société. Elles ne sont rien que par les hommes, d'où il sort que le sentiment de l'ambition que Dieu a mis dans toutes les âmes et qui est grand et noble, lorsqu'il peut se satisfaire, devient, chez elles, une sorte de vanité d'esclave qui les pousse à toutes sortes d'abjections.

Toutes les fois qu'une femme veut être, pour son mari, plus qu'une concubine, elle peut être sûre de trouver en lui un ennemi.

Musset a fait de mauvais vers sur la loi de la presse parce qu'il a voulu se *réconcilier*. Il est impossible qu'un poète, un vrai poète, s'abaisse à flatter un prince sans perdre aussitôt la plus fine fleur de son génie. Le poète a besoin pour s'inspirer, de l'enthousiasme de soi-même; s'il en est à s'excuser, il est froid. Ainsi la fierté la plus déplacée, la résistance la plus folle, le grandiront encore; l'accommodement le plus légitime, la réconciliation la plus honnête avec le pouvoir, le gêneront et le pâliront.

Notre religion s'explique positivement par l'espèce de prière qu'on doit adresser à la Divinité. Ainsi, c'est une profanation et une impiété, toute du fait des moines du moyen âge, de faire prier pour obtenir les biens temporels, d'autant plus que jamais les processions des Rogations n'ont empêché la grêle ou la sécheresse, et que ces inutiles et folles demandes de beau temps, mettent la foi du simple à une rude épreuve. Prier *pour ses amis et pour ses ennemis* ne signifie pas demander, pour eux, ou pour soi, des événements heureux, le succès des entreprises, la santé, la longévité. Tout cela est réglé d'avance dans les desseins de la Divinité et confié à une puissance en sous-ordre qu'on appelle le Destin parmi les hommes. Cette puissance inflexible est chargée de faire respecter l'ordre établi dans l'univers, et demander à Dieu d'y changer quelque chose pour nous satisfaire, c'est lui demander de foudroyer le monde pour nous divertir. La volonté de Dieu

est sans doute celle-ci : Que la race humaine ne périsse pas durant tout le temps assigné à son existence. Elle lui confie à elle-même ses moyens de conservation et l'homme le plus pénétré de sentiment religieux, le plus doué de l'essence divine est celui qui fait le plus de bien aux autres hommes, c'est ainsi qu'il est la Providence et qu'il fait cesser en apparence l'insouciance du Destin.

Mais l'égoïste ne sera jamais exaucé. Il s'enrichira aux dépens d'autrui et Dieu laissera faire. Rien sur la terre ne doit s'opposer au travail humain. C'est la grande loi de notre monde. C'est par elle que l'homme en est le roi. Faire le bien et le mal, bâtir ou rimer, tels sont nos droits imprescriptibles. La Divinité n'intervient que dans notre existence immatérielle. Notre âme a droit de demander les forces, la constance, la lumière, le calme. Elle le peut parce que la matière ne peut les lui donner ou que l'univers palpable ne fournit de secours qu'à ses sens. Le foyer inconnu d'où émane la vie intellectuelle s'est réservé l'empire de cette vie. Il abandonne la matière à ses propres moyens de reproduction, mais il reprend l'âme et la restitue au corps après l'avoir retrempée à sa source incréée. Tout homme a le sentiment inné de la Divinité, tout homme peut essayer sa puissance et sa bonté en l'invoquant, et je ne crois pas qu'un homme puisse demander à Dieu la foi sans l'obtenir. Ainsi, le plus vague instinct, la plus chancelante espérance suffisent pour entrer en communion avec Dieu et jamais cette première communication n'est stérile. La seconde prière est plus ardente que la première et rarement après la troisième ont survécu le découragement et le doute. Le sentiment Divin a donc besoin d'aliment et la seule damnation de l'athée consiste à perdre en cette vie le bonheur de la prière et de la parole intérieure de Dieu. Le droit de prier ne s'étend donc qu'à la demande d'une communication plus complète, plus suivie, plus immédiate des attributs divins. Si un idiot demandait l'intelligence, il l'obtiendrait. Quand un pervers demande la vertu, il la recouvre.

Le désespoir fait désirer et chercher la mort, mais, par une trange contradiction, ou par une prévision divine qui a

présidé à la destinée générale, la mort semble horrible dans ces moments, et la main armée par le désespoir manque de force pour saisir le poignard ou la coupe.

Au contraire, dans le calme de la sagesse, dans la seule condition du vrai bonheur, la mort semble douce et n'entraîne à sa suite aucune idée sinistre ou déchirante. Je l'ai éprouvé par moi-même. Tous les mois, il y a une heure où je vois de près la mort. Autrefois cette heure était affreuse, aujourd'hui elle est limpide comme un beau soir d'été. A ces moments-là, la solitude ne m'épouvante plus. Mon imagination est bercée et non agitée par les rêves. A mesure que le froid gagne mes veines, je me représente le Léman où le lac Majeur, et il me semble que je vois le soleil s'y plonger lentement.

Chaud comme glace, frais et point joli, tiré à quatre épingles, becquetant toutes les bouches, gâté pour sa fleur de jeunesse ou toléré pour son peu de consistance, trop doux pour être haï, trop faible pour être estimé, prodiguant les serments d'amour, et n'aimant que sa frisure et sa moustache, capable de tout quitter pour une chaîne d'or ou pour un cornet de bonbons, sanglé sans pouvoir s'amincir, écouté quand il raconte l'esprit des autres, parfumé, gros des hanches, italien par la voix, par la grosseur du postérieur et par le goût des joyaux, coqueluche de province, coquette en culottes, page hors d'âge mais condamné à une perpétuelle enfance.

Indépendant, calme, sans ambition, sans rancune, inoffensif dans l'aversion, paresseux par béatitude, brave comme un homme, dédaigneux des triomphes grossiers, amoureux des succès choisis, candide et naïf dans son adoration pour lui-même, doué d'une merveilleuse aptitude à tout acquérir sans travail et sans effort, incapable de s'astreindre à aucune obligation, mais contempteur solide de tout préjugé, fermé hermétiquement à toute affection forte ou exclusive, artiste inspiré, intelligent, non vénal, noblement orgueilleux et pourtant se laissant gagner par des dons puérils, ne cédant jamais à un ascendant masculin, ne courant pas après l'or, le méprisant, l'acceptant d'un ami avec aussi peu de façon qu'un enfant, le dépensant avec une aisance de marquis,

soumis à des principes de vertus antiques à propos de bottes, et ne comprenant rien aux devoirs de la famille, voici le *pour* et le *contre*. (Ch. R...)[1]

Lire, fumer, souper, boire du café, écrire, être à Nohant et complètement seule dans le profond silence de la nuit. Voilà ce que j'aime. Je suis plus heureuse que je ne l'ai jamais été, parce que ma position est arrivée à l'échelle exacte de mes besoins. Et puis, l'*amour* divin est dans le fond de mon âme, et le ciel sur ma tête !

Napoléon disait à Sainte-Hélène : « *John Bull me vengera du cabinet de Londres.* »

La supériorité morale du peuple est donc aussi évidente que la lumière, puisque le contempteur de l'humanité savait si bien dans quelle âme l'honneur chassé de chez les grands trouve un asile impérissable.

Rien n'use et ne déprave l'intelligence comme la conversation fréquente. Il faudrait ne parler qu'à la tribune pour enseigner, ou sous le portique pour s'éclairer avec les sages. L'abbé de Lamennais ne doit cette force d'âme si contenue, si calme, si éprouvée, si prodigieuse qu'à la retraite où il a vécu un demi-siècle. Je voudrais être là quand Dieu tiendra dans la balance Lamennais et Talleyrand. Si j'avais rencontré l'abbé de Lamennais en diligence, déguisé en commis-voyageur, je l'aurais encore reconnu pour un grand homme. Si l'on m'eût montré Chateaubriand en me disant : « Voilà un homme du monde et rien de plus », j'aurais dit : « C'est bien possible. » D'où vient ? Je ne sais pas. Le grand tort, la grande erreur des hommes marquants, c'est de s'observer et de se composer un extérieur qui finit par leur être propre, et qui pourtant n'est pas l'enveloppe de leur être véritable. Les gens médiocres affectent la brusquerie et le *laisser-aller* qui convient à la supériorité. La supériorité au contraire se

1. Le portrait de Charles Rollinat, frère de son ami, François Rollinat.

guinde presque toujours et, par excès de vanité, *caricature* une modestie qu'elle a rarement. J'aime encore mieux qu'on me dise tout de suite, comme Balzac : « Ah çà, vous voyez devant vous un grand homme. » C'est convenu, n'en parlons plus. Alors Balzac redevient un excellent garçon plein d'esprit et de naturel, seulement, d'heure en heure il vous dit : « N'oubliez pas que je suis un grand homme ! » L'amour-propre dégénéré en folie est plus supportable que la fausse pudeur. Mais qu'y a-t-il de comparable au génie qui ne se connaît pas ? Je n'ai encore vu que Lamennais et l'homme de Fourrière qui fussent ainsi. On dit que Lamartine est maniéré et que Victor Hugo pousse l'outrecuidance au delà de toutes les bornes du possible. Sainte-Beuve n'est pas un génie de premier ordre, mais c'est un noble talent extrêmement modeste. Rien d'affecté ; si on lui dit qu'il a bien fait et bien dit, cela lui fait plaisir, mais si on ne lui dit rien, il ne rappelle à personne qu'il existe. Sa vie est un continuel examen et un continuel encouragement de la vie d'autrui. Malheureusement, les vanités l'accapareront, et amolliront son goût exquis. Cela lui arrive quelquefois déjà. Il a eu tort de s'asseoir sur le trépied de l'abbaye au Bois.

La première fois que je me suis trouvée en représentation, j'ai essayé de parler, je n'ai jamais pu en venir à bout. J'ai pris le parti de me taire. J'ai bien fait. On a dit que j'étais bête ; si je m'étais contraint à parler, n'y étant pas disposée, j'aurais semblé bien plus bête encore. Je pensais ce soir-là conquérir d'un coup de filet toute la *gent de lettrerie*, me faire des prôneurs et des aboyeurs dans tous les rangs de la hiérarchie. Ma langue s'est trouvée liée à mon palais. Je ne me suis senti rien à dire. Recevoir des compliments me paraissait embarrassant, en adresser me paraissait servile, j'attendais que l'on se mît à parler d'autre chose que d'*eux* et de *moi*. Ils n'en voulurent pas démordre. Je les ai laissé aller et je m'en fus sans avoir desserré les dents. Le lendemain j'avais quinze ennemis littéraire *très* puissants sur le pavé de Paris. Je ne l'avais ni désiré, ni cherché. Je m'étais imaginé que je trouverais quelque chose à dire à des beaux esprits. Je n'avais pas fait l'expérience de l'antipathie de nature. On croit que j'avais été là pour braver la curiosité en satisfaisant la mienne

propre. On eut tort. J'allais voir si je pouvais m'amuser, et je m'ennuyai, ce fut ma perte ; il fut réglé par le destin, dans ce dîner, que je n'aurais pas de salon littéraire. Voyez un peu !

Nom de *l'amour*, c'est au nom de Dieu que cela s'arrange et se consacre indissolublement. Je m'étonne qu'on n'ait pas fait venir un magistrat et un prêtre pour sanctionner la fornication de la carpe avec le lapin de M. de Lacépède.

Ayant eu une enquête à préparer, des témoins à faire comparaître, j'ai acquis la conviction qu'il était beaucoup plus facile de faire dire aux hommes le mensonge que la vérité. Au nom de la conscience, j'ai trouvé toutes les mémoires endormies. Si j'avais donné de l'argent ou de l'encens, on aurait dit ce qu'on n'avait jamais su.

J'ai vu en cette occasion l'avantage de l'éducation. Les gens civilisés ne sont pourtant pas meilleurs que les paysans. La connaissance du bien et du mal les empêche de faire le mal, même lorsque leur nature ou leur intérêt leur fait regretter de faire le bien. Les paysans font naïvement des choses honteuses, et n'en valent pas moins, si on y réfléchit bien.

Il y a des *hommes simples* et des *hommes compliqués*. Les hommes simples n'ont qu'une face, un caractère inaltérable, une vie dont l'unité est sublime. Ils sont essentiellement logiques et on peut juger de leur avenir par leur passé. Une vie pure peut seule convenir à de tels hommes. Les hommes compliqués ont de plus brillantes et de moins solides facultés. Ils se distinguent par le nombre des instincts, mais non par l'étendue des forces. Ils sont parfois merveilleusement séduisants, mais ils n'exercent jamais une véritable puissance. Ils ont besoin de voir, de sentir, de connaître, de s'approprier tout ce qui est extérieur. Ils vivent plusieurs sortes de vies à la fois, mais ils en sont accablés, et n'en gouvernent aucune. Mirabeau devait être un homme compliqué.

Le lever du jour après une nuit de travail, quand la lampe brûle encore et pâlit, est un beau moment pour celui qui n'a ni remords ni ambition.

— Biens primitifs, joies faciles et pures que chaque soleil renouvelle et que rien ne peut ôter à l'homme, vous êtes pourtant ce que l'homme méprise le plus ! Étonne-toi donc, misérable créature, d'être abandonnée de la Providence !

— Sache t'abstenir, toi qui es Esclave (esclave de ta médiocrité).

— Sache jouir, toi qui es Puissant (puissant par l'intelligence).

— Mais que dirai-je à toi, Puissant, si le monde extérieur te méconnaît et te dénie tes jouissances ?

— Mais que dirai-je à toi, Esclave, si la société te force à connaître et à agir ?

— Je te dirai à toi, Puissant : Sache mourir dans le silence.

— A toi, Esclave : Sache vivre dans le bruit.

En berrichon, le porche des églises s'appelle *guenillier*. Mot expressif pour désigner la place où s'agenouillent les mendiants.

Les faces de mon organisation seront résumées dans ces quatre mots. Chacune embrassera diverses périodes de mon existence et en contiendra le récit et l'analyse. La première : le couvent, les lectures théologiques et philosophiques, les rêveries, les doutes, le résumé des croyances sauvées à travers tous les naufrages. La deuxième : les voyages, les lectures, les travaux littéraires, l'étude de l'histoire naturelle. La troisième : la maternité, l'amitié, la politique, la retraite, le repos. Savez-vous pourquoi l'intolérance accuse toujours ses victimes de mensonges ? C'est que l'intolérance est vicieuse

et criminelle et qu'elle sait combien il est facile de mentir impudemment, et à cela, l'on doit répondre : je souffre parce que je veux souffrir, parce que j'aime mieux souffrir que mentir.

Il y a dix ans que le Malgache[1], un matin, à propos d'une démonstration que je lui faisais, à ma manière, sur l'*éperon de la capucine*, s'écria : « Ah ! mon Dieu, tu as découvert le système de Geoffroy Saint-Hilaire sur les monstres, sans t'en douter ! » Une heure après, je ne savais plus ce que je lui avais dit ; le lendemain, je ne me souvenais plus de lui avoir dit quelque chose. Il me le rappela. Je cherchai en vain cette lueur de génie. Elle ne me revint jamais, et je ne sais plus, aujourd'hui, ce que c'est que le système sur les monstres, ni quel rapport il peut avoir avec l'éperon de la capucine. Qui n'a eu de l'esprit une heure en sa vie ? Heureux ceux qui gardent leurs trésors et les dépensent à propos, au lieu de les gaspiller sans en savoir le prix et de rester pauvres !

Vous êtes triste hélas ! moi je suis triste aussi.
Et comment ne pas l'être au spectacle du monde ?
Vit-on jamais de nuit plus froide et plus profonde ?
Jamais l'humanité dériva-t-elle ainsi ?

Beauté, Justice, Amour, tout nous quitte et voici
Que sur ces débris saints, dressant sa tête immonde,
Mammon règne et le flot des nations inonde
Les temples de ce dieu sans grâce et sans merci.

Et si l'homme encor pur en soi se réfugie
Qu'y trouve-t-il ? Un cœur éteint, sans énergie,
Énervé par le doute, usé par les combats.

Poursuivant l'étincelle, il fouille en vain les cendres.
En vain évoque-t-il ses instincts grands et tendres,
Il rêve un idéal auquel il n'atteint pas.

1. Jules Néraud, botaniste, ami de George Sand qui avait séjourné à Madagascar.

Chez madame Dudevant,
Y a d'la jolie vaisselle,
Son blanchissage pend
Au bout d'une ficelle.
On y mange proprement
Mais y a, le plus souvent,
Pas beaucoup de chandelle.

Inscription dans la mansarde :

Les êtres perfectionnés dans un sens sont profondément malheureux lorsqu'ils naissent dans une époque où la société se développe dans un sens opposé.

Ah ! vous croyez, bonnes gens, qu'on est faible et bête parce qu'on est bon ?

Vous croyez qu'on est perdu parce qu'on souffre ?

Je n'ai pas honte de souffrir abominablement. *Homo sum et nihil*, etc.

Vous ne souffrez donc jamais, vous autres ? Alors vous êtes des dieux, ou des brutes, lequel ?

Mais si vous ne souffrez pas, où est votre force ? Vous n'avez rien à surmonter, rien à vaincre.

Et vous croyez que je vais mourir ? Hélas ! Je vous enterrerai tous ! Dieu, oh mon Dieu ! c'est en vérité trop facile d'être bon !

Et pourtant voilà une nuit de larmes atroces. Mais m'eût-il été possible de ne pas être honnête et bon ?

Alors, pourquoi pleures-tu, imbécile ?

Est-ce que je pleure? C'est fini.

De l'ambition?

Petit, petit.

De la colère? Encore plus petit. De la haine? Toujours plus petit. De la vengeance?

Vous êtes dans les infiniment petits. O petitesse, je te défie!

Tu veux être grand? C'est très difficile.

— C'est très facile, au contraire. Je rougis de voir combien c'est facile en cette occasion. D'ailleurs, il ne s'agit que d'être bon; on appelle cela être grand, quand on est petit soi-même.

Il y avait des marguerites blanches dans le pré, qui se dandinaient et avaient l'air de dire aussi :

— Souffrir encore?

— Soit, si c'est mon devoir. Mais si c'est le contraire?

— Alors, zut!

— Dépend-il de toi ne ne pas souffrir?

— Peut-être.

— Essaie.

— J'essayerai.

— Pourquoi pas tout de suite?

— Je ne puis.

— Donc, tu souffres plus que tu n'es fort?

— Je ne dis pas non. Mais demain?

— Et si ce n'est pas demain, ce sera après-demain peut-être?

Je ris tout seul comme un bossu. Personne ne me verra cette joie, personne ne saura d'où elle vient. Je te pardonne au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit! Point de vengeance, pas même de punition, sois tranquille, ô toi qui me fais rire! Je ris tout seul, dans le silence de la nuit. Demain, je parlerai

de toi sérieusement et bonnement, car il m'est impossible d'être fâché. Je ne me moquerai même pas de toi : le ridicule tue un homme et je souhaite que tu vives. Mais je ris, là, dans le secret de mon cœur, et si tu le voyais, tu serais trop puni. Dis donc, mon rire, est-ce que tu es méchant? Viens-tu de Dieu ou du diable?

Cesse de rire, mauvaise bête ! Tu triomphes donc de la folie de ton semblable?

— Est-ce que je ris?... c'est fini.

Cieux étoilés, voyez mon calme !

Cher travail, ami fidèle, joie du sanctuaire, je défie bien qu'on t'arrache de mon sein. Je peux souffrir, souffrir beaucoup, et j'y consens, mon Dieu, car tu nous as condamnés à souffrir.

Mais tu permets bien aussi que nous ayons la force et que le calme en soit la récompense. La force ne vient pas du diable, elle vient de toi seul, Dieu bon !

Les dieux savent s'affranchir du destin et l'homme peut se faire semblable aux dieux.

Vous êtes tentées de céder à un amant par dévouement. Songez que le dévouement n'est pas beau, parce que l'idole ne répond pas au sacrifice. Exemple : L'âme s'affaiblit et se perd dans la passion mal placée.

1836 ou 1837

Pour toi, Solange [1]
Mes amours
Je chanterai toujours :

1. Solange Dudevant, fille de George Sand.

Moi, la mésange
Des beaux jours
Au chapeau de velours,
Je rêve à toi, petit ange
Et vers toi j'accours
Solange mes amours.

Pour ma baronne
Ce matin,
Fleurit mon beau jardin.
Pour ma baronne
Mon doux refrain
Pour elle un jour serein.

Maurice pour sa mignonne
Se lève au matin
Et cueille le jasmin
— Allons Solange
Ouvre tes yeux
Le soleil est aux cieux.
Allons mon ange aux blonds cheveux
Levez-vous je le veux,
Écoute de la mésange
Le refrain joyeux
Le soleil est aux cieux.

CALEPIN[1]

(Reliure en cuir vert foncé à rinceaux d'or.)

Malheureux humains que nous sommes !

Dieu, prends pitié de nos douleurs, et permets que les tristes cœurs se cachent aux regards des hommes.

(Quatrain de Rousseau, modifié.)

1er janvier 1844, Paris.

1. Ce calepin appartient à mademoiselle Y. F. qui veut bien nous permettre de le publier. Nous en citons ici quelques pages. Elles ont été écrites à l'époque où, encore une fois, le foyer de George Sand recommençait à être profondément troublé, et cette fois, par l'influence néfaste du caractère de Solange — sa fille.

A plusieurs reprises, dans ses grandes douleurs, George Sand subit la tentation de se donner la mort. C'est en pensant qu'elle pouvait encore aider et protéger que, grâce à son grand cœur, elle ne s'est pas suicidée, en voici encore une preuve.

A. S.

Au milieu des égoïstes, celui qui se dévoue est une proie dont on se dispute les lambeaux, sauf à les traîner ensuite dans la poussière.

L'amour tue, la haine tue. Quel est donc ce temps où tout meurtrier est une victime?

Je m'imaginais qu'il était indifférent de vieillir quand on est sage. Mais il y a un abîme que je n'avais pas prévu. C'est que les viles luttes sont moindres, les forces ne diminuent pas en proportion. Alors on a trop de puissance pour trop peu de vouloir.

Diminuerai-je les forces de l'esprit volontairement, en attaquant les forces du corps? Prendrai-je de l'opium, me priverai-je de sommeil et d'aliments? Si c'étaient des moyens sûrs, pourquoi non? Mais la médecine ne connaît pas un moyen de prostration qui ne soit aussi, pour certains êtres robustes ou faibles avec excès, un moyen d'excitation. Ce qui abat l'un ranime l'autre et réciproquement. Il n'y a pas de remèdes sûrs contre l'envie et le besoin de vivre, et ne se tue pas qui veut.

Malheureux humains que nous sommes!

La mère bat, le mari blesse, les enfants déchirent, l'amant tue.

Hier, j'ai dîné par distraction; demain, je dînerai peut-être par faim.

Ne meurt pas qui s'en flatte.

On dit que l'action de la justice divine ne se fait pas sentir sur la terre! Comment donc appellera-t-on cette effroyable punition du méchant condamné par une loi fatale à devenir toujours plus méchant?

Je suis le plus faible des êtres et pourtant je vis ! Depuis vingt ans, je dompte la tentation violente, l'idée fixe du suicide. N'es-tu rien, mon Dieu, vous qui savez mes heures de désespoir ?

Vivre ! affreux, terrible devoir de mère ! Ah ! je crois bien que je ne suis pas la seule qui ait pris sa fille dans son berceau avec la tentation de l'aller noyer avec soi.

O mon Dieu, faites que mes enfants soient heureux ou forts ! Dans ce temps là, je serai libre, et alors, triste *moi*, nous nous retrouverons, comme à Venise, avec personne entre le cœur et la main.

Je n'ôterai donc jamais cette tache de sang de ma main ? dit la femme de Macbeth. D'autres disent : je n'étoufferai donc jamais cette étincelle sous ma cendre ?

Je t'aime, Hamlet, à cause de ce qu'on te reproche. Le tableau de ta douleur manque de logique et de clarté ? Ah ! vous qui parlez, vous voyez donc clair dans votre désespoir ?

Critiquez, comparez, disséquez, vous ne ferez pas que j'aime à cause que j'admire. Corneille, Racine, triomphez, que m'importe, vous ne m'avez jamais fait pleurer, et toi, Shakespeare, tu as toujours remué mon âme dans toutes ses profondeurs.

Si je me brise le cœur, les morceaux en seront encore bons.

Va toujours, tu regarderas derrière toi quand tu seras au but. Et qu'importe alors qu'il y ait de ton sang sur le chemin ?

Laissez, laissez mon sang par terre, et laissez marcher dessus. Il m'en reste encore à répandre. Je n'ai pas fini. Et pourquoi me plaignez-vous si je ne me plains pas moi-même ?

Pourquoi est-il aussi facile de se tuer que de boire un verre d'eau? En vérité, la tentation est trop forte.

Pourquoi est-il si difficile de se laisser mourir? La tentation de vivre, la tentation de mourir sont également soudaines, violentes, irrésistibles.

Malheureux humains que nous sommes!...

L'empire du siècle doit être fatalement aux femmes galantes. Je démontrerai cela quand on voudra. S'il y a de courtes heures d'ivresse pure pour les autres, il y a toute une vie de réflexion et de jugement qui est intolérable.

Le public des théâtres a le sens grossier, et ce n'est pas le parterre qui est ainsi, d'ailleurs il n'y a plus de parterre. Ce sont les loges, ce sont les hommes et les femmes les plus raffinés qui ont le goût brutal, c'est-à-dire, en deux mots, le cœur froid et les nerfs excités. Le plus grand chanteur, aujourd'hui, est celui qui crie le plus fort. Le plus grand virtuose, celui qui brise le plus d'instruments. La plus belle femme, c'est la plus nue, la plus aimable, c'est la plus effrontée. Un regard provoquant, un sourire obscène font plus, dans le monde, comme sur le théâtre, que dix ans de travail intelligent et toute une vie de noble et pur amour.

Faites donc de vos filles des anges de pudeur! Le fruit de vos soins et de votre vertu, c'est qu'elles ne seront pas aimées.

Et puis, pauvres femmes perdues, essayez de vous faire faire place dans *leur* société, demandez-leur autre chose que du plaisir et de l'enivrement, et vous verrez comme ils vous recevront; sages et folles, vous ne voyez donc pas, femmes, qu'ils ont fait deux choses différentes, deux choses ennemies, du respect et de la volupté, de la foi et de l'amour, de l'honneur et du plaisir.

Fortes femmes, ne regrettez pas de n'être pas galantes.

Femmes galantes ne désirez pas d'être fortes ! Il en va mal pour toutes dans ce monde, et quoi que vous fassiez pour vous haïr et vous mépriser mutuellement, vous êtes les filles d'un même père : le malheur.

Croire !

Mon Dieu, si c'était vrai, vous me permettriez de le croire, car qui plus que moi vous a demandé la foi ? Qui a l'âme plus dégagée de tout ce qui peut empêcher la foi d'y descendre ?

Si je perds la force... c'est alors, oui, alors... Dieu tu me le permettras !

Permets-le moi ! Ote-moi le sentiment du devoir, ôte-moi l'amour maternel, ôte-moi la pitié, ôte-moi la conscience que je puis encore faire quelque bien. Permets-moi d'en finir.

Je ne peux plus marcher. Laisse-moi me coucher par terre et mourir.

GEORGE SAND

DEPUIS MUNICH

« CERTES, écrivait-on ici-même voici sept mois[1] l'accord de Munich comporte des conséquences inévitables ; lorsqu'elles se dérouleront, ceux qui ont applaudi à cet accord ou qui s'y sont résignés ne devront pas jeter de hauts cris ; la poussée allemande vers la région du Danube et vers les plaines de l'Ukraine va s'accentuer. Si elle se maintient dans un cadre économique compatible avec les principes essentiels du droit des gens, les Français, à condition de mettre à profit le répit qui leur serait ainsi laissé, peuvent trouver avantage à voir le dynamisme allemand s'employer dans cette direction ; si au contaire, en dépit de la promesse faite solennellement par M. Hitler que l'annexion des Sudètes marque la fin des revendications territoriales de l'Allemagne en Europe, cette poussée prend un caractère belliqueux et menace les dernières libertés du continent, nos compatriotes auront à peser les raisons qu'ils pourront avoir de risquer le tout pour le tout et de se jeter dans la mêlée... »

La crainte qui était exprimée dans ces lignes, l'événement l'a justifiée : M. Hitler a menti à sa promesse. L'événement aussi a vérifié l'espoir qui y était formulé : la France a mis à profit, au moins dans une large mesure, le temps gagné.

Munichois, antimunichois... Faudra-t-il donc que les Français, même dans les temps où l'union est le plus nécessaire

1. *Revue de Paris* du 1er novembre 1938. J. Chastenet, *Leçons d'une Crise.*

et alors qu'ils sont au fond d'accord, imaginent toujours des vocables qui les divisent? Aussi bien cette opposition n'a-t-elle été inventée qu'après coup. Au lendemain de l'accord de Munich, l'immense majorité de nos compatriotes y souscrivaient. A ne considérer que les intérêts proprement français, ils avaient raison.

La vérité, on peut bien la dire maintenant qu'elle s'est heureusement modifiée, la vérité est qu'au mois de septembre dernier un conflit armé nous eût surpris en fâcheuse posture. M. Daladier l'a dit dans son discours du 12 mai : « Aucun chef du Gouvernement français, dans les conditions politiques et diplomatiques où se posait le problème ne pouvait envisager cette folie d'une guerre... » La France était encore mal pansée des terribles blessures que lui avait faites le Front populaire. Industriellement, elle se trouvait dans un état de sous-production, voire de désorganisation, angoissant. Militairement, elle présentait d'effroyables lacunes (faut-il donc rappeler qu'au mois d'août nos usines n'avaient produit qu'une trentaine d'avions alors qu'il s'en était construit plus de sept cents dans les usines allemandes?) Diplomatiquement, elle se trouvait en présence d'une Grande-Bretagne hésitante, d'États-Unis ancrés dans la politique de neutralité, d'une Europe balkanique terrorisée et, soulignons-le, d'une Pologne hostile.

On n'omet point que, par contre, elle pouvait compter sur le concours tchécoslovaque; on sait le butin que l'Allemagne a fait en Tchécoslovaquie et que le Führer a pris soin de détailler dans son discours du 28 avril. Mais sans manquer au respect qu'on doit aux Tchécoslovaques, sans oublier la responsabilité que nous avons dans leur malheur, on peut se demander combien de temps leur armée, courageuse certes, mais composée d'éléments qui n'étaient pas tous homogènes, eût résisté efficacement. En tous cas son appui n'eût pas balancé l'inimitié de la Pologne.

Et puis, pour tous ceux qui ne se résignent pas à considérer le cataclysme belliqueux comme une inévitable fatalité, huit mois déjà de gagnés, et bien employés, n'est-ce donc rien? En septembre, si l'accord de Munich n'était pas intervenu, l'Allemagne était résolue à faire la guerre. Y a-t-il quel-

qu'un qui ose regretter ouvertement qu'il n'y ait pas à l'heure actuelle un certain nombre de villes françaises anéanties et un million peut-être de Français en moins?

Seulement, et c'est là ce qui a suscité une si légitime angoisse dans tant de cœurs patriotes, deux événements sont survenus qui, bien que pouvant déjà être envisagés dès septembre, ont cependant à la fois surpris et bouleversé l'opinion : le premier a été la revendication italienne à l'encontre de l'empire français ; le second fut le parjure du chancelier Hitler, suivi de la reprise de la poussée germanique vers l'Est.

C'est le 30 novembre dernier que, le comte Ciano parlant à la tribune de la Chambre des députés italiens, son discours fut salué par les cris de : « Nice ! La Corse ! La Tunisie ! »

Etant donné la discipline fasciste, il apparaissait bien évident que ces clameurs avaient été orchestrées en haut lieu et qu'elles devaient marquer les débuts d'une campagne. De fait, pendant les jours qui suivirent, on assista à un véritable déchaînement de la presse italienne contre notre pays. Point de griefs réels ou imaginaires qui ne fussent exhumés, point d'injures qui fussent épargnées. La France était désignée aux Italiens comme l'ennemi n° 1, sa puissance comme une offense permanente aux intérêts de l'Italie, ses dépouilles comme un butin légitime et promptement réalisable.

Une telle offensive, survenant peu après l'envoi de M. François-Poncet comme ambassadeur auprès du roi d'Italie, *empereur d'Éthiopie*, indigna à bon droit notre opinion nationale. Mais peut-être cette opinion n'en vit-elle pas très clairement les raisons.

Deux paraissent essentielles : l'une est l'amertume laissée aux cœurs italiens par l'occupation de l'Autriche et par celle de la région des Sudètes ; l'autre est l'opinion erronée que se faisait le Gouvernement fasciste de la situation intérieure de la France.

C'est l'affaire des sanctions qui a jeté l'Italie dans les bras de l'Allemagne et engendré la politique de l'axe. Mais poli-

tique de calcul et de chancellerie bien plus que politique de sentiment et d'opinion. Les *Tedeschi* n'ont jamais été populaires en Italie. Que l'on s'entendît avec eux ne pouvait être justifié, aux yeux du public italien, que par une contre-partie substantielle. Or, que voyait-on? Des sacrifices toujours nouveaux demandés aux individus, des impôts toujours plus lourds, des restrictions plus serrées; et puis les Allemands sur le Brenner, les Allemands guettant la Hongrie, jusqu'ici chasse gardée de l'influence italienne, les Allemands s'apprêtant à dévaler le long du Danube. En échange, rien, sinon quelques succès remportés en Espagne par des miliciens italiens astreints au rôle de « volontaires » et qui ne suffiront peut-être pas, en dépit de la parade madrilène du 19 mai, à assurer à l'Italie l'amitié éternelle du peuple espagnol.

M. Mussolini n'a cure de l'opposition, mais il est très sensible à l'opinion. En novembre, il lui apparut qu'il fallait donner une satisfaction à cette opinion. Lâcher l'« axe », il n'en pouvait être question après avoir tant de fois proclamé que l'ère des « tours de valse » était définitivement close. Ce fut donc contre la France qu'on se tourna, de la France considérée alors à Rome comme une proie relativement facile et quasi consentante.

Au lendemain de Munich, en effet, la France n'avait paru se reprendre que verbalement. Des pouvoirs spéciaux avaient bien été conférés au Gouvernement, mais il n'en usait qu'avec hésitation. La politique intérieure continuait à faire rage. La production industrielle restait médiocre. Enfin, la Confédération générale du Travail avait proclamé la grève générale du 30 novembre.

Le 30 novembre, c'était précisément la date choisie pour le discours du comte Ciano et la manifestation « spontanée » des députés. On assure qu'au dernier moment, quand il apparut que la grève allait échouer en France, M. Mussolini envoya à son gendre l'ordre de retrancher de son discours le couplet anti-français qu'il avait préparé. Mais la manifestation des députés ne put être décommandée. Et on laissa malgré tout se déclencher et se développer la campagne de presse qu'on avait montée...

Officiellement, le Gouvernement de Rome n'intervint pas. Le 22 décembre, cependant, il notifia qu'il ne se considérait pas comme lié par l'accord franco-italien de 1935, dont les ratifications n'avaient pas encore été échangées. En février, répondant à une démarche anglaise, il affirma qu'il ne prenait pas à son compte toutes les exigences des journaux. Ce ne fut que le 26 mars que, parlant devant les faisceaux de combat, le Duce proclama que les revendications italiennes à l'égard de la France s'appelaient : Djibouti, Suez et Tunis.

Au milieu de mai, enfin, le comte Ciano semble avoir confirmé verbalement à M. François-Poncet les précisions donnés par divers émissaires officieux dépêchés de Rome à Paris : il s'agirait d'une zone franche dans le port de Djibouti, de la cession à l'Italie de la partie éthiopienne du chemin de fer d'Addis-Abeba, d'une représentation au Conseil d'administration du canal de Suez, enfin de la consolidation au moins partielle du statut privilégié des Italiens en Tunisie.

Telles quelles, ces prétentions n'iraient point sans dangers politiques, économiques et stratégiques. Rien ne prouve d'ailleurs que, satisfaction leur étant, par hypothèse, données, d'autres prétentions ne surgiraient point. Et puis, quelle serait la contre-partie, puisqu'aussi bien le Gouvernement fasciste ne perd pas une occasion d'affirmer sa fidélité à l'« axe » ? Ne vient-il pas de renforcer cet axe en le transformant, par le pacte du 22 mai, en alliance militaire ? Et l'Italie d'aujourd'hui, objet d'une véritable pénétration allemande, n'apparaît-elle pas comme ne jouissant plus de toute sa liberté ? L'occupation de l'Albanie enfin faite de vive force, en pleine paix, le jour du vendredi saint, a beau être présentée quelquefois à Rome comme un « dérivatif » de nature à amener l'opinion italienne à moins penser à la Tunisie : elle n'est pas de nature à donner à l'extérieur une très haute idée de la bonne foi du Gouvernement fasciste.

Quoi qu'il en soit, on peut affirmer que l'offensive italienne a eu pour la France les résultats les plus heureux. Sous l'insulte, les Français ont violemment et efficacement réagi. Ceux-là même qui, au moment de Munich, estimaient et estiment encore que les destins de leur pays sont surtout *impériaux* ont été les plus sensibles à la menace faite à l'empire,

à cette Afrique du Nord en particulier qui est le cœur et le donjon de l'empire.

Voyage triomphal de M. Daladier en Corse, en Tunisie et en Algérie, affirmation répétée faite par les voix les plus autorisées que la France ne laissera jamais toucher à ce qui est son patrimoine et ne cédera « ni un arpent de ses terres, ni un seul de ses droits », paix sociale, amélioration de la situation financière, accroissement de la production industrielle, augmentation massive des fabrications de guerre, spécialement des constructions d'avions, pleins pouvoirs quasi illimités conférés au Gouvernement, utilisation efficace de ces pleins pouvoirs au mieux des intérêts de la défense nationale : tout cela, qui a marqué non point seulement en parole, mais dans les faits, les étapes du redressement français, est en grande partie l'œuvre de la campagne déclenchée à Montecitorio et poursuivie dans la presse italienne. Nos voisins d'au delà des Alpes peuvent être, sans ironie, remerciés.

Si, après Munich, les revendications italiennes ont suscité en France une salutaire réaction, c'est autant en Grande-Bretagne que chez nous, et c'est aussi aux États-Unis qu'un choc a été ressenti à la suite de l'attentat du 15 mars par lequel l'Allemagne, au mépris des engagements solennels de son Führer, a envahi et occupé militairement ce qui restait de la Tchécoslovaquie.

On n'a pas oublié les péripéties du drame : le 11 mars, une agitation antitchèque se manifeste en Slovaquie et un nouveau Cabinet est constitué à Bratislava. Le 13 mars, l'Allemagne adresse au Gouvernement de Prague un ultimatum demandant la proclamation, dans les douze heures, de l'indépendance de la Slovaquie. Le 14, le président de la République tchécoslovaque, M. Hacha, qui s'est rendu en hâte à Berlin, y signe un document plaçant son pays « sous la protection du Reich ». Le 15, l'armée allemande entre à Prague sans résistance et M. Hitler s'installe, avec son état-major, dans le palais présidentiel. Le 16, un protectorat allemand, déguisant à peine une annexion, est établi sur la Bohème et la Mora-

vie, cependant que la Slovaquie est partiellement occupée par les troupes du Reich. En fait, sinon en droit, l'État tchécoslovaque a vécu et quelques jours après, la Hongrie annexe l'Ukraine carpathique réalisant ainsi cette jonction avec la Pologne qui lui avait été refusée au mois d'octobre.

Ces événements retentirent comme autant de coups de tonnerre.

Alors qu'il eût été sage de ne considérer l'accord de Munich que comme la constatation douloureuse, mais inéluctable, d'un état de fait, beaucoup de ses partisans, voire de ses adversaires, y avaient cru apercevoir l'aube d'une ère nouvelle, d'une ère pendant laquelle l'Allemagne hitlérienne, ses revendications « raciales » satisfaites, allait se plier aux règles élémentaires de la vie internationale et mettrait un terme à sa politique de coups de force.

Les engagements solennels de M. Hitler, certaines démarches de la diplomatie du Reich, celle en particulier qui aboutit à la déclaration franco-allemande du 6 décembre semblaient pouvoir justifier ces espérances. Qu'elles aient été trop optimistes, l'événement le montra. Cela ne prouve pas que l'accord de Munich ait été une erreur, mais cela prouve la fausseté de certaines conséquences que d'aucuns en avaient cru pouvoir tirer.

On doit, en tous cas, constater que l'attentat du 15 mars a marqué, dans l'histoire, une coupure profonde, plus morale encore peut-être que politique. Qu'il fût désormais évident qu'on ne pût ajouter foi aux promesses souscrites par le Gouvernement d'un des plus puissants États du globe, et qui se prétendait l'un des plus évolués, voilà qui ébranla les bases mêmes sur lesquelles semblait construite la civilisation : ce fut en quelque manière comme la proclamation solennelle de la mort du droit des gens.

A la stupeur des premiers jours succéda une indignation générale dont l'écho franchit l'océan pour revenir en Europe sous la forme d'une protestation officielle des États-Unis. Il s'y ajouta un effroi grandissant quand on apprit successivement que le Reich arrachait à la Roumanie un accord économique destiné à accroître le potentiel de guerre allemand, qu'après un ultimatum adressé à la Lithuanie il occupait

Memel, qu'il signifiait enfin à la Pologne son désir d'annexer Dantzig et de construire à travers la Poméranie polonaise — le « corridor » — une autostrade jouissant de l'extraterritorialité.

C'est alors qu'au milieu du désarroi universel et qu'en accord avec la France, intervint la Grande-Bretagne.

Le 20 mars, le Gouvernement français avait envisagé de donner son appui à la Roumanie si elle venait à être attaquée. Le 21, M. Albert Lebrun, sur une invitation acceptée depuis longtemps, arrivait à Londres, accompagné de M. Georges Bonnet. Le 22, le ministre français des Affaires étrangères avait une longue et décisive conversation avec M. Chamberlain et lord Halifax. Le 31, le Premier britannique, parlant à la Chambre des Communes au milieu d'un religieux silence, prononça les paroles suivantes :

« Au cas d'une action quelconque mettant en danger nettement l'indépendance polonaise et à laquelle le Gouvernement polonais estimerait être de son intérêt vital de résister avec ses forces nationales, le Gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu immédiatement de soutenir la Pologne par tous les moyens... Le Gouvernement français m'a autorisé à affirmer clairement que son attitude est la même que la nôtre. »

Quatre jours plus tard, M. Chamberlain ajoutait : « La rupture avec nos idées traditionnelles qu'implique ma déclaration du 31 mars est un événement si important dans la politique britannique que, je crois pouvoir le dire, les manuels d'histoire devront y consacrer un chapitre important. »

Solennité de langage rare dans les annales de Westminster, solennité justifiée : depuis le 31 mars, la Grande-Bretagne a véritablement cessé d'être une île ; ses frontières ne sont même plus sur le Rhin, là où les avait fixées M. Baldwin. Elles sont partout où la force allemande voudrait primer le droit.

D'une telle évolution, la première cause, et peut-être la plus importante, est d'ordre moral. L'opinion britannique a

été profondément blessée du parjure qu'a constitué l'envahissement de la Tchécoslovaquie. Et M. Chamberlain est trop profondément Anglais pour ne pas avoir ressenti ce geste comme un outrage.

Mais ainsi qu'il arrive souvent en Grande-Bretagne, cette sincère indignation s'est trouvée coïncider avec un sentiment profond de l'atteinte portée aux intérêts vitaux de l'empire britannique.

Pendant longtemps, la Grande-Bretagne s'est refusée à admettre que le relèvement militaire de l'Allemagne finirait par menacer les positions mondiales de l'empire. En 1936 encore, n'est-ce pas le Cabinet de Londres qui insista pour que le coup de force du 7 mars ne comportât qu'une sanction platonique? C'est qu'il semblait alors à ce cabinet que le grand danger qui menaçait la route des Indes, artère centrale de l'empire, était l'établissement de l'Italie en Éthiopie. Toutes les forces anglaises étaient dirigées contre Rome...

Ce n'est, à la suite de l'occupation de la Bohême et de la Moravie, que la menace allemande sur la Roumanie qui alarma définitivement le Gouvernement britannique : la Roumanie, c'est le chemin de la mer Noire, celui des détroits, au delà celui de l'Asie Mineure et de Bagdad, la route non plus maritime, mais terrestre et aérienne des Indes : la Grande-Bretagne, du plus profond de ses traditions, ne pouvait pas ne point réagir énergiquement. La déclaration du 31 mars, en raison des circonstances du jour, se référa à la Pologne. La décision dont elle était la traduction fut réellement prise en pensant à la Roumanie.

L'agression italienne contre l'Albanie ne pouvait, par les craintes qu'elle suscita pour la sécurité de la Méditerranée orientale, ce bastion de l'empire britannique, que fortifier le Cabinet de Londres dans sa résolution : le 13 avril, M. Chamberlain faisait connaître à la Chambre des Communes que « dans le cas d'une nette menace contre l'indépendance de la Grèce et de la Roumanie et à laquelle les Gouvernements grec et roumain jugeraient respectivement nécessaire de résister avec leurs forces nationales, le Gouvernement britannique se considérerait comme tenu d'apporter à ces Gouvernements toute l'assistance en son pouvoir ». Le même

jour, M. Daladier communiquait à la presse que la France accordait à la Grèce et à la Roumanie une garantie identique et que, d'autre part, le traité d'alliance franco-polonais de 1931 serait, le cas échéant, pleinement appliqué.

Ainsi les dés se trouvaient-ils jetés et la diplomatie anglaise, renonçant complètement à la politique de *no entanglement*, s'engageait-elle à fond dans une voie où elle avait si longtemps refusé de suivre la diplomatie française.

Mais M. Chamberlain est avant tout un *gentleman*. Il s'est immédiatement rendu compte que la politique de barrage — de barrage et non pas d'encerclement — dont le Gouvernement britannique venait de prendre l'initiative comportait, pour les diplomaties occidentales, un risque grave — le risque de guerre. Il comprit en même temps que le Royaume-Uni ne pouvait pas laisser à la France seule la plus grosse part de ce risque. La première flotte du monde, l'aviation dotée des appareils les plus rapides ne suffisaient pas : il fallait encore une armée nombreuse et puissante. Aussi, en dépit des promesses faites par lui naguère aux électeurs britanniques, en dépit de la résistance d'une fraction influente de l'opinion, en dépit des traditions dont il est lui-même profondément imbu, le premier ministre prit-il la résolution d'établir en Grande-Bretagne la conscription, cette conscription dont le seul mot a été si longtemps en horreur au peuple anglais. Ce fut l'objet de la communication faite le 26 avril aux deux Chambres de Westminster.

Conscription certes encore forcément limitée par les possibilités d'armement et d'encadrement. L'accueil qu'elle a reçu dans le public, la majorité qui l'a approuvée au Parlement témoignent cependant de la volonté de la nation britannique de mettre, le cas échéant, non seulement toutes ses richesses, mais tout son sang au service de la cause qu'elle sait juste. On ne peut que regretter d'avoir vu le parti travailliste et les libéraux d'opposition (dont la politique extérieure implique pourtant à sa limite la guerre) rester jusqu'au bout hostiles à une telle mesure de salut public.

Pologne, Roumanie, Grèce sont des bastions essentiels de la barrière que l'on s'efforce d'opposer à la poussée des puissances de l'axe : à eux seuls, ils n'achèvent pas cette barrière

Le concours de la Yougoslavie serait utile ; mais l'État yougoslave, affaibli par des dissensions intestines et très dépendant économiquement de l'Allemagne, hésite à s'engager. Le concours de la Turquie, maîtresse des détroits, est indispensable. La Grande-Bretagne et la France, en dépit des efforts de l'ambassadeur du Reich à Ankara, M. Von Papen, n'ont rien négligé pour se l'assurer. Le 12 mai, M. Chamberlain a pu annoncer aux Communes la conclusion imminente d'un accord turco-britannique, aux termes duquel, au cas d'une agression provoquant une guerre en Méditerranée, les deux puissances se prêteraient une assistance réciproque. La France a négocié avec le Gouvernement d'Ankara un arrangement analogue. Cet arrangement coûtera à la Syrie le sandjak d'Alexandrette. Sacrifice pénible, mais que des erreurs, sur lesquelles il serait trop long de s'étendre, avaient rendu difficilement évitable... Au Nord, il est question d'inclure les États baltes dans le système de garantie franco-britannique. Quant aux États scandinaves ils s'efforcent de conserver leur neutralité ; mais cette neutralité n'est pas favorable à l'Allemagne. Et, sauf le Danemark, ces États ont jusqu'ici refusé de négocier avec le Reich, comme celui-ci les y conviait, des pactes bilatéraux de non-agression.

Cependant le rempart ainsi constitué s'adosse à un immense pays dont l'appui, dans une large mesure, est nécessaire à sa solidité. Ce pays est la Russie.

Un des drames de notre époque est que la bolchevisation de la Russie, par l'effroi général qu'elle a inspiré, a interrompu le rôle que son histoire et sa géographie assignaient à l'ancien empire des tsars : celui de protecteur de l'Europe orientale contre les appétits germaniques. Entre le péril allemand et le péril bolchevik, les pays les plus directement intéressés hésitent et sont parfois tentés de préférer le premier, comme constituant le moindre mal. Et puis, quelle foi ajouter à la parole d'un État dont le maître absolu n'a jamais cessé de proclamer qu'une « guerre impérialiste » européenne ne pouvait intéresser l'Union soviétique que dans la mesure où elle hâterait la fin des régimes capitalistes ?

Quoi qu'il en soit, des négociations ont été engagées entre Londres et Paris d'une part et Moscou de l'autre, négocia-

tions qui n'ont pas été interrompues par la disgrâce de M. Litvinov, naguère ornement des conseils de la Société des Nations. La difficulté a été de trouver une formule assurant, le cas échéant, à la Pologne et à la Roumanie, un concours certain des Soviets tout en ne les exposant pas à être, contre leur gré, « colonisées » par ceux-ci. Le Gouvernement soviétique, qui avait la partie belle, a tenu la dragée haute. Cible principale de l'Allemagne, il a trouvé l'occasion favorable de faire figure d'allié désintéressé des démocraties et de détourner du même coup, dans la mesure du possible, les foudres qui le menaçaient. L'avenir dira si l'arrangement auquel on semble, à l'heure où ces lignes sont écrites, sur le point de parvenir, ne comporte que des avantages.

Les négociations avec la Russie ont, jusqu'à un certain point, été facilitées par la dénonciation de l'accord germano-polonais de 1934, annoncée par le Führer dans son discours du 28 avril, en même temps que la dénonciation de l'accord naval anglo-allemand. Ce fut là un épisode de l'affaire de Dantzig qui a menacé la paix de l'Europe et n'est point sans la menacer encore.

Le Reich affecte de considérer cette affaire comme relevant seulement du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Mais on a vu, en Tchécoslovaquie, que le Gouvernement hitlérien n'invoque ce droit que pour préparer, au delà, des conquêtes dans lesquelles les principes n'ont rien à voir. Aussi bien la Pologne ne nie-t-elle point le « germanisme » de Dantzig et a-t-elle laissé ce « germanisme » s'exprimer librement dans l'administration intérieure de la ville libre. Mais le Gouvernement de Varsovie ne saurait y tolérer une occupation militaire allemande qui compromettrait irrémédiablement la sécurité du « corridor » et par suite le libre accès de l'État polonais à la mer. Cela n'exclut pas d'ailleurs la possibilité de toute conversation.

En fait, il ne s'agit pas là seulement de Dantzig et du « corridor ». Il s'agit de la Pologne entière et de ses réserves de matières premières, il s'agit des États baltes et de la route vers la Russie, il s'agit surtout, pour reprendre les expressions dont M. Édouard Daladier s'est servi dans son discours du 12 mai, de savoir si « la paix consiste à envahir le territoire

des autres États, à présenter toujours des revendications nouvelles qui peuvent entraîner un conflit, à condamner les peuples à la misère en leur imposant des armements sans cesse accrus que rendrait inutile la collaboration internationale qui leur est offerte ». Il s'agit, en d'autres termes, de savoir si le monde moderne ne doit plus connaître d'autre loi que celle de la jungle.

La politique franco-britannique, telle qu'elle a évolué depuis Munich et telle qu'elle s'est affirmée depuis le voyage en Angleterre de MM. Lebrun et Bonnet, fournit à ces questions la réponse de Paris et de Londres.

Sans doute cette politique, avec son automatisme, ne va-t-elle pas sans inconvénients. Le principal est qu'elle permet à l'adversaire de faire jouer, à l'heure choisie par lui, par une agression contre un des pays garantis, le mécanisme prévu et de déclencher du même coup, sans avoir à la déclarer, une guerre générale dans laquelle le sang français et le sang britannique couleront obligatoirement.

On aurait pu concevoir une autre politique dans laquelle la France et la Grande-Bretagne, portant leurs forces au maximum, se seraient bornées à organiser solidement, avec les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse, un front commun de l'Occident, front vers lequel elles se fussent efforcées d'attirer, dans la mesure du possible, l'Espagne, voire ultérieurement l'Italie (qui n'eût peut-être pas alors signé son alliance militaire avec l'Allemagne, comme elle vient de le faire en réponse à l'accord anglo-turc). Elles n'eussent pas pour cela abdiqué la possibilité d'intervenir militairement dans les événements concernant l'Europe orientale. Mais elles fussent demeurées libres de ne le faire que dans les circonstances jugées par elles les plus favorables. L'objection la plus forte faite à cette méthode est qu'elle eût risqué de laisser les États orientaux et sud-orientaux dans l'incertitude et qu'elle leur eût donné la tentation de se plier, sans résistance, aux volontés de l'agresseur...

Quoi qu'il en soit, le choix a été fait, la décision prise.

Qu'elle l'ait été autant sur l'initiative du Gouvernement britannique que sur celle du Gouvernement français témoigne que désormais, comme le disait le 13 mai à Southampton M. Georges Bonnet, ces deux gouvernements « non seulement veulent les mêmes choses, mais les veulent par les mêmes moyens ». Les citoyens ont l'impérieux devoir, faisant taire au besoin leurs préférences théoriques, de se serrer derrière eux.

La pire des politiques, en effet, nous en avons fait la cruelle expérience, c'est la politique de vacillation. Le système des obligations immédiates et automatiques auquel s'est arrêtée la diplomatie franco-britannique comporte, comme tous les systèmes, des inconvénients. Il offre en regard des avantages. Seulement les inconvénients seraient accrus et les avantages tendraient à disparaître si le moindre doute pouvait s'élever quant à la volonté d'exécution des obligations contractées. Une résolution a été arrêtée, tous doivent être assurés qu'elle est irrévocable.

Mais, pour citer encore le président du Conseil, « si la France et l'Angleterre se refusent à subir aucune domination, elles ne se refusent à aucune collaboration ». Les puissances qui ont cru pouvoir assurer leur domination par la violence viendraient-elles à s'apercevoir de leur erreur et accepteraient-elles de défendre leurs intérêts par des méthodes pacifiques que bien des conversations apparaîtraient possibles. C'était proprement la signification du message solennellement adressé le 15 avril par le président Roosevelt à MM. Hitler et Mussolini. Si ceux-ci avaient accepté de promettre à un certain nombre de puissances qu'elles ne seraient point attaquées pendant une période pouvant aller de dix à vingt-cinq ans, une conférence internationale eût pu être convoquée pour la répartition des matières premières, conférence d'où Allemagne et Italie eussent sans doute retiré d'immenses profits. Que le Führer, à travers la phraséologie de son discours du 28 avril, ait repoussé la proposition Roosevelt, que le Duce ait pris une attitude analogue, voilà qui frappe de suspicion les protestations pacifiques des dictateurs.

Il ne faut jamais désespérer. Certes, le mécontentement intérieur qui semble poindre, encore timidement, en Allemagne

comme en Italie, les difficultés économiques et financières croissantes, le fléchissement de la production horaire d'ouvriers de plus en plus mal nourris, la pénurie toujours plus aiguë de matières premières peuvent incliner les deux dictatures, l'une poussant l'autre, à un coup de force, qui serait un coup de désespoir. Tout cela par contre peut aussi les amener, ou amener l'une d'elles, à une revision complète de méthodes et de buts. Espoir incertain, mais qu'on ne saurait entièrement bannir et qu'il ne faut pas à l'avance décourager.

La guerre n'est jamais une fatalité et c'est déjà un crime que de la considérer comme telle. En deçà des violences des gouvernements et en dépit des excitations intéressées, il existe une sorte de bon sens profond des peuples qui s'oppose sourdement aux gestes irréparables. Certes, il ne sera pas facile, dans la meilleure hypothèse, de passer, sans catastrophes, de l'état de « guerre sèche » dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe à l'état de paix véritable. Cela soulèvera d'innombrables problèmes, d'ordre économique plus encore peut-être que politique. Mais si la moitié de l'énergie qui est aujourd'hui dépensée à préparer la guerre s'employait à organiser la vraie paix, cette organisation devrait s'effectuer sans trop de heurts, ni sans laisser trop d'amertume.

Dans son discours du 14 mai, M. Mussolini a proclamé qu'il n'y a pas actuellement en Europe de problèmes dont l'ampleur pourrait mériter une guerre. Raisonnable propos. Mais c'est d'abord au Duce et à son allié le Führer qu'il appartient d'en prouver l'exactitude. Il n'est pas besoin de démontrer que ni la France, ni la Grande-Bretagne ne cherchent la guerre. Qu'en tireraient-elles? Où serait le profit pour elles? Que peuvent-elles souhaiter, sinon vivre en paix? Ce sont seulement les gestes récents des deux dictateurs qui les ont contraintes à envisager l'acceptation éventuelle de la guerre comme le seul moyen d'empêcher l'effondrement des bases sur lesquelles repose la civilisation dont elles sont les représentantes éminentes.

« Les démocraties sont faibles de la poitrine » a déclaré M. Gœbbels dans son discours du 20 mai : elles sont en train de prouver le contraire. La fermeté nouvelle dont on a

fait preuve à Paris et à Londres a déjà porté ses fruits. La morne résignation qui tendait à accabler l'Europe devant les entreprises du national-socialisme et du fascisme se dissipe. Les fronts déjà courbés se relèvent. La résistance s'organise. L'« usure des nerfs » se ralentit. L'Europe songe à sauver, avec ses richesses, ses libertés et son esprit.

De ce raidissement, l'Allemagne et l'Italie elles-mêmes peuvent être les bénéficiaires, membres considérables qu'elles sont de ce corps européen qu'une guerre conduirait sûrement à la catastrophe. On a dit plus haut que la France devait quelque reconnaissance à l'Italie, dont les revendications inconsidérées ont reformé chez nous l'unité nationale. Qui sait si, quelque jour, les peuples allemands et italiens, qu'il n'a été à aucun moment question d'« asphyxier », n'auront pas de la gratitude à l'égard des puissances dont l'énergique attitude aura barré la route aux folles entreprises dans lesquelles ces peuples risquaient de se voir entraînés ?

En attendant, Français, nous pour qui le temps travaille, gardons notre sang-froid, méfions-nous des fausses nouvelles, ne détendons pas nos énergies et accoutumons-nous à « vivre dangereusement ».

JACQUES CHASTENET

POÈMES

ELLE VEUT QUE LE DOUX PAYSAGE

Elle veut que le doux paysage l'apaise,
Qu'en regardant pâlir le ciel son cœur se taise
Et que la douleur triste acceptée en son corps
Soit pareille à des pas vers Dieu faits sans efforts.
Au fond de la terrasse, obsédante sans trêve,
L'ancienne maison des malades s'élève.
Un sombre et cher dormeur sous les verts contrevents
Y joue avec l'image absurde des vivants.
O toi qui clos les yeux et crains que tu ne plonges
Dans la mort au moment que tu cèdes aux songes,
Ignore en ton sommeil l'acte humble, obéissant,
Par lequel cette femme à son destin consent ;
A ton réveil, revois précis et plein de charmes
Le grand jardin que vous aimiez jusques aux larmes,

Les êtres alentour calmement allongés
Crois que le parc ni ces gens-là ne sont changés
Ou bien si tu pressens quelque offrande indicible
N'interroge personne, ô dormeur trop sensible...

VOYAGEUSE FUNÈBRE

J'ai roulé dans la nuit conduite par un mort
Vers toi. J'ai vu, se reflétant à la fenêtre,
La longue main d'argent crispée en son effort
Et sur le pays noir le front pâle d'un être
Géant qui regardait les monts. Pareille à lui
— Spectre peut-être aussi de l'au-delà — j'ai fui
Sans souffle dans sa course et, guetteur immobile
Du fleuve, des maisons jaunâtres de la ville,
Je traînais, ignorant l'acte qui les changea
La suite de mes jours froide, inerte déjà.
Nous frôlions le ciel bas de la plaine brillante
Ou bien, par le val sombre, à demi-consciente
— Voyageuse funèbre en sa mysticité —
J'avançais vers l'étoile en quittant la cité...
Et sans mémoire, au fond de cet obscur passage
Tristement je fuyais vers le plus cher visage.

LE THÉ

Elle verse le thé, sourit avant de boire :
Tu ne verras ce geste un jour qu'en ta mémoire.
Ce rire, ce regard, ce mouvement des bras
Préparent un passé dans lequel tu vivras,

Car tu n'as cru qu'aux morts, aux choses disparues...
Le gris dessin du toit, des arbres et des rues
Tout le décor — longtemps après qu'il nous surprit
Tu le perçois au plus profond de ton esprit,
Comme si par l'éclat de quelque étoile éteinte
Ta vie antérieure était doucement peinte.
Ainsi, les ciels défaits, la voix d'obscurs passants
Peuvent reprendre en toi formes, couleurs, accents
— Et cette femme assise à la table légère
Qui, pensive, épia la salle passagère,
Touche au petit miroir le fragile contour
Qui, vers toi seul, fera secrètement retour...

ENTENDRE AUPRÈS DE TOI...

Entendre auprès de toi parler d'un philosophe
Réciter Spinoza, détacher une strophe
Du lourd chant nietzschéen, peut-être évoquer Kant
Penseur grave plus fou que le poète et quand
Il fait nuit, que les mots, les systèmes nous lassent
Descendre vers la rue, être des gens qui passent...

ILS AURONT AJOUTÉ

Ils auront ajouté les palais, les statues
Les jardins somptueux, les villes abattues
Tous les chants, tous les dieux et ce jour, ce beau jour
Ils l'ajoutent encore à quelque pauvre amour.
Qu'ils y joignent aussi le remords et le doute
L'ancien désespoir et l'ennui sur leur route...

PUISQUE TU DOIS MOURIR

Puisque tu dois mourir, que dans ton corps déjà
Quelque triste malaise, un soir, le présagea
Nous asseyerons-nous derrière ces fenêtres
Où ton cousin voyait, semblables à des êtres,
Sous l'arbre du jardin fuir les tentations?
Ou, si tu dois mourir — un jour — que nous glissions
Sous ces marronniers-là, qu'une fois je redise
Le plus humble poème où ton amour s'attise.
Viens, nous pourrons chanter aux guêpes de midi,
Passer le fleuve avant que ne soit refroidi
Le bois. Descendrons-nous vers la ville aux églises?

Non. Touche ces carreaux. Je voudrais que tu lises
Simplement, de ta voix trop basse, un livre noir
Tandis que je m'efforce en ces vitres de voir
Sous les grands arbres nus et purs comme des nombre
A mon tour, là-bas, fuir, frémir, mourir nos ombres...

CURIEUSE DES LIEUX

Curieuse des lieux où tu vécus je vois
Seule un jardin fragile au lac gelé, des bois :
Voici qu'il faut ce soir que ce parc m'appartienne,
Que ma pensée, ici, ne joigne plus la tienne.
Je marche au soleil pâle et touche les buis ronds,
Ces bosquets que jamais nous ne partagerons :
Il est donc un site où, possesseur solitaire
Des arbres et des rocs étranges de la terre
J'avance sur la rive et n'entends point ta voix,
Où ton âme n'atteint rien de ce que je vois,
Et curieux des lieux où je vécus moi-même
Tu ne foules cette herbe et ne sais que je l'aime
Allant, rêvant, l'esprit de la contrainte exempt
Comme l'endroit où mille fois tu m'es présent...

LA NUIT PASSE...

La nuit passe. On n'entend plus crier ni courir.
Dieu, je suis là, déjà rassemblé pour mourir
Ou pour prier — pareillement — car c'est prière
Pendant des jours entiers que les morts semblent faire...

RENCONTRE

Personne n'a compris que je n'aimais pas vivre,
Marcher dans les jardins, voir le printemps, être ivre
Et toi qui vins pour moi sous ces arbres en fruits
Tu connais mal l'enfant désolé que je suis
Et ne sais que j'aspire à ce que rien n'existe.

Parfois j'ai cru que tu souffrais quand j'étais triste,
Que ton esprit m'accompagnait en chaque lieu,
Que la nuit tu priais quand je disais mon Dieu
Mais en ce jour de soleil pur, sous ce feuillage
Cependant que je parle avec toi d'un voyage
Je pèse sans espoir les songes que voici
Et j'aime le vent dur qui nous chasse d'ici.

GILBERT MAUGE

LUTTES ET TRIOMPHES DE LA PRESSE AMÉRICAINE

I

LE COMMERCE DES NOUVELLES

Le 31 octobre 1938, dans son édition de quatre heures du soir, le *New-York World Telegram* annonçait :

« A son arrivée à New-York, M. l'abbé Ernest Dimnet, le fameux écrivain français, a payé un tribut éclatant à la presse libre des États-Unis.

» Pendant la récente crise internationale, a-t-il dit, les gens d'Europe n'ont pas compris ce qui leur arrivait. Leurs journaux, soumis à une censure imposée ou volontaire, n'imprimaient que ce que voulaient les gouvernements, et cela était bien loin de donner une peinture exacte des événements. Selon lui, la première occasion qu'il eut de comprendre exactement les événements d'Europe et leur vrai sens lui fut procurée par les journaux américains que lui envoyait un de ses amis des États-Unis et il ajouta : « ... La » liberté de la presse aux États-Unis est une des rares éclair- » cies qui nous consolent dans un monde où tout s'assombrit. »

Avec une modestie pudique et pourtant fière, le *New-York World Telegram* concluait : « Nous croyons que cela est vrai, et il nous semble que les propos de l'abbé Dimnet doivent

rendre les journalistes américains tout à la fois fiers et extrêmement humbles ; fiers, bien entendu, de ce tribut, mais humbles aussi devant leur grande responsabilité, car ils doivent user de cette liberté, et non pas en abuser, ils doivent donner à leurs concitoyens le moyen de connaître la vérité. »

Il est incontestable qu'à l'heure actuelle, de toutes les presses du monde entier, celle des États-Unis est la plus puissante par sa masse, par son activité, par ses ressources et par sa volubilité. Avec leurs deux cents pages hebdomadaires de l'édition du dimanche, les journaux américains ne sont guère comparables à nos pauvres petites gazettes de quatre pages. Les États-Unis sont le paradis du quatrième État et, dans un monde où règne l'opinion, le journalisme américain règne sur un immense empire.

Il le doit à son culte de la nouvelle.

Chaque peuple remplit ses journaux de ce qu'il aime, c'est pourquoi les journaux français débordent de littérature, tandis que les papiers d'Amérique, feuille après feuille, édition après édition, regorgent de « nouvelles ». Les réclames mêmes sont présentées sous forme de nouvelles et les articles, réduits au minimum, ne sont que des résumés de nouvelles.

Les Français n'ont jamais beaucoup aimé les nouvelles. Le premier d'entre eux qui créa un journal, Théophraste Renaudot, estima qu'il devait donner de l'agrément à sa marchandise ; sans cela on l'eût méprisée. Dès le début, le journalisme français rechercha le piquant et n'accepta la nouvelle que dans la mesure où il put l'orner, en faire un objet d'art. Un peu plus tard, quand le sens artistique diminua en France et que la curiosité augmenta, on considéra les nouvelles comme une bonne occasion d'enseigner, une matière à penser. A côté des feuilles littéraires, il y eut des journaux philosophiques et, malgré tous leurs défauts, nos grands quotidiens d'aujourd'hui sont encore, dans l'ensemble, des journaux d'enseignement, de méditations, de discussions, de polémiques.

Notre civilisation est ancienne, nous sommes un peu las d'elle et de nos semblables, nous ne trouvons pas très agréable le bruit qu'ils font. Cette rumeur nous semble fastidieuse, niaise. Nous préférons le glissement du vent dans les feuilles,

celui de l'archet sur les cordes du violon, ou l'harmonie distincte que donne une voix individuelle bien entraînée. En un mot, la vie sociale sans ornement nous ennuie.

Elle est au contraire la jouissance perpétuelle des Américains. Perdus dans leur immense continent, ils se sont consolés de toutes leurs épreuves par le contact de l'homme et ils se sont enivrés du coudoiement, de la chaleur, de l'étrangeté, de la multiplicité humaine. Tout ce qui les rapproche d'autrui leur plaît.

Pour eux donc, la nouvelle fut tout de suite une denrée précieuse. Dès l'origine du journalisme américain, les éditeurs imprimèrent telles quelles, pêle-mêle, crûment, les petites histoires de la vie quotidienne et de l'existence locale : la vache à vendre, l'étalon disponible, l'esclave échappé qu'il fallait rattraper, l'arrivée au port d'un navire d'Europe, l'évasion d'une femme avec son amant, contre laquelle le mari protestait, décidé à ne pas payer les dettes, etc. Les gazettes en Europe se contentaient de noter les mouvements des armées, les audiences des princes et le va-et-vient des grands seigneurs. Celles d'Amérique s'intéressaient à des invasions de grenouilles qui terrifièrent les villes du Connecticut, au prix du lard qui ne cessait de monter, à la vente des esclaves qui arrivaient tout droit du Congo, ou des paysans palatins qui débarquaient de Pologne... Le journal n'est point, outre-mer comme chez nous, l'apéritif des beaux esprits, qui le parcourent avant de se rendre en société pour s'aiguiser l'intelligence. Il est l'aliment de tous, car tous sont désireux de se sentir en contact avec tous et charmés du goût qu'a l'existence matérielle.

Les Américains sont des fabricants qui, en trois siècles, à toute vitesse, ont fait un univers neuf, plein d'objets neufs, pour eux-mêmes et pour leurs clients. Ils aiment leur journal, comme le catalogue de cette immense réussite. Ils l'achètent, ils le subventionnent, ils le lisent parce qu'il leur offre ce plaisir. Quoi que l'on fasse, le journal français ne sera jamais commercial. Quoi que l'on veuille, le journal américain le sera toujours, car chez nous, la nouvelle n'a pas d'acheteurs, tandis qu'outre-mer, tous en sont avides. La tâche du journaliste français, c'est d'inventer chaque jour une sauce qui

fera passer les nouvelles ; celle du journaliste américain, c'est de trouver les nouvelles et de les servir telles quelles.

L'intimité de l'Américain avec son journal est chose à peine croyable. Le matin, à New-York, en sortant de mon hôtel, je rencontre mon ami John dans la rue. Avant que nous ayons pu causer, il tire de sa poche une coupure sur laquelle il s'esclaffe. Il a trouvé la plaisanterie si drôle qu'elle ne le quittera plus de tout le jour. Dix pas plus loin, c'est un collègue qui vient de découvrir dans son journal le résumé de la prochaine théorie cosmo-mathématique de Einstein, et qui tient à en discuter avec moi. Je lui échappe pour retomber sur Arthur, qui brandit sous mes yeux une petite bande de papier : de Reno on annonce le divorce de son ex-troisième femme avec l'ancien mari de sa deuxième femme. Ainsi commencée, la matinée se continue au rythme des diverses éditions des journaux, sous l'influence constante des coupures que commentent vos interlocuteurs et de celles que vous adressent vos correspondants. La coupure de journal est une des caractéristiques de la vie américaine. A la fin du jour, j'en ai plein mes poches, et elles inondent ma table. Amis, ennemis, fournisseurs, camarades de collège, compagnies d'assurances, placiers en automobiles ou en cornichons tous vous ont apporté des coupures pour vous prouver l'excellence de leurs produits ou la sincérité de leur amitié, et le sérieux de ce qu'ils affirment. Pour eux, la vie, c'est une série de nouvelles et les nouvelles, c'est un journal.

La nouvelle constitue la grande ressource de la presse américaine, à qui, du reste, elle doit une grande part de son importance. A une époque où elle était méprisée partout ailleurs, ce fut là une grande découverte. Dès le XVIIe siècle, les premiers journalistes de Boston et de Philadelphie tâtonnèrent dans ce sens, mais un homme de génie se consacra à l'invention de la nouvelle et à son lancement : ce fut Benjamin Franklin.

Râblé, rusé, rieur, le sage de Philadelphie se plut à brasser les affaires et les nouvelles. Seul parmi tous les grands hommes du XVIIIe siècle, il s'éleva par la force des poignets de la boutique d'épicerie que tenait son père, et où il était le plus petit des commis, aux salons dorés de la cour de Versailles, où on

l'adora comme un patriarche. Ce chemin immense, il le parcourut grâce à son génie ; or, l'attribut essentiel de son génie, ce fut d'aimer le réel sous sa forme la plus crue, d'être le meilleur écouteur du marché de Philadelphie et l'écrivain le plus adroit à rapporter tous les faits sous leur forme la plus simple et la plus directe. Qu'il s'agît de plumes d'oie ou des porte-plume stylographes, dont il tenait toujours un stock dans son magasin, du vertueux pasteur Whitefield, convertisseur et moralisateur, qu'il patronnait, des trottoirs et des réverbères qu'il fit installer dans sa bonne ville de Philadelphie, des vices, des ridicules, des sottises et des erreurs humaines, dont il ne cessa de s'amuser, toujours Benjamin Franklin fit entrer tout cela dans son journal. Doué des cinq sens les plus éveillés et les plus avides que posséda jamais cette Amérique si avide, pourvu de l'esprit le plus vif, le plus clair et le plus curieux dont un Anglo-Saxon ait jamais été gratifié, Benjamin Franklin fit de sa gazette, *la Gazette de Philadelphie*, un répertoire universel de faits présents, où sages et fous trouvaient toujours des histoires à leur mesure et à leur goût, où tous les parfums si forts, si variés, si capiteux de cette vie à la fois brutale et charmante du XVIIIe siècle se retrouvaient intacts.

Il y avait de tout dans *la Gazette de Philadelphie*, mais ce tout était toujours des nouvelles. Pas d'articles de fond, pas de récits littéraires, pas de romans ; de petits paragraphes sur ce qui arrivait à Philadelphie, d'autres paragraphes plus courts sur les événements d'Europe, des annonces de toutes sortes et, de temps en temps, une colonne plus compacte, afin de présenter un fait plus important ou de détailler une aventure plus complexe. Tout ce qui arrivait autour de lui arrivait jusqu'à lui ; il ne refusait rien, nul ne put le refuser lui-même et il parvint aux plus hautes destinées.

Son imprimerie, dont la *Gazette* était le fleuron, l'enrichit ; elle lui rapportait 2 000 livres sterling par an, ce qui est joli pour l'époque. Elle le rendit fameux. Elle lui valut des amitiés précieuses et de ces inestimables inimitiés, qui font de vous un martyr, un héros, un chef de parti. Plus encore que Voltaire, il passa pour le type parfait du sage. On l'imita ; on le lut. Il avait lancé le journal américain.

II

L'AGE D'OR DU JOURNALISME

De 1760 à 1930, le journal américain a vécu de nouvelles. Ce régime lui a réussi, il est devenu énorme comme on le sait. Mais à chaque génération, il a fallu des procédés nouveaux pour conquérir les nouvelles et les réunir. Benjamin Franklin n'avait qu'à descendre au marché, contre lequel était installée sa boutique et qu'à pousser à une centaine de mètres plus loin, jusqu'à la taverne proche du port, pour savoir tout ce que disaient les commères, tout ce que racontait le maître des postes et tout ce qu'annonçaient les capitaines au long cours. Telles furent ses trois agences d'information, il n'y en a guère de plus anciennes et il n'y en a pas de plus abondantes ; en 1750, elles étaient les seules. A partir de 1800, il en fut autrement. Les services réguliers de navigation, puis les chemins de fer, puis le télégraphe, puis le télégraphe électrique, le téléphone un peu plus tard, la radio, etc., en multipliant les contacts entre les hommes, compliquèrent le rôle du journaliste et augmentèrent ses charges. L'histoire du journalisme américain, c'est l'histoire de ces hommes qui, l'un après l'autre, ont découvert les moyens les plus modernes d'avoir accès à la nouvelle.

Il y eut des heures dures. Après la mort de Franklin, au début du XIXe siècle, l'Amérique se grisait de sa création matérielle. On ne pensait qu'à acheter et vendre des terres, défricher des forêts vierges, spéculer, s'enrichir. Le pauvre journaliste s'égosillait en vain. Son papier et ses articles n'intéressaient personne. Il était moins payé qu'un ébéniste ou qu'un mécanicien. Il crut bien faire de se jeter dans la politique et de transformer sa gazette en organe d'un parti. Il grappilla de cette façon quelques dollars, mais les politiciens payent mal et la politique est volage. Il s'épuisait à vouloir se faire entendre dans le tumulte de tous ces marchands criant sur la place leurs denrées à vendre. Il faut lui pardonner si, pour attirer l'attention, il avait recours au scandale. Le procureur général de l'État du Massachusetts

disait que, dans les six derniers mois de l'année 1811, la presse de la ville avait publié deux cent cinquante-trois articles pouvant donner lieu à des procès en diffamation. Afin de secouer leur public, les journalistes avaient risqué amendes, prison, expulsion. Et, malgré tout, ils avaient des dettes, les feuilles tombaient les unes après les autres. Aucun quotidien ne tirait à plus de neuf cents exemplaires.

C'est alors que parut James Gordon Bennett. Quel étrange Américain que cet Irlandais d'Écosse, né en 1795, catholique et même séminariste, puis maître d'école, correcteur d'imprimerie, traducteur, conférencier, qui, soudain, se lança et créa, le 6 mai 1835, le plus grand journal d'Amérique, le *New-York Herald* ! Durant cinquante ans, les Gordon Bennett tinrent les États-Unis. Que firent-ils donc ? James Gordon Bennett déclara son journal *indépendant*, il l'arracha aux luttes politiques qui avaient obsédé le journalisme entre 1790 et 1835 et qui avaient obscurci l'intérêt de la nouvelle. Le premier, il eut l'idée de publier des comptes rendus financiers sur Wall Street (13 juin 1835). Le premier, il utilisa le télégraphe pour reproduire un long discours (1846). Le premier, il donna des illustrations dans son journal. Enfin, c'est lui qui inventa le « reporter ». Avant lui, sans doute, il y avait eu des journalistes. Il y a toujours eu des gens adroits à écouter et prompts à répéter. Mais ils n'étaient pas grand'chose puisqu'ils étaient mal payés. Dans un monde où tout était matériel, le pauvre journaliste besogneux, asservi à la politique, paraissait sans substance et sans importance. Gordon Bennett, en rattachant le journal à la vie économique et en distribuant avec éclat de gros salaires à ses reporters, leur conféra, du même coup, prestige et importance. Il en profita lui-même. Il régna sur les esprits et son nom devint légendaire.

Il eut des concurrents. On chercha à gagner de vitesse ses rédacteurs. Henri I. Blake (directeur du *Palladium*, de Boston) acheta pour son journal un canot qui lui permit d'aller au-devant des navires quand ils arrivaient au port ; Tappan, du *Journal du Commerce*, de New-York, se procura des embarcations rapides et installa même un sémaphore à Sandy Hook, à l'entrée de New-York, pour mettre la main

le premier sur les vaisseaux qui arrivaient (1827). Le *Sun*, de Baltimore, eut plus d'audace. En mai 1837, il créa un « pony express ». Soixante chevaux pur sang assurèrent le service entre le journal et le reste du pays ; la poste privée de cet organe fut plus rapide que la poste nationale... Ainsi, la concurrence devenait de plus en plus dure et le public suivait avec passion ces rivalités éclatantes.

Le *Herald* se maintint, grâce à Gordon Bennett le jeune. Celui-ci eut une idée de génie : la seule façon certaine d'obtenir des nouvelles avant tous les autres, c'est d'en créer soi-même. Par conséquent, il ne lui suffit plus d'être à l'écoute pour se préparer à enregistrer ce qui allait arriver, il façonna de toutes pièces les événements les plus importants. A un moment où tout le monde se montait la tête sur le sort tragique de Livingstone, que l'on croyait perdu en Afrique, il envoya Stanley à sa recherche et réussit cette incroyable opération de retrouver l'explorateur. Instruit, arrogant et génial, il se plut à se mêler de tout. Fondateur avec Mackay du « Commercial Cable », l'une des plus grandes Compagnies télégraphiques de l'univers, homme de sport enragé, qui gagna contre l'Angleterre la course New-York-île de Wight (1866), son nom s'attache encore aux épreuves sportives que l'on n'a pas oubliées et sa fantastique renommée, sa bizarrerie ont fait de lui le saint patron du journalisme américain moderne.

Adolphe Ochs en fut l'éducateur.

Le jeune Juif aux traits harmonieux et un peu forts, aux cheveux crêpelés, aux yeux humides et graves, avait le don de l'autorité. Si le journalisme américain doit à l'originalité et à l'âme fantasque de Gordon Bennett son prestige sur l'imagination, il doit à l'intelligence méthodique et au caractère ferme de celui qui commença comme petit saute-ruisseau dans un journal local du Sud, pour finir propriétaire du *New-York Times*, son prestige solide et l'ascendant dont il jouit dans le monde des affaires.

La famille israélite dont venait Adolphe Ochs était modeste. Lui-même dut faire sa fortune à la force de ses poignets. Il commença sa vie d'éditeur à l'âge de vingt ans quand, pour la somme de 287,50 dollars, il acheta le *Chattanooga Times;*

cet important organe ne lui coûta en fait que 37,50 dollars, car le reste de la somme, soit 250 dollars, lui fut prêté. Sur cette base, il réussit son étonnante ascension grâce à un travail acharné, à un bon sens systématique et à la rapidité d'esprit propre à sa race. Le premier succès l'ayant entraîné de proche en proche, il fut en état d'acheter le *New-York Times* dans le printemps de 1896. C'était alors une feuille en pleine déconfiture. Il tirait chaque jour à 19 000 exemplaires dont moins de 9 000 étaient vendus, et il n'avait aucun prestige. La gloire de Gordon Bennett dominait toujours le journalisme américain. Il semblait bien difficile pour un jeune israélite, nouveau venu dans la métropole de New-York, de se faire sa place parmi tous ces magnats, dans cette société américaine brillante, arrogante, brutale de la fin du XIXe siècle, en proie à une crise de prospérité fiévreuse et enivrée par le plaisir de s'enrichir. Ochs visa juste et réussit. Il ne pouvait dépasser les Bennett en audace, en fantaisie, mais il lui était possible de mieux comprendre l'esprit du temps et de conquérir pour la presse la seule gloire qui lui manquât : l'auréole scientifique et industrielle. Systématiquement, il fit du *New-York Times* l'usine la plus moderne, les archives les mieux tenues du Nouveau Monde. Jamais les Bennett n'avaient été suffisamment au courant des progrès de la science. Le *New-York Tribune*, en 1861, avait été le premier à établir la stéréotypie pour son journal. Quant au *New-York Times*, même avant l'arrivée de Ochs, il avait été pourvu d'une installation imposante. Sous son nouveau propriétaire, dès que le succès commença, il devint le plus opulent des journaux ; il se fit construire à la quarante-deuxième rue ce gratte-ciel en éperon de navire, désuet et pittoresque à l'heure actuelle, mais qui est encore un des monuments du centre de New-York. Pourvu de machines excellentes, d'une imprimerie de première classe et de photographies remarquables, il donna aux Américains cette impression de bien-être respectable qui plaît tant aux foules d'outre-mer. En effet, dans tous les domaines, M. Ochs se préoccupa d'établir son journal sur des bases solides et pour une longue durée. Alors que Gordon Bennett réunissait autour de lui des esprits disparates et épris d'aventure, Ochs constitua une équipe homogène et stable ; alors que Gordon Bennett

recherchait pour son *Herald* toutes les nouvelles sensation nelles et créait autour de lui toute l'agitation possible, Ochs volontairement, donnait un aspect paisible à sa feuille, y maintenait un ton serein ; alors que Bennett consacrait beaucoup de place à la vie mondaine et au scandale, tâchant d'attirer d'un même coup les élégants et la foule des rues, il parut à Ochs que la masse du peuple américain était bourgeoise et voulait se sentir bourgeoise. Quand il prit le *Times*, ce journal, destiné aux classes riches et possédantes, se vendait trois sous. Seules, se vendaient un sou les gazettes sensationnelles et les feuilles à scandale. L'idée géniale d'Ochs fut de conserver au *Times* le même aspect bourgeois, posé, et de le mettre à un sou. Le gros public vint à lui tout de suite.

Il sut le garder. Le tirage du *Times* monta de 19 000 en 1896 à 102 000 en 1901, à 209 000 en 1912 ; en 1921, il dépassa 350 000 les jours de semaine et 500 000 le dimanche. Sa valeur augmenta dans les mêmes proportions. Il devint bientôt le placement le plus solide de toute la ville de New-York. Pour en donner une idée, signalons qu'en 1896, les réclames payées au *Times* ne s'élevaient qu'à 2 227 000 dollars, alors qu'en 1920, il en recevait pour 33 500 000 (plus d'un milliard et quart de chez nous).

Chaque matin, le banquier, l'employé, le plombier et la femme de chambre nègre lisent le *Times* avec piété, car ils y voient un témoignage décisif de leur sérieux, de la stabilité américaine et de leur propre sécurité. Ce sage israélite a réussi à créer dans le Nouveau Monde l'organe le plus profondément et le plus adroitement empreint de la respectabilité anglo-saxonne, telle qu'on la pratique dans les Iles britanniques ; il a su le mettre à la portée de toutes les classes, de tous les âges, de toutes les races.

Un Irlandais devait apporter au journalisme moderne d'Amérique les émotions et les épices dont ne peut se passer l'habitant du Nouveau Monde. Le nom de M. Hearst est trop connu en Europe pour qu'il soit utile de donner ici une biographie de ce magnat celte, qui possède un palais bigarré en Californie, le plus grand domaine de tout le Mexique, une chaîne de vingt-six journaux, plusieurs agences de presse et la réputation la plus discutée des deux hémisphères. Hearst

a profité de l'ascendant que prenait dans la politique locale américaine les Irlandais, de 1890 à 1930. C'est lui qui a donné le ton entre ces deux dates. Ce grand homme au visage osseux, aux yeux clairs, dont les traits durs décèlent à la fois une ruse complexe et une surprenante simplicité ; ce bizarre millionnaire qui, selon ses vêtements, pourrait apparaître comme un bookmaker en goguette ou comme un archevêque incognito ; ce curieux personnage, qui n'a jamais été infidèle au catholicisme, mais qui passe pour s'être éloigné souvent des dix commandements, a suscité en Amérique plus de colère, plus de querelles et plus de curiosité qu'aucun de ses contemporains.

Son influence sur le journalisme américain fut profonde, révolutionnaire. Pour la première fois, on a vu diminuer le nombre des nouvelles dans les journaux destinés au peuple, les pages se garnir de photographies sensationnelles, de dessins baroques et de caractères d'imprimerie grands comme des barreaux de chaises. M. Hearst a soupçonné de bonne heure que la masse des immigrants, les nouveaux Américains, se préoccupaient assez peu de ce qui arrivait, n'avaient guère souci ou possibilité de le comprendre, mais étaient toujours avides d'une émotion brutale. Meurtres, incendies, catastrophes, trahisons, guerres, tremblements de terre, tout cela était bon. Surtout, il était utile de saupoudrer les colonnes du journal de remarques morales et de variations sentimentales. Tandis que le *Times* convenait à la population des grandes villes de l'Est, aux Américains de sang anglo-saxon, les journaux de M. Hearst, depuis le *Los Angeles Examiner* jusqu'au *New-York Journal*, conquéraient d'emblée les foules allogènes.

Il fit école. L'un après l'autre, tous les journaux du continent durent se rallier à son point de vue et, de plus en plus, on vit en Amérique le « feature », c'est-à-dire le récit pittoresque, remplacer la nouvelle. Nul exemple meilleur que l'affaire Simpson. Il y a deux ans, la révolution d'Espagne était déjà déchaînée ; M. Hitler était déjà lancé à pleine vitesse dans son épopée, l'Italie engagée à fond dans sa conquête abyssine. Déjà Chine et Japon étaient aux prises, toutes les craintes de l'univers étaient éveillées, tous les problèmes

les plus graves étaient en suspens et les États-Unis étaient déchirés par les spasmes d'une élection présidentielle. Pourtant, entre le mois de septembre et le mois de décembre, la première page des journaux fut le plus souvent consacrée aux amours pittoresques et malheureuses du roi d'Angleterre, Édouard VIII, et de madame Wallis Simpson. Dans les fermes, dans les salons, dans les gares, dans les paquebots et jusque sur les places publiques, on s'arrachait les journaux pour savoir quand et comment ce drame sentimental se dénouerait. Au début de décembre, dans la région du centre des États-Unis, le téléphone des grands quotidiens était nuit et jour assiégé par les femmes, qui réclamaient les dernières nouvelles des faits et gestes de madame Simpson. Or, cette aventure fut lancée de toutes pièces par les journaux américains. C'est eux qui, dans le courant de l'été 1936, révélèrent au public américain, puis à tous les lecteurs de l'univers et à l'Angleterre elle-même, les relations intimes du jeune roi et de madame Simpson ; c'est eux qui publièrent les photographies, eux qui donnèrent les détails précis ; c'est eux qui obligèrent l'opinion publique anglaise et enfin le Gouvernement de Grande-Bretagne à s'en occuper. C'est eux qui en firent une affaire internationale, une question d'État. C'est eux enfin qui, entre tous, furent responsables de l'abdication. De septembre à décembre, ils vécurent trois mois d'ivresse et de triomphe. On n'avait encore jamais vu dans l'histoire une telle réussite : le journalisme américain obligeait un roi d'Angleterre à prendre une reine américaine ou à se retirer. Il abdiqua. Ce fut l'apothéose de la presse des États-Unis ; on pourrait dire aussi que ce fut l'aube de son déclin.

Mais avant d'aborder le récit mélancolique des difficultés présentes, examinons le fonctionnement d'un grand journal d'outre-mer tel qu'il était aux époques les plus prospères.

Un quotidien d'Amérique est avant tout une grande masse de papier sur laquelle sont imprimées pêle-mêle, imbriquées aussi étroitement qu'il est possible, des nouvelles et des réclames. En effet, le journal américain vit sur ses réclames. L'argent que lui verse l'acheteur représente seulement une portion de ce que la feuille a coûté à rédiger et à imprimer.

Seules les annonces payent. Toute l'organisation du quotidien est donc basée là-dessus. Aussi le mariage de la réclame et de la nouvelle est-il intime. Articles et dépêches sont coupés et dispersés à travers les colonnes d'une façon telle que le lecteur doit, volontairement ou non, regarder au passage les annonces. Le journal américain, pour la même raison, est nécessairement local. Il s'adresse à la clientèle d'un certain lieu au nom des marchands d'un certain endroit ; il n'y a pas, en Amérique comme en Angleterre, de journal national. Ces relations intimes du journal avec la vie locale, diminuent aussi le rôle de l'abonnement, qui compte tant en France. Les lecteurs reçoivent leur journal, soit des marchands dans les kiosques, soit d'intermédiaires qui les leur fournissent quotidiennement. L'abonnement direct au journal n'est pas exclu, mais il n'est pas comme chez nous l'élément capital. Le plus important pour le journal, c'est d'être en bons termes avec la Chambre de commerce locale, avec les industriels et marchands qui ont de gros budgets. Il lui est donc beaucoup plus difficile que chez nous de se lancer dans les querelles idéologiques ou dans les discussions de principes ; il doit éviter d'avoir une ligne trop nette, à moins qu'il ne soit subventionné par un parti, par une faction, par un millionnaire, mais il cesse d'être alors un journal respectable et respecté. Dans l'ensemble, les articles de fond qui paraissent dans les journaux américains ne visent ni à la force ni à l'originalité ; ils cherchent à exprimer le point de vue moyen de leur public et ne se soucient guère d'attirer l'attention. La partie la plus vivante du journal, c'est la nouvelle. Les grands quotidiens ont des correspondants particuliers dans les principales capitales et tous les journaux, grands ou petits, sont abonnés à l'une des grandes agences (Associated Press, United Press, etc., qui ont dans tous les coins du monde des correspondants. Critique littéraire, critique théâtrale, critique artistique, etc... sont le plus souvent rédigées et présentées comme des nouvelles et non pas comme des jugements. Depuis Franklin, l'information n'a cessé de régner aux États-Unis et elle règne encore, mais elle a changé de caractère au cours des dernières années ; à mesure que le tirage des journaux a augmenté, le caractère des dépêches est devenu plus sensationnel et plus sentimental.

Ainsi, le journalisme américain a réussi à conquérir des foules infinies. Alors qu'en 1775, l'Amérique ne comptait que 37 journaux, elle en avait déjà 1 400 en 1840 et 5 871 en 1870. A l'heure actuelle, 12 285 journaux paraissent aux États-Unis et leur tirage est supérieur à 265 millions (le tirage des journaux quotidiens s'élevant à lui seul à plus de 40 millions, chiffres de 1935). Les plus grandes puissances de la presse américaine sont : les journaux Hearst, qui comptaient encore récemment 26 quotidiens ; les journaux Scripps-Howard, un peu moins nombreux, mais dont certains organes tels que le *New-York Telegram* sont très importants ; le fameux *New-York Times* et son rival le *New-York Herald Tribune* ; le grand journal de Chicago, la *Chicago Tribune* (républicaine) ; le fameux journal du soir de Boston, le *Boston Transcript*, qui passe pour l'un des mieux rédigés du Nouveau Monde. Philadelphie, Washington, Saint-Louis, Cleveland, Des Moines sont encore des centres importants de journalisme. D'une façon générale, le Sud et l'Extrême-Ouest sont moins bien pourvus. Ces régions subissent donc l'influence des grands journaux de l'Est, dont les éditions du dimanche couvrent pratiquement toute la nation. Une fois par semaine, en ces longues journées oiseuses que la piété et la crise économique rendent si lentes, les journaux prodiguent à leurs lecteurs, outre un résumé des nouvelles mondiales, quatre ou huit pages de dessins comiques en couleur, des tables de statistiques, des reproductions de tableaux fameux, des comptes rendus mondains, des analyses de livres, des études historiques et des articles philosophiques adaptés aux temps, aux lieux et aux êtres. Il faut s'être trouvé en Amérique, à la campagne, dans une famille désœuvrée par une après-midi dominicale trop chaude, tandis que la fille, sous le porche, s'engourdit dans un rocking-chair, en lisant sans plaisir et sans répit les pages comiques, que la mère, dans sa chambre, parcourt avec anxiété les vingt colonnes d'annonces pour y trouver le nom d'une cuisinière et que le père, un crayon à la main, sur la table de la salle à manger, suit l'itinéraire suggéré par le service du Tourisme pour une promenade sans cahots et sans incident à travers une région fraîche et boisée..., il faut avoir connu ces heures pour se rendre compte de la place que tient

le journalisme aux États-Unis. Plus que la religion, plus que la politique, plus que la littérature, c'est lui qui a façonné l'esprit et l'âme de l'Amérique moderne. Franklin, Pulitzer, Gordon Bennett, Ochs, Hearst sont les Solon, les Saint-Bernard, les Montesquieu, les Victor Hugo du Nouveau Monde.

Peut-être faut-il dire « c'était » ? Car un jour nouveau a commencé.

III

LE BRUIT DÉTRONE LE SIGNE

Un beau jour, l'Amérique s'aperçut que, sans cesser d'être le pays le plus riche du globe, elle était pauvre. Quand arriva cette catastrophe, il sembla que la civilisation du Nouveau Monde allait s'engloutir. On n'a pas oublié la fameuse semaine où toutes les banques furent fermées et où les moins désespérés émettaient le vœu qu'on les payât en monnaie de bois. Ils n'en eurent pas le loisir ; on rétablit le dollar, mais à vrai dire, ce ne fut plus le bon dollar d'or ou d'argent : ce fut un dollar de caoutchouc, dont les contorsions n'ont pas cessé d'étonner le monde.

Durant ces quarante mois la panique régnait ; toutes les industries souffraient ; seul, le journalisme fut épargné, du moins au début. En effet, si l'Amérique consommait moins de charbon, de blé, d'essence, de coton, elle réclamait plus de politique, de discussions et d'émotions. Ainsi, ni le *New-York Times*, ni le *Chicago Tribune*, ni le *Saint-Louis Post-Dispatch*, ni aucun des grands journaux ne furent sérieusement atteints tout d'abord. Sans doute, la réclame affluait moins vers eux, mais comme ils avaient été jadis obligés de refuser une grande partie de celle qui s'offrait à eux, ils en eurent encore suffisamment. Au reste, une transformation se produisait dans le journalisme. Les organes bien conduits continuèrent à croître, mais autour d'eux, les feuilles qui s'étaient laissé surprendre par les circonstances et le temps disparurent l'une après l'autre. Comme toutes les autres industries amé-

ricaines, le journalisme voyait les petites affaires céder la place aux grosses et celles-ci absorber tout ce qui les entourait ; en huit ans, le nombre des journaux tomba de 14 065 (en 1925) à 10 343 (en 1933) sans que le nombre des numéros vendus baissât. La crise était encore anodine ; elle n'atteignait pas les forces vives de la presse.

C'est alors que la science, jadis si favorable au journalisme, commença à se retourner contre lui. Si les grandes rotatives, les imprimeries rapides, le télégraphe morse, le sans fil, la téléphoto, le téléphone, le téléphone sans fil, etc., avaient facilité, accéléré et accru le triomphe du journal, une autre découverte, la radio, vint lui porter un coup terrible.

Cette petite boîte fantastique, qu'il suffit de mettre dans un coin de votre chambre pour que, de toutes les parties du monde et des extrémités de la terre, les rumeurs de l'univers et les déclarations des gouvernements affluent vers vous, cet engin mystérieux qui vous porte à domicile tous les renseignements dont vous n'avez pas besoin, cette machine sonore qui vous dispense de l'effort de lire, de comprendre, de penser, même d'écouter, devait être bien alléchante pour une immense nation qui revient du travail tous les soirs morte de fatigue, et qui joint à une inlassable curiosité une souveraine nonchalance. En peu d'années, la radio devint la reine de l'information rapide. Elle se conquit un public et, du même coup, elle mit la main sur les plus grosses sources de richesse : la réclame. Ce fut le premier échec grave que le journalisme américain ait jamais connu ; ce fut un échec durable.

On l'a vu en septembre 1938 ; à un moment où l'Amérique palpitait d'émotion, les journaux n'eurent pas l'occasion de faire une seule édition spéciale. Toutes les nouvelles sensationnelles étaient transmises par la radio. Chaque famille était tournée haletante, non pas vers son journal, mais vers son poste de T.S.F. Les gens écoutaient beugler Hitler et balbutier Chamberlain. Finie l'époque où seuls les reporters pouvaient vous donner, grâce à leur art, l'impression d'une atmosphère, le sens aigu d'une situation ou l'aspect pittoresque d'une personnalité. Quel reportage pouvait être aussi éloquent que le tumulte des grandes soirées de Nuremberg, transmis à travers les airs ou les remous du Parlement bri-

tannique, installés directement autour de vous, en vous.

Les journaux purent alors mesurer l'étendue de leur déchéance. Elle était triple. Tout d'abord, le public achetait beaucoup moins de journaux, les ressources de chaque organe et de toute la presse en étaient diminuées et les reporters étaient moins bien payés. Au lieu de constituer une classe en quelque sorte aristocratique par l'esprit, les façons, l'indépendance, l'aisance de vie, comme il était arrivé entre 1900 et 1925, ils se retrouvaient, chargés de missions délicates, importantes et dangereuses, avec des moyens restreints, des ressources réduites ; beaucoup d'entre eux se révoltaient et contractaient un état d'esprit d'aristocrates prolétaires, qui les disposait à prendre une attitude de plus en plus radicale, à présenter de préférence les thèses socialistes ou marxistes et à s'écarter ainsi de la masse de leur public ; aux États-Unis, en effet, le lecteur ordinaire se préoccupe peu d'idéologie et se défie de toutes les passions politiques trop violentes. La colère et l'amertume l'indisposent. L'appauvrissement de la presse engendrait donc des conditions qui devaient rendre plus précaire l'autorité des journaux sur leur public. Les événements de 1936 et de 1938 en fournirent la preuve. En 1936, lors de la campagne électorale qui opposa MM. Landon et Roosevelt, les deux tiers des journaux au moins soutinrent M. Landon contre M. Roosevelt — ce qui n'empêcha pas ce dernier d'avoir une majorité écrasante. En 1938, les trois quarts des journaux étaient hostiles au pacte de Munich et le condamnaient dans des termes souvent violents, alors que la majorité de l'opinion, surtout dans les États du centre, acceptaient l'accord de Munich — comme un pis-aller, désagréable, mais préférable à une catastrophe. Le journal n'est plus désormais aux États-Unis l'instrument essentiel pour définir et pour former l'opinion publique.

La plus grosse perte subie par les journaux n'est point matérielle ; elle est d'ordre intellectuel. La denrée que vendait le journal américain, c'était la nouvelle et il faut reconnaître que le journalisme américain était arrivé à lui donner un brillant, un éclat et une solidité remarquables. Doué d'un esprit vivant et d'une observation aiguë, les correspondants américains envoyaient à leurs feuilles ces longs télé-

grammes précis et pittoresques qui résumaient avec force les situations les plus complexes. Par malheur, cela est devenu impossible. Avant que le rédacteur ait eu le temps de se renseigner, de rédiger son câble et de l'expédier, le lecteur a reçu par la radio la nouvelle. S'il l'a comprise, elle ne l'intéressera plus ; s'il ne l'a pas comprise, elle l'ennuiera déjà. Tout ce qu'il lira par la suite lui semblera du déjà lu, du défraîchi, du ressassé. Le journal ne lance plus la nouvelle, il ne la crée plus, il est condamné à la commenter ou à l'expliquer. Or, la plupart des gens ne se soucient guère du sens profond des événements qui ne les touchent pas directement. Aussi, en Amérique (et l'Europe est-elle différente ?) ce ne sont plus des informations que les journaux cherchent à publier — la radio les a déjà diffusées — ce sont des sensations, des émotions, des passions qu'ils répandent et qu'ils cultivent. Ils arrivent ainsi à garder un domaine qui leur est propre, mais au prix de quels sacrifices ?

Désormais, la presse n'a plus qu'une ressource. Puisque la radio a saisi l'imagination du public et envahi l'esprit des gens par leurs oreilles, le journal doit devenir visuel. Il présente de plus en plus d'images. Les feuilles de grande classe ont recours aux courbes, aux schémas, aux statistiques : les hebdomadaires populaires sont emplis de séries de photographies ; en un mot, ils spéculent sur les plaisirs de la vision et sur la curiosité des yeux. Ce champ est vaste, surtout dans un pays comme les États-Unis où l'homme est constamment avide de spectacles. Il ne faut donc point s'étonner si une floraison de journaux et d'hebdomadaires illustrés est apparue récemment. Le génial fondateur de l'hebdomadaire *Time*, M. Henry Luce, a procédé, il y a un an, au lancement d'un autre hebdomadaire : *Life* (*la Vie*), sorte de miroir où chaque semaine se reflètent les soucis, les désirs et les fantaisies du peuple américain. La courbe de ce journal a monté d'une façon telle qu'en quelques semaines il tirait à un million. S'il avait eu des machines suffisantes, il serait arrivé à trois millions dans sa première année. Les éditeurs Cowles (de Des Moines, Iowa), qui sont, avec M. Luce, les plus actifs et les plus entreprenants d'Amérique, ont, de leur côté, fondé le mensuel *Look* (*Regarder*), qui a dépassé les deux millions

de tirage. Cette formule est manifestement populaire et appropriée à notre temps. Elle a pourtant des inconvénients dont le plus grave n'a pas apparu tout de suite. La radio raconte les nouvelles, le journal les représente : cela ne faisait-il pas un harmonieux travail d'équipe ? Sans doute, mais quiconque entend une nouvelle à la radio ne se soucie pas d'ordinaire de l'écouter, ni même de la retenir. Elle flotte vaguement dans son esprit. Elle y garde des contours flous et les résonances qu'elle éveille sont sentimentales ou nerveuses plutôt qu'intellectuelles. De même, photographies, graphiques, courbes, etc., donnent une impression crue et brutale qui plaît au réalisme américain, mais qui dispense l'esprit du travail d'analyse et de la compréhension. Depuis dix ans, le public américain est devenu, sinon moins précis et moins compréhensif, du moins plus impulsif et plus émotif.

Le dimanche 30 octobre 1938, à dix heures du soir, les États-Unis furent balayés par un cyclone de terreur. Les postes de police de l'État de New-York, ceux de la Pennsylvanie, du New-Jersey et même du Delaware se trouvèrent soudain inondés d'appels : des voix anxieuses demandaient partout s'il était vrai que le monde allait finir dans quelques instants. A Toledo, trois personnes s'évanouirent à leur téléphone en essayant d'appeler la police, qui ne répondait pas assez vite ; à Chicago, dans les restaurants, des clients abandonnèrent leur repas sans le finir pour aller se préparer à la mort ; à Providence (Rhode Island), une masse de femmes hurlantes et hystériques envahirent le journal en réclamant des détails sur les massacres et la destruction de New-York. A Richmond (Virginie), des âmes pieuses intimèrent à la feuille locale le *Times Dispatch* l'ordre d'inviter les citoyens à prier en commun avant de mourir. A Princeton (New-Jersey), les gens se hâtèrent d'interrompre leurs conversations en disant : « Puisque le monde va finir, j'ai beaucoup à faire, et je dois m'en occuper tout de suite. » A Jersey City (New-Jersey), une dame consciencieuse alerta la police pour lui demander si, en cas de fin du monde, elle devait fermer sa fenêtre ou la laisser ouverte. A Princeton, plusieurs professeurs, courageux, mais imprudents, sortirent en hâte dans leurs automobiles pour aller étudier sur place la fin du monde.

En effet, ce soir-là était la nuit du Hallowé en qui, d'après la tradition écossaise, généralement suivie aux États-Unis, est consacrée aux sorcières ; fidèle à cette tradition, mais désireux de la moderniser, un conférencier de radio avait cru plaisant de faire un récit dialogué, tiré du livre de Wells, sur le débarquement des Martiens en Angleterre. Pour le rendre plus intéressant, il avait changé la scène du roman et placé l'événement dans l'État de New-Jersey, près de Princeton. Le résultat fut triomphal et catastrophique. D'un bout à l'autre de l'Amérique, les vieilles dames s'évanouirent, les jeunes dames eurent des crises de nerfs, les personnes normales furent en panique, les hommes de bon sens se préparèrent au trépas ; seuls les ivrognes et les ignorants, qui ne savaient pas que la planète Mars fût habitée, et les paresseux, qui ne s'intéressent pas à la radio, échappèrent à l'angoisse mortelle qui étreignait le pays.

Tout cela parce que, sans écouter le début de cette conférence par T.S.F., les amateurs, abandonnant à dix heures cinq le ventriloque fameux Charly Mac Carthy, qui venait de finir son petit bavardage, tombèrent au milieu de l'émission martienne dont la véracité ne leur sembla pas douteuse un instant.

Le lendemain, les journaux publièrent le récit de cet incident, avec un mélange de sentiments où il entrait à la fois de la pudeur et une secrète satisfaction. En effet, l'on pouvait dire qu'il y avait quelque honte à voir le peuple le plus démocratique, le plus libéral et le plus éclairé de l'univers, se laisser aller à une telle frayeur, si gratuite et si peu réfléchie, mais on pouvait aussi démontrer que cette vague d'épouvante était due aux mauvaises habitudes données à la population par la radio, depuis le déclin du journalisme.

Il est évident que, si les auditeurs américains avaient eu l'habitude d'écouter avec soin, s'ils s'étaient donné la peine de suivre tout le programme de cette séance de radio, ils auraient entendu au début qu'on leur annonçait une « Fantaisie fantastique » adaptée de Wells. Mais la radio est un plaisir paresseux ; n'importe qui écoute n'importe quoi, n'importe quand et n'importe comment ; toutes les erreurs, tous les malentendus, tous les quiproquos sont possibles.

Les journaux, du moins, donnaient des renseignements

imprimés, contrôlables, et qui, même faux, gardaient une certaine exactitude. Bien que le papier du journal tombe en poussière en une dizaine d'années, on peut, pendant ces dix ans, les examiner et incriminer les sottises, les erreurs, les inexactitudes de chaque journaliste. C'est beaucoup. De la radio, rien ne reste. Ce gargouillis de bruits a peine à revêtir une forme humaine. Il s'écoule à travers notre oreille plus fluide que l'eau coulant à travers un robinet. Il a à peine existé et rien ne reste de lui.

Ceci dit, il serait injuste de dénoncer la radio comme seule coupable. Elle a reçu l'opinion américaine encore plus qu'elle ne l'a formée. Elle a hérité du journalisme et si elle y a ajouté quelque peu, les assises de la culture américaine sont imputables au journalisme. Hearst, Ochs, Pulitzer, Gordon Bennett, Benjamin Franklin ont donné à l'âme américaine sa couleur, à l'esprit américain son contour.

Ils lui ont enseigné à croire en la science. Dès 1740, Franklin prêchait qu'il fallait tout comprendre et que la science saurait tout expliquer ; il ajoutait qu'elle pouvait beaucoup et qu'elle pourrait presque tout dans l'avenir. Tout ce qui se présente sous un aspect scientifique est à priori bien vu aux États-Unis ; tandis que, depuis 1700, un scepticisme de plus en plus aigu s'est appliqué aux sentiments, aux principes et aux disciplines religieuses, depuis 1740 un enthousiasme de plus en plus candide s'est offert à la science, à ses découvertes et à ses explications. Les auditeurs de la radio américaine auraient éclaté de rire si on leur avait dit que l'archange Gabriel venait de débarquer à la quarante-deuxième rue et qu'il avait l'intention de rendre visite le lendemain matin à M. Roosevelt. Ils n'eurent aucun doute, aucune hésitation quand on leur annonça que les Martiens venaient de débarquer près de Princeton et commençaient à détruire leur pays. Cela leur sembla aussi naturel qu'un accident de chemin de fer, le viol d'une petite fille par son père ou l'élection d'un président.

Pourtant un homme du XIIe siècle aurait trouvé cela absurde.

A quoi tient cette différence radicale? Sans doute à un bon nombre de raisons, mais la plus essentielle, c'est que l'homme du XIIe siècle était privé de la lecture quotidienne

du journal ; il n'entendait pas parler chaque matin de la campagne électorale, de l'erreur d'aiguillage, du viol des petites filles par leurs parents et des divorces des étoiles de cinéma. Non plus que de la téléphonie sans fil ou de la radiesthésie. Le vice principal du journal (et cela n'est point propre au seul journal américain), c'est d'apporter dans notre esprit une tendance à accepter comme vrai tout « fait » rapporté par le journal, c'est-à-dire tout ce qui semble exact, à accepter comme exact tout ce qui est exprimé par des chiffres ou en jargon scientifique, et à abandonner résolument tout effort pour comprendre les relations logiques qui unissent les choses entre elles et qui les lient à nous. Le journal nous a donné de l'existence une vision saccadée, cinématographique et pseudo scientifique. Toutefois, il y a des nuances entre les résultats obtenus en France et les résultats obtenus aux États-Unis. Notre XVIIIe siècle, encyclopédique et intellectuel, nous a laissé dans l'esprit de tels besoins que nos journaux sont obligés de nous présenter une théorie de chaque événement qui arrive. Cela ralentit notre action et souvent l'embarrasse irrémédiablement, mais cela conserve à notre intelligence une certaine cohésion. Le journalisme américain a été formé sous l'influence de la science expérimentale. Il a excellé à saisir le contour des événements et à les rendre sous leur forme la plus nette ; dès le début, il a renoncé à les lier entre eux et à présenter des synthèses. Il reste un catalogue. Il ajoute au désordre des esprits, et s'il stimule des réactions rapides, il encourage aussi les mouvements téméraires.

Conscients de ce danger, les journalistes américains font un grand effort pour réagir et pour reprendre leur place dans la société. Leur situation en 1939 n'est pas sans analogie avec celle qui se produisit à la fin du XVIIIe siècle. Alors, comme maintenant, les conditions économiques rendaient fort difficile le développement du journalisme en tant que métier autonome. A la fin du XVIIIe siècle, le journalisme américain fut donc amené à se mettre au service des grands partis politiques qui le maintinrent et le soutinrent. A l'heure actuelle, le journaliste s'efforce de devenir le prêtre et le prédicateur de la foi sociale propre à la nation. Il tend à prendre la place du clergé et à devenir le guide spirituel de

son peuple. On voit se multiplier dans les journaux les « columns », c'est-à-dire les essais écrits quotidiennement par un journaliste fameux sur divers sujets et ayant tous comme thème principal le culte de la démocratie, celui de la science et celui du progrès.

Le journalisme américain présente depuis vingt ans un groupe remarquable d'apôtres et de prédicateurs. Le plus distingué est, sans doute, M. Walter Duranty, qui passa vingt années en Russie et qui est un très grand homme, puisqu'il réussit à n'y point perdre sa foi dans la démocratie et dans le communisme. Moins illustre que lui, mais doué d'un grand talent aussi, sont les frères Mowrer, M. John Gunther, M. Albert Mathews, M. Heywood Broun, M. Westbrook Pegler, le général Johnson, M. George Seldes, madame Dorothy Thomson et M. Walter Wintchell, dont le succès est gigantesque en ce moment. En leurs différents organes, ces écrivains éminents, dont un très grand nombre ont du sang israélite, mènent une lutte quotidienne contre le totalitarisme, le nazisme, le fascisme, la réaction et l'ignorantisme. Le livre récent de M. George Seldes : *Lords of the Press* (*la Féodalité dans la Presse*) exprime bien leur point de vue et leur orientation. A leurs yeux, le premier devoir du journalisme c'est, tout en acceptant la réalité, de songer sans cesse aux intérêts de la démocratie et de former l'esprit du peuple pour qu'il lui reste toujours fidèle. L'auteur en vient ainsi à considérer que les propriétaires des journaux et le public lui-même n'ont aucun droit de contrôle sur les déclarations ou publications des journalistes. Ceux-ci sont responsables de ce qu'ils disent seulement vis-à-vis de leur conscience et de leur idéal. Cette vue théorique est en train de prendre une importance pratique. Groupés en une association syndicale (Newspaper Guild), ils livrent de grands combats pour s'affranchir de la tutelle des capitalistes et devenir les guides plutôt que les serviteurs du public. Afin d'y parvenir, ils ont affilié leur syndicat à celui de M. Lewis, le chef extrémiste.

Cette croisade prend encore des formes plus insidieuses et plus violentes. Depuis quelque temps, on a vu se former des bulletins clandestins, publiés par des rédacteurs d'un journal contre tel ou tel de leurs collègues dont les idées ou les ten-

dances ne leur semblent pas orthodoxes. Le puissant *New-York Times*, soupçonné de conservatisme social, a été l'objet d'une attaque de ce genre ; dans ses bureaux a circulé une petite feuille amère et mystérieuse, *Better Times*, dont on n'a pu découvrir l'origine, mais qui ne cachait pas ses convictions communistes. Dans le groupe *Time-Fortune-Life*, un autre de ces parasites est apparu qui, sous le titre de *High Time*, s'appliquait à dénoncer l'un des rédacteurs dont la politique étrangère semblait trop douce à l'égard des dictatures. Sous une forme un peu plus courtoise, moins policière, mais non moins efficace, une équipe de journalistes rédigent et éditent un bulletin hebdomadaire qui met au pilori leurs collègues suspectés de tiédeur démocratique.

Le journalisme américain se révolte donc contre l'esprit conservateur de la bourgeoisie et contre les puissances d'argent ; il se refuse à demeurer ce qu'il fut au XIXe siècle, un rouage docile dans l'immense organisme économique de la République américaine. Il prend l'aspect d'un clergé et il en désire les prérogatives. Sans doute, cette transformation ne s'accomplit-elle pas sans heurt et la victoire est loin d'être acquise aux réformateurs. Cependant, leur influence augmente de jour en jour et leur succès croissant atteste aux yeux du philosophe, de l'historien, de l'observateur, le chemin gagné par les passions idéologiques et la place sans cesse plus grande prise dans nos vies par la terrible guerre de religion, dont notre âme est l'enjeu.

Nos ancêtres de la Renaissance ont voulu être intelligents, ils ont désiré tout expliquer, tout comprendre, tout énoncer. Ils ont commencé par rédiger des essais tels que ceux de M. de Montaigne, exacts, aigus et réticents, et nous, leurs héritiers, nous finissons par des émissions radiophoniques sur l'invasion des Martiens. Ils ont pris une humanité dont l'intelligence, très aiguisée et très sceptique, avait un champ limité, tandis que les instincts s'étendaient largement autour d'elle. Par instinct on croyait en Dieu, dans les habitudes traditionnelles de la vie, dans la famille, par instinct on acceptait les difficultés de l'existence, la maladie et la mort. Nous sommes devenus des êtres extrêmement intelligents, qui expliquent tout même sans le comprendre, qui comprenons

tout, même sans le savoir, qui savons tout, même ce qui nous est étranger. Cependant nos instincts sont engourdis ou morts. Nous n'aimons plus avoir d'enfants, nous sommes surpris par la maladie et l'idée de Dieu, même quand nous l'acceptons, reste en nous stérile.

Un beau jour, en écoutant les bruits épars dans le monde, nous ne pourrons plus discerner si nous entendons un discours du chancelier Hitler, une radio américaine ou la trompette du Jugement dernier.

BERNARD FAY

LE BOURGMESTRE DE FURNES [1]

TERLINCK était prêt à se lever, à aller voir. Il ne commencerait à manger que quand il serait rassuré.

— Comme toujours...

— Qui est-ce qui était à la regarder?

Son œil devenait méchant.

— Toutes les deux, n'est-ce pas? Ce sera toujours la même chose!...

Et son poing s'abattit sur la table, fit frémir la faïence.

— Je vous ai répété cent fois qu'elle ne peut pas vous sentir derrière la porte, avec vos mines de *mater dolorosa*... A plus forte raison quand elle vous aperçoit derrière le judas!...

Madame Terlinck pleura.

— Nous ne voulions pas rester, Joris... Je tenais seulement à m'assurer qu'elle ne manquait de rien... Je n'ai pas osé monter toute seule...

Que la mer, avec ses lumières errantes, était déjà loin!

— Elle a essayé de se lever?

Un signe affirmatif. Parbleu! Dès qu'elle voyait les deux femmes, Émilia était prise de rage et commençait par proférer des menaces, puis récitait son répertoire le plus obscène. Parfois — et c'est ce qui venait d'arriver — elle se levait pour se précipiter vers la porte.

— Elle est tombée?

— Oui...

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 mai 1939.

— Vous n'avez pas pu la relever à vous deux? Il a fallu appeler Postumus?

— Elle criait si fort que j'ai cru qu'elle allait ameuter les voisins... La lampe ne marche plus... L'ampoule doit être brûlée. Maria a apporté une bougie et la bougie s'est éteinte... Alors, nous avons eu peur...

Il repoussa son assiette, alla se camper le dos au feu et coupa machinalement le bout d'un cigare.

— Naturellement, Postumus a encore insisté pour que nous nous en séparions! Qu'est-ce qu'il a dit?

— Toujours la même chose... Écoutez, Joris...

— Rien du tout! Est-ce que tous les docteurs, y compris le professeur que j'ai fait venir de Bruxelles, ont déclaré qu'elle est inguérissable, oui ou non?

— Oui, mais...

— Ils lui donneront des douches, n'est-ce pas? Puis ils lui mettront la camisole de force! Les infirmiers appelleront leurs camarades pour voir ça et pour écouter quand elle aura ses crises...

Il sortit en faisant claquer la porte, monta, ne fit qu'épier de loin, pour ne pas exciter Émilia. Elle chantait, dans l'obscurité. Elle dut percevoir un léger craquement car son chant s'arrêta, mais Terlinck retint son souffle et elle fut rassurée.

Il était tard. Quand il poussa la porte du « Vieux Beffroi », il y avait longtemps que les parties étaient en train. Quelqu'un achevait une phrase :

— ... reçu une carte postale de Nice...

Et lui, pas encore assis, en homme qui a le droit de poser toutes les questions :

— Une carte postale de qui?

Il le savait, mais voulait le leur faire dire. Ils savaient qu'il savait. C'était toujours la même comédie, qu'on jouait lentement, au ralenti, en l'entrecoupant de bouffées de cigare, de petites gorgées de bière, comme pour faire durer le plaisir.

— De Léonard...

— Il vous en a envoyé aussi, Steifels?

Steifels joua d'abord, se renversa un peu en arrière.

— Déjà la semaine dernière... Est-ce que quelqu'un a des nouvelles de sa fille?

Personne ne répondit. Kees avait apporté le demi-brune du bourgmestre.

— Il paraît qu'elle est à Ostende... disait Steifels qui faisait des petits yeux pour regarder ses cartes à travers la fumée.

Et Terlinck était sûr qu'il disait cela pour lui. Est-ce qu'il l'avait rencontré? Est-ce que son frère, qui était armateur à Ostende, lui avait parlé de quelque chose?

— Je coupe... De la bière, Keès!... A propos! Ça doit être pour bientôt, maintenant... Si on me demandait mon avis... Trèfle!... Mais non! Je n'ai pas de carreau... Si on me demandait mon avis, je dirais que Léonard a choisi exprès le moment pour aller se promener en France... Sa bronchite et le conseil du docteur de se rendre dans le Midi, c'est de la blague... Qu'est-ce que vous attendez pour jouer, Léopold?

— Et moi, savez-vous ce que je dirais? Que s'il envoie tant de cartes postales c'est pour bien prouver qu'il est dans le Midi de la France et non où vous savez...

— Une partie de dames, Kees? proposa Terlinck en soupirant.

Le patron s'assura que tous les verres étaient pleins, qu'il avait quelques minutes de répit. Il y eut encore des phrases, de temps en temps, une par ci, une par là, qui se reliaient dans le temps et dans l'espace et qui finissaient par former un tout. Et de ce tout c'était Terlinck en définitive qui était le centre.

Il fit ce qu'ils désiraient. Il dit sa phrase, aussi à petits coups, en jouant, en regardant attentivement les cases jaunes et noires, une vraie phrase à la Terlinck, que les autres pouvaient ensuite ruminer pendant des heures :

— Il y a des gens, comme ça, qui plutôt de cesser d'être quelque chose, préfèrent encore n'être plus rien du tout... Je crois que vous avez perdu, Kees!... Un cigare?

◘

— Joris...

Il faisait noir. Il n'y avait dans la chambre qu'un mince trait de lumière argentée qui glissait entre les rideaux et se dessinait sur le linoléum.

— Joris...

Il ne répondit pas et Thérésa soupira, se retourna dans son lit, essaya à nouveau de dormir. Puis elle toussa. Elle ne renonçait pas facilement à ses idées. Elle se retint de respirer pour entendre sa respiration à lui et s'assurer qu'il ne dormait pas encore. Alors il s'ingénia à respirer régulièrement, bruyamment.

Ce n'était pas la première fois que ça arrivait et c'était toujours les soirs où il était allé à Ostende.

— Vous dormez, Joris?

Il ne put s'empêcher de soupirer avec accablement et ainsi il se trahit.

— Pourquoi faites-vous semblant de dormir? Est-ce que je ne peux même plus vous parler?

Il sauta du lit, pieds nus, fit trois grands pas vers le mur où se trouvait le commutateur, resta debout, en chemise, à regarder le lit de sa femme où l'on ne distinguait que des cheveux et un morceau de visage.

— Qu'est-ce que vous avez à me dire? Eh bien! dites-le!

— Ne vous fâchez pas, Joris!... Vous savez bien que, quand vous êtes comme ça, vous me donnez des palpitations et que je ne peux plus parler...

— J'écoute...

— Vous êtes encore allé à Ostende, n'est-ce pas?

Il s'était assis au bord de son lit de fer et restait ainsi, toujours en chemise, indifférent au froid, car la chambre n'était pas chauffée.

— Et après?

— Pourquoi ne voulez-vous rien me dire?... Voilà plus de dix fois que vous allez à Ostende... Il vous est même arrivé d'y aller le matin...

— Qui vous l'a dit?... Répondez!... Qui vous l'a dit?

— Postumus... Il vous a rencontré...

— Et qu'a-t-il encore raconté?

— Ne vous fâchez pas, Joris... Est-ce que nous ne pourrons jamais causer simplement tous les deux?... Vous allez prendre froid...

— Cela m'est égal...

Alors, comme si elle voulait partager son sort, prendre

froid avec lui, elle se découvrit, s'assit sur son lit, tenant cependant sa camisole croisée sur sa poitrine.

— Vous l'avez vue?

Il essaya, connaissant d'avance le résultat :

— Qui?

— Vous savez bien de qui je veux parler...

— Oui, je le sais! C'est vrai! Et il y a des semaines que je sens que vous êtes à vous torturer, à vous poser des questions, à m'épier, puis à en parler pendant des heures à Maria...

— C'est Maria qui m'en a parlé la première!

— Et qu'est-ce qu'elle a dit, Maria?

— Ne vous fâchez pas, Joris!... Vous ne pouvez pas être si méchant que ça!... Est-ce que je vous ai fait quelque chose?

D'être elle, oui! Et encore de lui avoir donné Émilia! Mais ça, il ne pouvait pas le lui dire. Au surplus, c'était inutile. Elle le savait! Elle comprenait tout! Elle devinait tout! Il y avait des moments où elle en était diabolique!

— Depuis quelque temps, vous n'êtes plus le même, Joris... Et cela arrive justement quand je croyais que nous allions être un peu tranquilles... Vous avez tout ce que vous vouliez... Vous êtes bourgmestre... Personne n'ose rien contre vous... Vous avez reçu le roi...

Alors, il eut une image nette de la chambre, avec eux deux, sa femme dans son lit, en bigoudis, avec sa camisole, et lui assis au bord du sien, jambes et pieds nus. Sa lèvre se retroussa dans un mauvais sourire et ce sourire n'échappa pas non plus à Thérésa.

— Qu'est-ce que vous pensez? Vous n'êtes pas heureux? Vous n'avez pas tout ce que vous avez désiré? Or, maintenant, je ne sais pas ce qui vous arrive...

— Vous croyez que vous ne feriez pas mieux de dormir?

— Répondez-moi, Joris... Quand *il* est venu, il vous a avoué la vérité, n'est-ce pas?... Qu'est-ce qu'*il* vous a demandé?... *Il* voulait partir avec *elle*?... *Il* avait besoin d'argent?... J'ai tellement pensé à ce jour-là, à son coup de sonnette, à...

— Continuez!

— Je ne sais pas... *Il* vous a demandé quelque chose et

vous avez refusé... Peut-être même vous a-t-*il* annoncé ce qu'*il* allait faire?...

Elle le regarda dans les yeux. Toute faible qu'elle parût, elle était capable, parfois, d'une telle énergie.

— *Il* vous l'avait annoncé?

— Et si je réponds oui?

— Joris!

Elle avait sauté du lit à son tour.

— Vous saviez qu'*il* allait la tuer et se tuer à son tour? Et vous *l*'avez laissé partir?... On aurait dit que je le sentais!... Ce soir-là, j'ai failli courir après *lui*... Ainsi, c'est par votre faute que...

— Vous feriez mieux de vous recoucher.

Mais non! Elle était lancée. Cela lui arrivait périodiquement, après des mois de silence et de larmes. Et alors, c'était la grande scène, la revue totale de leur vie, avec des détails que tout le monde, sauf elle, avait oubliés.

— Et vous avez le toupet, maintenant, d'allez voir cette fille? Qu'est-ce que vous lui avez dit? Vous n'oseriez pas me répondre, n'est-ce pas? Je parie que vous lui faites des mamours, parce que vous essayez ainsi d'apaiser votre conscience... Mon Dieu! Mon Dieu! Comment peut-il exister des êtres au cœur aussi dur...

On entendait Maria remuer dans sa mansarde où lui parvenaient les éclats de voix.

— Toute votre vie vous avez été le même! Quand vous m'avez épousée, c'est parce que j'étais une de Baenst et que, malgré ce qu'on racontait, vous ne pouviez croire que nous n'avions plus d'argent! Quand j'étais enceinte, vous n'aviez pas honte d'avoir des rapports avec Bertha de Groote, parce qu'elle était votre patronne et qu'elle était riche! Et quand Maria a eu un enfant, cela vous a été égal de le laisser mettre en nourrice...

Dans ces moments-là, elle pleurait sans pleurer. Cela lui était très particulier. Elle faisait des grimaces, retenait ses sanglots et de temps en temps elle était obligée d'essuyer son nez qui coulait.

Elle était maigre. Elle était laide. Terlinck la regardait beaucoup plus qu'il ne l'écoutait.

— La vérité, c'est que vous détestez tout le monde et que vous n'aimez que vous !... Peu importe si Jef Claes est mort, du moment que sa mort a servi à abattre Léonard Van Hamme.. Et tout à l'heure encore... J'en parlais à monsieur Postumus...

Elle aurait voulu rattraper ce bout de phrase, mais il était trop tard.

— Qu'est-ce que vous disiez à Postumus ?

— Peu importe... Qu'est-ce que vous faites ?... Lâchez-moi !... Vous me faites mal, Joris...

— Qu'est-ce que vous avez dit à Postumus ?

— Je lui ai dit que c'était par orgueil que vous ne vouliez pas envoyer votre fille dans une maison de santé... Vous m'avez fait mal...

Elle regardait son poignet marqué d'un cercle rouge. Elle pleurait un peu plus nettement.

— Dieu sait comment vous finirez !... Avec vous, c'est toujours à recommencer... On croit qu'on est au bout de ses malheurs et vous déclenchez des malheurs nouveaux... Qu'est-ce que vous allez faire à Ostende avec cette petite ?... Est-ce que vous oseriez le dire ? Tout le monde le sait déjà à Furnes !... Et si elle n'était pas dans une position intéressante, on pourrait croire...

Il rit, d'un rire sec, en regardant le linoléum à ses pieds.

— Vous voyez bien que vous ne me répondez pas !... Savez-vous ce qui est arrivé à la mère de Jef ?

Il leva la tête, étonné, inquiet.

— Elle s'est mise à boire... Elle perd toutes ses places parce qu'elle va boire dans les estaminets, avec les charretiers...

— Il faut croire qu'elle aime ça, n'est-ce pas ?

Mais il l'avait mal dit. Si mal qu'elle s'en aperçut, qu'elle le regarda moins durement.

— Vous ne pourriez pas faire quelque chose pour elle ?

— Que voudriez-vous que je fasse ?

— Lui donner une petite place à l'Hôtel de Ville ou dans un service municipal...

— Vous voudriez que je donne une place à une femme qui boit ?

Il avait froid aux pieds, aux jambes. Il mit son pantalon, ses pantoufles, alla s'accouder à la cheminée.

— Quand vous aurez fini et que vous me permettrez de dormir, vous le direz...

— Quand je pense que vous allez tous les dimanches à la messe et que, le premier de l'an encore, vous avez communié !

Elle avait le nez long et étroit, pointu, les yeux beaucoup trop rapprochés. Il avait presque envie de se retourner pour se regarder dans la glace de la cheminée, pour s'assurer qu'il n'était pas devenu, avec le temps, aussi laid qu'elle.

— Vous avez toujours été un égoïste ! Vous m'avez sacrifiée ! Vous avez sacrifié Maria ! Vous avez sacrifié votre fille ! Vous avez sacrifié votre mère...

Il fronça les sourcils.

— Qu'est-ce que vous racontez ?

— Je dis que...

— Je vous défends de parler de ma mère, vous entendez ?

Elle flottait à travers la chambre, les nerfs à nu, avec l'envie de faire un geste, mais elle ne savait lequel.

Est-ce qu'ils étaient encore dans la ville ? dans la vie de tous les jours ? De quoi avaient-ils l'air, tous les deux, en tenue de nuit, près des lits défaits ? Joris éternua. Il était en train de prendre froid. Elle le lui annonça, comme une menace.

— Vous feriez mieux de vous coucher !

Et elle aurait voulu s'appuyer à quelque chose, pleurer vraiment, une bonne fois, et non par petits coups comme elle le faisait depuis près de trente ans, fondre, devenir un autre être, entrer dans un nouveau cycle de pensées, dans une nouvelle vie.

Et cependant ils étaient dans leur maison, parmi les objets familiers, les odeurs familières ! Le père Terlinck, avec sa casquette de marin, était au-dessus du lit, et la mère Terlinck, dans un cadre ovale, de l'autre côté. Thérésa avait ses portraits aussi, du moins celui de son père, car on n'avait pas d'assez bonnes photographies de sa mère pour pouvoir les agrandir.

— Pourquoi me regardez-vous comme ça ? Qu'est-ce que vous pensez ? Vous me haïssez, n'est-ce pas ?

Il réfléchit avant de répondre, ouvrit la bouche. En fin de compte, il ne répondit pas.

— Vous voyez bien que vous me haïssez ! Vous l'avouez ! Vous m'avez toujours détestée ! Et cela, parce que je vous empêchais, sans le vouloir, de mener la vie que vous espériez... Répondez-moi, Joris...

— Quoi ?

— Un jour, nous...

L'émotion l'étranglait. Dieu sait quelles visions entrevoyaient ses yeux brouillés de larmes.

— Nous ne sommes plus jeunes... Un jour, tôt ou tard... un de nous deux...

Et, fondant complètement :

— Qu'est-ce que vous ferez, quand je serai morte ?

— Je ne sais pas.

Il alluma un cigare qu'il venait de trouver sur la cheminée.

— Il y a des moments où je me demande si vous êtes aussi dur, aussi méchant qu'on le pense...

— Qui est-ce qui pense cela ?

— Tout le monde... Vous savez fort bien que tout le monde a peur de vous... C'est parce qu'on a peur qu'on vous a nommé bourgmestre, car on savait que vous le vouliez et que vous y arriveriez malgré tout... Et maintenant... Quand je pense que vous avez obligé Léonard à jeter sa fille à la porte...

— Je ne m'en suis même pas occupé...

— Vous savez bien que j'ai raison, Joris !... Vous savez que vous n'auriez eu qu'un petit mot à dire... Et justement, ce que je ne comprends pas, ce qui me fait peur, c'est que, maintenant, c'est vous qui allez à Ostende et qui... Qu'est-ce qu'elle dit ?

— Qui ?

— Lina !

Il y eut une étrange expression sur le visage de Terlinck. Et c'est d'une voix différente de sa voix habituelle qu'il prononça :

— Elle ne dit rien.

— Elle va bientôt accoucher, n'est-ce pas ?

— Je suppose... Sans doute dans un mois... Peut-être davantage...

Elle ne comprenait pas. Elle avait beau l'épier, le vriller de son regard qui avait l'habitude de le percer à jour, elle ne parvenait pas à comprendre.

— Vous n'êtes plus le même, Joris... Il y a des fois où je me demande si vous ne vous vous moquez pas des gens, de moi, de nous, de vous ! ...Et vous n'étiez pas comme ça avant... C'est ce qui me fait peur... Vous ne voulez vraiment pas me dire quelque chose ?

— Vous avez besoin de vous coucher !

Elle vit que c'était son dernier mot. Il fumait son cigare, le dos appuyé à la cheminée, et il regardait drôlement autour de lui, il regardait comme quelqu'un qui ne voit pas les objets de la même manière que les autres.

Elle était lasse. Elle avait mal aux reins. Elle était encore plus malade de toutes ces larmes qui n'avaient pas voulu sortir, de cette scène qui avait fait long feu et qui finissait bêtement, comme toujours.

Elle se coucha, chercha longtemps sa position, questionna humblement :

— Vous n'éteignez pas ?

Elle l'entendait presque penser. Il était toujours là, à la même place, dans sa chemise de nuit blanche au col bordé de pattes de poule rouges, avec son pantalon noir, ses pieds nus dans ses pantoufles et il n'éteindrait que quand il en aurait envie.

Elle soupira, se couvrit jusqu'aux yeux, ne laissant qu'un petit jour dans la couverture pour respirer.

Elle ne voyait pas le tas qu'elle formait, couchée ainsi en chien de fusil ; elle ne savait pas non plus qu'une mèche de cheveux, toute grise, se détachait des autres.

Elle essayait de dormir. Elle reniflait. Elle ouvrait les yeux de temps en temps et chaque fois elle retrouvait le choc brutal de la lumière.

Il fumait toujours. Elle n'avait pas pu obtenir qu'il évitât de fumer dans la chambre et, toute la journée, l'air sentait le cigare refroidi.

Elle était glacée. A certain moment, quand elle souleva les paupières, elle le vit de dos qui s'était campé devant la fenêtre. De la main, il avait écarté le rideau et il regardait la place dont les pavés étaient argentés par la lune.

C'était un étrange désert, comme la mer, comme la dune. L'horloge de l'Hôtel de Ville formait un disque roussâtre et quelqu'un marchait dans une rue.

— Joris... appela-t-elle faiblement.

Il n'y eut pas de réponse et elle dut s'endormir. Du temps passa. Elle sentit que quelqu'un était debout devant elle, que des yeux la fixaient. Lentement, avec précaution, elle entr'ouvrit un œil et elle sut que c'était lui, toujours debout, en pantalon et en chemise, qui finissait son cigare en la regardant.

Le cigare fini, il alla en écraser le bout sur la cheminée. Il se coucha.

Soudain le réveil fit retentir sa sonnerie et elle sursauta, regarda autour d'elle avec angoisse, sauta du lit, se précipita vers le lit de fer de Terlinck.

Pourquoi venait-elle de penser soudain qu'il ne serait plus là?

Il y était, le torse découvert, et son souffle régulier faisait frémir les poils roux de ses moustaches où il y avait des brins argentés.

Maria se levait, à l'étage au-dessus. Toute une orchestration de bruits, dehors, avertissait que c'était jour de marché.

Elle viendrait s'habiller après, comme les autres matins. Elle passait d'abord sa robe sur ses vêtements de nuit pour que les pièces d'en bas fussent prêtes quand *il* se lèverait.

DEUXIÈME PARTIE

I

Que lui importait d'être vu, puisque personne n'admettrait jamais la vérité? Il aimait cette place, dans l'angle de la banquette, près de la fenêtre du café, si près que de l'extérieur il devait donner l'impression d'un personnage de panneau réclame. Il avait devant lui un demi entamé, son étui à cigares, son bout d'ambre et des allumettes.

— Vous m'avez appelée, monsieur Jos?

M. Jos, c'était lui ! Encore une chose que personne ne croirait à Furnes ! C'était Manola qui lui avait donné ce surnom, parce qu'elle ne trouvait pas d'autre diminutif de Joris et qu'elle éprouvait le besoin de donner des petits noms à tout le monde.

— Je vous ai appelée, madame Janneke !

Elle s'était levée en soupirant, car elle était énorme, et ses mains étaient embarrassées de tout le tricot rose pâle qu'elle avait auparavant dans son giron.

— Est-ce que, si ce n'était pas fini dans une demi-heure, vous pourriez me cuire une côtelette?

— Naturellement, monsieur Jos ! Avec des frites, même, si vous voulez ! Je vais tout de suite à la cuisine...

— Non ! Attendez encore un peu...

L'horloge, juste devant lui, marquait cinq heures. Il calculait : depuis neuf heures du matin, cela faisait... huit heures, en somme !

— Vous vous languissez, n'est-ce pas, monsieur Jos?

Il savait déjà qu'elle allait s'asseoir devant lui. Elle y mettait le temps. Sa place, à elle, était près du poêle, à côté du fauteuil d'osier qui ne servait qu'au chat. Mais dès qu'un client était installé, la même comédie commençait. Elle parlait un peu, debout, avec un air bonasse. Quelquefois elle continuait à tricoter. Si c'était quelqu'un qu'elle ne connaissait pas, elle lui demandait s'il était d'Ostende, si c'était la première fois qu'il y venait, s'il avait fait bon voyage, tout ça avec autant de chaud intérêt que si elle eût été en face d'un proche parent.

On ne s'apercevait même pas du moment exact où elle glissait doucement, où elle raccourcissait, en somme, pour se trouver enfin avec un morceau de son gros derrière sur la chaise. Et, pour détourner l'attention, elle comptait les points, trouvait une phrase à dire, souriait avec bienveillance.

— Elle est bonne, la bière, n'est-ce pas?

Et, après chaque bout de phrase, elle répétait :

— N'est-ce pas?

Car elle voulait être d'accord avec tout le monde !

— Il ne faut pas vous étonner, n'est-ce pas, monsieur Jos...

Moi, j'en connais une, la fille de la marchande de lait, tenez, qui est restée deux jours entiers dans les douleurs... Cela n'empêche pas son garçon d'être aussi beau que n'importe qui... C'est une affaire de hasard, n'est-ce pas?

On était en avril. Les jours s'étaient allongés et le port, dans le cadre de la fenêtre, était doré par le soleil couchant, avec la gare maritime figée comme sur une carte postale, les porteurs, en bleu, qui guettaient les voyageurs, les tramways jaunes et rouges qui passaient et donnaient un coup de frein criard au tournant de la rue.

Terlinck alluma un nouveau cigare, et bien qu'il eût toujours l'horloge devant lui, il regarda l'heure à sa montre.

La vérité, celle qu'on ne croirait pas, c'est qu'il y avait à peine huit jours qu'il leur avait adressé la parole!

Cela n'empêchait pas ceux du « Vieux Beffroi » de prendre un air malin dès que quelqu'un, pour une raison ou pour une autre, prononçait le mot Ostende. On regardait Terlinck, ou bien on détournait la tête, ce qui signifiait exactement la même chose. Ils étaient, ces hommes mûrs ou âgés, comme des gamins qui s'excitent par des allusions aux questions sexuelles et Joris ne bronchait pas, continuait à fumer, calme, pas même méprisant.

Jusqu'à sa femme qui se mêlait de soupirer quand il rentrait et il suffisait de regarder Maria, derrière la porte de sa cuisine, pour deviner que l'instant d'avant on parlait de lui. De lui qui allait à Ostende! De lui qui devenait une sorte de mauvais homme, de monstre aux passions honteuses!

Si elles l'avaient vu! Il laissait sa voiture de l'autre côté du quai, à cause du sens unique et, en traversant la chaussée, il jetait un petit coup d'œil aux fenêtres.

On aurait dit un fait exprès : depuis janvier il avait à peine plu. Et pas à Ostende! Chaque fois qu'il y venait le temps était clair, le ciel nacré, à croire à la réalité des paysages peints sur coquillage qu'on vendait sur la digue.

Pourquoi le simple fait d'arriver à Ostende était-il devenu un plaisir, un soulagement? On déchargeait le poisson des

barques de pêche, sur sa droite. Et devant lui, entre deux cafés, se dressait la grande maison jaune. Au rez-de-chaussée, on vendait des cordages, des articles de marine et, en passant sur le trottoir, on respirait une bouffée de goudron.

Il y avait une porte particulière, à gauche du magasin. Elle restait toujours entr'ouverte, laissant voir un corridor peint en faux marbre, un faux marbre rougeâtre.

Il savait comment étaient les chambres du premier qu'il avait vues le matin, quand toutes les fenêtres étaient ouvertes pendant le nettoyage, avec les matelas et la literie sur les appuis.

Il y avait une très grande pièce, la chambre de Lina. Très grande et très claire, à trois fenêtres. Les meubles étaient vieillots, mais c'était une vieillesse différente de celle des meubles de Furnes, une vieillesse coquette, des toiles à ramages, des petits volants aux rideaux, des mousselines, des bibelots charmants.

Terlinck regardait toujours si la fenêtre était ouverte, car si elle l'était, cela indiquait que Lina était déjà sortie. Mais il arrivait le plus souvent à temps. Il entrait chez Janneke.

— Bonjour, monsieur Jos !

Il s'asseyait, et elle lui apportait un verre de bière.

Elle devait avoir deviné pourquoi il venait à heure fixe et pourquoi il se levait dès que certaine personne passait sur le trottoir, mais pendant longtemps il n'en avait jamais été question entre eux.

Souvent Manola venait chercher son amie. Elle marchait en se dandinant, en remuant beaucoup d'air, avec toujours des fourrures qui voltigeaient autour d'elle, dans une odeur de poudre de riz.

Puis toutes les deux se dirigeaient vers la digue où elles se promenaient en se racontant des histoires et en se retournant sur les hommes.

Elles étaient gaies, pouffaient pour un oui ou un non et on entendait de loin le rire aigu de Manola. Lina n'avait pas honte de son ventre, ne paraissait pas en souffrir, ne faisait rien pour le cacher, bien au contraire !

Jusqu'à cinq heures environ, elles restaient assises sur un banc. Le marchand de cacahuètes, en veste blanche, s'appro-

chait d'elles familièrement, car Lina était gourmande de cacahuètes et lui en achetait tous les jours.

Puis elles se levaient, gagnaient une rue calme, derrière le Casino, où l'on devinait une sourde musique derrière des rideaux de soie crème.

Toutes deux entraient alors au « Monico ».

◘

C'était tout. Il y avait sans nul doute des gens, surtout parmi les femmes qui passent leur après-midi sur la digue à surveiller leurs enfants, pour avoir remarqué le manège de Terlinck. Et ceux-là le prenaient à coup sûr pour un de ces hommes d'un certain âge qui suivent les jeunes filles dans la rue.

Cela lui était égal. Il savait, lui, que ce n'était pas vrai, que ce n'était pas du tout la même chose.

A quoi bon s'inquiéter de ce que pensaient les autres?

Kempenaar, par exemple!... La veille, justement... Il avait pris son air le plus troublé pour glisser sur le sous-main du bourgmestre les procès-verbaux transmis comme chaque jour par le commissaire de police... Il avait soupiré...

— Elle a encore fait des bêtises, avait-il murmuré.

Toujours la mère de Jef Claes! C'étaient de vraies neuvaines pendant lesquelles elle ne dessoulait pas et elle avait pris l'habitude, dans ces occasions, de s'en prendre aux agents!

— C'est une malheureuse, n'est-ce pas, Baas? Je suppose que vous n'allez pas lui laisser infliger une amende?

— Pourquoi? Avait-il questionné froidement.

— Parce que c'est une pauvre femme qui...

— La loi est la loi pour tout le monde, monsieur Kempenaar!

Il n'avait pas déchiré le procès-verbal. Il n'ignorait pas ce que Kempenaar pensait. Peut-être l'avait-il fait exprès?

Seulement, une fois à Ostende, il était entré au bureau de poste et avait envoyé un mandat anonyme de 50 francs à la mère de Jef.

Pas par bonté! Ni par pitié! Parce que ça lui plaisait, un point c'est tout!

Et c'était ce jour-là, comme par hasard, qu'il était *entré*.

C'était décidé depuis longtemps. Malgré lui, il avait jeté un coup d'œil d'un côté de la rue, un coup d'œil de l'autre. Il avait regardé dans les yeux, comme pour défier l'ironie, le chasseur planté sur le seuil.

— Vestiaire, monsieur? Vous ne vous débarrassez pas?

Non! Il entrait, tel qu'il était, avec sa courte pelisse qu'il portait jusqu'à Pâques, son bonnet de loutre qu'il gardait sur la tête, son gros cigare et il avait l'impression d'être beaucoup plus grand, plus volumineux que d'habitude.

Cela tenait à ce que tout autour de lui était frêle : une curieuse pièce, moitié salon de thé, moitié dancing, avec rien que des choses pâles et soyeuses, comme capitonnées, et une odeur sucrée qui se mêlait à des relents de femme coquette.

On chuchotait, on riait du bout des dents; les musiciens étaient assis derrière des bannières de soie et portaient des vestes mauves.

Il traversa tout l'espace vide et ciré qui servait à la danse et s'assit à la table qu'on lui désigna et qui était couverte d'une nappe.

— Un thé complet?

Il se laissa servir un thé complet et retira son bonnet de fourrure. Juste en face de lui, de l'autre côté de la piste, Manola pouffait en le regardant et il ne broncha pas, ne détourna pas les yeux.

Qui croirait que cela s'était passé de la sorte? Il restait calme et buté, tout d'une pièce. On lui servait du thé avec des toasts et des confitures. L'orchestre commençait à jouer une musique assourdie et un jeune homme en smoking s'approchait de Manola pour l'inviter.

C'était une belle fille, une vraie flamande charnue, rose et gaie; c'était aussi une vraie femme entretenue, très soignée et répandant autour d'elle une atmosphère de plaisir rare et délicat.

Où Lina l'avait-elle rencontrée? Sans doute sur la digue et elles étaient devenues amies, elles ne se quittaient pour ainsi dire plus, sauf les jours où l'ami de Manola venait de Bruxelles.

Qui aurait pu dire à quoi Terlinck pensait en regardant Lina restée seule sur la banquette de velours cramoisi?

Eh bien! il pensait :

— J'espère qu'elle ne va quand même pas danser !

Il était déjà de mauvaise humeur à l'idée qu'elle pourrait le faire. C'était presque un ordre qu'il mettait dans son regard. Était-ce comique ? Manola qui passait près de lui au bras de son danseur l'observait curieusement et murmurait quelque chose à son partenaire. La danse finie, elle reprenait sa place et parlait à Lina. Elle parlait de lui. Lina l'examinait, parlait à son tour. Il était évident qu'elle disait :

— Je le connais. C'est Joris Terlinck, le bourgmestre de Furnes !

La musique recommençait et cette fois c'était Lina que le danseur invitait. Pensait-elle qu'elle était presque à terme ? Pas du tout ! Elle se levait ! Elle n'avait pas honte ! Elle ne trouvait pas ridicule de danser avec un gros ventre qu'était loin de cacher sa robe de soie noire.

Il était vraiment furieux. Il s'agitait à sa place. Il buvait une gorgée de thé trop chaud, regardait Manola d'un air de reproche. N'aurait-elle pas dû empêcher son amie...

Voilà ! Il était loin de se douter que, dans un quart d'heure à peine, il serait assis à la table des deux jeunes filles. Cela se passa à peu près ainsi : en le frôlant, au bras de son danseur, Lina esquissa un léger salut. Pas tout à fait un salut, parce qu'elle ne savait pas s'il la reconnaissait et s'il tenait à être reconnu ; mais quelque chose quand même, une imperceptible inclinaison de la tête.

Elle devait croire, et Manola aussi, qu'il était là en quête d'une petite femme !

Elle se rassit. Toutes deux bavardèrent à nouveau et à nouveau pouffèrent. C'était toujours Manola qui donnait le signal. Elle ne pouvait rester cinq minutes sans dire une phrase qui la faisait rire aux éclats et elle montrait alors des dents éblouissantes, une bouche d'un rose que Terlinck ne se souvenait pas avoir vu chez un être humain, un rose frais, humide, fondant.

Il se leva. Ce n'était pas prémédité. Il ne réfléchissait pas à ce qu'il faisait. Il traversa la piste, se trouva devant les deux femmes.

— C'est de moi que vous riez, mademoiselle Van Hamme ?

Elle en avait la respiration coupée. Il était debout, très grand, tout près. Elle levait les yeux, balbutiait :

— Bonsoir, monsieur Terlinck...

Et aucun des trois ne savait que faire.

— Mon amie, Manola...

La musique reprit, des couples envahirent la piste. Comme Terlinck était dans leur chemin, il s'assit, machinalement.

— Vous croyez que c'est prudent de danser dans l'état où vous êtes?

— Pourquoi ne danserais-je pas?

Et Manola d'intervenir :

— Du moment qu'elle en a envie, c'est que ça ne peut pas ui faire de tort!

Elle lui tendit sa cigarette. Il ne comprit pas tout de suite ce qu'elle voulait. Elle dut insister :

— Cela ne vous ferait rien de me donner du feu?

— Vous venez souvent à Ostende? interrogeait Lina.

Elle était un peu gênée par son regard. Car il ne pouvait s'empêcher de tenir les yeux fixés sur elle et on le sentait perdu dans ses pensées. Il nageait.

Il n'était pas réprobateur comme elle aurait pu le penser, étant donné sa réputation à Furnes. Non! C'était presque le contraire : un étonnement émerveillé.

Ce qui étonnait le plus Terlinck c'était encore que Lina fût la fille de Léonard Van Hamme! Et qu'elle eût vécu à Furnes jusqu'à ces derniers mois! Que personne n'eût rien soupçonné! Qu'on l'eût prise pour une jeune fille comme une autre!

— Je suppose que vous ne dansez pas? fit-elle pour dire quelque chose.

Elle prenait une cigarette dans l'étui en or de Manola, tendait le visage vers Terlinck pour qu'il flambât une allumette.

— Je ne danse jamais, non.

S'il avait dansé, aurait-elle vraiment dansé avec lui?

— Je vous jure que je ne m'attendais pas à vous rencontrer ici! Tu ne peux pas comprendre, Manola... Il faut l'avoir vu à Furnes... C'est tout juste, tant il est sévère, s'il ne fait pas peur aux petits enfants... Avec ma cousine, nous l'appelions Croquemitaine et, quand il passait, on lui tirait la langue... Vous n'êtes pas fâché que je vous dise ça?...

Est-ce qu'elle pensait encore à Jef Claes, qui était mort voilà à peine cinq mois? Elle était gaie. Il l'avait toujours vue

gaie ! D'une gaîté naturelle, qui jaillissait de tout son être. Peut-être regrettait-elle que la présence de Terlinck empêchât les danseurs de l'inviter ?

Une marchande de fleurs, sa corbeille au bras, s'arrêta près de Terlinck, tendit des bouquets aux deux femmes. Il ne réagit pas aussitôt. Gêné, il tira enfin son gros portefeuille de sa poche.

Il leur avait acheté des fleurs ! Des œillets rouges qu'elles reniflaient machinalement. Et il en ressentait un trouble étrange.

— Vous permettez que j'aille danser ? murmurait Manola en se levant.

Il fut encore beaucoup plus troublé quand il resta seul à seul avec Lina.

— Vous avez l'air de penser loin ! remarqua-t-elle.

Et, soudain inquiète :

— Ce n'est pas mon père qui vous a envoyé ici, au moins ?

— Vous oubliez que j'ai toujours été au plus mal avec Léonard !

— Vous étiez le patron de Jef, n'est-ce pas ?

Et ce fut tout honteux qu'il bafouilla :

— J'étais son patron.

— Je me demande ce qui lui a pris... Il est vrai qu'il a toujours été un peu fou...

Ainsi ils étaient là, dans un salon de thé, et elle lui parlait posément de Jef, en respirant toujours les œillets que Terlinck venait de lui offrir !

Qui, à Furnes, le croirait s'il le racontait ? Et lui-même, chez lui, ce soir, quand il s'en souviendrait, serait-il encore sûr de la réalité d'une pareille scène ?

Autour d'eux tout était doux, irréel. Or, quelques heures plus tôt, parce que c'était le jour, Terlinck s'était glissé dans la chambre de sa fille, avec le seau, le torchon, la brosse, en bêtifiant comme il le faisait chaque fois :

— Elle est bien sage... Oui, la fifille sera bien sage aujourd'hui...

... En détournant les yeux du corps nu, maigre et livide, étendu sur la paillasse...

— Je lui ai toujours dit qu'il était trop exalté...

Lina disait cela d'une voix sereine et son regard suivait les couples sur la piste.

— En tout cas, je suis contente d'être partie ! Si j'étais restée à Furnes...

Elle n'acheva pas sa pensée et fit tomber la cendre de sa cigarette dans un cendrier de porcelaine bleue. Puis Manola, animée par la danse, reprit sa place et, machinalement, entreprit un nouvel examen de Terlinck.

— Qu'est-ce que vous racontez, tous les deux ?

— Rien... On parlait de Jef...

— Pauvre garçon !... Je boirais bien un verre de porto, moi... Ce thé est mauvais...

Ils burent du porto, tous les trois. Et le lendemain, à la même heure, Terlinck poussait la porte du « Monico » ! Il hésitait un peu, se dirigeait vers la table des deux femmes où Manola l'accueillait déjà familièrement.

Il est vrai qu'elle était familière avec tout le monde. Elle tutoyait le garçon et le chef des musiciens, qu'elle appelait de temps en temps pour lui demander un de ses morceaux favoris.

— Vous croyez, mademoiselle Lina, que c'est prudent de danser encore aujourd'hui ?

— Qu'est-ce que cela peut faire ? Du moment que je ne sens rien !

Il ne comptait pas les jours, certes, mais il l'observait avec une inquiétude comique ; on devinait qu'il pensait :

— C'est curieux qu'elle ne soit pas plus abattue ! On dirait qu'elle ne souffre pas ! Pourtant, c'est pour bientôt, peut-être pour cette semaine...

Madame Terlinck, elle, avait été affreusement malade.

— Voici votre côtelette, monsieur Jos !... Vous voyez que je vous ai préparé un bon plat de frites... Une grande pièce d'homme comme vous, ça doit manger...

Elle alluma les lampes, car le soir tombait et les becs de gaz pointillaient déjà de jaune le paysage bleuté.

— Ne faites pas une tête comme ça, voyons. Les hommes,

c'est toujours trop impatient ! Ça voudrait qu'on leur fasse un enfant comme de boire un demi...

Elle alla reprendre sa place près du feu, saisit le tricot rose sur lequel le chat s'était couché.

— Je suis sûre que ça marchera comme sur des roulettes...

La porte s'ouvrit, le timbre déjà familier de Terlinck retentit, Manola entra, sans manteau, sans chapeau et, dès la porte, répondit au regard anxieux de Joris par un signe négatif.

Puis, en camarade, elle s'assit à sa table, chercha Janneke des yeux.

— Vous me donnerez une côtelette et des frites aussi !

— Tout de suite, mademoiselle...

Manola expliqua :

— Le docteur espère que, dans une heure ou deux, ce sera fini... Dites donc ! Vous êtes tout pâle...

Elle aussi, à vrai dire, mais elle s'efforçait de dissiper son malaise, se regardait dans la glace et arrangeait ses cheveux.

— Elle souffre beaucoup ?

— Si vous croyez que c'est rigolo !

Il continuait à manger, machinalement. Les frites étaient croustillantes, mais il ne s'en apercevait pas. Il ne remarqua pas non plus que Manola buvait une grande gorgée à son verre de bière.

— Vous me donnerez de la bière, Janneke ! Et un nouveau verre pour Monsieur Jos !

C'est elle qui l'avait baptisé ainsi, avec l'air de bien l'aimer. Tout comme Janneke, n'aimait-elle pas tout le monde ?

— Il est rigolo, avec son bonnet et sa pelisse ! avait-elle dit le premier jour. Tu le crois amoureux de toi ?

— Lui ?... Tu es folle ?...

— Alors, que vient-il faire au « Monico » ?

Oui, que venait-il faire ? Le savait-il lui-même ? Il apparaissait en lui, quand il était à Ostende, une sorte de douceur, de timidité. D'humilité, plus exactement ! Il s'approchait des deux femmes et semblait les implorer de lui faire une petite place.

— Je ne vous dérange pas ?

Et, quelques instants plus tard :

— ... Parce que, si je vous dérangeais...

Manola éclatait de rire.

— On ne se gênerait pas pour vous le dire, monsieur Jos ! En attendant, vous feriez mieux de me donner du feu...

Cette histoire de feu le faisait rougir à chaque fois. Toutes les dix minutes, elle prenait une cigarette dans son étui. Il aurait dû s'en apercevoir, d'autant plus qu'elle le regardait. Mais non ! Elle était obligée de lui lancer :

— Alors, monsieur Jos, vous ne voyez pas que j'attends ?

— Je vous demande pardon...

Il était distrait et pourtant il ne pensait à rien de précis. Il contemplait Lina dont le visage était toujours aussi plein, vrai visage de jeune fille, rose, duveté, égayé de deux fossettes. Il tressaillait soudain. Il lui semblait entendre la sonnette de chez lui, le soir, le soir où, précisément, Jef Claes...

Et pourtant elle souriait et ils étaient là dans une douce ambiance de musique, dans une odeur sucrée de porto et de gâteaux à la crème !

— Il ne faut pas que je vous empêche de danser...

Certaines fois, il restait bien sagement, tout seul, à la table, pendant qu'elles dansaient toutes les deux.

Et quand, un peu plus tard, il conduisait sa voiture sur la route de Furnes, il laissait la glace baissée pour aspirer l'air frais qu'exhalait la mer, cherchait les petits points lumineux dans le noir moiré, le passage furtif du pinceau blême des phares.

Thérésa le regardait en dessous pendant qu'il mangeait, soupirait de temps en temps, commandait d'une voix lamentable :

— Servez la suite, Maria !

Parfois il lui semblait, à lui, qu'il avait emporté un peu du parfum des deux femmes. Il cherchait cette odeur en lui, sur ses revers, sur ses doigts.

— Vous sortez, Joris ?

— Je vais chez Kees, oui !

Comme toujours ! Et il s'asseyait à la même place, non loin des joueurs dont il suivait la partie. Il allumait lentement son cigare, dont il gardait la cendre intacte le plus longtemps possible.

— C'est vrai qu'il y a eu un accident de tram aujourd'hui à Ostende?

C'était Steifels, surtout, qui s'acharnait de la sorte, avec son faux air de pince-sans-rire, sans jamais regarder Joris. Et celui-ci ne bronchait pas. Il savait que tous comprenaient. Quelqu'un murmurait :

— Dans les grandes villes, il y a tous les jours des accidents!

Kempenaar chantait à chaque séance récréative du patronage et sentait toujours aussi mauvais. Mais il y avait dans ses yeux une lueur nouvelle quand il apportait le courrier à Terlinck.

Il restait respectueux, certes, d'un respect onctueux comme ses mains éternellement moites.

— Bonsoir, Baas!

— Bonsoir, monsieur Kempenaar!

Et Kempenaar était content dans le secret de son être, ses gros yeux luisaient, il passait de temps en temps les doigts sur ses lèvres dans un geste de jubilation.

— Le président du syndicat est venu deux fois hier après-midi... Il a annoncé qu'il reviendrait aujourd'hui... Est-ce que vous serez à l'Hôtel de Ville?

— Peut-être...

M. Kempenaar était content, content! En rentrant dans son bureau, il s'adressait des clins d'œil par le truchement d'un morceau de miroir posé au-dessus de la fontaine d'émail, près de l'essuie-mains qui avait la même odeur rance que sa personne.

— Si vous voulez encore des frites, vous pouvez manger les miennes. On m'en a servi beaucoup trop...

On pouvait se demander comment Janneke gagnait sa vie, car on ne voyait pas âme qui vive dans son café. Ou alors c'étaient des clients comme Terlinck, plutôt des amis, qui venaient s'asseoir près du feu et buvaient un demi en bavardant avec elle.

— Qu'est-ce que vous avez dit de mes frites? protestait-elle de la cuisine. Elles ne sont pas bonnes?

— Mais si, Janneke, elles sont bonnes ! J'ai seulement dit qu'il y en avait trop...

— Ça vaut mieux trop que trop peu, n'est-ce pas?

Le regard de Manola se posa sur la main de Terlinck, crispée sur la nappe en papier. Puis elle observa son visage et elle ne rit pas.

— Ne vous faites pas autant de mauvais sang, monsieur Jos ! Puisque je vous affirme que tout va bien !...

Elle comprenait mal. Il lui arrivait de le regarder comme elle le faisait maintenant, d'un air songeur. Puis elle lâchait un bout de phrase qui révélait ses préoccupations.

— C'est vrai que vous avez une fille?

— C'est vrai.

— Comment est-elle?

Elle était passée par Furnes, une fois, en auto, avec son ami, sans s'intéresser à la ville. Elle se souvenait d'une place immense, avec de tout petits pavés et des maisons à pignon dentelé.

— Vous trouvez que le père de Lina a agi proprement, vous? Remarquez que c'est heureux pour elle, car elle est plus tranquille ainsi...

Parfois Terlinck tendait l'oreille comme si, du café, il pouvait entendre les bruits de la maison voisine. Manola cherchait toujours à savoir ce qu'il pensait, pourquoi il venait chaque jour et pourquoi il se montrait si gentil.

Un moment, elle avait cru que c'était pour elle. Mais non ! Quand il lui parlait, c'était toujours de Lina.

N'était-ce pas encore plus extraordinaire?

— Vous croyez que son père essaiera de voir l'enfant?

— Il n'essaiera sûrement pas !

— Pourquoi Jef a-t-il fait ça, alors qu'il lui était si facile de s'en aller avec Lina?

Il tressaillit, la regarda durement.

— Pourquoi? répéta-t-il.

— Oui! Lina m'a dit qu'elle serait volontiers partie avec lui...

— Il n'avait pas de situation.

C'était le Terlinck de Furnes qui venait de parler et il en fut frappé lui-même. Les mots avaient un drôle de son. Manola s'étonnait.

— Qu'est-ce que ça peut faire? Est-ce qu'il en a une, à présent?

Il eut l'impression que de l'air frais passait par la vitre. Il soupira, repoussa son assiette, alluma un cigare.

Il y avait des moments où il se demandait, lui aussi, ce qu'il faisait là et où le décor lui semblait irréel. Il fixa le chat roulé en boule sur le coussin rouge du fauteuil d'osier. Le chat ronronnait et le poêle ronflait. Qu'avait-il à voir, lui, Terlinck, avec cette quiétude à laquelle il était étranger?

— Alors, monsieur Jos, vous avez bien dîné?

Et cette Janneke qui lui parlait si familièrement, avec une cordialité de vieille camarade, comme si elle le connaissait vraiment!

— Vous ne montez pas voir?

Il y avait trop longtemps à son gré que Manola était descendue. Il regardait le plafond comme si la chambre de Lina eût été juste au-dessus.

— S'il y avait du nouveau, on viendrait me prévenir...

Alors il fixa la porte. Il était mal à l'aise. Il avait envie de marcher. Il lui arrivait d'avoir envie de prendre son auto et de rentrer à Furnes en jurant de ne jamais remettre les pieds à Ostende.

Et voilà que la porte s'ouvrait. Une petite vieille en tablier regardait autour d'elle, faisait de grands gestes à Manola.

Il comprit en même temps que celle-ci. Ses traits se détendirent.

— Un garçon? questionnait Manola.

— Une fille...

Lui se mordait la lèvre, cherchait une contenance, posait son cigare, saisissait son verre et buvait, buvait jusqu'au bout.

— Je vais vite là-haut... Vous viendrez la voir demain?...

Elle fronça les sourcils devant sa pâleur.

— Qu'est-ce que vous avez?

— Rien... Rien... grommela-t-il. Janneke!... Combien vous dois-je?

Les stores des trois fenêtres étaient baissés, formaient des écrans d'un beau jaune doré sur lesquels s'agitaient des ombres.

Terlinck fit claquer la portière de sa voiture.

A Furnes, dans la salle à manger, son couvert était toujours mis. Thérésa cousait, sous la lampe. Maria épluchait les pommes de terre pour le lendemain.

A l'entrée de Joris, elle fit glisser les épluchures de son tablier, s'approcha du fourneau.

— J'ai dîné, annonça-t-il.

Et cela fit comme un petit choc dans la maison.

II

Quand elle descendit à six heures du matin pour allumer le feu, Maria vit de la lumière sous la porte de ses patrons et s'arrêta, tendit l'oreille. Le palier était obscur et froid. Il avait venté toute la nuit et une gouttière, quelque part, n'avait cessé de heurter un mur à une cadence horripilante.

Il sembla à Maria que quelqu'un gémissait faiblement; puis elle entendit sur le linoléum le pas caractéristique du Baas quand il arpentait la chambre en pantoufles.

Elle gratta à la porte. Comme on ne l'entendait pas, elle fit tourner le bouton, espérant qu'on s'en apercevrait.

Et la porte s'ouvrit, en effet. Terlinck était dans l'encadrement, les cheveux ébouriffés, les bretelles sur les cuisses, pieds nus dans ses pantoufles avec, autour du cou, les pattes de poule rouges de sa chemise de nuit. Maria regarda le lit, souffla :

— Ça ne va pas?

Et c'est alors qu'elle fut impressionnée. Elle se tourna à nouveau vers Terlinck et eut brusquement la sensation qu'il y avait quelque chose de changé en lui. Elle n'aurait pas pu préciser quoi. Maintes fois, il lui était arrivé de soigner sa femme et elle l'avait surpris dans la même tenue négligée, moustaches tombantes et joues râpeuses.

Ce qui était frappant, ce matin-là, c'était son calme, son détachement. Il était tout près et il paraissait très loin, ou encore séparé de Maria comme par une plaque de verre. Il lui disait avec indifférence :

— Vous irez chercher le docteur Postumus.

— Tout de suite?

— Tout de suite.

Maria, avant de sortir, eut le temps d'apercevoir l'œil de Thérésa qui les épiait anxieusement.

La crise s'était déclarée vers quatre heures du matin. Après un quart d'heure de gémissements étouffés, Thérésa avait appelé :

— Joris !... Joris !... Je crois que je vais mourir...

Il s'était levé, sans s'affoler, sans ronchonner. Il avait allumé. Après un coup d'œil à sa femme, il s'était habillé à moitié, car, avec ce vent, portes et fenêtres fermées, il pénétrait encore des courants d'air dans la chambre.

Terlinck n'avait pas l'idée d'appeler Maria. Il y avait un petit réchaud à alcool sur la cheminée, un poêlon d'émail bleu.

Les deux mains sur le ventre, Thérésa gémissait d'une façon régulière, avec parfois un hululement plus aigu correspondant à une recrudescence de douleur.

— Levez votre chemise, que je vous mette une compresse.

Pendant deux heures, il avait renouvelé les compresses chaudes, sans rien dire, avec l'air de penser à autre chose, tandis que, de son côté, sa femme ne cessait de scruter son visage. Parfois, quand il avait remis de l'eau dans le poêlon, il allait s'asseoir sur son lit et attendait en regardant par terre, ou en regardant la cheminée, n'importe quoi.

— Je suis sûre que c'est un cancer, Joris... Déjà quand j'étais toute petite je savais que je mourrais d'un cancer...

— Ne dîtes pas de bêtises, voulez-vous?

Bien sûr que c'était un cancer! Un cancer à l'intestin! Mais il n'y avait rien à faire.

On entendit claquer la porte d'entrée et tout de suite des voix envahirent le corridor. Maria avait trouvé le docteur Postumus qui revenait d'un accouchement à la campagne et qui l'avait suivie aussitôt.

Il sourcilla, lui aussi, en face de Terlinck, prit sa voix professionnelle pour s'adresser à la malade.

— Alors, ça ne va pas? Nous faisons une petite crise?

Thérésa le fixait, fixait ensuite Joris et sa mimique était si expressive que celui-ci haussa les épaules.

— Je vous attends en bas, docteur, annonça-t-il.

Il s'installa dans son bureau, choisit un cigare dans une boîte, s'assit à sa place habituelle, le dos au foyer à gaz qu'il avait allumé. Il resta là plus d'un quart d'heure à ne rien faire et son visage avait toujours cette absence d'expression qui avait frappé Maria.

On parlait, au-dessus de sa tête. Parfois la voix sourde et tranquille de Postumus, plus souvent une sorte de complainte pathétique de Thérésa. On devait l'ausculter. Elle remuait, sur le lit, laissait échapper des plaintes. Le jour naissait doucement sur la place vide, où le vent faisait tournoyer des morceaux de papier.

Quand Postumus descendit, Joris ouvrit sa porte, le fit entrer dans son bureau. Et, comme on ne le questionnait pas ainsi qu'il s'y attendait, le docteur baissa la tête.

— Elle a peur, n'est-ce pas? prononça enfin Terlinck en reprenant place dans son fauteuil.

— Je pense qu'elle se rend compte de son état. Je lui ai affirmé que ce n'était rien, mais elle ne me croit pas.

— Et elle vous a dit qu'elle avait peur de rester clouée sur son lit! Vous savez de quoi elle a peur exactement, Postumus?

Et, comme il détournait le visage :

— Vous le savez, puisqu'elle vous l'a dit!... Elle a peur de moi... Peur d'être réduite à l'immobilité, là-haut, sans défense contre moi... C'est une femme qui a toujours eu peur de quelque chose... Que vous a-t-elle demandé?

Postumus ne savait comment se tenir.

— C'est-à-dire qu'elle m'a parlé de sa sœur qui vit à Bruxelles... Il est évident que si madame Terlinck doit rester longtemps au lit, il serait peut-être utile...

— Elle vous a dit que je n'accepterais pas, avouez-le! Elle a prétendu que je déteste sa sœur comme je la déteste, elle!... Mais si, Postumus!... Pourquoi faites-vous cette tête?.. J'ai l'habitude, vous savez! Voilà trente ans, moi, que je suis son mari...

— Je vous conseille aussi de lui donner une chambre séparée...

— Vous pensez qu'elle ne se relèvera plus?

— Elle peut traîner des mois, peut-être des années, avec des hauts et des bas...

Terlinck haussa les épaules :

— On fera venir sa sœur de Bruxelles !

C'était justement ce détachement qui étonnait. Il vous regardait comme sans vous voir et le docteur battait en retraite en balbutiant.

GEORGES SIMENON

(A suivre.)

A PROPOS DES CENT CINQUANTE ANS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Si l'on voulait, pour se montrer ironique, jouer sur des distinctions qui sont somme toute arbitraires, mais qui ont été considérées comme valables par beaucoup de braves gens et par beaucoup de bons esprits, on pourrait lancer dans le public, en cette année 1939, une assez plaisante question : « Quelle révolution veut-on fêter entre tant de révolutions ? » Car enfin, ce terme général de Révolution en recouvre trois ou quatre, différentes, qui se sont succédé de 1789 à 1799 (sans oublier celles du XIXe siècle).

» Est-ce la première, celle qui fut ébauchée par l'Assemblée constituante et continuée par l'Assemblée législative ? Ou bien est-ce la seconde, celle de la Convention, qui détruisit en partie l'œuvre de la première et imposa à la France un tout autre régime ?

« Ne peut-on pas dire aussi que Thermidor a commencé une troisième révolution ? Et Brumaire, une quatrième ? »

On pourrait s'en tenir aux deux premières et esquisser un raisonnement comme celui-ci : « Il y a eu une première révolution qui, de la monarchie ancienne, coutumière, devenue presque absolue, a fait une monarchie nouvelle, pourvue d'une Constitution écrite, une monarchie libérale. Ce premier régime ne ressemblait pas au régime qui a suivi et qui a été une démocratie pure, évoluant aussitôt en anarchie, puis en la tyrannie de quelques-uns et enfin d'un seul ou d'un presque seul, Robespierre.

» C'est abuser des mots et des faits que de confondre, sous un prétexte de contiguïté dans le temps, la monarchie libérale de 1791 et l'anarchie dictatoriale de 1793. On est en droit de

les opposer. En effet, la France a toujours distingué ce premier degré de sa révolution comme un régime bien déterminé, auquel elle a pu souhaiter de revenir. Elle y est même revenue, vaille que vaille, de 1815 à 1848 ; et en 1871, elle a failli y revenir encore.

» On doit remarquer que la République, établie durablement après cette dernière date, a reçu de ses fondateurs, monarchistes libéraux, certains caractères qui étaient de ceux indiqués par leurs ancêtres de 1791, caractères que n'ont jamais pu anéantir d'autres, empruntés aux révolutions postérieures. »

Partant de ces prémisses, on interpellerait le monde officiel de la IIIe République et on lui enjoindrait de dire laquelle de ces différentes révolutions il entend honorer, on lui dénierait le droit de les confondre sous le même hommage. Mais après avoir ainsi feint une rigueur ingénue, il faudrait bien baisser le ton et prévoir que ce cent cinquantième anniversaire va renouveler de déplorables et pernicieux malentendus, alors qu'il offre une belle occasion d'en sortir.

La droite républicaine va prôner la première révolution de 1789, en faisant des discriminations plus ou moins précises, en marquant des limites plus ou moins évidentes ; au contraire, l'extrême-gauche va donner de la voix en l'honneur du Comité de Salut public et de la Terreur ; mais entre les deux, les radicaux vont, une fois de plus, tout confondre en voulant tout concilier. C'est inévitable, car ils sont avant tout les hommes de la confusion entre 91 et 93. On imagine, par exemple, le discours de M. Herriot, louant 91 (la monarchie exclue), puis louant 93, regrettant et excusant certains côtés de ce même 93, en les couvrant par d'autres, puis revenant par dialectique subtile sur le libéralisme de 91.

Tout ceci sera déplorable, car les vices de la République viennent en bonne part de cette incapacité, dans laquelle elle est depuis qu'elle est radicale, de savoir quelles sont ses véritables références, et de s'y tenir.

La République n'a jamais su si elle était libérale ou jacobine. Elle prétend être les deux, ce qui est impossible et à la longue fatal.

Ce discours au monde officiel pourrait être assez amusant — surtout pour quelqu'un qui comme moi ne serait pas un vrai libéral, mais feindrait de l'être — mais il serait aussi parfaitement vain. Car cette distinction, entre la première et la deuxième révolution, résiste difficilement à un examen un peu pénétrant. Certes, il y a eu, dans la Constituante et la Législative, des esprits vraiment libéraux, mais ils n'ont pas prévalu. En sorte que la monarchie libérale, qu'on a établie pour un court instant, n'a pas reçu les garanties qu'ils réclamaient, concevant assez clairement les nécessités de leur système. Bien au contraire, le régime libéral qu'on a ébauché et qui n'était plus monarchique que de nom, a tout de suite été entaché de certains vices qui devaient amener à coup sûr l'avènement d'un régime à la fois anarchique et autoritaire.

Tout s'est passé comme si, dans leur ensemble, les Français n'avaient pas eu l'instinct du véritable libéralisme, qui n'ignore pas l'autorité, mais au contraire la donne comme fondement à la liberté. Ce sens viril n'a guère été connu qu'en Angleterre (à la bonne époque) et dans quelques petits pays du nord-ouest de l'Europe, plus la Suisse. Il a toujours été lié aux idées de monarchie et d'aristocratie, ou tout au moins à celles d'aristocratie. Cette conception libérale n'a rien à faire avec la démocratie, bien qu'elle puisse, à la rigueur, s'en accommoder dans la mesure où il lui est loisible de la contenir et la corriger.

Mais en France, presque tout de suite, on a confondu libéralisme et démocratie. Quand on considère les débats de la Constituante et de la Législative, on voit comment l'idée démocratique s'est introduite dans l'idée libérale et l'a aussitôt faussée.

Le fondement du système libéral, c'est la séparation des pouvoirs. C'est un principe qui repose sur une analyse sommaire, insuffisante mais possiblement utile des opérations politiques. On énonce que celui qui fait la loi ne doit pas dépendre de celui qui l'exécute, ni celui-ci de celui-là. D'autre part, celui qui juge, qui applique la loi aux délin-

quants doit être aussi indépendant des deux autres. Séparation des trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire.

Il est apparu tout de suite qu'on ne pouvait se résoudre à poser nettement ce principe dans la Constitution, et surtout dans la pratique de cette Constitution. Le pouvoir législatif a abusé de l'absolue latitude qui était sienne dans le moment et il n'a pas eu la sagesse de mettre le pouvoir exécutif à l'abri des atteintes qu'il perpétrait tous les jours contre lui. Certes, l'Assemblée constituante a accordé au chef du Gouvernement un large droit de veto (celui-ci, suspensif, arrêtait une loi pour la durée de trois législatures) ; mais à la fête de la Fédération (14 juillet 90), on avait fait prononcer au roi un serment terriblement restrictif : « Moi, roi des Français, je jure d'employer tout le pouvoir qui m'est *délégué* par la loi constitutionnelle de l'État, à maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale... » Cette formule indiquait bien le sens quotidien des délibérations et des décisions dans l'Assemblée, dans les clubs et dans la commune de Paris, qui manifestaient une méfiance toujours plus minutieuse et plus paralysante à l'égard du pauvre exécutif.

Un homme de génie, Mirabeau, a vu d'un œil magnifiquement prophétique le tort que se faisait ainsi la révolution de 89 ; comment, en mettant l'exécutif dans la subordination du législatif, elle assurait la subversion de son propre principe et comment elle préparait le triomphe d'une autre révolution.

Dans un écrit, publié en 1791 par M. de Saint-Just, âgé de vingt-quatre ans, *Esprit de la Révolution et de la Constitution de France*, le prochain lieutenant de Robespierre, qui faisait alors, en disciple de Montesquieu, l'apologie des tendances libérales de la première Constitution, mais avec une trop géniale pénétration pour ne pas apercevoir dans quel périlleux porte-à-faux elles pouvaient seulement s'y exercer, a vigoureusement décrit la montée de la toute-puissance parlementaire.

Il faut voir avec quelle pénétrante sagesse l'Assemblée nationale s'est élevée, par quel art elle a dompté l'esprit public, comment, environnée de pièges, déchirée jusque dans son sein, elle a prospéré de plus en plus ; comment elle a ingénieusement enchaîné le peuple de sa liberté, l'a étroitement lié à la Constitution en érigeant ses droits en maximes et en séduisant ses passions..

C'est vainement aussi que quelques-uns luttent contre cette prodigieuse législation, qui ne pêche que dans quelques détails ; quand l'État a changé de principes, c'est sans retour...

La postérité saura mieux que nous quels mobiles animaient ce grand corps...

Plus loin, il appelle l'Assemblée : « ...l'aristocratie de France, mandataire de la souveraineté nationale. »

En fait, la France n'est jamais revenue sur l'erreur qui s'est perpétrée dans ces jours de 1790 et 1791. Le mal fait à l'exécutif l'a été pour toujours. La blessure faite à chaque instant au Gouvernement royal a été faite d'avance à tous les autres gouvernements qui lui ont succédé. La France n'a pu apercevoir depuis que, dans la tyrannie des Bonaparte, un recours aux grandes faiblesses qui ont sans cesse découlé pour elle de ce premier déni infligé délibérément au principe de la séparation des pouvoirs, au principe essentiel du libéralisme.

Pourtant, le libéralisme bien entendu n'a rien à faire avec la confusion des idées. L'Angleterre l'a prouvé pendant des siècles et, aussi, l'ancien régime français avant qu'il ne tombât dans certains abus absolutistes, proches générateurs du reste des abus de la France moderne [1].

La leçon de Montesquieu a été perdue. Celui-ci avait été extrêmement clair dans sa condamnation anticipée, préventive des pratiques françaises. Au livre XI de *l'Esprit des Lois*, chapitre VI, *De la Constitution d'Angleterre*, il a dit entre autres choses : « Lorsque dans la même personne, ou *dans le même corps de magistrature*, la puissance législative est réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté...

» Le corps représentant ne doit pas être pris non plus pour prendre quelque résolution active, chose qu'il ne ferait pas bien...

» La puissance législative sera confiée et au corps des nobles (Haute Assemblée) et au corps qui sera choisi pour représenter le peuple...

1. Certes, il faudrait faire ici une distinction capitale entre la coutume *libérale* qui se développe sans à-coups brusques et sans solution de continuité dans les mœurs politiques et la théorie du *libéralisme*, extérieure à la vie. Distinction qui engendre la doctrine de M. Maurras, ennemi du libéralisme, mais non point de manières libérales au sens classique du mot, garanties par un équilibre des forces nationales, sous une autorité décisive.

» La puissance exécutrice doit être entre les mains d'un monarque, parce que cette partie du gouvernement, qui a presque toujours besoin d'une action momentanée, est mieux administrée par un que par plusieurs...

» Que s'il n'y avait point de monarque, *et que la puissance exécutive fût confiée à un certain nombre de personnes tirées du corps législatif, il n'y aurait plus de liberté...* »

Et on pourrait dire aussi qu'a été perdue la leçon de Rousseau. Car, contrairement à la légende, dans son *Contrat social*, ce Genevois, par instants raisonnable, avait spécifié que son idéal de gouvernement du peuple par le peuple n'était praticable que par de petits cantons et non point par de vastes États. Rousseau dit au chapitre VIII du *Contrat social* (intitulé: « Que toute forme de gouvernement n'est pas propre à tout pays ») :

« La liberté n'est pas un fruit de tous les climats, n'est pas à la portée de tous les peuples. Plus on médite ce principe établi par Montesquieu, plus on en sent la vérité...

» La monarchie ne convient donc qu'aux nations opulentes ; l'aristocratie aux États médiocres en richesse ainsi qu'en grandeur ; la démocratie aux États *petits* et pauvres. »

En réalité, Rousseau est le premier des anarchistes ; il a inventé leur idéal fédératif. « C'est toujours un mal d'unir plusieurs villes en une seule cité... Sitôt que le service public cesse d'être la principale affaire des citoyens, et qu'ils aiment mieux servir de leur bourse que de leur personne, l'État est déjà près de sa ruine. Faut-il marcher au combat ? Ils paient des troupes et restent chez eux. Faut-il aller au conseil ? Ils nomment des députés et restent chez eux. A force de paresse et d'argent, ils ont enfin des soldats pour asservir la patrie *et des représentants pour la vendre.*

» Tout bien examiné, je ne crois pas qu'il soit désormais possible au souverain, au peuple de conserver, parmi nous, l'exercice de ses droits, *si la cité n'est très petite...*

»... Confédérations, matière toute neuve, et où les principes sont encore à établir. »

Voilà qui n'était pas dans l'esprit de la Convention. Rousseau aurait été guillotiné comme Montesquieu, et par les soins de son compatriote Marat.

En introduisant, sous une forme à peine atténuée, le principe de l'autocratie de l'assemblée, la France libérale s'est condamnée et a passé la main à la France jacobine. Du moment que le pouvoir exécutif dépendait du pouvoir législatif, du moment que toute la puissance était concentrée dans une seule Assemblée, il était inévitable que cette puissance devînt tyrannique et engendrât la terreur jacobine, le règne absolu des comités issus d'elle et au delà celui de Robespierre.

La France ne s'est jamais remise de cette entorse qu'elle avait faite au libéralisme dans le moment même où elle l'adoptait, il y a un siècle et demi. Pourtant, les vrais libéraux sont revenus à la charge, les vrais libéraux qui étaient monarchistes, comme en Angleterre. Ce qu'ils avaient assez longuement poursuivi de 1814 à 1848, ils l'ont tenté de nouveau en 1871. Par bonheur, ils n'y ont pas tout à fait échoué. Par une espèce de hasard, où l'on peut voir davantage : la modeste et mélancolique récompense du rôle ingrat qu'ils avaient assumé pendant tout le siècle, ils sont parvenus à rétablir au moins une correction à l'autocratie du Parlement : le dédoublement de ce Parlement en deux Assemblées quelque peu différentes par le recrutement et les prérogatives. C'était le moins qu'ils avaient toujours préconisé, la moindre défense des droits de l'exécutif contre les empiétements du législatif.

Sans le Sénat des monarchistes, que serait devenue la IIIe République ? La République quasi jacobine des opportunistes et des radicaux n'a certainement vécu, ainsi que l'a montré Jacques Bainville après d'autres observateurs, que de ce legs insuffisant qu'ont pu lui imposer les descendants des hommes d'avant 1792.

Mais, hélas, le legs reçu de mauvais gré était insuffisant. Le barrage qu'exerce contre l'autocratie de la Chambre basse une Chambre haute est négatif : cela retire au pouvoir d'en bas, mais cela n'ajoute pas au pouvoir d'en haut.

Il faut bien comprendre la conception jacobine pour mesurer le mal qu'elle a pu faire et le mal qu'elle fait encore.

Les Jacobins, obsédés par l'idée du gouvernement du peuple

par le peuple, sont nés de Rousseau mal compris et de l'antiquité encore plus méconnue. Ils n'ont pas vu que Rousseau ne songeait qu'à ses cantons suisses et qu'à Rome et à Athènes l'Assemblée du peuple ne réunissait qu'une aristocratie d'hommes libres dans un cadre aussi étroit que celui des cantons de Rousseau. Ils ont bien dû admettre qu'on ne pouvait pas réunir au Champ de Mars, à Paris, vingt-cinq millions de Français. Ils se sont contentés de réunir, au Manège, sept cent cinquante représentants de ces vingt-cinq millions. Mais ils considéraient ces sept cent cinquante représentants comme ayant reçu un pouvoir illimité de leurs électeurs et ne devant déléguer cette autorité à des ministres que dans les limites de la plus étroite tutelle.

En conséquence de ce principe extrême, pendant près d'un an, après la journée du 10 août 1792, il n'y a eu littéralement aucun pouvoir exécutif en France, si ce n'est un ministère dénommé *Comité Exécutif* sans président, un ministère de chefs de bureau chargés de transmettre à la nation les volontés d'une Assemblée de sept cent cinquante potentats [1]. Il faut toutefois noter que Danton était l'un de ces chefs de bureau.

Cela, en pleine guerre. Les conséquences d'anarchie intérieure et de désastres extérieurs furent telles qu'on dut établir ensuite un embryon de gouvernement. Ce fut le *Comité de Salut public* (6 avril 1793).

Il se produisit alors un de ces renversements qui sont constants dans la psychologie et dans l'histoire. Il y avait, emmêlées dans le sein de la Convention, l'extrême faiblesse de la masse et la force latente de quelques-uns. Ceux-ci, qui dominaient déjà les débats et inspiraient les résolutions, qui commandaient déjà n'étant que membres de l'Assemblée et avec d'autant plus d'audace et de violence qu'ils n'avaient aucune responsabilité personnelle, furent mis en évidence dans le Comité de Salut public. Abrités encore par la pluralité des voix même très réduite, ils exercèrent une autorité encore plus hardie et plus arbitraire. Et parmi ces neuf membres, une sélection s'opéra d'abord en faveur de Danton,

1. Dans un de ses grands décrets (14 frimaire an II), la Convention se proclamait : « le centre unique de l'impulsion du Gouvernement. »

plus tard en faveur du plus orgueilleux et du plus tyrannique : Robespierre.

Quand on compare ce qui s'est ainsi passé à la Convention avec ce qui s'est reproduit dans des formes plus enveloppées et plus mesquines au Parlement de la IIIe République, on est frappé de la correspondance des traits principaux, on est obligé d'admettre une constance dans les réflexes de la démocratie française, on doit reconnaître son caractère, son vice fondamental.

Comme les conventionnels, les députés des Chambres depuis 1871, surtout après la disparition de Thiers et de Mac-Mahon, ont imposé une subordination complète de l'exécutif. Le président du Conseil dépend d'un vote de la Chambre des députés ; le président de la République et le Sénat ne peuvent s'élever contre le choix qui est plus ou moins clairement circonscrit par les votes de la Chambre.

Donc, le pouvoir exécutif a été résorbé par le pouvoir législatif dans la IIIe République comme dans la première. Et il s'est produit dans celle-là comme dans celle-ci, en conséquence de ce fait principal, un mouvement en deux temps, d'anarchie d'abord, de tyrannie à demi-anonyme ensuite. Ou plutôt ce double mouvement se reproduit sans cesse et se manifeste comme la vie même du régime.

Dans le premier temps, il est avéré qu'il n'y a pas de pouvoir exécutif, que les ministères n'ont aucune consistance ni aucune durée, n'étant que l'expression momentanée d'une majorité momentanée qui ne se compose dans la masse de la Chambre que pour bientôt se décomposer. Tout est spontanéité, mobilité, anarchie, acéphalie. A travers six cents intermédiaires instables et aveugles, c'est le gouvernement du peuple par le peuple.

Mais il n'est pas de chaos qui, par la force de l'inertie et de la lassitude, ne prenne à la longue une figure humainement discernable. Le désordre devient une espèce d'ordre, par le retour de certaines habitudes, sans pour cela, hélas, perdre l'essentiel de sa virulence. Les Chambres de la IIIeRépublique se donnent une organisation minima comme la Convention. Des groupes divisent la masse de la Chambre, ce qui lui donne les traits d'une physionomie élémentaire. A la

tête de ces groupes des chefs se distinguent. Ces chefs sont les ministrables et, parmi eux, il s'établit une liste assez courte de ceux qui peuvent décemment être désignés comme présidents du Conseil.

Alors, il s'établit une espèce de gouvernement par roulement. C'est ce qu'on pourrait appeler le *système des présidents*. Ils tombent toujours, mais ils reviennent toujours. Cela fait une sorte d'oligarchie, par cooptation et alternance, dont on retrouverait des précédents, d'ailleurs fallacieux, dans les anciennes aristocraties comme celles de Venise. Avec l'énergie des caractères en moins, c'est encore le Comité du Salut public qui a commencé en avril 1793 et qui a continué par le Directoire jusqu'en 1799. Du reste, pour assurer la comparaison, on peut dire que l'énergie y fut toujours divisée et qu'elle y dégénéra vite.

Pendant quelques mois, entre 1793 et 1794, Robespierre fut le maître à peu près absolu de la France, d'une manière comparable à celle de Lénine, dans les premiers temps de la révolution russe. Mais s'il fut Lénine, il ne voulut pas devenir Staline, ni Cromwell, ou ne l'osa. Dans la nuit du 9 thermidor, il hésita, puis renonça à rompre ouvertement et décidément avec l'Assemblée qui avait engendré sa situation personnelle. De cette hésitation et de ce recul sont sortis des traits qui encore aujourd'hui caractérisent l'économie de la démocratie française.

Le scrupule de Robespierre a engendré l'hypocrisie du Directoire. Or, l'hypocrisie du Directoire se retrouve dans l'hypocrisie de la IIIe République. La petite équipe qui a toujours tenu le Gouvernement du Directoire dans ses mains a inauguré ce régime d'oligarchie anonyme et irresponsable, cette oligarchie par roulement que perpétue encore notre camarilla de présidents radicaux. Barras y a toujours été le maître, mais un maître qui, dans une certaine mesure, savait se dissimuler et qui, d'ailleurs, aimait mieux le profit du pouvoir et sa permanence nominale que sa réalité, et aussi un faux maître qui s'est éclipsé aussitôt qu'est apparu un homme capable de risquer le tout pour le tout.

Étudiez le fonctionnement théorique et pratique du Directoire et même encore celui du Consulat dans sa première

manière, exclue la personne de Bonaparte, vous y retrouverez le mécanisme même de notre République des camarades et des présidents. C'est la même glissade insensible du pouvoir de l'un à l'autre, la même irresponsabilité dans le changement et la multiplication des têtes ; et sous ces dehors faciles, c'est la même mainmise, faible mais tenace, qui sait user tour à tour de la ruse et de violence, qui suscite des complots pour tirer de leur répression un nouveau crédit dans l'opinion, qui se maintient d'année en année par une alternance de coups de barre à droite et à gauche, de petits coups d'État fourrés et de journées provoquées et étouffées comme celles de février 34 et de juin 36.

Pourtant le Directoire s'est assez vite usé ; il en aurait été de même pour la IIIe République si elle n'avait pas reçu, bon gré mal gré, dans son héritage, le correctif libéral de la seconde Assemblée (plus vigoureux maintenant qu'il n'avait été ébauché par le Directoire) et surtout l'armature politique de l'Empire. Notre IIIe République, c'est comme un Directoire reconstitué, après l'expérience de l'Empire et de la Restauration et en ayant gardé quelques leçons partielles.

On peut détester dans ses conséquences profondes le système de l'administration napoléonienne, mais il a apporté à notre présent Directoire de présidents interchangeables ce qui manquait le plus au premier : un fondement solide pour les désordres qu'on y superpose. Mais aussi, par les armes administratives et policières qu'il donne au Gouvernement, par sa rigoureuse centralisation, par son mépris cyniquement organisé de la séparation des pouvoirs, il a rendu définitive la fatalité jacobine, l'anéantissement de tout véritable libéralisme en France.

Le véritable libéralisme, mâle, exigerait le rétablissement de la monarchie (à supposer que le premier monarque ait, pour rétablir l'ordre des choses, les qualités d'un dictateur, ou qu'il les cherche et les trouve dans un premier ministre). Faute de quoi, des moyens de fortune devraient renforcer soit l'autorité du président de la République, soit celle du prési-

dent du Conseil, pour éviter la persistance affreuse de ce fait qu'il n'y a eu de ministères durables en France, parmi les cent et quelques ministères qui s'y sont succédé, que trois ou quatre imposés par la menace de guerre, ou par la guerre, ou par la menace de banqueroute.

M. de Saint-Just avait parfaitement analysé les caractères passifs dont peut seulement s'accommoder la démocratie parlementaire. Dans son *Esprit de la Révolution et de la Constitution*, il prononçait :

> L'aristocratie de France (l'aristocratie formée par l'Assemblée) fera mieux d'aimer la paix... Le principe de l'aristocratie française est le repos... Les droits de l'homme auraient perdu Athènes ou Lacédémone ; là, on ne connaissait que sa chère patrie, on s'oubliait soi-même pour elle... Ici, la patrie s'oublie pour ses enfants.
>
> Les vieux républicains (de Rome) se dévouaient aux fatigues, au carnage, à l'exil, à la mort, pour l'honneur de la patrie ; ici (dans la nouvelle France démocratique) la patrie renonce à la gloire pour le repos de ses enfants et ne leur demande que la conservation.

Quelques mois plus tard, lui et les autres Jacobins répandaient des flots de sang en France et en Europe plutôt que de se résigner à cette destination modeste et ils établissaient hâtivement la dictature.

Il est certain que la vie telle qu'elle est faite sur cette planète ne permet jamais longtemps ce renoncement qu'est la modestie à une grande nation.

Il est certain que la liberté de la nation et la liberté des citoyens ne peuvent être vraiment garanties par une autorité presque constamment déficiente, et qu'il en résulte une usure incessante de la substance de tout et de tous. Il est non moins certain que, dans le cadre des institutions morales et intellectuelles, telles qu'elles nous ont été fixées par deux siècles de théorie arrogamment rationaliste et de pratique cauteleusement opportuniste, les palliatifs qu'on peut envisager paraissent bien dérisoirement insuffisants.

Il est encore certain que nos gouvernants ne parleront même pas de tout cela dans leurs discours officiels de ces jours-ci ; ils ne feront aucune allusion à ces caractères profonds et réels de notre pratique politique dont ils ne sont même pas conscients. Ils s'en tiendront au jeu de cache-cache coutumier.

Si on leur reproche l'autoritarisme sournois et faible qui se dissimule derrière la façade de démocratie parlementaire, ils se réfugieront dans l'apologie de la liberté. Mais ce qui est appelé ainsi chez nous, c'est beaucoup moins un principe positif, actif, créateur qu'un état négatif. Il y a une licence de mœurs et de pensée qui masque le grand fait secret de la vie politique et sociale : que toutes les énergies se neutralisent et s'annulent. Et tout cela découle du mensonge qui est au cœur du système politique et dont l'analyse a été esquissée ici.

Si, inversement, on leur reproche la licence, l'anarchie, l'inaction, ils allègueront les moments, qui sont rares mais qui constituent des références aux yeux de la foule irréfléchie, où l'autorité secrète et relâchée du régime se contracte sous la menace d'une catastrophe dernière et manifeste quelque phosphorescence dans la nuit.

Rien de tout cela ne sera clair et ne nous permettra d'espérer que nous puissions sortir d'un éternel marasme.

Somme toute, des quatre révolutions qui se sont suivies à la fin du XVIIIe siècle : 14 Juillet 89, 10 Août 92, 9 Thermidor et 18 Brumaire, si les radicaux voulaient être vrais, ils mettraient en vedette le 9 Thermidor.

Ce régime étrange du Directoire qui demeura assidûment révolutionnaire, tout en inaugurant des méthodes réactionnaires, qui fut arbitraire et dictatorial, violent et faible, corrompu et habile, ruineux, qui fit la paix et la guerre, s'appuya sur la droite contre la gauche, sur la gauche contre la droite, supprima Robespierre mais prépara Napoléon, ce régime sur lequel s'étend l'ombre molle et indolente mais rusée de Barras, c'est ce régime intermédiaire et moyen, préparant sa grande défaite dans beaucoup de petites victoires, qui résume le mieux un siècle de démocratie.

DRIEU LA ROCHELLE

CECIL RHODES[1]

VII

Au mois de juillet 1893, Jameson télégraphie au premier ministre que Lo Benguela s'est livré à de nouveaux méfaits d'une exceptionnelle gravité. Sous le classique prétexte d'un prétendu vol de bestiaux, le potentat noir a déclenché contre le Mashonaland une puissante razzia qui est venue piller, brûler et massacrer jusqu'aux portes d'une agglomération anglaise. L'insolent a même eu l'audace de couper la ligne télégraphique récemment installée. Cette fois c'en est trop ! Le représentant de la *Chartered* estime qu'une sévère leçon doit être infligée à ce malfaisant personnage si l'on veut avoir la paix. Les forces dont il dispose lui semblent pourtant assez minces pour s'attaquer à un ennemi aussi fort et terrible que les Matabélés, le battre et marcher droit sur Bulawayo. Rhodes ne lui adresse que cette brève dépêche : « Lisez Saint Luc, XIV, 31 ».

Jameson ouvre sa bible et lit :

« Où, qui est le roi qui marchant pour livrer bataille à un autre roi, ne s'assied premièrement et ne se demande s'il pourra avec dix mille hommes aborder celui qui vient à lui avec vingt mille ? »

Le docteur répond avoir pris connaissance du texte, somme les « jeunes hommes » d'évacuer le terrain et croit même bon,

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 mai 1939.

pour les presser, d'ouvrir le feu. Il y a des tués. La guerre des Matabélés est commencée.

Inquiet de la situation de ce cher vieux Jameson, Rhodes vend à perte quarante mille actions de la *Chartered* et part rejoindre son ami en prévenant sir Henry Loch, le gouverneur du Cap « que la Compagnie se charge de l'affaire ». Il s'agit de défaire quinze mille sauvages très braves avec une petite armée de mille Européens qui, après avoir repoussé toutes les attaques, passe à l'offensive. Plusieurs fois battu Lo Benguela s'est déjà enfui en faisant sauter son *kraal* royal.

Cependant les principales forces matabélés se sont retranchées sur une hauteur non loin de Fort-Salisbury. Avec une audace et un sang-froid admirables, Cecil Rhodes ose se rendre seul au campement de ses ennemis et leur demande, la voix cassante, si, entre eux et lui, c'est définitivement la paix ou la guerre? Impressionnés par son autorité et son attitude intrépide, les vieux chefs jettent à ses pieds leurs sagaies et acceptent de se soumettre. Le premier ministre du Cap, qui n'a pas craint de risquer sa vie dans une aussi folle aventure, avouera franchement plus tard à un ami qu'il n'a jamais éprouvé une « frousse » pire qu'à l'instant où, au milieu de ce puant repaire de fauves, l'œil dur et impérieux, il leur imposait sa volonté.

La guerre est finie. Lo Benguela, harcelé comme le cerf par la meute, mourra deux mois plus tard. Le 4 novembre 1893, les troupes de la *Chartered* occupent Bulawayo. Le docteur Jameson s'y installe bientôt et y réussira aussi bien qu'au Mashonaland, exerçant la plus heureuse influence, tant sur les Matabélés que sur les colons blancs.

Le Parlement approuve la politique de Rhodes qui, depuis qu'il est au pouvoir, a vigoureusement accru la prospérité et la cohésion de l'Afrique australe, singulièrement consolidé l'accord des Afrikanders avec les Anglo-Saxons et favorisé encore les indigènes dans la mesure où ils se sont rangés à ses vues.

A l'occasion de l'achèvement du premier tronçon de son chemin de fer qui vient d'atteindre Mafeking, et dont le prolongement, déjà décidé jusqu'à Bulawayo, sera attaqué sur-le-champ, un banquet monstre est offert à Cecil Rhodes, en

octobre 1894, dans la capitale du Dominion, au *Cape of Good Hope Hall.*

Les toasts qu'on lui porte, exaltent tout ensemble le premier ministre et le bienfaiteur du pays. Dans sa réponse, il ne manque pas d'affirmer sa puissance et son prestige de quasi-dictateur et montre l'utilité de son œuvre d'union sud-africaine récemment approuvée par le Parlement.

Les applaudissements que soulève son panégyrique, partent de tous les rangs de l'assemblée où se mêlent fraternellement Anglais et Afrikanders. Rhodes constate, satisfait, que ses patients efforts en vue de gagner la confiance des colons de sang hollandais, ont porté leurs fruits. Les mesures protectionnistes prises par le Transvaal, dont les colons ont beaucoup à se plaindre, ont fini de les détacher de leur culte pour Krüger. C'est pourquoi, au lendemain de cette grandiose manifestation qui a sans doute fait réfléchir l'Irréductible, Rhodes retourne en novembre à Pretoria, avec l'espoir d'amener son adversaire à une plus juste compréhension des choses.

Le vieux président, toujours vêtu de son ample redingote taillée à coups de serpe, le reçoit dans le minuscule salon de son cottage, les pieds dans des chaussons, un vaste crachoir placé à côté de lui, et, comme il en a l'habitude aux heures d'audience, sans s'arrêter de gratter et de frotter sa collection de pipes.

L'entrevue porte sur les chemins de fer et les droits de douane. Rhodes, chez qui fléchit, de jour en jour, l'admiration sincère qu'il a longtemps éprouvée pour le matois paysan, s'exprime en un langage assez rude. Il rappelle à Krüger que c'est grâce à lui, Rhodes, qu'il a eu d'abord les 700 000 livres, puis le million et demi que, sans son intervention, les Rothschild de Londres n'auraient jamais avancés pour la construction de la ligne qui relie Delagoa Bay au réseau transvaalien concédé à une Compagnie hollandaise et dont la moitié des actions a été placée à Berlin. Ne serait-ce point avec l'arrière-pensée d'avoir tôt ou tard un pied dans l'affaire que le maître de la combinaison s'est montré si généreux ? Le Président l'écoute en feignant de prêter une extrême attention au curage du fourneau d'une de ses pipes.

Les tarifs prohibitifs, développe ensuite Rhodes, que pra-

tique la République lèsent gravement les intérêts des Afrikanders, et sans profit pour personne. A quoi sert de batailler les uns contre les autres? Le temps en est passé. Au lieu d'élever des barrières, la sagesse commande au contraire de les abaisser avant de les supprimer, car il faut viser à l'union au moins économique.

— Vous êtes très fort, monsieur Krüger, mais il y a des forces plus fortes que vous auxquelles on ne résiste pas.

Il saute aux yeux, glisse-t-il, que tous les Afrikanders du Cap sont dressés contre le Transvaal. Voyons, n'existe-t-il pas un moyen de s'entendre? Une simple modification de tarif favorable à l'exportation de leurs produits, provoquerait, il en est sûr, une heureuse détente dans l'esprit des fermiers de la colonie. Il accumule les arguments, coupant ses phrases de « monsieur Krüger » cordiaux, persuasifs, menaçants, haletants, et attend anxieux la réponse.

Des lèvres du président impassible, tombe son éternel « non ».

Lorsqu'il sort de l'humble cottage que seule la sentinelle qui monte la garde à la porte, permet de distinguer des autres habitations, Cecil Rhodes ne se doute pas qu'ils ne se reverront jamais. Furieux et vexé, il lâche d'une voix rageuse, sitôt dans la voiture : « Quelle vieille mule ! »

A peine rentré au Cap, il s'embarque pour le Royaume-Uni en compagnie de son cher Jameson.

Dans les discours qu'il prononce à Londres et les interviews qu'il accorde à la presse, Rhodes multiplie l'exposé de ses projets. La foule l'acclame frénétiquement dans les rues. Le 2 février 1895, S. M. la reine Victoria le nomme membre de son Conseil privé. A cette haute marque d'honneur et de confiance, s'en ajoute, au mois de mai, une nouvelle qui le rend immortel.

En témoignage de reconnaissance nationale, tous les territoires acquis par la *Chartered* : le Mashonaland, le Matabéléland, le Barotseland, la région qui s'étend du Nyassaland aux lacs Bangweolo et Tanganyika, en un mot l'immense morceau de l'Afrique qu'il a « peint en rouge », portera désormais le nom de Rhodesia.

A cette heure glorieuse, Cecil Rhodes, âgé de quarante-deux ans, est au pinacle et à la veille de la chute.

TROISIÈME PARTIE

I

De la grande victoire boer de Majuba Hill à la conquête enfin achevée de la Rhodesia, deux hommes n'ont point cessé de s'affronter en Afrique du Sud. Le duel qu'ils se livrent depuis quinze ans va entrer dans sa phase tragique.

Les adversaires, très différents par l'aspect, les idées, les inclinations et la tournure d'esprit, se valent et même se ressemblent, étant d'abord également obstinés. Leur point commun est l'absence intime de vraie moralité jointe à la conviction profonde que la fin justifie les moyens.

Mais, tandis que Krüger affecte une austère vertu, un strict respect des lois religieuses, Rhodes s'abandonne, autant qu'il l'estime utile, à un cynisme brutal qui lui nuira dans une opinion publique toujours plus soucieuse des formes que du fond.

Le rêve, né dans le cœur de Krüger, au lendemain de Majuba Hill, d'une Afrique aux Afrikanders allant du Zambèze à Simon's Bay, est sans doute définitivement mort, mais l'intrépide Boer ne se reconnaît point vaincu, puisque le rêve contraire de Cecil Rhodes de réunir toutes les terres australes du continent noir en une étroite fédération sous le pavillon britannique, n'a pu être complètement réalisé. L'Anglais n'a point encore « peint en rouge » ni même en rose, le Transvaal et l'Orange. Le buté fermier hollandais n'y consentira jamais, ayant résolu, et ne s'en cachant point, de conserver ces régions à la vie pastorale des gens de sa race, sans mélange de sang, et de les fermer aux étrangers et avant tout aux Britanniques, à l'industrie, au commerce, en un mot à ce qu'on est convenu d'appeler, peut-être à tort, le progrès.

Au dernier acte du drame, la situation s'est retournée : maintenant ce n'est plus le même qui barre la route à l'autre.

Malgré ses éclats de brutalité, Rhodes reste, en son for intérieur, un roc de patience, mais avec Krüger il s'est heurté, pen-

dant trois lustres, à un roc d'entêtement. Tous les moyens, il les a employés pour amadouer l'intraitable bonhomme et le gagner à son idée.

La douceur ni la ruse n'ayant réussi, il cède graduellement à l'appel de la violence et n'est plus loin de se comporter comme un sot. Il offense publiquement celui qui le tient en respect depuis si longtemps et, le traitant presque de *minus habens*, s'écrie avec un souverain mépris : « On a pitié d'un homme pareil ! » Il ne s'aperçoit pas, lui pourtant si bon psychologue, que ces fâcheux propos vont à l'encontre de ses vœux et condamnent Krüger à s'incruster dans une position dont justement il souhaite le faire sortir.

Ce n'est pas sans raison qu'il commence de perdre le contrôle de lui-même. Dès la fin de 1891, à la suite de quelques accidents de santé, le caractère de ce dur lutteur s'est peu à peu altéré. De petites atteintes prémonitoires l'avertissent de la sourde menace cardiaque qui le mine. Son cœur se révèle trop souvent. On l'entend prédire : « Je crois que je n'irai guère au delà de quarante-cinq ans... Et tout ce qu'il me reste à faire ! » Il s'impatiente, veut se hâter, réfléchit moins, s'irrite devant la moindre contradiction.

De toutes façons, Rhodes change à son désavantage. La discussion est devenue avec lui impossible. Il n'accepte aucun conseil, s'arroge le droit de commander sans appel, se considère comme un être d'une supériorité quasi divine à qui personne ne saurait se permettre de désobéir à moins d'être imbécile ou fou, puisque ce qu'il veut est forcément parfait.

Or un homme, un seul, a eu le front de lui résister. Contre la placidité paysanne de Krüger se sont perpétuellement brisées son implacable autorité, son astucieuse diplomatie et sa fausse et roublarde rondeur. Comment au point où il en est arrivé, pourrait-il admettre que la situation s'éternisât ?

Le vieux Krüger, lui aussi, sait ce qu'il veut et surtout ce qu'il ne veut pas. A aucun prix, il ne permettra aux chemins de fer du Cap de se prolonger à travers son territoire comme y a consenti l'État libre d'Orange qui accepte en partie la politique de Rhodes. Sa décision est irrévocable bien qu'en doivent pâtir les Afrikanders, pourtant de sang hollandais. Donc pas de produits étrangers. Au contraire, seront main-

tenus et même renforcés, s'il le faut, les tarifs prohibitifs frappant tout ce qui vient de chez les Anglais, soient-ils sud-africains ou non.

L'obstiné vieillard ne transigera point davantage sur la question des Uitlanders. Ces mineurs et ces commerçants de multiples races, en majorité britanniques, ont presque submergé la terre des Boers et, groupés depuis 1892 dans l' « Union Nationale du Transvaal », ils réclament énergiquement leurs droits politiques. Il se refuse à reconnaître l'existence légale de cette gale mercantile, vicieuse, qui empoisonne son pays agricole et pastoral. Rustiquement biblique, il proclame : « Elle a eu la peau ; elle n'aura pas la chair. »

Cependant l'or attire toujours plus d'étrangers. Leur nombre est maintenant notablement supérieur à celui des Boers qui ne sont que soixante mille tandis que les Uitlanders dépassent le chiffre de cent mille. Dans les villes, ceux-ci représentent les neuf dixièmes de la population. N'entendant point se ravaler au rang de Cafres ou de Matabélés, ni même de métèques, se sentant toujours plus forte, cette masse remuante s'offense et s'irrite de voir Krüger lui refuser les droits de naturalisation et de vote. Les esprits s'échauffent. Johannesburg en vient à témoigner publiquement son mécontentement sous une forme violente. Elle fait un accueil plus que froid au président, menace sa voiture, foule aux pieds le drapeau de la République.

Ferme et brave, Krüger ne se laisse pas intimider par ces manifestations insolentes. Si cette lie fermente trop et tente de se soulever, il saura la mettre au pas. Sans décréter de mesures militaires, il achète au grand jour des fusils et des canons. Il cherche en même temps des alliés et des soutiens. Il engage des pourparlers avec l'État libre d'Orange et envoie un de ses secrétaires d'État à Guillaume II qui a souvent marqué de l'amitié à son pays. L'émissaire reçoit des encouragements verbaux qui lui font croire à un appui probable de l'Allemagne. De ces démarches, le vieillard se cache si peu que le gouverneur du Cap, sir Hercules Robinson qui, replacé à la tête de l'administration, a succédé au début de l'année à sir Henry Loch, s'inquiète et, pour garantir la sécurité de la colonie, prend de réelles mesures de protection militaire.

Elles n'affectent guère Krüger qui riposte en frappant d'un droit d'entrée considérable la dynamite indispensable aux exploitations minières. La *Gold Fields* et les autres Compagnies protestent contre un décret qui leur cause une grosse gêne. Dans les cercles d'affaires, on s'émeut, on se consulte, on conspire. Du Cap à Johannesburg des vues s'échangent pour découvrir les moyens de lutter contre la néfaste politique rétrograde de ce détestable bonhomme qui finira par ruiner tout le monde. Le meilleur ne serait-il pas de se ménager des intelligences au *Volksraad*, la Chambre des Représentants du Transvaal? On s'organise dans le but de réunir les fonds de propagande destinés à subventionner aux prochaines élections les candidats au moins favorables au développement du commerce uitlander.

Cecil Rhodes est convaincu, depuis un certain temps, qu'il n'existe aucune autre issue à la lutte qui se prolonge et s'aggrave entre Krüger et lui, que d'abattre l'adversaire et de s'en débarrasser définitivement. De quelle façon? Il l'ignore encore quand les circonstances semblent vouloir l'aider à exécuter son dessein. L'agitation des Uitlanders est indéniable. S'il cherchait à en profiter? L'idée lui vient donc de fomenter et, s'il est nécessaire, d'épauler un soulèvement de ce parti au Transvaal. Il s'ouvre en premier de son projet à Jameson, alors administrateur de la Rhodesia méridionale, qui l'approuve avec son enthousiasme ordinaire et se fait fort de recruter quelques partisans hardis. L'homme d'affaires au coup d'œil toujours prompt s'est laissé tenté par l'occasion qui s'offrait. Mais dans quelle aventure tellement contraire aux devoirs de sa charge, envers un État voisin, et en somme ami, s'engage le premier ministre du Cap!

Dès ce moment, on s'occupera de faire passer en contrebande des armes et munitions en territoire boer aux éventuels insurgés et de réunir à proximité de la frontière une force capable de la franchir pour soutenir au besoin les rebelles.

L'été de 1895 est déjà commencé.

Au mois de juin, un grand événement politique se produit en Angleterre. Le Cabinet Rosebery est tombé et lord Salisbury a pris le pouvoir, appelant au Ministère des Colonies un ancien radical, Joseph Chamberlain, homme énergique et clairvoyant.

Le nouveau secrétaire d'État de l'Empire éprouve pour Rhodes le dernier des trois sentiments que celui-ci lui aura inspirés. Au mépris et à la méfiance, a succédé l'admiration. La haute estime qu'il professe pour le génie et les qualités d'homme d'État du Premier du Cap, se trouve renforcée au cours des conversations qu'il a avec lui à Londres peu après la constitution du Cabinet. (Les deux hommes d'ailleurs se dupent assez curieusement l'un l'autre.)

Jamais Rhodes n'a parlé de son trouble projet à Chamberlain, en dépit des bruits qui courront plus tard, parce que jamais le secrétaire d'État de l'Empire n'aurait accueilli de pareilles confidences. Néanmoins, il n'a point échappé au visiteur que l'idée d'une révolution au Transvaal n'était point pour déplaire. Il en a lestement déduit qu'en cas de réussite, « Grand'Maman » ne le désapprouverait pas de cette initiative. L'illusion le gagnera même, au fur et à mesure que se dérouleront les entretiens, qu'on l'encourage à la prendre en lui fournissant les moyens d'exécuter son entreprise.

La confusion n'est que dans l'esprit de Rhodes qui, inconsciemment ou non, embrouille les choses.

Au début des pourparlers, ne paraissant s'intéresser qu'au prolongement vers le Nord de son chemin de fer, il a réclamé le transfert du protectorat du Bechuanaland du Gouvernement d'Empire au Gouvernement du Cap. Devant la résistance, facile à concevoir, que Chamberlain oppose à cette demande, Rhodes déclare qu'il se contenterait d'une bande de terrain tout le long de la frontière boer. Il fait valoir qu'il pourra ainsi amener ses messageries au voisinage immédiat des centres miniers du Transvaal et démontre l'extrême nécessité d'avoir sous la main des forces suffisantes « pour protéger les travailleurs du chemin de fer contre toute attaque des indigènes ».

Les deux prétextes sont si valables que Chamberlain accorde à son interlocuteur ce qu'il sollicite sans soupçonner son arrière-pensée.

La partie une fois gagnée, le dupeur se dupe à son tour en ne distinguant plus entre ce qu'on lui a vraiment donné et ce qu'il s'octroie de sa propre permission. Le voilà déjà convaincu que Chamberlain ne lui aurait pas livré les moyens

d'agir sans l'implicite autorisation de s'en servir. De ce raisonnement extravagant, Rhodes tire la conclusion qu'il jouit du secret appui du secrétaire d'État dans une affaire dont celui-ci ignore le premier mot.

Tandis que Jameson promet aux dirigeants de l' « Union Nationale du Transvaal » cinq mille fusils avec un million de cartouches et leur assure qu'aussitôt averti par un signal convenu, il passera lui-même la frontière à la tête de quinze cents hommes bien équipés, munis de mitrailleuses Maxim, Cecil Rhodes reçoit une députation du Comité de réforme de Johannesburg devant laquelle il précise clairement sa pensée. Il ne s'agit pas de jeter l'État voisin dans les bras de la Grande-Bretagne, car si les Uitlanders sont en majorité anglais, on en compte un bon nombre d'origines différentes et qui ne désirent nullement renverser la République. Ils ne souhaitent qu'abattre la tyrannie hollandaise de Krüger et obtenir leurs droits complets de citoyen.

Au Cap et autour de Jameson, c'est désormais avec fièvre qu'on pousse les préparatifs du soulèvement dont la date a été fixée au 28 décembre 1895. L'affaire se monte mélodramatiquement en conspiration. Les armes passent la frontière dans des fûts à pétrole ou dissimulées au fond des camions sous des livraisons de charbon. La conjuration s'appelle « la Nouvelle Compagnie » ; les partisans sont désignés sous le nom de « souscripteurs ».

Rhodes ne descend pas aux détails et se confie à des agents d'exécution choisis à la hâte et sans beaucoup de discernement. Le *deus ex machina* de l'entreprise reste le docteur Jameson, sincère, énergique, dévoué à son chef et ami jusqu'à la mort, mais trop ardent, trop brouillon, trop sûr de soi, trop grisé par le succès de précédentes missions enlevées avec brio.

L'organisation laisse beaucoup à désirer. Au lieu des quinze cents hommes promis aux futurs révoltés, il n'en a guère réuni que six cents. En outre, les conseillers militaires manquent de maturité et d'expérience. Les difficultés de l'opération projetée leur échappent totalement. Parmi eux, se trouve le frère du premier ministre, le colonel de cavalerie Frank Rhodes qui, à l'opposé de sa sœur Louisa, douée d'un esprit

pénétrant, et maintenant, elle aussi, installée en Afrique, n'est pas une lumière.

Si hurluberlu qu'il soit, Jameson a pourtant pris la précaution de se faire adresser, par les chefs du mouvement uitlander à Johannesburg, une lettre collective et pressante le prévenant du grand danger que font courir à l'inoffensive population de la ville, et en particulier aux femmes et aux enfants, de forts partis de Boers malveillants, durs et terriblement armés. La supplique qui réclame son aide urgente ne porte naturellement pas de date afin d'être employée, le moment venu, en donnant l'impression d'avoir été écrite la veille sous l'effet de la terreur.

Des deux côtés, les choses traînent en longueur. Le recrutement de Jameson continue de ne point avancer et les organisateurs de la révolte à Johannesburg sentent leurs troupes de moins en moins chaudes.

Décidément inquiet, le comité envoie son affidé, le colonel Younghusband, correspondant du *Times*, auprès du premier ministre. Le militaire ne lui cache pas, en son rude langage, que le soulèvement tourne en eau de boudin.

— C'est bien, répond Rhodes. S'ils ne veulent pas marcher, ils ne marcheront pas. Seulement qu'ils me le disent net ; je saurai museler Jameson qui se tiendra tranquille.

A Pitsani, où est rassemblée la petite troupe, les rares esprits sensés de l'entourage du docteur cherchent à calmer son emballement en lui montrant que les « souscripteurs » ne paraissent plus très empressés de mettre la main à la poche ou plutôt à la cartouchière. Le secret transpire du reste. Dans un discours récent, Krüger a annoncé d'un ton marqué d'ironie, « qu'il ne faudrait pas le prendre pour plus naïf qu'il n'est et qu'il ne dort jamais que d'un œil ».

Dans l'attente de l'action, Jameson piétine. Les délais qu'on lui impose exaspèrent son impatience. Les télégrammes explicites de Rhodes qui ne veut agir que si le soulèvement promis a vraiment lieu, ne lui apparaissent qu'à la façon de palliatifs destinés à couvrir la responsabilité à assumer envers le Gouvernement d'Empire et l'opinion publique.

A ses yeux, on cherche à se faire contraindre par les événements, mais, comme devant la reculade des gens de Johannes-

burg, la contrainte menace de ne se produire jamais, le mieux lui semble, puisque ces gaillards-là ont peur de l'eau, de les y pousser hardiment. Après, ils nageront toujours !

A force de ronger son frein, il le brise. Le 28 décembre 1895, l'insurrection annoncée n'a pas eu lieu. Le dimanche 29, nerveux, dépité, n'y tenant plus, le docteur alerte ses hommes, les harangue, leur explique toutes les raisons d'agir, leur donne enfin lecture de la fameuse lettre d'appel qu'il affirme avoir reçue de Johannesburg le 20 de ce mois.

— A cheval ! commande-t-il. Ne craignez rien. Nous allons enlever cela rondement. Un rien, vous dis-je !

Avant de sauter en selle, on boit au succès. Le whisky coule tellement qu'un des héros, chargé d'aller intercepter les lignes télégraphiques vers Pretoria afin d'assurer la surprise, coupe, enroule et enterre les fils de fer dont un fermier-éleveur a marqué la limite de ses terres.

On part plein d'entrain, sûr du triomphe, sous la conduite de jeunes officiers, persuadés qu'il ne s'agit que d'une simple et divertissante promenade militaire.

A Mafeking, le centre urbain le plus rapproché de la frontière, les habitants s'étonneront, vers neuf heures et demie du soir, d'entendre un assez fort vacarme provenant du camp de la police ex-impériale, transférée depuis quelque temps à la *Chartered*.

Prévenus que la troupe de Jameson quitte maintenant Pitsani, les policiers s'élancent à sa rencontre, non pour l'arrêter, mais pour l'acclamer et l'escorter jusqu'à l'entrée du territoire boer qui est envahi dans la nuit.

II

Le dimanche matin, rageusement résolu, Jameson avait envoyé au Premier ministre un télégramme annonçant le parti extrême auquel il se décidait.

Cecil Rhodes ouvre le papier, bondit et rédige sur-le-champ une réponse qui interdit formellement à son lieutenant de bouger. Mais les bureaux de télégraphe, aujourd'hui dimanche, sont fermés aux expéditeurs. Lorsque les employés reprennent

leur service dans la nuit, ils s'aperçoivent que les lignes vers le nord ont été coupées. Plus aptes que leur étourdi camarade à distinguer un fil de télégraphe d'un fil de fer de clôture, d'autres compagnons du docteur, armés de cisailles, ont interrompu les communications. La dépêche ne partira pas.

A onze heures du soir, écrasé par la catastrophe, Rhodes fait appeler F. J. Newton, commissaire du protectorat, un ancien camarade d'Oxford, et lui dit qu'il espére que sa réponse atteindra Jameson à temps.

— En tout cas, c'est fini, conclut-il, je n'ai plus qu'à m'en aller ; je donnerai ma démission demain.

Le lendemain, il n'a pas démissionné quand W. P. Schreiner, un des membres du ministère, aussitôt instruit du télégramme par exprès qu'a expédié le chef de la police de Mafeking, accourt auprès de Rhodes escomptant un démenti. Il se trouve en face d'un homme abattu, dont l'aspect seul dénonce le désarroi. Pour la première fois, vaincu par ses nerfs, effondré dans un fauteuil, il donne une marque de faiblesse. On le dirait foudroyé.

Son collaborateur, essoufflé par sa course, lui montre sans parler le papier. Rhodes n'attend pas la question et prononce en gémissant le mot qui deviendra historique :

— Oui. Oui, c'est bien vrai ! Mon pauvre Jameson a culbuté ma charrette de pommes. (Expression familière anglaise qui signifie : il a ruiné tous mes espoirs.)

— Mais vous pouvez encore l'arrêter...

Rhodes bégaye tristement :

— Pauvre vieux Jameson ! Après vingt ans d'amitié, il marche d'autorité et voilà qu'il me coule à fond ! Non, je ne puis le retenir. Il est trop tard et, d'ailleurs, je ne puis marcher contre lui et le démolir. Mais il a bien culbuté ma charrette de pommes !

Schreiner tente de poursuivre l'entretien avec son chef. A chaque phrase, il constate que le Premier ministre est à présent complètement brisé, *broken down* comme un pur-sang vaincu par l'obstacle.

La nouvelle inattendue du raid fait un grand bruit dans le monde et surtout dans l'Empire. A Londres, l'émotion est énorme. Chamberlain, aussitôt informé de l'action du doc-

teur au Transvaal, câble à Hercules Robinson que, si le fait est exact, Jameson doit être désavoué sur l'heure. Le Gouverneur réclame ce désaveu au Premier ministre qui s'y refuse, reste chez lui et se contentera, mais le 5 janvier seulement, de lui envoyer sa démission.

Depuis la visite de Schreiner, Rhodes s'est ressaisi. Il a câblé en Angleterre le texte de la lettre des Uitlanders, suppliant son lieutenant d'accourir au secours des femmes et des enfants menacés par les duretés des Boers, en lui attribuant, cette fois, la date du 28 décembre. Il fait même annoncer un faux succès de la troupe. Mais la vérité est bientôt connue. Le 2 janvier 1896, on apprend que, dans la matinée, Jameson et ses hommes, cernés par les Boers sous les ordres du général Joubert, se sont rendus piteusement à Doornkop. L'aventure tourne au grotesque, nul mouvement ne s'étant dessiné en leur faveur à Johannesburg.

Toujours heureusement inspiré, Guillaume II adresse un télégramme de félicitations à Krüger. Le Gouvernement britannique, qui ne prise point ce genre de leçons, alerte l'amirauté et l'ordre est lancé à la flotte de se tenir prête.

L'incident détourne un instant de Rhodes l'attention mondiale, mais, au Cap, l'indignation contre lui est générale et particulièrement vive parmi les membres du parti afrikander.

Hofmeyr, un ami de quinze ans, lui demande une explication et exige un désaveu catégorique du brigandage de Jameson.

— Je ne fais point de ces choses-là, répond le Premier démissionnaire. Jameson est mon vieil ami. Je ne lâche pas mes amis.

— Alors, pas un mot de plus ! fait le chef du *Bond* qui tourne sur ses talons et sort.

Rhodes ressent cruellement cette rupture. Il tentera de rattraper Hofmeyr. Un nouvel entretien les remet face à face, qui ne satisfait aucunement l'Afrikander. Celui-ci proteste en termes violents contre l'attitude du complice qui est, en somme, le vrai coupable :

— Il se prend pour un roi ! Mieux : il s'imagine égaler le Tout-Puissant !

Le Gouvernement transvaalien a rendu cependant aux autorités britanniques, pour être jugés par elles, les aventuriers et les officiers subalternes qui, selon leur degré de culpabilité, subiront un temps d'emprisonnement plus ou moins long. Les chefs principaux, conformément à la loi de la République, ont été déjà traduits devant la Haute Cour boer et, y compris Frank Rhodes, condamnés à mort. A la prière de sa sœur Louisa, qui s'emploie de toutes ses forces auprès de Krüger à obtenir la grâce de tous, leur peine est commuée en une amende de 25 000 livres par tête.

De même qu'il a crânement endossé la responsabilité morale, Rhodes assume sans hésiter la dépense. Il paye encore de sa poche les frais complets de l'expédition, équipements, soldes, nourriture ; ceux des campagnes de presse menées pour la soutenir auprès de l'opinion publique ; ceux des procès. En y ajoutant ce que lui coûtera l'amélioration de l'ordinaire et du confort des « raiders » incarcérés au Cap, il en aura pour 7 millions de francs or. L'argent versé, il n'y pense plus.

Ce qui l'ulcère, non dans son amour-propre, mais dans la tendresse de son cœur, c'est la désaffection, d'ailleurs momentanée, de ce peuple qui, pendant des années, l'a considéré comme un père et même vénéré comme un dieu.

A la Chambre des représentants, Rhodes ne compte plus. Il est forcé d'abandonner la présidence de cette *Chartered* qui est entièrement son œuvre, de la *De Beers*, de la *Gold Fields*. Le Napoléon du Cap n'est plus rien. En un instant, il a compromis sa situation et peut-être même tout l'avenir ; il a saccagé quinze années de travail, d'efforts et de rêve, car qu'adviendra-t-il désormais du projet grandiose, longuement et amoureusement caressé, de l'union des pays austraux sous le drapeau britannique ?

Rhodes semble perdu. Mais il ne s'estime pas tel. Jamais il ne s'est montré plus altier, plus agressif et n'a fait plus carrément face aux attaques.

Le jour qu'il a signé les cinq chèques de 25 000 livres pour le rachat des cinq condamnés à mort de la Haute Cour transvaalienne, quelqu'un lui a fait observer que c'était reconnaître tacitement sa propre culpabilité.

— Et s'il me plaît à moi que le monde pense ainsi ? répond-

il durement. Je me demande en quoi la chose vous regarde?

Seul avec soi-même, sans doute éprouve-t-il mille agonies, mais, sauf Schreiner, au soir dramatique de l'aveu, personne ne l'aura vu baisser la tête.

III

Dès qu'ont été versées au Gouvernement transvaalien les rançons des chefs du raid, l'intrépide vaincu n'a plus eu hâte que de partir pour l'Angleterre afin de se présenter devant le Conseil d'administration de la *Chartered*, de s'entretenir avec Chamberlain et de s'assurer que cette malencontreuse histoire ne menace pas la Compagnie dans ses prérogatives. Que lui importe de renoncer à la présidence si, comme il en obtient vite la certitude, il conserve la direction occulte d'une affaire qui est partie de sa chair!

Ce n'est pas non plus sans déplaisir qu'il constate que la mauvaise volonté boudeuse avec laquelle Krüger vient de pardonner aux condamnés, a beaucoup diminué la popularité que la sottise de Jameson avait value au vieux Boer. Celle de Rhodes, au contraire, remonte déjà. Il le sent et, dernièrement, il a dit, avec impudeur : « Voilà ma carrière qui commence. »

Les câbles qu'il reçoit, en mars 1896, du comte Albert Grey, qui a succédé à Jameson comme administrateur de la Rhodesia méridionale, abattent sa bonne humeur. Les Matabélés se sont à nouveau soulevés.

Quinze mille redoutables guerriers sauvages cernent bientôt Bulawayo et ses quatre mille habitants.

Rhodes, qui s'est arrêté en Égypte pour consulter Kitchener sur la façon de conduire cette difficile guerre, débarque enfin à Beira, en Mozambique portugaise, avec deux cents ânes achetés au Caire comme bêtes de somme, particulièrement précieuses car elles restent réfractaires aux terribles épizooties sévissant dans le sud de l'Afrique.

Grey a organisé de son mieux l'étouffement de la révolte. Dans le courant de l'été, les troupes de la *Chartered* ont battu en rase campagne les Matabélés. Ces astucieux sauvages déci-

dent alors de changer de tactique. Aux approches de l'automne, ils se réfugient dans les monts Matoppo, s'y dispersent et commencent la guérilla. Il est désormais impossible de leur infliger une défaite décisive. Rhodes se résout à traiter et, déclare prendre à sa charge les risques de la négociation.

Le moins aisé est d'entrer en communication avec l'ennemi. La capture, par hasard, d'une grand'mère de Lo Benguela fournit le truchement désiré.

Quatre jours plus tard, Rhodes, accompagné de ses amis Sauer et Colenbrander, deux anciens commensaux du défunt potentat noir, de deux éclaireurs indigènes et d'une dérisoire troupe de trois ou quatre Blancs, s'achemine vers le lieu où il a été prévu que les Matabélés arboreraient un drapeau rouge s'ils acceptaient les palabres ou *indabas*. Le drapeau y est. Conformément aux conventions, Rhodes va pendre au-dessous son mouchoir. Les sauvages ne se décident point pourtant à paraître.

Rhodes, pour les amadouer, tente un coup d'audace. Il laisse en arrière les soldats et, suivi seulement de Sauer, de Colenbrander et des éclaireurs noirs, il établit, n'ayant qu'un revolver caché dans sa poche, un petit camp au plus près des Matabélés, et se met ainsi complètement à leur merci.

Le gros des guerriers sort enfin des cavernes et s'élance vers les parlementaires d'un air menaçant, fusils et sagaies en mains. A trente mètres des Blancs, tous jettent leurs armes et commencent, d'un ton dur et insolent, par mettre en doute la parole du conquérant. Les chefs les apaisent et disent qu'ils ont foi en Rhodes et en Colenbrander. Des ballots de tabac sont offerts aux indigènes, qui se les arrachent. Et c'est sur cette pacifique bagarre que prend fin la première palabre.

Pendant deux mois, les *indabas* succèdent aux *indabas*. D'une patience inlassable, Rhodes prêche la paix aux sauvages en leur conseillant de la conclure avant le temps des semailles s'ils veulent échapper à la famine. Il converse si familièrement avec eux qu'ils en viennent peu à peu à le considérer comme un père.

Le 13 octobre 1896, se tient la dernière palabre. Ce qui

déplaît le plus aux dix-sept chefs des révoltés, c'est de ne plus avoir un chef unique pour conduire leur nation. Avant d'en référer au chef anglais, ils désireraient s'entretenir d'abord de tout avec un chef unique de leur race. Le Grand Maître blanc leur propose une autre solution qui doit les satisfaire. Chaque chef matabélé aura autorité sur un district et les naturels pourront lui soumettre leurs difficultés. Lesdits chefs jugeront du bien-fondé des demandes et des griefs, et les transmettront ou non aux commissaires indigènes qui, à leur tour, les porteront à la connaissance de l'administrateur, lequel les examinera, les réglera et, par la même filière, fera savoir sa réponse aux intéressés.

— Voilà ce que nous voulons, dit un des chefs.

On s'explique clairement sur les détails du statut futur et, la paix faite, Grey, pour la sceller, prononce un beau discours. Rhodes prend ensuite la parole et annonce une ample distribution de présents. Il ajoute que la guerre ayant forcé les rebelles à négliger leurs récoltes, il leur livrera gratuitement, pour qu'ils ne souffrent pas de la faim, un million de sacs de farineux.

Les chefs noirs le remercient de ce don généreux et proclament que ce serait volontiers qu'ils lècheraient toutes les terres qu'ont foulées les pas de Cecil Rhodes. Lui-même dira souvent qu'il considère cette réussite comme une des plus grandes de sa vie.

Tandis que se prolongeaient les palabres dans les monts Matoppo, la commission d'enquête instituée à la Chambre des représentants du Cap pour juger la conduite de l'ex-Premier dans le raid Jameson, — et à la constitution de laquelle il avait vigoureusement poussé naguère, — a clos ses travaux.

Rhodes apprend, en arrivant dans la capitale de la colonie, qu'après examen de toutes les preuves et de tous les témoignages recueillis contre lui, ces messieurs le blâment comme excitateur d'une action criminelle dont ils reconnaissent qu'il ne porte pas *directement* la responsabilité. Encore est-ce à contre-cœur qu'une partie de ses collègues l'a flétri de cet anathème assez platonique qui ne l'ébranlera guère.

Immédiatement, il repart pour l'Angleterre afin d'aller,

comme il dit, usant d'une expression populaire anglaise, *to face the music* : « affronter la musique ».

Au mois de février 1897, s'ouvre à Londres, devant le comité de l'Afrique britannique australe, à la Chambre des Communes, le procès instruit contre Cecil Rhodes comme instigateur du raid et dont les débats auront lieu à huis clos.

Les juges le voient entrer le matin mal habillé et se diriger, la démarche lourde et maladroite, la tête basse, l'œil éteint, vers la petite table réservée à l'accusé. Aux premières questions, il répond pauvrement ; il hésite, cherchant ses mots, ses idées, ses arguments.

Les secrets partisans qu'il compte dans le grave aréopage, s'inquiètent et s'effraient. Vers quel naufrage s'achemine leur héros? Ceux qui ne le connaissent pas cachent avec effort le mépris que le personnage leur inspire. Est-ce vraiment cet être piteux qu'on a surnommé le Napoléon du Cap, qui a excité là-bas tant d'enthousiasme et de dévouement, exercé une autorité dictatoriale, conquis la Rhodesia?

Toute la matinée, il demeure passif, somnolent, encaissant les plus durs coups sans les rendre, déjà presque *groggy*. Derrière sa paupière tombée, il observe ses juges, les épie et, malgré son air faussement abruti, les écoute bien et les jauge.

A midi, les débats sont suspendus. Il déjeune sur place de deux ou trois minces sandwichs. Lorsque les juges reviennent siéger, ils ont en face d'eux un autre homme, brillant, animé, combatif, qui plante hardiment ses regards dans les leurs.

Ce n'est bientôt plus lui qu'on questionne ; c'est lui qui interroge. L'accusé se change en accusateur. Il reproche à ses juges la plate politique qu'ils ont encouragée de leurs votes ; il leur démontre sèchement qu'avec leur fameux « voir venir » — *wait and see* — ils sont la cause de tout. Leur perpétuelle apathie et leurs prudentes hésitations ont coûté cher à l'Empire. Le Sud-Afrique, pour ne parler que de ce qu'il connaît, en sait quelque chose.

Un membre du comité, que ces nouvelles manières agacent, lui rappelle ses ventes en Bourse au lendemain du raid, en paraissant insinuer qu'il n'a vu dans l'entreprise de Jameson qu'une affaire. Il toise l'adversaire et réplique fièrement :

— Oui, j'ai vendu mes titres. Mais c'était pour avoir de l'argent comptant et payer de ma poche la reconstitution de mes lignes télégraphiques saccagées.

Les juges, pendant les cinq jours que durera le procès, portent encore la tête droite. Leurs attaques néanmoins deviennent de plus en plus molles ; les atteintes sournoises ne sont plus portées que du bout des lèvres. Le coupable, car c'en est indiscutablement un, a malgré tout fait don à l'Angleterre de territoires immenses d'une richesse incalculable. Ce miracle, Rhodes l'a accompli à lui seul par sa seule volonté tenace, sa seule force matérielle et morale. Spriggs, son ancien adversaire dont il a renversé autrefois le cabinet, a proclamé en personne, devant le comité, toute l'admiration et la reconnaissance que doivent et payent largement à Rhodes ses administrés, ses actionnaires.

A Londres, comme au Cap, la sentence se réduit à un blâme. Le titre de conseiller privé de la Couronne n'est même pas enlevé à Rhodes. S. M. la reine Victoria, impassible elle aussi, laisse aller.

IV

Le raid n'est plus désormais pour Rhodes que de l'histoire ancienne. Absous, en somme, l'esprit allègre, il fonce à nouveau vers l'avenir et reprend l'exécution interrompue de son œuvre. Feignant presque de se réjouir de cette sotte mésaventure, il se plaît à répéter à ses derniers fidèles que rien n'est plus salutaire pour un homme que ces périodes d'adversité qui lui offrent l'occasion de se connaître véritablement soi-même et de compter ses vrais amis. Mais s'il se permet de ces allusions, il ne lui convient pas que les autres l'imitent.

A son retour d'Angleterre, il est allé ainsi occuper son fauteuil à la Chambre des représentants, ayant entendu raconter que certains prétendaient que « sa place était à présent dans une cellule d'ermite du côté du Zambèze ».

— Ils verront que telle n'est pas mon intention, a-t-il dit.

Rhodes comprend pourtant que, pour quelques mois encore, il ne saurait plus s'intéresser activement à la politique et que

son duel avec Krüger s'est terminé, momentanément aussi, à l'avantage du vieillard. Il garde cependant la conviction profonde que ses justes idées sur l'Union Sud-Africaine triompheront un jour, comme il ne doute pas que n'a point été étouffé, par l'échec de la ridicule équipée de Jameson et la couardise des gens de Johannesburg, le problème uitlander, dont les difficultés ne peuvent que s'accroître au fur et à mesure qu'augmentera le nombre des étrangers au Transvaal. Pour surveiller, conformément à ses vœux, l'inéluctable et si grave développement de ces questions auxquelles les circonstances lui interdisent de se mêler, il a confiance en l'autoritaire fermeté du nouveau gouverneur, sir Alfred Milner, avec qui il s'entend bien.

Déchargé du fardeau du pouvoir et de la présidence de ses affaires de diamant et d'or, qu'il n'en continue pas moins à contrôler de très près, l'ex-Premier concentre son infatigable ardeur au travail sur les tâches qui lui restent. Jusqu'au printemps de l'année suivante, il s'occupera presque exclusivement de la construction compliquée de son chemin de fer, de la pose de la ligne télégraphique du Cap au Caire et de l'organisation de sa chère Rhodesia.

Désireux de faire de ce pays une terre non seulement de mines, mais d'élevage et de grandes et nouvelles cultures, il pousse à la création de fermes et, toujours prêchant par l'exemple, il en acquiert deux : l'une de cent mille acres à Inyanga, dans le Mashonaland oriental ; l'autre, presque aussi vaste, à Westacre, au milieu des collines Matoppo, dans le Matabéléland. Dans la première, il s'applique à améliorer les races de bestiaux toujours rudement atteintes par la peste bovine, importe des sujets de choix achetés en Argentine et en Australie afin de les acclimater si possible, se livre à toutes sortes d'essais sur les chèvres et les moutons. Dans la seconde, on étudie l'avoine, le maïs, la betterave, les pommes de terre, la luzerne ; on élève de la volaille, des cochons, des autruches ; on plante de la vigne et des milliers d'arbres fruitiers. Le propriétaire souhaite développer intensément cette culture que dirige un certain Pickstone, très versé dans les méthodes usitées en Californie, tant pour la production de poires, pommes, prunes, abricots, pêches, oranges,

raisins, que pour la sûreté de l'emballage et le cachet de la présentation. Les vergers du pays, dans quelques années, exporteront en Europe des tonnes et des tonnes de fruits.

De sa ferme de Westacre, Rhodes veut faire encore un lieu d'excursion. Les paysages qu'on découvre des Matoppos sont, en effet, féeriques et surtout de cette colline qu'il a baptisée *View of the World* (Vue du Monde) et qui est le but de prédilection de ses promenades. Non loin de là, il installe un hôtel. Il cherche à attirer, tout ensemble, les touristes et la population laborieuse dans cette province de *sa* Rhodesia, à laquelle il a voué un amour de père.

Le Matabéléland, naguère théâtre de tant de massacres, est aujourd'hui en pleine tranquillité et commence même à perdre son aspect de terre récemment colonisée.

Choqué de rencontrer dans les bourgs et dans les campagnes trop d'abris précaires couverts de hideuses tôles ondulées, Rhodes a encouragé la recherche de gisements de terre glaise qui, aussitôt découverts, se sont doublés de grandes briqueteries-tuileries. Il va maintenant proposer à ses administrés de leur construire des maisons. L'établissement d'un véritable *home* n'est-il pas la condition primordiale de l'attachement d'un homme et d'une famille au pays habité, à l'amélioration de la vie, à l'extension d'une existence civilisée?

C'est avec les produits de ses briqueteries-tuileries que Rhodes fera construire la gare de Bulawayo qu'atteint, en cette année 1897, son chemin de fer qui, depuis Mafeking, a progressé de quatre cent cinquante milles vers le nord. Presqu'en même temps, est ouverte, jusqu'à Umtali, la ligne soudée à la ligne anglo-portugaise qui part de Beira sur l'océan Indien et reliera ce port à Salisbury, la capitale du Mashonaland.

Les ingénieurs, de ce côté, éprouvaient quelque embarras à faire passer la voie par Umtali. A cause de la nature du terrain, le tracé eût représenté une dépense prohibitive. Rhodes n'a pas hésité : il a transporté la ville dix-sept kilomètres plus loin, en indemnisant les propriétaires lésés.

D'un règlement beaucoup moins facile sont les ennuis que lui suscite le Gouvernement impérial. Londres le supplie de s'arrêter au Zambèze, quand sa perpétuelle hantise est de

rejoindre la ligne établie et poussée par Kitchener à travers le Soudan égyptien.

Il tient, en tout cas, à parvenir au plus vite jusqu'au fleuve et dit qu'il espère que bientôt les embruns arrachés par les vents aux grandioses chutes du Zambèze mouilleront les toits de ses wagons.

— Je veux goûter ce plaisir avant d'avoir disparu, déclare Rhodes, qui se sait menacé.

Sa santé est gravement atteinte ; son cœur devient toujours plus mauvais. Parfois ses forces physiques l'abandonnent, mais jamais son courage moral qui, sans cesse, vainc la douleur.

— Ceux qui tombent en ce combat sont sans doute proportionnellement plus nombreux que les victimes de la vie banale, mais ils auront vécu grandement, dit-il aux ouvriers qui, après avoir relevé l'importante section de sa ligne télégraphique transafricaine détruite au cours de l'insurrection des Matabélés et Mashonas, « montent » de plus en plus loin vers le nord.

Les poteaux, maintenant plantés à travers des terres inexplorées très au delà du Zambèze, précèdent de beaucoup le chemin de fer et s'approchent peu à peu des bords du lac Tanganyika. Plusieurs centaines de kilomètres de fils sont déjà posés en avril 1898.

Le même mois, la présidence de la *De Beers* est rendue à Rhodes, qui se met à redistribuer le travail, à perfectionner l'économie, à réduire les dépenses, à augmenter le rendement.

Il crée un sanatorium à Kimberley. Il établit, au profit de la Compagnie et de la *Gold Fields* où il a repris aussi sa place, une fabrique de dynamite. Ainsi ses Sociétés seront affranchies de la tyrannie ruineuse des firmes exportatrices. Il insiste auprès de sir Alfred Milner pour qu'on s'applique à rendre toujours plus humaine et plus confortable la condition des indigènes de la colonie.

Au printemps de 1898, Rhodes, qui vient de rentrer au Conseil d'administration de la *Chartered*, a reconquis tous les leviers de commande des grandes affaires qu'il a créées.

Pour se retrouver aussi puissant qu'à la veille du raid, il ne lui manque que le pouvoir. Il se jette à corps perdu dans

la préparation des élections qui auront lieu en juin 1898.

Le parti afrikander, dont Hofmeyr est toujours le chef, a regagné, depuis la malheureuse équipée de Jameson, un assez grand nombre d'adhérents, qui recommencent de rendre à Krüger le culte dont ils s'étaient détachés. Les antagonismes de race renaissent. Rhodes juge cette politique folle et fonde contre le *Bond* le parti progressiste, basé sur l'anti-krügérisme, et l'instauration d'une réforme électorale destinée à permettre une plus équitable répartition des sièges entre les districts ruraux et les districts urbains, que la loi actuelle favorise trop.

Dans tous les États, et surtout dans les pays de règle anglaise, les élections coûtent cher. Rhodes ouvre de larges crédits à ses candidats et ne se consacre plus qu'à sa circonscription de Barkly West. Il l'entend l'emporter à tout prix dans son vieux fief électoral dont la population est en majorité d'origine batave. Ainsi ses adversaires auront la preuve que les gens de ce sang lui gardent leur confiance. Ce sera sa dernière et sa meilleure campagne. Il ne se ménage point, parle directement et sans honte à ces paysans qui le connaissent bien, avoue volontiers sa faute, mais rappelle aussi ses services. Son ton sincère les convainc.

Si, dans l'ensemble, les progressistes sont battus, son succès personnel est éclatant. Fort de cette victoire, Rhodes se remet à prôner l'union sud-africaine, en prophétise la réalisation relativement prochaine. Ce n'est plus, déclare-t-il, qu'une question de patience. Mais, à ce moment, son esprit prévoit mieux l'avenir lointain que la proche tragédie qui en reculera l'échéance.

V

De plus en plus autoritaire, de plus en plus nerveux, de plus en plus irritable, de plus en plus pressé et de plus en plus malade, Cecil Rhodes, à la fin de l'automne de cette année électorale, pousse furieusement ses bureaux d'ingénieurs à terminer sans délai leurs études de la voie ferrée jusqu'à Abercorn, au delà du Nyassaland.

L'homme a blanchi ; le visage bouffi se creuse de rides ; une mauvaise graisse l'envahit. Sans sa prunelle encore pleine de vie ardente, il aurait presque, à quarante-cinq ans, l'aspect d'un vieillard. Éternellement fidèle pourtant à la devise de sa jeunesse : « Agir ou mourir », il continue d'agir.

Ses poteaux sont près de toucher les bords du lac Tanganyika. Maintenant, arrivé à l'extrême frontière septentrionale de la Rhodesia, il lui faudra, pour rejoindre les possessions anglaises du nord, obtenir, soit de l'État libre du Congo, soit de l'Est-Africain allemand, le passage de sa ligne télégraphique transatricaine sur leurs territoires. Pour l'État libre, il s'est efforcé de traiter avec Léopold II. Mais l'habile, avare et dur souverain est aussi madré homme d'affaires que lui et, de ce côté, Rhodes se heurte à la volonté de fer du plus redoutable marchandeur du monde.

— Avec celui-là, grogne-t-il, j'aurai beaucoup de peine à conclure un marché dont il ne tiendra pas le bon bout.

Eh bien ! Rhodes ira le voir et aussi Guillaume II, à qui il veut faire construire, dans sa colonie, un chemin de fer qui raccorderait la ligne venue du Cap à celle que lord Kitchener avance à travers le Soudan. Il visitera donc encore le sirdar en Égypte, afin de se mettre d'accord avec lui sur les moyens de forcer, s'il y a lieu, la main toujours molle de « Grand' Maman », qui ne paraît pas très bien comprendre l'intérêt de leur grande œuvre commune qu'il annoncera publiquement bientôt à Londres. Au début de 1899, Rhodes est au Caire.

Le vainqueur d'Omdurman a écrasé, l'année précédente, les derviches et vengé le sanglant affront subi naguère par le général Gordon à Khartoum. Rien ne se lit jamais sur le visage impénétrable de « l'homme d'acier et de silence », droit comme une lance, au regard de sphinx, aux joues brique, à la mâchoire brutale, sous une longue moustache brune.

Dénué au delà de toute expression d'idéalisme et peut-être d'imagination, bien qu'incomparable organisateur, le sirdar a été comparé par un de ses admirateurs à une machine — une « machine digne d'être envoyée à la future Exposition universelle de Paris en 1900 ». Sa froideur est légendaire. Un de ses officiers a pu dire qu'au cours de cette récente campagne contre les Mahdistes, à la bataille d'Abbarra,

seulement et à l'instant où ses troupes victorieuses l'acclamèrent, « il fut tout à fait un homme pendant un quart d'heure ». Ce quart d'heure, Kitchener, qui ne sourit jamais, l'accorde quelquefois aux rares personnalités dignes de sa difficile estime. Cecil Rhodes est de celles-là.

Lorsqu'un tel homme lui affirme que son chemin de fer sera construit d'un trait et ne s'arrêtera qu'aux limites du Soudan où il se raccordera à celui d'Égypte, le président de la *Chartered* peut partir tranquille pour l'Europe.

Rhodes arrive en mars à Berlin, averti que l'empereur lui accorde l'audience sollicitée. L'affaire a été, du reste, réglée en grande partie par le chancelier Bulow et le ministère allemand des Colonies. Guillaume II ne saurait pourtant résister à l'envie de connaître un particulier plus riche que n'importe quel prince du continent et qui a donné son nom à un pays deux fois grand comme l'Allemagne, ni de lui prodiguer ces amabilités toujours excessives qu'il réserve aux étrangers de marque.

Avec quel effarement, le suisse empanaché du palais regarde pénétrer, dans l'auguste résidence de son maître, cet individu en complet de voyage à carreaux, chaussé de forts souliers jaunes, coiffé d'un feutre mou cabossé !

Sa Majesté l'accueille, empressée, souriante, lui offre un fauteuil. Le visiteur s'y carre bien et, les mains plaquées aux genoux, lui raconte bonnement sa vie, ses idées, ses projets.

Clignant de l'œil, Rhodes revient souvent sur la ligne du Cap au Caire et sur celle qui doit être construite dans l'Est-Africain allemand.

— Eh bien ! mister Rhodes, dit l'empereur pour conclure, ma section de chemin de fer sera prête dans deux ou trois ans. J'aimerais beaucoup aller moi-même là-bas inaugurer la jonction de nos deux lignes, mais ce sera probablement impossible. J'enverrai donc un représentant.

— Non, *monsieur*, répond Rhodes en secouant la tête, votre chemin de fer ne sera pas prêt dans trois ans. Je ne sais pas ce que font vos Allemands en Allemagne, mais, en Afrique, ce sont les gars les plus léthargiques que j'aie jamais vus et je suis sûr qu'il leur faudra des années avant même de poser un rail.

Cette repartie audacieuse ne semble pas offenser Sa Majesté. Après deux heures d'entretien, Elle daigne reconduire son hôte jusqu'à la porte du cabinet impérial, en l'assurant que sa visite lui a causé la plus vive satisfaction. Sur le seuil, Rhodes décoche au monarque un dernier trait plus risqué et sans nulle intention blessante, car lui aussi est charmé de l'entretien :

— En m'en allant, dit-il, je dois vous remercier pour votre télégramme à Krüger. Vous m'aviez vu, *monsieur*, fourré dans une méchante affaire et revenir à la maison pour me faire fouetter par « Grand'Maman », comme un mauvais garnement que je suis. Alors vous avez bien voulu vous interposer. Vous avez envoyé le télégramme et c'est vous qui avez reçu le fouet à ma place ! [1]

A Bruxelles, Léopold II invite cordialement Rhodes à déjeuner au palais, en compagnie d'Albert Thys, un officier belge détaché auprès de Sa Majesté depuis une quinzaine d'années et qui a construit le chemin de fer du Bas-Congo, en s'abstenant avec prudence de tout recours aux capitaux anglais. Le souverain écoute avec froideur les raisonnements du président de la *Chartered* qui, en sortant, ne se retient pas de murmurer :

— Cet homme-là, c'est Satan. Satan, vous dis-je !

Une nouvelle entrevue, qui les réunit seul à seul, n'aura pas de meilleurs résultats et Rhodes ne parlera plus de Léopold II qu'avec la plus grande horreur.

— Ce roi, se contente-t-il de déclarer, est un vrai Juif.

Contre quelques concessions accordées à Berlin par Londres, Rhodes est autorisé à planter ses poteaux sur le territoire de l'Est-Africain allemand, le long de la future voie du chemin de fer. Il a déjà calculé, à un penny près, le coût de l'établissement de la ligne du Cap au Caire, le personnel nécessaire à l'entretien, le prix à faire payer pour les télégrammes et le dividende à donner aux actionnaires de la Compagnie. Le 2 mai 1899, il met ses collègues du Conseil d'administration de la *British South Africa C°* au courant de ses démarches.

1. Allusion à l'ordre donné par l'amirauté britannique à la flotte de se tenir prête. Ces propos sont exactement ceux dictés à Ivan Muller par Rhodes et qui n'ont jamais été contestés par Guillaume II.

Ce sera le dernier discours qu'il prononcera au siège de la *Chartered.*

Si Guillaume II se plaît maintenant à qualifier Rhodes d' « homme extraordinaire », celui-ci, de son côté, qui n'est pas insensible à la flatterie et a obtenu de Sa Majesté à peu près tout ce qu'il espérait en tirer, célèbre volontiers son génie et sa grande largeur d'esprit. Il lui témoignera un jour publiquement sa reconnaissance dans un codicille de son testament.

Depuis des années, Rhodes a recommencé, remanié et retouché maintes fois ce document qui a été l'une des préoccupations capitales de sa vie. Il le rédigera sous sa forme définitive le 1er juillet 1899. Avant d'en mettre au point l'ultime version, il a, au cours de ce séjour à Londres, de longues consultations avec d'intimes amis et notamment avec W. K. Stead, le directeur de la *Pall Mall Gazette*, qui le confirme dans son intention de fournir aux étudiants de toutes les parties de l'Empire et même des États-Unis des subsides suffisants pour leur permettre de suivre les cours d'Oxford. Il espère, par ce moyen, faciliter l'union de tous les peuples parlant anglais sur la terre et aider ainsi à l'établissement de la paix universelle sous l'égide britannique. Il ajoutera au paragraphe, quelques mois plus tard, un codicille créant des bourses d'égale valeur en faveur de quinze étudiants allemands dont la désignation, précisément, sera laissée aux soins de l'empereur Guillaume.

Ce n'est pas sans raison que Cecil Rhodes s'attarde en Angleterre. Avec joie, orgueil et surprise, il a appris que son cher Oxford se prépare à lui conférer le grade de *Doctor of Civil Law honoris causa* en même temps qu'à Kitchener.

La manifestation revêt dans l'esprit national le caractère d'une réhabilitation. Dans le discours qu'il prononce au banquet qui lui est offert en juin 1899 par l'illustre cité universitaire, il le souligne clairement.

— J'ai foi en la justice de mes compatriotes et j'en vois un signe avant-coureur dans l'accueil que je reçois en mon vieux collège.

En arrivant au Cap, il revient sur la même idée dans un nouveau discours :

— A Oxford, quelques hommes de valeur m'estimaient

indigne de cet honneur en considération de mes fautes. On ne m'y fit pas moins une réception plus magnifique encore qu'au grand Kitchener. Je ne mentionne ce fait que parce qu'il prouve que mes difficultés m'ont amené de nouveaux amis.

Mais l'heure n'est pas aux harangues. Elle sera demain au canon. Cecil Rhodes est un des rares qui se refusent à le croire.

VI

L'entêtement de Krüger a fait dévier cette année sur le plan international le problème uitlander, dont il a beaucoup trop retardé le règlement. Les cent quinze mille Anglais, qui forment la majorité de ces cent quatre-vingt-dix mille étrangers, ont adressé, au printemps de 1899, à la reine d'Angleterre, une supplique demandant son intervention pour leur faire accorder des droits politiques égaux à ceux des Boers, au nombre de soixante-cinq mille.

A Pretoria, il n'y a plus personne, même le buté vieillard, qui n'ait enfin compris que doit être revisée la loi promulguée en 1894, au lendemain de la plus grande ruée vers le Rand, et décrétant que le titre de *burgher* (bourgeois), donnant le droit de vote, ne serait accordé aux immigrés qu'après quatorze ans de résidence et par une résolution spéciale du Volksraad.

Au mois de juin, sous les auspices de Steijn, président de l'État libre d'Orange, une conférence, tenue à Bloemfontein, a réuni le président du Transvaal et le gouverneur du Cap.

Sir Alfred Milner y a abordé directement la question politique et la loi électorale. Il a réclamé la naturalisation de plein droit au bout de cinq ans de séjour. Krüger a offert de réduire le délai à neuf ans immédiatement et, plus tard, à sept ans. Milner a quitté Bloemfontein sans accepter ni écarter la proposition.

Poussé à la conciliation par Steijn et par Hofmeyr, Krüger, aussitôt rentré à Pretoria, dépose à la Chambre un projet de loi accordant la naturalisation, pour le passé et l'avenir, après sept ans de séjour. La Grande-Bretagne devra, en échange, reconnaître à nouveau la souveraineté de la République

indépendante. Les questions économiques en litige seront tranchées par voie d'arbitrage.

La différence entre cinq et sept ans est si minime qu'avec un peu de bonne volonté réciproque, on pourrait aboutir à un arrangement. Mais, en face de l'intransigeance fléchissante de Krüger, va se dresser l'intransigeance grandissante de Chamberlain.

Le 12 septembre 1899, le Gouvernement impérial rejette l'offre d'arbitrage et émet la prétention de contrôler les listes électorales et d'obtenir pour les Uitlanders l'emploi de la langue anglaise au Volksraad. Si le Transvaal cédait à ces excessives exigences, il consentirait *ipso facto* à reconnaître la suzeraineté britannique. Le vieux Boer est maintenant fondé à dire : « Les sujets de Sa Majesté britannique m'ont demandé mon pantalon ; je le leur ai donné, et aussi mon habit. Mais ils en sont arrivés à me demander la vie et il est impossible de donner cela. » Le conflit semble insoluble et la guerre certaine.

Cecil Rhodes est d'un avis opposé. Il estime que le bonhomme, au dernier moment, fera n'importe quoi pour l'éviter et ne se décidera jamais à tirer un coup de fusil. Les réflexes possibles de l'adversaire lui échappent totalement. Ne s'est-il pas avisé, il y a quelques mois, alors que leurs relations sont depuis longtemps rompues, de lui faire don, pour se le concilier, d'un de ses lions destinés à l'ornement du Zoo de Pretoria ? L'autre, dont le tact n'est pas non plus très délicat, lui a retourné crûment le cadeau. Le propriétaire de Groote Schuur n'a pas encore très bien compris pourquoi.

Si Rhodes ne se rend pas compte de la position actuelle du Transvaal, ni de la confiance qu'a le président dans le soutien des Allemands, c'est que sa maladie s'aggrave au point de le rendre non seulement toujours plus nerveux, insolent, haïssable, mais, ce qu'on aurait pensé ne pouvoir jamais se produire, paresseux.

Son esprit progressivement s'obscurcit. Il décline vite. La guerre qui se prépare le leurrera quelque temps sur son état, parce qu'elle lui procurera l'illusion d'agir encore quand il se contentera de remuer. Il est à bout. Il aura parfois encore des éclairs de génie, mais de plus en plus rarement.

Les forces militaires s'accumulent au Cap et au Natal. De leurs côtés, les Transvaaliens et les Orangistes, unis pour la défense de leur indépendance, se rassemblent sur leurs territoires, venus de toutes les fermes des deux pays.

Le 9 octobre 1899, Pretoria et Bloemfontein adressent au Gouvernement impérial un ultimatum demandant l'arbitrage et le retrait des armées britanniques qui menacent leurs frontières.

Rhodes sans hésiter bondit à Kimberley, donnant ainsi une nouvelle et véritable preuve de courage, car il sait la haine que lui portent les Boers et le traitement auquel il peut s'attendre de leur part s'ils se saisissent de sa personne.

L'Angleterre s'abstient habilement de répondre à l'ultimatum des deux Républiques coalisées afin de rejeter sur elles la responsabilité de la guerre qui est déclarée le 12 octobre. Le même jour s'ouvrent les hostilités.

A l'ouest, les Transvaaliens investissent immédiatement Mafeking et Kimberley. A l'est, ils envahissent le Natal. Les Britanniques sont battus à Glencoe et Dundee, le 20 octobre, par le général Joubert qui, naguère, a fait prisonnier Jameson. Le 30, Ladysmith est enveloppé. Au sud, les Orangistes s'avançant dans la colonie du Cap, s'emparent de Stromberg et Naauwport.

Dans Kimberley assiégée, Rhodes se dépense généreusement. Il distribue des vivres aux pauvres, fournit abondamment les hôpitaux des fruits de ses fermes, équipe les souterrains des mines en abris contre les obus, organise des corps d'estafettes indigènes ; puis il glisse aux enfantillages. Il a fait fabriquer par les ateliers de la *De Beers* un canon baptisé *Long Cecil* et qui ne sera pas inutile à la défense. Le donateur ne dédaigne point de s'en servir lui-même pour envoyer à l'ennemi des projectiles à lui dédicacés : « Avec les compliments de Cecil Rhodes. »

Furieux, les Boers, qui n'aiment point qu'on tourne en dérision les choses sérieuses, proclament hautement que s'ils prennent l'artilleur, ils le promèneront à travers tout le pays dans une cage « comme une bête féroce qu'il est ».

Le colonel Kekewich, commandant de la place, et son état-major préféreraient, eux aussi, en être débarrassés. Le

commandement a en horreur ce particulier sans mandat qui tente continuellement de s'immiscer dans ses conseils, prétend dire son mot, lui donne des avis, voire des ordres. Kekewich se plaint de cette attitude nuisible à la discipline générale, tandis que Rhodes lance des émissaires au général en chef, Redvers Buller, pour exiger que toutes autres opérations de guerre soient subordonnées à la délivrance de Kimberley.

Buller en charge lord Methuen, qui se fait battre à plate couture le 11 décembre 1899, à Maggersfontein. La veille, le général Gatacre a été défait à Stromberg par les Orangistes et, quatre jours plus tard, Buller lui-même, qui tentait de débloquer Ladysmith, sera écrasé à Colenso.

Londres expédie en Afrique du Sud des renforts considérables et nomme un nouveau généralissime, Roberts, à qui Kitchener est adjoint comme chef d'état-major. Après une série d'insuccès graves subis par Buller en janvier 1900, Roberts, qui dispose maintenant de cent cinquante mille hommes, passe à l'offensive en février. Le général transvaalien Kronje est forcé de capituler le 27, à Paardeberg. Les Boers lèvent les sièges de Ladysmith et de Kimberley.

Cecil Rhodes a amené l'état-major à un tel degré d'agacement que lord Methuen déclare publiquement qu'il ne fera pas son entrée dans la ville tant que ce turbulent personnage ne s'en sera point éloigné.

La rage au cœur, le Napoléon du Cap part pour quelques semaines en Angleterre avec l'intention, prétend-on, d'endoctriner les membres libéraux du Parlement peu favorables à la guerre. Il n'est plus, hélas ! capable que de pester contre ces « imbéciles de militaires » à qui il ne ménage pas les plus acerbes critiques.

Le 12 mai 1900, lord Roberts occupe Bloemfontein, le 31, Johannesburg et, le 5 juin, Pretoria.

Le général boer Botha, qui a pris le commandement à la mort du général Joubert, et le chef orangiste Dewet, d'accord avec Steijn, décident de poursuivre la lutte pendant que Krüger ira vainement solliciter l'aide de l'Europe.

Roberts, qui croit avoir définitivement dispersé les forces ennemies, considère la guerre comme pratiquement terminée et l'annonce peut-être trop tôt.

Au mois d'octobre 1900, la « Ligue Sud-Africaine » tient au Cap un grand meeting pour fêter, comme un triomphe anglais sur la race hollandaise, le succès des armées britanniques et la double annexion de l'État libre d'Orange, le 13 mars, et du Transvaal devenu « la colonie de la rivière Vaal », le 1er septembre.

Rhodes, revenu en Afrique, assiste à la réunion, où il a son mot à dire. Les gens le trouvent bien changé à son désavantage. Bouffi et mou, il a l'air nerveux, gêné. L'œil est sans flamme et l'homme semble sans ressort. Il gravit lourdement les marches de la tribune. Mais, dès qu'il a fait tomber ses deux mains à plat sur la table, comme fouetté par la foi en son rêve, il apparaît galvanisé et crie d'une voix positivement claironnante :

— Vous vous figurez avoir battu les *Dutch?* Quelle erreur! Ce que vous avez battu et abattu, c'est simplement le krügérisme corrompu et mauvais. Vous savez bien que ce pays est tout autant hollandais qu'anglais et qu'en rentrant chez vous, vous aurez de nouveau à travailler avec eux. Ils ne sont pas plus vaincus que jamais!

« Alors évitez les vantardises; ne leur empoisonnez pas la vie et n'oubliez pas que vous avez besoin d'eux. Que les enfants qui vont à l'école sachent que les petits écoliers de sang hollandais, assis sur les mêmes bancs qu'eux, occupent une place aussi importante que la vôtre dans la nation et qu'il leur faudra travailler avec eux en camarades pour un but commun : le bien de l'Afrique australe! »

Ces syllabes, Cecil Rhodes les a clamées d'un accent si frémissant que les personnes sages l'approuvent et le comprennent.

Le ministère tombé, on lui offre un portefeuille dans le nouveau Cabinet. Il répond qu'il ne veut plus penser qu'à la Rhodesia. Grey lui écrit qu'il n'a jamais prononcé un meilleur discours.

C'est le dernier, son chant du cygne.

VII

En 1901, les Boers reparaissent dans la colonie du Cap et au Natal et, jusqu'au printemps de l'année suivante, infligent de sanglants échecs à l'ennemi, multipliant leurs incursions sous la conduite de Botha, Dewet et Delarey. Delarey ! le même qui disait jadis à Rhodes, dans le Bechuanaland, que le sang devait couler. Le jeune député de Barkly West était parvenu à l'apprivoiser et il reste le parrain d'une de ses filles.

A ces provocations d'intrépides partisans, Kitchener, qui a succédé à Roberts, répond par ses fameuses lignes de blockhaus et l'internement des vieillards, des femmes et des enfants dans des camps de concentration où la mortalité est effrayante.

Les Boers ripostent en dépouillant presque entièrement les soldats anglais prisonniers qu'ils renvoient par le Veldt à leurs régiments, en chemise, pieds nus, coiffés du casque et la pipe aux dents. L'affront est ressenti cruellement en Angleterre.

Le monde ignorant accuse Cecil Rhodes d'avoir provoqué, pour s'enrichir davantage, cette guerre honteuse qui contredit toutes ses idées, car il n'a jamais souhaité que civiliser, rendre prospères, riches, heureux ces pays maintenant dévastés par la ruine, la misère et la mort et qu'unir fraternellement ces hommes qui n'obéissent plus qu'à la haine.

L'avenir qu'il rêvait d'atteindre ou, du moins, d'approcher, recule devant ses yeux épouvantés. L'œuvre qu'il sait inachevée et probablement compromise, il ne trouve plus en lui la force, le courage, les moyens d'y travailler. Ne peut-il plus supporter le spectacle de ces horreurs et de ces fautes? Il fuit l'Afrique et semble se fuir lui-même.

Pour la première fois, il erre oisif et sans but, traînant à travers l'Europe un esprit essoufflé dans un corps détraqué. Il voyage à l'aventure, accompagné du fidèle et coupable docteur Jameson. Pendant cinq mois, il parcourt l'Angleterre, la France, l'Italie, plus ou moins bien accueilli et souvent mal, selon les terres qu'il foule. A Venise, il

s'échappe en gondole sous les huées et les coups de sifflets du public.

Indifférent à tout, il poursuit sa ronde vaine jusqu'à ce que la plus violente de ses crises cardiaques le prenne à Londres et le contraigne à regagner le Cap.

Le 18 janvier 1902, il quitte pour toujours « Grand'Maman ».

Sur le bateau, Jameson, bon médecin et excellent homme plein de cœur, sensible, affectueux, en dépit du côté un peu fol de son caractère, l'entoure de soins tendres.

Aussitôt débarqué, le docteur exige que le malade s'alite dans son tranquille cottage de Muizenberg, au bord de la baie, dans la banlieue du Cap.

Cecil Rhodes décline d'heure en heure. Tout à coup, comme un balancier qui cesse de battre au bout de la tension de son ressort, le cœur s'arrête. Les traits contractés par la souffrance ont enfin trouvé une sérénité qu'on ne leur avait jamais connue. La main morte au doigt ankylosé est restée dans la main de Jameson.

— Si peu fait et encore tant à faire ! a-t-il juste pu dire avant de s'éteindre.

C'était le 26 mars 1902. Il aurait eu quarante-neuf ans le 5 juillet suivant.

Le lendemain fut décacheté le testament, qui s'ouvre par ces mots :

« Je suis sujet anglais, né en Angleterre, et je déclare avoir adopté et compte retenir la Rhodesia pour domicile... J'admire la solitude grandiose des Matoppos en Rhodesia et c'est pourquoi je désire y être enterré sur la colline où j'avais l'habitude de me rendre et que j'appelais *View of the World*, dans une tombe rectangulaire taillée à même le roc, au sommet. Une simple plaque de laiton y sera posée portant cette inscription :

Here lies the remains of Cecil John Rhodes.

(Ci-gisent les restes de Cecil John Rhodes.)

Sa dépouille a été couchée sous le rocher, au sommet de *View of the World*, non loin de la caverne où repose Moseli-

katzé, le père de Lo Benguela, et dont la vue lui avait arraché ce cri :

— Là ! Quelle idée ! Quel poète, ce sauvage !

Un jour, ayant appris qu'un violateur s'était emparé des ossements du grand chef indigène, il les avait fait recouvrer et inhumer à nouveau au cours d'une solennelle cérémonie, conforme aux coutumes des ancêtres africains. Le geste n'est pas sans grandeur.

Qui donc aujourd'hui, devant ce tombeau creusé dans un des plus beaux sites du monde, pourrait retenir à son tour ce cri, écho de la grande voix éteinte :

— Là ! Quelle idée ! Quel poète, cet homme d'affaires, ce bâtisseur d'empire !

GEORGES OUDARD

LE DOCTEUR GOEBBELS

Ce petit homme frêle et nerveux, dont les immenses yeux noirs flambent dans un visage émacié d'ascète, n'a en vérité rien d'ascétique : il aime la vie, et il n'en répudie aucune jouissance. Ses origines, sa formation, paraissaient cependant devoir lui conférer une grande rigidité de mœurs. Dans cette Westphalie rhénane où les ancêtres du Dr Goebbels furent paysans et artisans, la dévotion fait pour ainsi dire partie du terroir. Aussi bien le jeune Goebbels, né en 1897 d'une famille strictement catholique, fut-il destiné par elle à la prêtrise. Mais la nature a ses caprices. Bien qu'élevé chez les Jésuites, l'enfant ne faisait montre d'aucune disposition religieuse. Esprit curieux et tourmenté, tout l'attirait, sauf le repliement sur soi-même et la contemplation. La discipline, qu'il devait si bien savoir par la suite imposer aux autres, ne semblait pas être son fort quand il lui fallait la subir. Une force irrésistible l'attirait vers les formules extrêmes. La philosophie et l'histoire de l'art, qu'il étudia à Heidelberg, ne pouvaient le satisfaire. La littérature, dans laquelle il s'essaya, pas davantage. A une âme de révolté, à une âme que les tentatives faites pour la plier aux règles cléricales avaient, comme il arrive souvent, rendue foncièrement anticléricale, il fallait l'action. L'action brutale. L'action révolutionnaire.

■

Une des caractéristiques qui apparentent Adolf Hitler aux prophètes et aux fondateurs de religion, c'est qu'il a su rallier et grouper autour de lui des disciples fanatiques. Les hommes « hors série » ont le pouvoir de cristalliser à un certain moment un état d'esprit ambiant, de donner une expression à des aspirations diffuses. Ces créateurs sont, avant tout, de puissants catalyseurs. Leur force ne s'explique pas : elle se subit. Nul plus que Joseph Goebbels n'était prédisposé à subir la force irradiée par le Führer.

Ce n'était encore que le chef d'un petit parti, dont l'audience était fort restreinte, et qui prêchait ses adeptes dans une salle de brasserie, à Munich. Le hasard, ou la curiosité, poussa le Dr Goebbels, un soir de 1922, à assister à l'une de ces réunions. Ce fut le coup de foudre. Le petit docteur ès lettres de vingt-cinq ans, l'ambitieux en quête d'action se trouva révélé à lui-même : sa vie prenait un sens. Dès l'heure suivante, il se faisait présenter à Hitler et s'inscrivait au parti.

Qui donc a dit que l'art des grands chefs consiste à savoir choisir leurs lieutenants? Hitler n'hésita pas : il s'attacha Goebbels. Et, de la conjonction de ces deux hommes, allait naître, tout armée, une Allemagne nouvelle.

Tout s'y prêtait, à la vérité : le « climat » politique et le « climat » moral. La république de Weimar n'avait pas su pousser de racines profondes dans la masse du peuple. Aux Allemands entichés de fastes militaires, elle n'offrait qu'un régime en redingote et gibus. Les forces de réaction, puissantes, intactes et intangibles, l'avaient discréditée par la légende du « coup de poignard dans le dos », qui faisait insidieusement peser sur elle l'opprobre et les charges de la défaite.

Ces charges étaient lourdes ; il était naturel que les masses accourussent vers celui qui promettait de les en délivrer, qui annonçait une nouvelle ère de grandeur et de puissance pour l'Allemagne. Et l'empressement ne pouvait manquer d'être d'autant plus grand que Hitler permettait à toutes les classes de se rallier sous sa bannière : en fondant le parti national-socialiste, il créait, par un trait de génie, le récep-

tacle vers lequel devaient nécessairement converger — quitte à s'affronter plus tard — à la fois les aspirations « nationales » des patriotes meurtris et les appétits « socialistes », les appétits matériels des humbles.

Dès l'origine, et par la force des choses, il y eut donc, au sein du parti national-socialiste, une gauche et une droite. Et, dès l'origine aussi, le Dr Goebbels fut le porte-parole et le champion de la gauche. On a vu que son tempérament le portait aux extrêmes. Dans le parti sans cesse grandissant, il devint très vite un des chefs de l'aile marchante, avec Gregor Strasser, tué le 30 juin 1934, et dont la collaboration avec le Dr Goebbels joua un grand rôle dans l'évolution de celui-ci. Gregor Strasser, pharmacien de son état, avait été dès 1921 un des piliers du jeune parti national-socialiste. Il en était devenu le théoricien, mais un théoricien fort près des réalités, et il se prononçait, lui aussi, pour la réalisation des idées socialisantes et révolutionnaires du programme. C'était toutefois la seule affinité qu'il y eût entre les deux hommes. Strasser apparaissait déjà comme trop redoutable, comme promis à un trop grand avenir pour qu'un ambitieux pût se lier sincèrement avec lui. Goebbels, pendant un temps, lui servit de secrétaire, et tous deux mirent au point la thèse de « la dictature de l'idée socialiste dans l'État ». Déjà, cependant, le Dr Goebbels entendait se séparer de Strasser et voler de ses propres ailes. National, certes, il l'était, puisqu'il a fait publiquement, dans un de ses livres, l'éloge de la guerre et de la force. Mais c'est sur le socialisme qu'il mettait surtout l'accent. Vitupérant les banques et la grande industrie, il s'écriait en 1931, dans une réunion publique :

« Le socialisme tel que nous le comprenons vient non pas de l'individu, comme le capitalisme, mais du peuple. Notre socialisme veut que la politique, l'économie et la « kultur » servent le peuple. D'après nous, la politique, l'économie et la « kultur » ne sont que des moyens, alors que le peuple est une fin en soi... Aucun individu n'a le droit de se servir de l'économie contre le peuple... Or, nous voyons des consortiums et des trusts privés triompher sur les ruines de l'économie allemande, des individus amasser d'énormes sommes d'argent, et ces individus peuvent refuser du pain au peuple,

lui ôter son travail et même ruiner des branches entières de l'économie nationale. »

Avec cela, naturellement, une haine des Juifs poussée au paroxysme. « Un Juif, a-t-il écrit, est pour moi un objet de répulsion physique. La vue de l'un d'eux me fait vomir. Il est impossible que le Christ ait été Juif. Je n'ai pas à prouver cela scientifiquement : c'est un fait. J'ai plus d'estime pour une vulgaire prostituée que pour une épouse juive. »

Toutes les composantes de l'action du Dr Goebbels se trouvent réunies dans ces brèves citations. Le clavier n'était pas très étendu, mais il avait une sonorité rude et l'homme savait en jouer supérieurement. Fort de la confiance du Führer, qui l'appréciait de plus en plus, Joseph Goebbels se lançait à corps perdu dans la bataille et s'imposait bientôt, grâce à des dons qui le plaçaient fort au-dessus de la plupart de ceux qui composaient l'entourage du maître. Orateur à la voix chaude, au débit impeccable, aux répliques foudroyantes et caustiques qui laissent l'adversaire pantelant et mettent les salles en joie, polémiste incisif et brillant dont chaque phrase fait balle, le « petit docteur », en outre, se révélait un organisateur hors de pair.

Il allait en faire la preuve et donner sa mesure à Berlin, quand Hitler, en 1926, l'en nomma *Gauleiter*. La tâche était capitale, mais ardue : Berlin restait la « citadelle rouge » ; le marxisme y demeurait puissant, et les théories nationales-socialistes, qui trouvaient un terrain favorable en Bavière et dans l'Allemagne du Sud, se heurtaient en Allemagne du Nord à une résistance que l'ampleur des organisations sociales-démocrates et communistes rendait redoutable.

Dans l'accomplissement de sa mission, le Dr Goebbels réalisa un véritable tour de force. Payant de sa personne, se dépensant sans compter, partout présent, le jeune *Gauleiter* de Berlin joignait à la force de sa dialectique la force tout court. Les communistes recouraient à la violence dans la lutte politique? Les nationaux-socialistes les imiteraient, mais en les surpassant. Les réunions se succédaient, dégénérant de plus en plus régulièrement en bagarres. Le sang coulait. Des hommes restaient sur le carreau. Le Dr Goebbels respirait sans déplaisir cette atmosphère de bataille : c'était

lui, par sa parole et par son action, qui la créait et quand, du haut de la tribune, il dominait les foules et libérait leurs forces élémentaires, il jouissait de sa puissance et oubliait sa déficience physique : on sait en effet que le Dr Goebbels est pied bot.

On le redoutait et on l'appréciait de plus en plus. Son « cran » indéniable, son active énergie, surtout son éloquence spirituelle et mordante faisaient merveille. A lui seul, il ralliait à Hitler plus d'adeptes que des dizaines de propagandistes. Il conquérait Berlin. Or, Berlin, c'était la Prusse. Devant lui, les autorités socialistes prussiennes sentaient leur influence sur les masses se résorber. Dans un de ses livres, *Kampf um Berlin*, tout vibrant encore de la fièvre des rixes, le Dr Goebbels a raconté l'histoire de cette période.

Depuis lors, son étoile ne fait que briller d'un plus vif éclat. Le *Gauleiter* de Berlin devient, à côté du Führer, un des personnages les plus en vue du parti. En 1927, il fonde un journal quotidien, *l'Angriff*, organe de combat, dans lequel il exerce chaque matin sa verve contre les Juifs, contre les « magnats » de l'industrie et de la banque — et aussi contre la France, pour laquelle il n'a jamais cessé de nourrir une solide et ardente aversion. L'année suivante, il est élu député au Reichstag. Et, quelques semaines après, Hitler lui confie des fonctions qui vont achever de le mettre au premier plan : il le nomme chef de la propagande du parti national-socialiste.

■

Est-il excessif de prétendre que le Dr Goebbels, dans ce domaine, s'est montré génial? De 1928 à 1933, date de la prise du pouvoir, il a organisé la propagande du parti avec une maîtrise inégalable. Les succès vertigineux du national-socialisme sont inséparables de son nom. En 1928, lorsqu'il prit en main la propagande, le parti détenait douze mandats au Reichstag. Aux élections du 14 septembre 1930, journée fatidique, le nombre des députés hitlériens passa d'un seul coup à cent sept. Rien, désormais, ne semblait plus pouvoir arrêter l'ascension.

Comment le Dr Goebbels a-t-il obtenu un pareil résultat?

On peut s'en faire une idée en feuilletant le livre très alerte et très vivant dans lequel il a relaté son activité et celle du parti dans la dernière année qui précéda la prise du pouvoir, c'est-à-dire en 1932.

Dans ce livre, intitulé : *Du Kaiserhof à la chancellerie du Reich* (l'hôtel Kaiserhof était le quartier général du Führer avant la prise du pouvoir), on voit très nettement de quels principes et de quelles méthodes s'inspire la propagande du Dr Goebbels.

C'est une propagande très directe, qui ne recule ni devant la menace, ni devant la violence, et dont le dogme essentiel est — comme celui de l'infanterie française avant la guerre — qu'il n'y a de salut que dans l'attaque. Il faut attaquer « avant que l'adversaire sache même ce qui lui arrive, il faut l'acculer à la défensive, et, alors, lui cogner dessus jusqu'à ce qu'il cède ». Et les mots « lui cogner dessus » ne sont pas toujours pris au figuré.

Pour amener l'adversaire à composition, tous les moyens sont permis. Le Dr Goebbels raconte l'histoire d'un certain M. von Bonin, qui avait, paraît-il, injurié Hitler dans un journal. Quelques coups de téléphone terrifiants amenèrent M. von Bonin à se rétracter et, souligne le Dr Goebbels avec un sourire d'aise, à demander grâce.

En général, cependant, il aime mieux faire porter son effort sur la lutte des idées que sur la lutte des hommes. Un jour, on lui offre des « documents écrasants » contre le parti social-démocrate. Il refuse de les acheter. D'abord, parce que le prix demandé est fort élevé. Ensuite, parce qu'il n'attend pas grand chose de la publication de ces papiers. Et il note : « Il vaut toujours mieux régler son compte idéologiquement à une grande organisation. La lutte personnelle nuit en général plus qu'elle ne sert. »

En ce qui concerne le côté technique, le Dr Goebbels fait preuve d'un esprit merveilleusement inventif. Son Ministère de la Propagande, il l'a conçu et édifié dans son esprit dès le mois de janvier 1932. Il en a parlé longuement avec le Führer. Le 22 janvier 1932, il écrit : « L'idée est de faire un Ministère de l'Éducation nationale réunissant le cinéma, la radio, les nouveaux centres d'éducation, l'art, la « culture » et la pro-

pagande. Ce sera un ministère révolutionnaire, qui sera dirigé d'une façon centraliste et qui, surtout, représentera l'idée du Reich d'une façon dépourvue de toute équivoque. C'est un très grand projet, dont le pareil n'a encore jamais existé dans le monde. »

En attendant que ce projet prenne corps, le Dr Goebbels travaille, et travaille bien. Il a tout de suite compris, naturellement, l'importance capitale du cinéma et de la radio. Mais il se sert aussi d'autres moyens que son ingéniosité lui fait découvrir suivant les cas qui se présentent.

Un jour, par exemple, en avril 1932, il a invité M. Brüning, alors chancelier du Reich, à venir discuter publiquement avec lui, au Sportpalast de Berlin. Naturellement, le chancelier a décliné l'offre. Que fait le Dr Goebbels? Il fait enregistrer sur disque un discours que le chancelier Brüning vient de prononcer à la radio. « Au début de notre réunion au Sportpalast, écrit-il, nous faisons tourner ce disque. Sur quoi nous arrangeons le Dr Brüning de telle façon qu'il est écrasé. Le public hurle de joie. Ce fut un succès colossal. » Tellement colossal qu'à la suite de ce bon tour, des enthousaistes versent 100 000 marks à la caisse du parti.

En une autre occasion, le Dr Goebbels fait éditer à cinquante mille exemplaires un disque de gramophone, « si petit qu'il peut être envoyé dans une simple enveloppe de lettre ». Quant aux affiches, aux placards, aux tracts, on n'en parle même pas : c'est en quelque sorte le pain quotidien de la propagande.

Cette propagande, d'ailleurs, ne s'inspire pas toujours de directives fixées à l'avance. Elle est parfois primesautière, comme dans l'histoire du disque Brüning. Parfois aussi, souvent même, elle profite d'un incident quelconque pour faire appel aux sentiments de la foule. Un jour, par exemple, un inspecteur de police ayant voulu confisquer la voiture du Dr Goebbels, qui stationnait devant le Kaiserhof, le futur ministre de la Propagande ameute les passants, jette feu et flamme contre la police « marxiste », soulève la masse contre le régime, et fait si bien que la Préfecture de Police donne l'ordre par téléphone de ne pas toucher à la voiture du Dr Goebbels. Un autre jour, le Gouvernement ayant interdit

le port de l'uniforme hitlérien, le Dr Goebbels et quelques autres nationaux-socialistes vont parader, en grande tenue, dans un des cafés les plus fréquentés de Berlin. Peine inutile : la police laisse faire. L'effet n'en était pas moins produit, de même que, par ces deux incidents entre beaucoup d'autres, était fournie la preuve que les autorités républicaines étaient impuissantes, débordées, incapables de réagir.

La résistance était-elle donc impossible? Certainement pas. Sur ce point encore, le livre du Dr Goebbels apporte des précisions fort intéressantes. On y voit, d'une part, que le parti national-socialiste se débattait dans les plus graves embarras d'argent et que bien des fois, faute de moyens suffisants, le souffle faillit lui être coupé. Mais on y voit surtout que, durant l'année 1932, le parti traversa une crise morale excessivement grave, à la suite des reculs électoraux qu'il dut enregistrer et que, s'il avait eu en face de lui des adversaires aussi mobiles, aussi ardents et aussi acharnés que le Dr Goebbels et l'état-major hitlérien, la victoire fût incontestablement restée à la République de Weimar.

Mais le Dr Goebbels avait admirablement compris que le tort principal de ce régime était, comme il a été dit plus haut, d'être un régime en vêtements civils. Ce tort là, il s'est bien gardé d'y tomber. Il a su flatter le goût de ses compatriotes pour les cérémonies militaires ou d'apparence militaire, où l'on voit les masses humaines, surmontées d'une forêt d'étendards, marcher au pas, évoluer et s'immobiliser au commandement. Il a organisé ces immenses manifestations de foule, ces défilés et ces parades dont les Allemands ne se lassent jamais. C'est lui qui a conféré aux Congrès de Nuremberg cet aspect inoubliable qui fait ressembler les assises annuelles du parti à la célébration d'un mystère dans un gigantesque cadre de music-hall. C'est lui qui a donné à toutes les manifestations hitlériennes ce caractère grandiose qui frappe et séduit les esprits simples — et même parfois les autres. Et c'est ainsi qu'il a pu faire communier tout le peuple allemand dans une même dévotion au colossal.

Par de tels moyens extérieurs, le Dr Goebbels a puissamment aidé l'effort du Führer en vue de créer une âme collective. Il a, à coups de drapeaux, de musiques et d'uniformes, « versé

quelque héroïsme au cœur des citadins ». En donnant aux corps allemands une apparence standard, il a voulu leur donner également — et il y a en grande partie réussi — des sentiments standard : si bien que le IIIe Reich a tendance à ressembler de plus en plus à une vaste caserne.

Quand on y réfléchit, on s'aperçoit d'ailleurs très vite du rôle capital que joue la radiodiffusion en Allemagne, de par la volonté du Dr Goebbels. Il a admirablement compris qu'il n'y a pas de régime totalitaire possible sans T.S.F. Du moment qu'il faut juguler toute réaction individuelle et réduire le citoyen à l'état d'homme-foule, de rouage sans pensée dans l'immense organisme national, il devient indispensable, à tout instant, de répandre la vraie doctrine, d'empêcher les hérésies personnelles de s'exprimer — et toute manifestation personnelle est une hérésie — de recouvrir enfin l'ensemble du pays sous un vaste et monotone mugissement d'océan. Et il est indispensable aussi de pouvoir à la même minute donner à tout un peuple les mêmes ordres, les mêmes consignes.

On n'a pas assez remarqué, à cet égard, un jugement rendu par un tribunal allemand et aux termes duquel un huissier opérant une saisie n'a plus le droit de faire main basse sur le poste de T.S.F. familial. Car, disent les attendus, « avant la prise du pouvoir par le national-socialisme, la T.S.F. servait surtout à l'amusement des auditeurs. Aujourd'hui, au contraire, elle est entre les mains de l'État le moyen le plus important pour se tenir en contact avec le peuple ».

■

Depuis le mois de mars 1933, le Dr Goebbels est devenu ministre du Reich de la Propagande. Dans ses fonctions officielles, qui mettent sous sa coupe non seulement la presse, mais le théâtre, le cinéma, les arts, et en général toutes les manifestations de la pensée, il a poursuivi et amplifié son action. Rien ne s'écrit, rien ne se transmet dans le IIIe Reich qui n'ait son approbation. Mais être l'artisan du triomphe d'un grand parti politique, quand ce parti est dans l'opposition, et juguler toute hétérodoxie, quand ce parti est au pouvoir, ce sont deux choses fort différentes. C'est pourquoi,

si le Dr Goebbels, de 1928 à 1933, a accompli une œuvre positive qui force l'admiration, on ne saurait en dire autant de ce qu'il a réalisé entre 1933 et le moment présent.

Sans doute, il a centralisé entre ses mains tous les services de propagande. Sans doute, il en a fait un instrument modèle au point de vue technique et administratif. Sans doute, ce mécanisme marche d'une façon impeccable et contrôle — parfois trop au gré de certains — l'ensemble de la politique allemande. Mais à quoi aboutit tout cela, en définitive? A faire du IIIe Reich un pays où la pensée est « dirigée ». Pour le Dr Goebbels et les maîtres du régime, c'est peut-être un succès. La question est de savoir si c'en est un au regard de l'humanité.

On s'en est rendu compte par la loi sur la presse. Les journalistes sont devenus, par la grâce du Dr Goebbels, des fonctionnaires, des serviteurs de l'État, et surtout du ministre qui représente l'État. Or, l'État est infaillible : donc, comme l'a expressément déclaré le Dr Goebbels, « un citoyen national et conscient n'a rien de mieux à faire qu'à approuver les décisions du Gouvernement ».

Le rôle des journalistes — qui sont d'autre part soumis aux lois strictes de la sélection aryenne — se trouve par conséquent réduit au minimum. Chaque matin, sous pli scellé, les rédacteurs en chef reçoivent les instructions du Ministère de la Propagande. Malheur à qui les enfreindrait! Nul n'y songe, bien entendu. Des fautes insignifiantes, d'innocentes coquilles, un point d'exclamation qui paraissait donner à un texte gouvernemental une signification ironique, ont à tout jamais brisé la carrière de ceux qui en portaient la responsabilité officielle, et leur ont parfois valu de connaître les rigueurs du camp de concentration.

Résultat : chacun brodant sur un thème obligatoire qui ne laisse aucune marge à l'initiative personnelle, les journaux allemands ressemblent trop souvent à des compositions d'élèves. Comment, dans ces conditions, la presse allemande ne serait-elle pas en déclin? De nombreux organes, autrefois riches et influents, ont cessé de paraître : tout récemment encore, la *Germania*, la *Kreuzzeitung* et le *Berliner Tageblatt* ont rendu le dernier soupir. Qu'y faire? Rien.

■

Quelle est aujourd'hui la situation du Dr Goebbels? C'est une question qui a fait couler beaucoup d'encre depuis quelque temps, et à laquelle il est d'ailleurs fort difficile de répondre d'une façon précise. Mais on peut tout au moins essayer de fournir un certain nombre d'éléments d'appréciation.

Un fait paraît certain : le Dr Goebbels n'occupe plus la même place qu'autrefois. Il reste, certes, un personnage considérable, un personnage de premier plan ; mais il n'est plus la grande vedette du régime, l'homme qui venait tout de suite après le maître, et — signe infaillible — on le voit beaucoup moins souvent photographié à côté du Führer. On a fort remarqué aussi que celui-ci, dans son discours du 30 janvier au Reichstag, avait cité avec éloges le maréchal Goering et M. von Ribbentrop, mais n'avait pas fait mention du Dr Goebbels.

D'où provient cette désaffection? On peut l'attribuer, semble-t-il, à deux causes distinctes. La première est l'ascendant de plus en plus grand que prennent sur le chancelier deux hommes qui passent pour être les ennemis acharnés du ministre de la Propagande : le maréchal Goering d'une part, et M. Himmler, chef de la police du Reich, d'autre part.

Quant à la seconde cause, elle doit être cherchée dans certaines aventures — ou mésaventures — privées du Dr Goebbels. Le Führer, depuis le 30 juin 1934, souffre difficilement que la vie intime de ses collaborateurs prête à la critique. Or, on a beaucoup parlé ces temps-ci, on a trop parlé des liaisons du Dr Goebbels avec quelques belles actrices. Que s'est-il passé au juste? On l'ignore. Mais il est fort significatif que l'entourage immédiat du maréchal Goering ait pris soin de répandre dans tout Berlin, afin que chacun en soit informé, une histoire de flagrant délit dans laquelle le ministre de la Propagande ne faisait pas précisément figure de héros. Quoi qu'il faille penser de l'importance ou même de l'authenticité de l'incident, la qualité même de ceux qui le colportent suffit

à montrer qu'entre le maréchal Goering et le Dr Goebbels, la lutte a pris un caractère inexpiable.

Sans doute le ministre de la Propagande a-t-il sa bonne part de responsabilité dans ce conflit. Voir un autre prendre la première place dans le cœur du Führer et devenir en quelque sorte le dauphin du régime, le successeur désigné : pensée intolérable, qui a pu pousser le « petit docteur » à certaines imprudences. Pour un cœur ambitieux et jaloux, de telles blessures sont empoisonnées. Jusqu'à présent, Joseph Goebbels avait admirablement su écarter de sa route tous les gêneurs. Va-t-il, à son tour, être écarté ?

Les choses n'en sont pas encore là. Il est d'ailleurs douteux qu'elles arrivent jamais à ce point. Le Dr Goebbels, en effet, pour se défendre, a en main de nombreux atouts. On peut être sûr qu'il les jouera. Il a même déjà commencé.

D'abord, il a la ressource que lui offre une acrobatique souplesse, dont il a donné maintes preuves. On se rappelle, par exemple, la fameuse, la sanglante journée du 30 juin 1934, qui décapita les éléments du parti considérés comme extrémistes. Le Dr Goebbels ne paraissait-il pas compromis ? N'était-il pas catalogué comme un des principaux chefs de cette tendance ? Aussi put-on croire, au premier moment, qu'il allait partager le sort du capitaine Roehm. On fut vite détrompé : le ministre de la Propagande fut le premier à venir rejoindre le Führer, à le féliciter avec effusion de son « geste libérateur » et à vouer aux gémonies les « traîtres » qu'un châtiment mérité avait atteints.

Ensuite — facteur non négligeable — il a sa femme. Madame Goebbels, en effet, dont le salon a joué un rôle important dans l'histoire du parti, a toujours eu les sympathies particulières du Führer. Il y a lieu également de faire entrer en ligne de compte les enfants du ménage : leur père a admirablement su exploiter le penchant que le chancelier Hitler, comme beaucoup de célibataires vieux garçons, éprouve pour les marmots. On voit ainsi les petits Goebbels photographiés sur toutes les coutures en compagnie du Führer, dorlotés par lui, jouant avec lui. Il est vrai que, depuis que le maréchal Goering a une fille dont Adolf Hitler est le parrain, il y a, si l'on peut dire, de la concurrence. Mais il n'en reste pas

moins que cette intimité soigneusement cultivée crée des liens solides et durables.

Il y a enfin les éléments politiques sur lesquels peut s'appuyer le Dr Goebbels. Leur puissance n'est pas à dédaigner, car ce sont les cadres subalternes du parti, l'armée de ceux qui, jugeant n'avoir pas eu une part suffisante dans la curée au pouvoir et aux honneurs, attendent, d'un accomplissement intégral des promesses socialistes contenues dans le programme du parti, une meilleure répartition des biens de ce monde. Fort impopulaire auprès des neuf dixièmes de la population allemande — le temps est loin où Berlin se réjouissait des saillies et des coups de boutoir de son *Gauleiter* et disait : « *Das ist ein Kerl !* » « Ça, c'est un type ! » — le ministre de la Propagande est fanatiquement adulé par l'autre dixième. Or, ce dernier dixième constitue un élément avec lequel le pouvoir est tenu de compter. On l'a bien vu dernièrement encore, lorsque le Dr Goebbels a lancé ses foudres contre de malheureux chansonniers berlinois coupables d'avoir raillé les excès de zèle d'humbles fonctionnaires du parti. Le but de cette manœuvre était évident : provoquer, dans les milieux en question, une vague d'approbation et de sympathie, de façon à permettre au Dr Goebbels de consolider sa position.

Enfin — *last but not least* — le ministre de la Propagande possède un bouclier à l'épreuve de la plupart des coups : ce sont les secrets qu'il détient.

C'est pourquoi, à moins d'une de ces maladies soudaines, mystérieuses et foudroyantes dont l'histoire offre de multiples exemples, il est assez peu probable que la disgrâce — jusqu'à présent très relative — du Dr Goebbels aille jusqu'à le faire destituer des fonctions qu'il occupe. Jusqu'à plus ample informé, il y a de sérieuses chances pour que M. Goebbels continue à diriger, tout au moins en nom, la propagande du IIIe Reich. Nous n'avons pas fini d'entendre parler de cet extraordinaire personnage, inquisiteur laïque et apôtre de la Sainte-Foi hitlérienne.

RAYMOND HENRY

L'UNIVERS MYSTIQUE D'APRÈS LÉVY-BRUHL

La disparition récente de M. Lévy-Bruhl nous fournit hélas ! une raison d'« actualité » pour étudier les ouvrages du philosophe sur la mentalité primitive qui lui ont valu une réputation mondiale.

L'influence qu'il a exercée, par ses travaux, s'est fait sentir non seulement sur la sociologie proprement dite, mais aussi sur la théorie de la connaissance, sur la psychologie, sur la linguistique et d'autres sciences. Contraint de limiter un peu le sujet, nous nous bornerons ici à préciser les caractères fonciers inhérents aux diverses représentations d'ordre mystique, que M. Lévy-Bruhl a déterminés. Nous aurons ainsi, du reste, mis en valeur un des traits les plus importants du système philosophique qu'il a conçu.

I

En général, dans la langue psychologique courante, « représentation » implique « un fait de connaissance, en tant que l'esprit a simplement l'image ou l'idée d'un objet ». Mais pour les primitifs, ce terme, si l'on veut le conserver, n'indique pas un phénomène intellectuel ou cognitif pur, ou presque pur. On doit modifier son sens. Il désignera un phénomène plus complexe, où ce qui, pour nous, est proprement « représentation » se trouve encore confondu avec d'autres éléments de

caractère émotionnel ou moteur, coloré, pénétré par eux; phénomène qui implique, par conséquent, une autre attitude à l'égard des objets représentés. En ce sens, les représentations collectives des primitifs ne ressemblent pas à nos idées et concepts, c'est-à-dire qu'elles ne possèdent pas « les caractères logiques ». Comme elles ne sont pas de pures représentations, elles expriment ou plutôt elles impliquent non seulement que le primitif a actuellement une image de l'objet, et croit qu'il est réel, mais aussi « qu'il en espère ou qu'il en craint quelque chose, qu'une action déterminée émane de lui ou s'exerce sur lui. » A ses yeux, cette action est une influence, une vertu, une puissance occulte, variable selon les objets et selon les circonstances, mais toujours réelle, et faisant partie intégrante de sa représentation.

Cette propriété des représentations collectives, si fréquentes dans l'activité mentale de sociétés inférieures, M. Lévy-Bruhl la désigne par le mot *mystique*. Ce terme n'implique aucune allusion au mysticisme religieux de nos sociétés. Il est quelque chose « d'assez différent, mais dans le sens étroitement défini où « mystique » se dit de la croyance à des forces, à des influences, à des actions imperceptibles aux sens et cependant réelles ». Autrement dit, la réalité où se meuvent les primitifs est elle-même mystique. Pas un être, pas un objet, pas un phénomène naturel n'est, dans leurs représentations collectives, ce qu'il nous paraît être à nous. Ils y voient beaucoup de choses dont nous ne nous doutons pas. Par exemple, pour le « primitif » qui appartient à une société de forme totémique, « tout animal, toute plante, tout objet même, tels que les étoiles, le soleil et la lune, fait partie d'un totem, d'une classe, d'une sous-classe. Par suite, chacun a des affinités précises, des pouvoirs sur les membres de son totem, de sa classe, de sa sous-classe, des obligations envers eux, des rapports mystiques avec d'autres totems, etc. » Ainsi, chez les Huichols, « les oiseaux dont le vol est puissant, comme l'aigle et le faucon, voient et entendent tout : ils possèdent des pouvoirs mystiques inhérents aux plumes de leurs ailes et de leurs queues... Ces plumes, portées par le shaman, le rendent capable de tout voir et de tout entendre, ce qui se passe sous la terre comme à sa surface, de guérir les malades, de transformer les morts,

de faire descendre le soleil, etc. » De même, les Cherokees croient que « les poissons vivent en société civile comme les hommes, qu'ils ont leurs villages, leurs routes dans l'eau et qu'ils se conduisent comme des êtres doués de raison. Ils pensent aussi que les maladies — en particulier les rhumatismes — proviennent d'une action mystique exercée par les animaux irrités contre les chasseurs, et leurs pratiques médicales témoignent de cette croyance ».

En Malaisie, dans l'Afrique du Sud, le crocodile, ailleurs le tigre, le léopard, l'éléphant, le serpent sont l'objet de croyances et de pratiques analogues. Et si nous nous en rapportons aux mythes dont les animaux sont les héros dans les deux mondes, « il n'est pas de mammifère, d'oiseau, de poisson, d'insecte même à qui les propriétés mystiques les plus extraordinaires n'aient été attribuées ». De même pour les plantes. Il suffira, sans doute, de mentionner les cérémonies d'*intchiuma* (décrites par Spencer et Gillen), qui ont pour effet d'assurer mystiquement « la reproduction normale des plantes — le développement des rites agraires (qui correspondent aux cérémonies de chasse et de pêche) partout où les sociétés inférieures demandent à la culture du sol tout ou partie de leur subsistance — et enfin, les extraordinaires propriétés mystiques attribuées aux plantes sacrées, par exemple au soma dans l'Inde védique, à l'hikulé chez les Huichols. »

De même pour le corps humain. Chaque organe a sa signification mystique, comme le prouvent les pratiques de cannibalisme si répandues, et les rites des sacrifices humains (au Mexique, par exemple). Le cœur, le foie, le rein, les yeux, la graisse, la moelle, etc., sont censés procurer telle ou telle qualité à ceux qui s'en repaissent. Les orifices du corps, les excréments de toutes sortes, les cheveux, les rognures d'ongles, le placenta, le cordon ombilical, le sang, les divers liquides du corps peuvent exercer des influences magiques. Les représentations collectives n'hésitent pas à attribuer à tous ces objets un pouvoir mystique, pouvoir auquel se rapporte un nombre de croyances et de pratiques universellement répandues.

II

Comme, d'autre part, tout ce qui existe, remarque M. Lévy-Bruhl, a des propriétés et que ces propriétés sont, de leur nature, plus importantes que les attributs dont nous sommes informés par nos sens, la distinction des êtres vivants et des êtres inanimés n'a que peu d'intérêt. Ainsi, « les rochers, dont la forme ou la position frappe l'imagination des primitifs, prennent facilement un caractère sacré, à cause de leur pouvoir mystique supposé. On reconnaît un pouvoir analogue aux fleuves, aux nuages, aux vents. Les régions de l'espace, les directions (points cardinaux) ont leur signification mystique ». Un sentier est également doué d'une propriété mystique. Car le sentier « en activité » a ses puissances secrètes, « comme les maisons, les armes, les pierres, les nuages, les plantes, les animaux et les hommes, bref, comme tout ce dont le primitif a une représentation collective ».

Le caractère mystique s'attache aussi aux objets fabriqués par l'homme. Ils deviennent, selon le cas, bienfaisants ou redoutables. « Les Zunis, dit Cushing, ainsi que les peuples primitifs en général, se représentent les objets fabriqués comme vivant à la façon des plantes, des animaux hivernants, des hommes endormis. C'est une sorte de vie sourde, mais néanmoins puissante, capable de fonctionner passivement par sa résistance, et même activement par des voies occultes, pouvant produire du bien et du mal. Et comme les êtres vivants qu'ils connaissent, les animaux par exemple, ont des fonctions correspondantes à leurs formes — l'oiseau a des ailes et vole, le poisson a des nageoires et nage, le quadrupède court et saute, etc. — de même, les objets nés de la main des hommes ont aussi des fonctions variées, selon les formes qu'ils reçoivent. Il suit de là que le plus petit détail de forme a son importance, qui peut être capitale ». Ainsi, une différence dans la structure de l'extrémité des pattes fait que l'ours se saisit de sa proie en l'étouffant, tandis que la panthère y enfonce ses griffes. Pareillement, les « pouvoirs » de « tels ou tels usten-

siles domestiques, de l'arc, de la flèche, de la massue, de toutes les armes tiennent à chaque détail de la forme : on la reproduira donc toujours fidèlement. En outre, non seulement les formes des objets leur donnent des « pouvoirs », mais encore elles restreignent la nature et la mesure de ces pouvoirs ».

Un changement quelconque apporté par la main de l'homme à l'état du sol, une construction, des terrassements, des travaux de mine, l'établissement d'une voie ferrée, la démolition d'un édifice, ou simplement une modification de sa forme, l'addition d'une aile peuvent être la cause des plus grands malheurs. Si, par hasard, « quelqu'un tombe subitement malade et meurt, dit M. Groot, sa famille est aussitôt prête à en imputer la responsabilité à quelqu'un qui s'est risqué à faire un changement dans l'ordre de choses établi, ou qui a fait une amélioration à sa propriété... On citerait beaucoup de cas où elle a pris d'assaut sa maison, détruit ses meubles, assailli sa personne... Aussi n'est-il pas étonnant que les Chinois ne réparent pas leurs maisons et les laissent tomber en ruine ».

Les images plastiques, peintes, gravées ou sculptées sont considérées chez les primitifs, et même chez certains membres de sociétés déjà avancées, comme des êtres réels. « Pour les Chinois, écrit M. Groot, l'association des images avec les êtres devient une identification véritable. Une image peinte ou sculptée, et se rapprochant ainsi de très près de son modèle, est un *alter ego* de la réalité vivante, une demeure de son âme, bien mieux, c'est cette réalité même. » Cette association si vivace est, en fait, à la base de l'idolâtrie et de l'adoration fétichiste des Chinois.

Nous avions mis, disent les missionnaires jésuites, « les images de saint Ignace et de saint Xavier sur notre autel. Les Chinois les regardaient avec étonnement ; ils croyaient que ces images étaient des personnes vivantes ; ils demandaient si c'étaient des *ondaqui* (pluriel de *wakan*, êtres surnaturels), c'est-à-dire ce qu'ils reconnaissaient par-dessus la nature humaine. Ils demandaient encore si le tabernacle était leur maison, et si ces *ondaqui* s'habillaient des ornements qu'ils voyaient autour de leur autel ».

L'image d'un être inconnu peut souvent inspirer aux primitifs un effroi extraordinaire. « J'avais une marmite à trois pieds de la figure d'un lion, dit le père Hennepin, dont nous nous servions dans le voyage pour cuire notre viande... Les barbares ne l'osèrent jamais toucher de la main sans l'avoir auparavant enveloppée de quelque robe de castor. Ils en donnèrent une si grande terreur à leurs femmes qu'elles la faisaient attacher à quelque branche d'arbre. Autrement, elles n'auraient osé se rendre, ni dormir même dans la cabane si elle y avait été. Nous voulûmes en faire présent à quelques chefs, mais ils ne voulaient ni l'accepter, ni s'en servir parce qu'ils croyaient qu'il y avait quelque esprit malin caché qui les aurait fait mourir. »

III

Les primitifs regardent leurs noms comme quelque chose de concret, de réel et surtout de sacré. Pour l'Indien, le nom n'est pas une simple étiquette. C'est une partie de son individu au même titre que ses yeux et ses sens. « Il croit qu'il aurait à souffrir aussi sûrement d'un usage malveillant fait de son nom que d'une blessure infligée à une partie de son corps. Cette croyance se rencontre dans les différentes tribus de l'Atlantique au Pacifique. » Sur la côte de l'Afrique occidentale, « il y a une connexion réelle et physique entre un homme et son nom : on peut donc blesser un homme au moyen de son nom... Le vrai nom du roi est secret ». Toutes sortes de précautions sont donc nécessaires. On évitera de prononcer son propre nom, celui d'autrui et surtout le nom des morts. Il y a, chez les Ba-ila, différentes sortes de noms. « Le nom de naissance est celui que l'on donne à l'enfant bientôt après qu'il est venu au monde, lorsque, avec le concours du devin, on s'est assuré de quel ancêtre il est la réincarnation... Ce nom est *tonda* (tabou). Il ne doit pas être employé à la légère et, bien que l'individu le garde toute sa vie, il est rigoureusement *tonda* pour lui de le prononcer... On donne donc un

autre nom à l'enfant pour l'usage journalier. La raison de ce tabou, disent Smith et Dale, est que, en prononçant un nom, vous pouvez attirer le malheur sur cette personne ou sur vous-même. »

Remarquons que l'idée de la puissance du nom existait chez les Sémites. Par exemple, chez les Juifs, en cas de maladie mortelle, on se hâte de changer solennellement le nom du malade. Par ce changement de nom *(chinouï hachem)*, l'être même est renouvelé et se fait un nouveau destin. James Darmesteter dit, à propos du nom secret, qu'au temps des Sassanides, le père disait à son fils un nom secret et un nom public. « Il lui disait à l'oreille le nom secret et proclamait à haute voix le nom public : le fils de Khosorès Parviz reçut le nom public (Siroès) et en secret le nom de Kobard. C'est une chose grande que de donner un nom. »

Aux yeux des primitifs, un nom n'est donc jamais indifférent. Il implique une série de rapports entre celui qui le porte et la source d'où il provient. Il implique, en particulier, parenté et, par conséquent, protection. En ce sens, on attend faveur et influence de la source du nom, « que cette source soit la *gens* ou la vision qui, dans le rêve, a révélé le nom ». Les Chinois ont même une tendance à identifier les noms avec les personnes qui les portent.

Le primitif n'est pas moins soucieux de son ombre que de son nom ou de son image. « S'il la perdait, dit M. Lévy-Bruhl, il se considérerait comme irrémédiablement compromis. Ce qui atteint son ombre, l'atteint lui-même. Si elle tombe au pouvoir d'autrui, il a tout à craindre. Le folklore de tous les pays a popularisé les faits de ce genre. » Ainsi, en Afrique occidentale, « des meurtres sont parfois commis par le moyen d'un couteau ou d'un clou enfoncé dans l'ombre d'un homme ; si le coupable est pris sur le fait, il est exécuté aussitôt ».

Le rêve, pour les primitifs, n'est pas comme pour nous « une manifestation d'activité mentale ayant lieu pendant le sommeil, une série plus ou moins ordonnée de représentations, auxquelles, une fois éveillé, le songeur ne saurait ajouter foi, parce que des conditions nécessaires à leur valeur objective font défaut ». Le rêve a, pour eux, une signification qui lui

manque pour nous. « Ils y voient, dit M. Lévy-Bruhl, d'abord une perception actuelle aussi certaine que celle de l'état de veille. Mais c'est surtout pour eux une prévision de l'avenir, une communication avec les esprits, avec les âmes et les divinités, un moyen de se mettre en rapport avec leur ange gardien individuel et même de le découvrir. Leur confiance est entière dans la réalité de ce qui leur est connu par le rêve. » Chez les Cherokees, quand un homme rêve qu'il a été mordu par un serpent, « il faut qu'il suive le même traitement que s'il avait été mordu en effet ; c'est un « esprit serpent » qui l'a mordu, autrement l'œdème et l'ulcération se produiraient comme pour une morsure ordinaire, peut-être au bout de plusieurs années ». Dans ce cas, ce que le sauvage connaît en rêve ne peut être que vrai, réel, analogue à ce qu'il voit quand il est éveillé. Bien entendu, le primitif qui a eu un songe et qui risque sa vie sur la foi de ce songe n'ignore pas la différence entre ce rêve et la perception semblable qu'il aurait pu avoir étant éveillé. Mais comme sa perception, dit M. Lévy-Bruhl, à l'état de veille et son rêve sont également mystiques, cette différence ne lui importe pas. A nos yeux, l'objectivité réelle de la perception en mesure la valeur ; aux siens, cette considération est secondaire, ou plutôt, il ne s'en préoccupe pas.

Illustrons cette théorie sur le rêve par certains exemples frappants : Au Kamtchatka, « si quelqu'un veut obtenir les faveurs d'une jeune fille, il lui suffit de raconter qu'il a rêvé et qu'il les a eues ; elle considère alors comme un grand danger de lui refuser, car cela pourrait lui coûter la vie (à elle) ». Quelqu'un a-t-il besoin « de quelque objet que sa pauvreté l'empêche d'acquérir ; il n'a qu'à dire : « J'ai eu un rêve aujourd'hui ; je dormais dans la *kukulanda* de tel ou tel », aussitôt, l'autre en fait don en disant : « Prends-la, elle ne m'appartient plus », parce qu'il croit fermement que s'il ne la lui donnait pas, cela lui coûterait la vie ».

Les Kurdes de l'Asie Mineure « se persuadent que si leur âme est bonne (ce qui a lieu quand ils se sont couchés après la prière du soir et l'ablution recommandée par le Coran), elle contracte avec les anges du Paradis une liaison si intime

qu'elle est dans une espèce de béatitude céleste, et qu'alors, elle connaît tout ce qui lui est nécessaire par les songes qu'Allah leur envoie en signe d'amitié ou de vengeance quand leur âme est en état de péché. A leur réveil, ils ne doutent pas que leur âme n'ait vu réellement ce qui s'est présenté à elle en songe. Ils agissent conformément à cette ferme et aveugle persuasion avec une espèce de fatalité qui fait d'eux de véritables scélérats et de terribles fléaux pour le pays : ont-ils vu en songe quelque chose qu'ils convoitent et recherchent, ils n'ont aucune tranquillité qu'ils ne se soient rendus, bon gré, mal gré, possesseurs de cet objet ».

Il va de soi que la différence des conditions sociales entre les Kurdes et les Indiens explique assez comment ce qui se fait chez ceux-ci de bonne amitié devient chez les Kurdes une occasion fréquente de crimes et de meurtres. Mais sans cette différence, l'analogie des obligations apparaît, et elle devient encore moins douteuse quand on remarque la cause que les Jésuites attribuent à cette nécessité. Pourquoi faut-il à tout prix que les rêves soient « mis en exécution »? Parce que, comme le dit Charlevoix, « selon les Iroquois, toute maladie est un désir de l'âme, et on ne meurt que parce que le désir n'est pas accompli ».

Enfin, un Indien de la Nouvelle-France se voit, dans un rêve, tombé au pouvoir d'une tribu ennemie. Le lendemain matin, il supplie ses amis « de l'attacher au poteau et de lui faire subir les tortures qu'on inflige aux prisonniers. Ses amis n'hésitent pas à lui rendre ce service, et il eut de telles brûlures qu'il lui fallut plus de six mois pour se guérir. Mais il s'était vu, en rêve, frappé d'un malheur, et comme le rêve est véridique, il se considérait comme condamné par les puissances invisibles : ses amis l'aident à subir cette condamnation ».

Des rapports mystiques peuvent également s'établir entre certains êtres et certaines personnes, par suite desquels ces personnes ont le privilège exclusif de percevoir ces êtres. « Ce sont des cas, dit M. Lévy-Bruhl, tout à fait analogues à celui du rêve. Le primitif, loin de considérer comme suspecte la perception mystique dont il est exclu, y voit, comme dans les rêves, une communication plus rare, partant plus signi-

ficative, avec les esprits et les forces invisibles. » Dans ce cas, l'expérience est particulièrement impuissante contre la croyance aux vertus des « fétiches » qui rendent invulnérable : on trouve toujours moyen d'interpréter l'événement dans un sens favorable à cette croyance. L'homme primitif se sent ainsi entouré « par une infinité d'êtres insaisissables, invisibles presque toujours, et toujours redoutables : souvent par les âmes des morts, toujours par une multitude d'esprits à personnalités plus ou moins définies ». En Chine, selon l'ancienne doctrine, « l'univers est rempli, dans toutes ses parties, par des légions de *shen* et de *kwei*... Chaque être et chaque chose qui existe est animé soit par un *shen*, soit par un *kwei*, soit par les deux à la fois ». Chez les Fang, en Afrique occidentale, « les esprits sont partout : dans les rochers, dans les forêts, dans les rivières ». En fait, pour les Fang, la vie est une lutte continuelle entre les esprits corporels et spirituels.

IV

A côté de ces faits et d'un grand nombre d'autres semblables que l'on pourrait y ajouter, il importe de parler du monde surnaturel qui illustre au plus haut point le caractère mystique des primitifs. En effet, le primitif est plus que tout autre homme en proie à une crainte presque perpétuelle. Dans les représentations, toujours émotionnelles, que les primitifs se font des puissances invisibles, ce qui prédominera, déclare M. Lévy-Bruhl, ce ne sont pas les traits qui les définissent, mais bien la peur qu'elles inspirent et le besoin de se protéger contre elles.

Généralement, dans ces représentations, l'intensité de l'émotion supplée au défaut de netteté de l'objet. Un Arunta, par exemple, sous l'influence du rythme, du chant et de la danse, de la fatigue et de l'excitation collective, au cours d'une cérémonie, perd la conscience nette de son individualité et se sent mystiquement uni à l'ancêtre mythique qui était à la fois homme et animal. Peut-on dire qu'il se « représente », qu'il croit à l'homogénéité essentielle de ces deux natures? Non, sans doute ; mais il en a un sentiment profond et immédiat.

De même, la terreur que lui inspire une puissance invisible qui va causer son malheur, ou peut-être sa mort, lui rend présente cette puissance avec une extraordinaire vivacité, encore qu'il n'en conçoive pas une idée nette.

Les témoignages de la peur chez les primitifs sont nombreux. Ils disent souvent sous deux formes variées : « Le fond de nos idées sur les puissances invisibles, c'est la crainte qu'elles nous inspirent. » « Nous ne croyons pas ; nous avons peur. » Ce qu'ils veulent exprimer ainsi, c'est l'élément fondamental et général de leurs représentations qui se rattachent aux êtres du monde surnaturel. Cet élément n'est pas lui-même représenté au sens propre du mot ; il est surtout senti, et aussitôt reconnu.

Il serait utile à cet égard de savoir si cette catégorie affective appartient exclusivement à la mentalité primitive, ou si elle ne correspond pas plutôt à une attitude constante de l'homme en présence du surnaturel. Sans doute, elle est plus facile à discerner chez les primitifs, à cause du rôle si fréquent et si considérable que les représentations émotionnelles jouent dans leur vie. Mais elle se retrouve aussi, quoique moins apparente, dans les autres sociétés. Là où le mode de pensée conceptuel s'est développé et imposé, nous dit M. Lévy-Bruhl, les éléments intellectuels ont pris une place de plus en plus importante dans les représentations relatives au monde surnaturel. « Une floraison de croyances est apparue alors, et souvent elle a fructifié en dogmes. Mais la catégorie affective du surnaturel subsiste cependant. Le fond émotionnel de ces représentations n'est jamais entièrement éliminé. Recouvert, enveloppé, transformé, il reste toujours reconnaissable. Aucune religion ne l'a ignoré. *Initium sapientiæ timor Domini.* »

Comment expliquer pourtant l'attitude si caractéristique des primitifs devant les puissances invisibles? La raison profonde de leur comportement réside dans le fait que pour eux, le monde surnaturel est intimement mêlé à la nature et que, par conséquent, les puissances invisibles interviennent à tout instant dans ce que nous appelons le cours des choses. Aux yeux de l'administrateur français, que la foudre en tombant sur une case ait tué les quatre personnes qui l'occu-

paient, c'est un accident. La cause de leur mort est la foudre. Il n'y a pas à chercher d'autres responsables. Mais la mentalité primitive ne connaît pas d'accidents purs et simples. « Quand le chef indigène dit : « Ce n'était pas naturel », il veut faire entendre que cette quadruple mort révèle l'action d'une puissance occulte qui s'est servie de la foudre pour tuer. Ce malheur est donc le signe avant-coureur d'autres manifestations, qui se produiront si l'on n'y met pas bon ordre. »

V

Dans les régions les plus éloignées les unes des autres, les primitifs ont une disposition à tomber en arrêt « devant des accidents sans gravité en eux-mêmes, mais dont l'aspect insolite les effraye : un son qui se produit sans cause apparente, une maladresse inexplicable chez quelqu'un qui ne manque jamais son coup, une blessure que l'on se fait subitement avec un outil que l'on manie tous les jours, sans que cela soit jamais arrivé, etc. Ce sont là les signes infaillibles d'un malheur, d'une catastrophe qui a frappé ou qui est en train de frapper la personne ainsi avertie, pendant qu'elle est loin. »

Or, ces faits du même ordre que nombre de ceux qui ont été recueillis par la *Society for psychical research*, ou qui sont rapportés dans le *Phantasms of the Living*, ne sont pas mystérieux pour la mentalité primitive comme pour la nôtre. D'ailleurs, les faits de cet ordre n'ont pas besoin d'une explication spéciale. Ils ne sont pas, dit M. Lévy-Bruhl, plus surprenants pour elle que les métamorphoses, que les miracles. Elle y sent des participations, où se traduit l'action des puissances invisibles.

En ce sens, colère, irritation, rancune, mauvais vouloir, désir non satisfait : ce sont là des forces en quelque sorte autonomes. « Du seul fait qu'elles prennent naissance et se manifestent, une ou plusieurs personnes vont se trouver en imminence de malheur, indépendamment des processus psychologiques qui se déroulent chez les intéressés. » De plus, pour la plupart des primitifs, « tous les êtres vivants ou non, tous les objets, naturels ou fabriqués, n'ont pas seulement,

à leurs yeux, l'existence physique sensible que les sens perçoivent. Ils participent aussi au monde mystique des forces surnaturelles et, en cette qualité, en tant que véhicules de certaines de ces forces, ils exercent des influences, bonnes ou mauvaises, ils portent bonheur ou malheur. »

La façon dont les hommes « dansaient autour des objets cérémoniels, ou se roulaient sur le sol en les tenant tout le temps serrés entre leurs mains, paraissait indiquer clairement que, ce faisant, ils établissaient une relation étroite entre eux-mêmes et les animaux ou plantes totémiques représentés par les pierres et les bâtons sacrés ». Cette « relation étroite », est ce que M. Lévy-Bruhl appelle « participation ».

C'est surtout dans la musique et la danse qu'apparaît d'une manière très concrète la communion des primitifs avec le surnaturel. On sait d'ailleurs que les « Noirs africains, en général, sont très heureusement doués pour la musique. La mode en Europe, comme en Amérique, ne permet plus à personne d'ignorer qu'en fait de rythme, ils sont nos maîtres. Mais, peut-être, ne s'est-on pas rendu aussi bien compte de l'effet que la musique produit sur leur sensibilité et de la place qu'elle tient dans leurs cérémonies ». « Plus on écoute la musique, dit M. Basden, plus on prend conscience de son pouvoir vital. Elle touche les cordes les plus intimes de l'être humain ; elle émeut les instincts primitifs. Elle exige l'attention de l'exécutant tout entière ; elle exerce sur l'individu un empire si complet que, pendant qu'elle dure, l'esprit chez lui est à peu près séparé du corps... Sous l'influence de la musique et de la danse qui l'accompagne, on a vu des hommes et des femmes tomber dans un état d'absence complète, oublier le monde qui les entoure ou en perdre apparemment la conscience... Cette musique est sauvage, les instruments sont barbares. Mais l'esprit même de la musique y vibre sous ses formes les plus pénétrantes. »

Rasmussen décrit des séances où les assistants, pour soutenir la mélodie des solistes, reprennent indéfiniment le refrain, chanté en chœur, d'une incantation relative à la chasse au morse. « Ces seuls mots, toujours les mêmes : *aja ja, ja, aja, aja, ja !* suffisent pour que le chœur donne de toute la force de ses poumons quand ils sont répétés sans cesse, et que tous

s'y joignent. Et cette participation générale, où chaque personne présente peut se sentir, pour ainsi dire, être une partie du chant lui-même, est peut-être ce qui rend possible qu'un festival du chant dure un grand nombre d'heures sans qu'aucun des exécutants se fatigue. »

De tels procédés d'hypnotisation collective, « comparables, dit M. Lévy-Bruhl, à ceux que les Noirs africains emploient, sont comme eux très propres à déterminer les états d'extase ou de *transe* bien souvent décrits, où les sujets, hors d'eux-mêmes, ne vivent plus que dans un monde d'émotion mystique intense. C'est en de tels moments que se réalise la communion entre les acteurs de la cérémonie et les puissances ou êtres surnaturels — esprits, ancêtres, morts récents, génies des espèces, etc. — pour qui elle est célébrée, qui y assistent et qui y prennent part. Les épisodes de la danse, le spectacle des évolutions des acteurs, les mouvements violents et rapides indéfiniment répétés, les chants, le rythme et le volume des sons produits par les instruments, les costumes, les ornements de couleur, les masques, tout cela se fond progressivement, et toujours davantage, avec la fin religieuse qui inspire la cérémonie d'une façon plus ou moins consciente. Le paroxysme d'émotion dont nous, acteurs et spectateurs, finissons par être possédés, leur donne en les transportant hors d'eux-mêmes, la plus entière certitude que cette fin est atteinte. »

VI

Le surnaturel apparaît aux yeux des primitifs sous des formes très variées. Tout ce qui est de nature plus ou moins occulte, que cela soit dans le monde physique ou dans le monde moral, les inquiète.

Le sang, qui est un principe de vie et de force, agit par sa vertu mystique. Tous ceux qui ont le même sang ne font, en ce sens, qu'un seul être vivant. « C'est en cela précisément, dit M. Lévy-Bruhl, que consiste la parenté classique, la plus étroite et la plus claire et qui fait des relations sexuelles entre personnes du même clan, descendant d'un même ancêtre, une autopollution, un inceste[1]. » Les Arunta utilisent, en diverses

1. Voir à ce sujet *Hamlet Noir*, de Wulf Sachs, le roman récemment publié par la *Revue de Paris* (N. D. L. R.).

circonstances, cette vertu du sang. « Boire ensemble du sang rend la trahison impossible. » On en fait boire de force à un membre d'un groupe que l'on veut attaquer : il n'y a plus, dès lors, à craindre d'indiscrétion de sa part.

Pour la plupart des primitifs, entre la chasse et la guerre, il n'y a pas de différence essentielle. L'homme qui n'appartient pas à la tribu est un gibier comme les autres gros animaux, qu'on ait coutume ou non de le manger. Pour s'en rendre maître, on a recours aux mêmes procédés magiques ; et, quand on l'a tué, il faut prendre les mêmes précautions purificatrices. « Pour les Herero, dit Brincker, comme pour d'autres peuples, en ce qui concerne le sang, l'homme et le lion se valent. » Que l'on ait tué l'un ou l'autre, il faut observer les mêmes rites. Les Nagas s'expriment de même au sujet de l'homme et du tigre.

« Le sang cataménial, dit M. Elsden Best, est une sorte d'embryon humain, un être humain non parvenu à maturité ou non développé : de là *tapu*. *Le paheka* (sang cataménial) d'une femme est une sorte d'être humain, c'est une personne à l'état d'embryon. Un autre de mes informateurs, un vieillard, me dit : « Ce sang est une sorte d'être humain, parce que » si les règles s'interrompent, alors il devient une personne ; » c'est-à-dire quand le sang cataménial cesse de s'écouler, il » prend la forme humaine, et un homme se développe. » M. Elsden ajoute : « Dans les légendes indigènes, il y a plusieurs exemples de sang menstruel devenant un être humain... ou parfois un esprit malfaisant. »

Comme les primitifs n'ont évidemment aucune idée des fonctions physiologiques et, en particulier, de l'ovulation, l'impureté périodique a pour eux sa raison mystique dans la nature même de la femme, et cette raison est permanente.

Le sang, la chair, le cordon ombilical, le placenta sont, bien entendu, à nos yeux des éléments du corps vivant, ou des parties de l'organisme de la mère, à des moments donnés : rien de plus. Mais c'est bien différent pour les primitifs, chez qui la catégorie affective du surnaturel entre aussitôt en action. Ils sont des êtres à la fois matériels et spirituels, dont l'influence mystique joue un rôle extraordinairement redoutable.

VII

Le « nouveau », dans quelque domaine qu'il apparaisse, est dangereux aux yeux du primitif. De là, les usages à peu près universels relatifs aux prémices. En vue d'échapper au danger inhérent au nouveau, les prémices sont souvent offertes en premier lieu aux morts : par déférence sans doute, et aussi parce que les fruits, comme la terre, les plantes et les animaux, leur ont appartenu et leur appartiennent encore. Les morts, en mangeant les premiers, « purifient » les fruits et les moissons. Ils sont susceptibles d'en ôter le danger.

De même pour le mariage, dont l'état est, au premier chef, quelque chose de nouveau pour les époux. Non pas toujours, en ce qui concerne les relations sexuelles. Le plus souvent, dans les sociétés primitives, ni le mari, ni la femme n'ont plus depuis longtemps rien à apprendre sur ce chapitre.

Chez les Arunta et les Luritcha, comme chez les indigènes du Queensland central, étudiés par M. W.-E. Roth, pour ne citer que ces tribus en Australie, le mari ne prend pas le premier possession de sa femme. Elle est d'abord livrée à un certain nombre d'autres hommes, qui sont ses « maris potentiels ». Les raisons de cette coutume sont multiples : peut-être y entre-t-il aussi le besoin de protéger le mari contre le danger.

Dans la tribu Oromo-Komoro, « la première nuit, les hommes et les femmes du village dansent ensemble. Le visage de la mariée est peint de blanc d'un côté et en rouge de l'autre ; son front est peint en noir. Après que la danse et le festin ont duré quelque temps, la femme est livrée à l'oncle du marié et ils ont des relations sexuelles. On pense que si l'on permettait au mari d'être le premier à en avoir avec elle, il mourrait peu de temps après les noces. On croit aussi que, de cette façon, on empêche la jeune personne de devenir malade et faible. »

Également, chez les Karo-Battak (Sumatra), « l'usage que le père fait sur sa fille du *jus primæ noctis*, la nuit qui précède son mariage, n'est pas regardé comme un inceste, selon la conception des indigènes ».

Les relations sexuelles illicites et les mauvaises influences peuvent, comme le « nouveau », produire un malheur. C'est pour cela que celui qui se sait coupable ne doit pas hésiter à se confesser aux autres *d'avance*. Avant le départ, le chef rassemble les guerriers et leur dit : « Que ceux qui ont eu des relations sexuelles illicites se retirent. » Les coupables sont obligés de rester là. Une des méthodes employées consiste à transférer la mauvaise influence (représentée à la fois comme spirituelle et comme matérielle) sur un être ou sur un objet qui l'emporte au loin. De la sorte, on se trouve purifié. « C'est l'artifice bien connu, dit à ce propos M. Lévy-Bruhl, du bouc émissaire, que l'on chasse dans le désert, chargé des péchés d'Israël. »

Quand un Barée Toradja « traverse une rivière et qu'il se rappelle avoir dit un mensonge, il se coupe un petit morceau d'ongle et le jette dans l'eau, ou bien il fait le même geste avec un cheveu qu'il arrache. Cela n'a pas la signification d'une offrande, mais cela fait partir, avec quelque chose de lui-même, les mots mensongers prononcés par l'homme, de sorte qu'ils ne peuvent plus exercer de mauvaise influence sur lui. Autrement, l'embarcation où il est monté pourrait couler, ou bien il pourrait être happé par un crocodile ».

Les Ao-Nagas procèdent d'une manière un peu différente. Si un homme « a de mauvais rêves, et que le *medecine man* lui dise qu'ils annoncent une mort, *apotia*, dans sa maison (c'est la pire souillure imaginable), il faut qu'il célèbre une cérémonie pour écarter cette calamité... On prend sur chaque personne de la maison un cheveu, un fil de son vêtement... On en fait un paquet, que le medecine man attache au cou d'une chèvre. Le sacrifiant la frotte avec ses doigts d'un peu de sa salive ; il lui crache dans la bouche et il déclare que, désormais, elle lui est substituée à lui-même. Le medecine man fend la tête de la chèvre et lui dit d'emporter tout le mal avec elle. Puis le sacrifiant et le medecine man retournent droit au *morung* (maison des hommes), sans parler à personne en chemin. Ils se baignent alors, puis l'homme pour qui le sacrifice a été célébré doit se rendre de nouveau au *morung* et se fumiger avec un feu allumé exprès, avant de pouvoir rentrer chez lui. »

Tout cela montre dans quelles conditions les primitifs se trouvent sous l'empire de la crainte. Les puissances invisibles les hantent. Ils ne peuvent vivre en paix vis-à-vis de ce monde surnaturel qu'en accomplissant fréquemment certains rites, certains devoirs émanant de la collectivité.

VIII

Mais ce monde surnaturel devient en quelque sorte tangible dans la personnification du mythe. Les mythes que nous trouvons dans les œuvres littéraires sont pour nous des fictions, même s'ils ont leurs racines dans le folklore. Il n'en est pas de même pour la mentalité primitive, de caractère foncièrement mystique. Les mythes sont pour elle des êtres, des personnages réels.

Chez les Marind-Anim (Nouvelle-Guinée hollandaise), le mythe constitue le fondement de toutes les grandes fêtes, où paraissent des acteurs masqués qui représentent des *Dema*, c'est-à-dire des « ancêtres » des temps fabuleux, doués de pouvoirs surnaturels. M. Wirz, qui a fait des mythes la base de son étude sur les Marind-Anim, dit que, sans eux, il n'aurait jamais compris la mentalité, ni les institutions de cette tribu.

Une remarque précieuse de M. Elkin permet de pénétrer un peu plus avant dans l'idée que les Australiens se font de leurs mythes sacrés et secrets, fondement assigné par la tradition à tout ce qui est vital pour eux, dans la nature qui les entoure comme dans leurs institutions. « On les désigne, dit-il, par un terme : *altjira* (chez les Aranda), *dzugur* (chez les Aluridja), *bugari* (chez les Kardjeri), *lalau* (chez les Ungarinyin), qui a un grand nombre de sens, lesquels se réfèrent tous à l'époque, passée depuis longtemps, où les héros civilisateurs et les ancêtres ont établi la civilisation de la tribu, institué ses cérémonies et ses lois. »

Ce terme, outre ces diverses acceptions, signifie aussi « rêve » ou « rêver ». Mais pour les indigènes, « cela ne veut pas dire qu'il s'agisse de quelque chose purement imaginaire ; au contraire, le mot désigne une réalité spirituelle ». Comme

nous l'avons vu plus haut, le songe pour les primitifs est aussi réel que ce qui est perçu à l'état de veille. Or, pour ces esprits, le rêve qui « constitue une de ces révélations, devait donc être proche parent du mythe, qui en est une autre ».

C'est encore chez les Marind-Anim que la mythologie, très développée, très touffue, tourne autour des *Dema*, à qui elle attribue la « création » des espèces vivantes, animales et végétales des îles et des mers, de la terre ferme, des groupes humains et de leurs institutions : bref, de tout ce qui existe aujourd'hui.

Toutefois, remarque avec justesse M. Lévy-Bruhl, « la présence des termes tels que : *alchera*, *ungud*, *wondjina*, *bugari*, *dema*, *naropo* et autres semblables, a fait voir comment certaines tribus australiennes et papoues distinguent, sans les séparer, le monde de l'expérience ordinaire et le monde surnaturel. Elles sont préoccupées de ce dernier au moins autant que de l'autre. Leurs croyances touchant les êtres et les faits de ce monde surnaturel se sont exprimées dans les mythes. »

En ce sens, il y a un contraste très frappant entre la conception des primitifs et la nôtre. Un monde pour nous, naturel ou surnaturel, peu importe, est un *cosmos*. Il implique « l'idée d'un ordre, d'une hiérarchie, d'une disposition rationnelle des éléments dont il se compose : bref, l'idée d'un tout organisé, dont l'unité rappelle plus ou moins le *consensus* des innombrables cellules d'un corps vivant. Or, (pour ne rien dire ici du monde de la nature) le monde surnaturel de ces Papous et de ces Australiens n'est pas bâti sur ce modèle. Les forces qu'ils y sentent présentes agissent chacune pour elle-même.»

IX

Les ancêtres mythiques se distinguent des autres créatures : ils ne sont pas soumis aux conditions de l'existence humaine. Éternels incréés, ils n'ont pas eu besoin de naître et ne connaissent pas la mort. « Au commencement (c'est-à-dire dans la période mythique), est-il dit dans un mythe des Aranda, vivait à Ankota un homme qui était sorti de terre sans avoir ni père, ni mère. » Leur action s'exerce hors du temps et, par

conséquent, elle n'a pas de fin. Leur présence quand ils se sont transformés, par exemple, en arbres, en rochers, etc., se lit à livre ouvert, au seul aspect de la configuration du sol.

Voici un exemple de caractère synthétique qui illustre d'une manière particulière l'esprit mythique. Pour les tribus de Salishans et Salaptin, « la terre fut autrefois un être humain et aujourd'hui encore elle est vivante ; mais elle a été transformée et nous ne pouvons la voir comme nous voyons une personne. Cependant, elle a des jambes, des bras, une tête, un cœur, de la chair, des os et du sang ; le sol est sa chair ; les arbres et les plantes, ses cheveux ; les rochers, ses os et le vent son haleine... *Old one* (le Vieux), le héros transformeur, après l'avoir métamorphosée, prit un peu de sa chair et en fit des boulettes, comme font les gens avec de la boue ou de l'argile. De ces boulettes, par transformation, il créa les êtres de ce monde d'autrefois : c'étaient des hommes, et cependant en même temps des animaux. »

Dans les tribus d'Australie et de la Nouvelle-Guinée, les héros civilisateurs se distinguent par des caractères constants. « Aucun ne connaît la mort, aucun n'a commencé d'être : ce sont les éternels incréés (*altjirangamitjina*, de Strehlow), appelés par Spencer et Gillen *numbakulla*, mot qui signifie « venus de rien, tenant d'eux-mêmes leur existence ».

Souvent, un clan et l'espèce animale ou végétale dont il porte le nom et que l'on appelle son totem, ont pour ancêtre commun un de ces personnages mythiques.

Ainsi, le *numbakulla*, qui est l'ancêtre du clan très important des *Achilpa* (chats sauvages), « au cours de longs voyages, créa nombre de traits essentiels du pays et décida de l'emplacement où devaient se trouver les autres locaux associés aux divers *knanja* (clans) : les *Achilpa* (chats sauvages), *Erliu* (émou), *Arura* (kangarou), *Udnirringita* (witchetty grub), *Irriakura* (yelka), *Emora* (opossum), etc. En parcourant la contrée, il n'y a pas seulement créé des montagnes, des fleuves, des plaines et des dunes ; il a encore donné l'être à toutes sortes d'animaux et de plantes. »

X

D'autre part, la formule : « Toutes choses ont une existence invisible aussi bien qu'une visible », s'applique, dit M. Lévy-Bruhl, aux plantes et aux animaux comme aux autres êtres de la nature. En ce sens, aux yeux des primitifs, la nature ambiante est peuplée d'êtres qui signifient pour eux beaucoup plus de choses que ne nous en révèle notre expérience limitée aux données « positives ».

Tous les ancêtres mythiques sont pour eux mi-hommes et mi-animaux (ou végétaux). Souvent le changement de forme s'accomplit instantanément et sans que le mythe en fasse mention. L'animal est devenu homme, ou l'homme animal, ou bien l'individu participe à la fois des deux natures.

En voici un exemple : « Le crocodile *(dewa)* et l'aigle *(dema)* étaient frères. Ils habitaient à l'embouchure du Bian, sur la rive gauche, près de l'île Walinau. Le crocodile vivait sur la plage, l'aigle sur un grand arbre, au bord de la mer. Un jour, les frères aperçurent deux jeunes filles qui s'avançaient sur la plage. Le jeune homme-aigle (il s'était vite transformé en homme) leur cria :

» — Où voulez-vous aller?

» — Nous voulons passer à Walinau, où il y a une fête, mais nous ne trouvons pas de canot pour traverser.

» — Ne vous tourmentez pas, répliquèrent d'une seule voix le crocodile-jeune homme et l'aigle-jeune homme, nous allons vous porter de l'autre côté de l'eau.

Alors une des jeunes filles s'assit sur le dos du crocodile-jeune homme, l'autre sur celui de l'aigle-jeune homme. Au même moment, ils reprirent leur forme animale. Rapidement, le crocodile rampa jusque dans la mer avec sa proie et l'aigle vola avec la sienne jusqu'à son nid dans l'arbre... Il y vécut avec elle ; elle finit par s'échapper. »

La transformation instantanée de deux jeunes hommes, si prodigieuse, si extraordinaire, s'explique aisément aux yeux du Papou par le pouvoir des *dema* [1].

1. La *Revue de Paris* publiera prochainement une légende de Nouvelle-Calédonie : *L'Anguille et le Poisson-Lune*, recueillie par M. Mariotti, qui illustre ce thème (N. D. L. D.).

Voici un autre exemple qui n'est pas moins curieux : « Un homme arriva une fois à un étang où se trouvaient bon nombre d'oies. Elles avaient retiré leurs vêtements et étaient devenues des femmes ; elles nageaient dans l'étang. L'homme parvient jusque près d'elles sans être vu et s'empara de leurs « vêtements de plumes »... Elles les réclament ; il les rend à toutes excepté à deux. Finalement, il garde la dernière femme, l'emmène chez lui et l'épouse. Bientôt, elle est enceinte et elle donne naissance à deux enfants. Un jour que son mari était sorti, elle trouva des ailes d'oiseau. Elle les emporta chez elle, et les cacha derrière les couvertures de peau qui tapissaient les murs. Son mari s'étant absenté de nouveau, elle attacha ces ailes sur elle-même et sur ses deux enfants. Alors elle et eux se transformèrent en oies et s'envolèrent au loin. »

Sous le « vêtement de plumes », remarque M. Lévy-Bruhl, ces femmes sont des oies ; sans lui, ces oies sont des femmes.

Selon M. Wirz, les mythes ne sont pas seulement, dans leur ensemble, une sorte de genèse. Ils expliquent, en outre, « la parenté totémique, qui, si l'on ne connaissait pas les mythes, resterait tout à fait inintelligible ».

Le totémisme des Arunta et des autres tribus de l'Australie centrale, disent Spencer et Gillen, est fondé « sur l'idée de la réincarnation des ancêtres de l'*Alchera* qui, dans un grand nombre de cas, étaient regardés comme des transformations réelles d'animaux ou de plantes ou d'objets inanimés, tels que l'eau, le vent, le soleil, la lune, les étoiles ».

En ce sens, déclare M. Elkin, la « philosophie » totémique des indigènes unit l'homme à la nature en un tout vivant qui est symbolisé et maintenu par les complexes des mythes, des cérémonies et des emplacements sacrés ».

XI

D'autre part, les mythes et les légendes racontent l'enfance prodigieuse des futurs héros. A peine nés, ceux-ci savent parler, marcher et fabriquer des armes. En quelques jours, ils acquièrent la taille et la force des adultes. Ainsi, dans un conte des Bassoutos, une femme, qui seule a échappé à un massacre, mit au monde un garçon dans une étable. « Elle le

déposa à terre et le quitta une minute ou deux pour se mettre en quête de quelque chose qui pût servir de lit à son bébé. Quand elle revint, elle trouva un homme assis là, qui tenait deux ou trois lances dans sa main, avec un collier d'osselets autour du cou. Elle s'écria :

— Hallo ! Où est mon enfant ?

— C'est moi, répondit-il.

Alors, il lui demanda ce qu'étaient devenus les gens, le bétail, les chiens, et elle le lui dit. »

Enfin, pour les tribus d'Australie et de Nouvelle-Guinée, on considère « en général, comme indispensable que les cérémonies de multiplication et de fécondité soient célébrées ». Autrement, la vie du groupe social serait plus que compromise. Or, il semble, dit M. Lévy-Bruhl, que « dans l'esprit des Marind-Anim, qui assistent à ces cérémonies, la participation désirée se réalise essentiellement par une imitation. Les *dema*, par le moyen de leur orgie sexuelle, ont eu le pouvoir de « créer » telle ou telle espèce ; les hommes d'aujourd'hui, « en imitant » ces orgies, participent à ce pouvoir et rendent l'espèce féconde ».

Aussi, selon F.-E. Williams, les mythes ne fournissent-ils pas seulement « des moyens en vue de la navigation, mais encore pour d'autres entreprises de toute sorte, qu'il s'agisse d'amour, de guerre, de pêche, de produire la pluie ou de quoi que ce soit. Le magicien doit savoir les parties des mythes appropriés qui se rapportent à l'entreprise considérée ». Ainsi, quand un homme va faire la cour à une femme, « il se donnera, s'il le connaît, le nom de Maraï — synonyme extrêmement secret du nom de la lune. Dans le mythe, la lune est un homme extraordinairement séduisant. En prenant ce nom, l'amant s'identifie à cet homme à la lettre. Il ne murmure pas : « Maraï, aide-moi à conquérir cette femme. » Mais il pense, même sans rien murmurer : « Je suis Maraï en personne et je l'aurai. »

La participation-imitation apparaît d'une manière encore plus claire dans l'exemple suivant : « Un pêcheur, qui allait tirer des poissons (avec son arc), se donnait « pour Kivavia lui-même. Il n'implorait pas la faveur et l'aide de ce héros mythique ; il s'identifiait à lui. »

De tout ce que nous venons d'analyser, il ressort que le monde mythique fait à chaque instant sentir, d'une manière concrète, son influence dans le monde actuel. En d'autres termes, dit M. Lévy-Bruhl, le monde mythique, à la fois « surnature » et « prénature », est la réalité par excellence. Orientés mystiquement, comme ils le sont, ces primitifs n'hésitent pas à reconnaître aussitôt, derrière les êtres et les faits de notre monde, des forces et des puissances invisibles. Ils en sentent l'intervention chaque fois que quelque chose d'insolite et d'étrange vient à les frapper. A leurs yeux, ce quelque chose d'insolite, d'extraordinaire n'est jamais fortuit. Il révèle d'une manière certaine qu'une puissance surnaturelle est en action. Dans ce cas, le primitif n'a pas besoin de se limiter à une explication qui implique, selon l'excellente remarque de M. Lévy-Bruhl, la satisfaction d'une curiosité intellectuelle. Il perçoit, d'une façon mystique, l'intervention de la « surnature » invisible et présente dans le cours habituel de l'expérience.

XII

Tous ces faits, que nous avons essayé de mettre en relief au cours de cette étude, montrent, selon M. Lévy-Bruhl, que les primitifs ne perçoivent rien comme nous. De même que le milieu social où ils vivent est différent du nôtre, et précisément parce qu'il est différent, le monde extérieur qu'ils perçoivent diffère aussi de celui que nous percevons. Bien entendu, ils ont les mêmes sens que nous — « plutôt moins affinés que les nôtres, en général » — et la même structure de l'appareil cérébral. Seulement, il importe de tenir compte de ce que les représentations collectives font entrer dans chacune de leur perception. Quelle que soit la nature de l'objet qui se présente à eux, il implique des propriétés mystiques qui en sont inséparables, et l'esprit du primitif ne les sépare pas, en effet, quand il les perçoit. L'eau qui coule, le vent qui souffle, la pluie qui tombe, tous ces phénomènes et d'autres semblables ne sont jamais perçus par lui comme ils le sont par nous. Le déplacement des masses matérielles est bien saisi par ses

organes, comme par les nôtres ; les objets familiers sont bien reconnus d'après les expériences antérieures ; bref, tout le processus physico-psychologique de la perception a bien lieu chez lui comme chez nous. Mais le produit, remarque M. Lévy-Bruhl, « en est aussitôt enveloppé dans un état de conscience complexe, où dominent les représentations collectives. Les primitifs voient avec les mêmes yeux que nous : ils ne perçoivent pas avec le même esprit. On pourrait dire que leurs perceptions sont constituées par un noyau entouré d'une couche plus ou moins épaisse de représentation d'origine sociale. »

Pour toutes ces raisons qui ouvrent un horizon nouveau sur la structure psychologique des primitifs, M. Lévy-Bruhl a cru pouvoir affirmer que cette mentalité, quoi qu'on dise, est foncièrement différente de la nôtre, beaucoup plus que le langage des partisans de l'animisme ne le donnerait à penser.

Tel est le bilan d'une œuvre qui représente un des monuments les plus considérables de la philosophie française contemporaine.

HENRI SÉROUYA

LES CAUSES MORALES DE LA « CRISE DE L'AVIATION »

Notre aviation, comme l'a fait très justement remarquer le général Duval dans la *Revue de Paris*[1], est un indice, un critérium assez juste et nettement discernable, même pour des observateurs non avertis, des variations de la « volonté de vivre » de la France d'après-guerre. Quelque temps l'égale — sinon la première — de toutes les aviations mondiales, elle s'est endormie progressivement sur un confortable nid paperassier, et les événements de 1936 l'ont trouvée en assez mauvaise posture. Inutile de spécifier que les grèves, l'occupation des usines, l'agitation sociale et la restriction à 40 heures de la semaine de travail ont eu pour inévitable résultat de nous faire distancer par tous nos concurrents — sans compter le mauvais esprit de certains éléments ouvriers qui n'acceptaient de « travailler » réellement que pour l'Espagne rouge, tout en ne fournissant leur effort au redressement français qu'à dose infinitésimale. Si l'on ajoute à cela les difficultés inhérentes au démarrage des fabrications nationalisées[2], une transformation aussi radicale entraînant automatiquement des incompréhensions, des secousses et des retards dans le plein fonctionnement des usines, il est facile de comprendre pourquoi la France, dans le domaine de l'air, a sérieusement trébuché au cours des dernières années.

Toutefois, il ne faudrait pas se laisser aller à un pessimisme exagéré. Notre « Crise de l'Aviation » a passé par le point le

1. Livraison du 15 décembre 1938.
2. Voir *Quand l'État a nationalisé* (Revue de Paris du 15 mars 1938.)

plus inquiétant de sa courbe il y a déjà près d'un an, et le redressement est à la fois rapide et incontestable. La position actuelle de notre construction, sans être aussi forte que nous la pourrions souhaiter, est loin d'être aussi noire que certains — dans un but louable, assurément — veulent bien nous la dépeindre. Contrairement à ce qui se pratique à la Chambre et dans la presse, nous nous abstiendrons au cours de cette étude de fournir des précisions numériques, dont le public n'a que faire, et qui ne peuvent qu'ancrer les forces hostiles à notre pays dans leur croyance en une faiblesse définitive de l'aviation française. Tous les chiffres précis, à une unité près, qu'échangent au cours de leurs articles ou de leurs interpellations techniciens et politiciens sont faux pour deux raisons. La première est l'extrême variabilité de la production aéronautique qui fait de la vérité absolue de la veille l'erreur grossière du lendemain ; la seconde est l'interprétation préalable de toutes les statistiques par une passion partisane ou... financière (soyons indulgents !) qui fausse sciemment et systématiquement les résultats de notre effort pour exposer aux « masses » et à « l'homme de la rue » — ces bizarres détenteurs de la compétence souveraine — les fautes de tel ministre déterminé ou les mérites de tel fournisseur qui sait consacrer aux « fonds secrets » de sa publicité des sommes suffisamment désirables.

Il serait puéril de le nier, une infériorité s'est manifestée dans notre construction aérienne, un « trou » réel, que M. Guy La Chambre a d'ailleurs partiellement comblé par l'achat d'avions et de moteurs à l'étranger et par une accélération de la production dans nos propres usines. Mais le fait même que, pour l'avenir immédiat, nous avons dû avoir recours aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à la Hollande, à la Suisse — et même à la malheureuse Tchécoslovaquie — le fait également que, pour un redressement à plusieurs mois d'échéance, notre ministre de l'Air et notre président du Conseil, munis de pleins pouvoirs, ont dû faire pression énergiquement sur une production trop lente montrent bien tous deux l'existence réelle et indéniable de ce retard.

Il nous a paru intéressant d'en déceler les causes, relativement peu connues, plutôt que de nous perdre en appréciations définitives sur des points particuliers et des types

précis de cellules ou de moteurs, appréciations qui cachent mal des querelles d'argent ou des rivalités personnelles. Le problème à résoudre, au moins aussi psychologique que matériel, est de savoir comment notre aviation qui, en 1918, fournissait en plus de nos armées, les Roumains, les Serbes, les Américains et entretenait des escadrilles à matériel français en Italie et à Salonique, en a été réduite à passer de ce rôle de fournisseur à celui de client. C'est là la leçon qu'il faut dégager pour l'avenir, plutôt que d'ergoter sur des points de détail ou d'aboyer aux trousses du haut fonctionnaire ou du constructeur qui n'a pas su ou voulu plaire.

■

La construction aéronautique est essentiellement la conception et la réalisation de moteurs et de cellules aptes à des missions déterminées. La petite conjonction « et », qui, dans cette phrase, sépare conception et réalisation explique à notre avis les neuf dixièmes de la « Crise ».

Le renouveau d'activité militaire de l'Allemagne, soutenue par son alliée l'Italie, en Europe centrale et orientale, conduit fatalement à comparer l'aviation des États voisins avec celle de la France, et nous constatons que, alors même que quelques modèles d'essai encore peu nombreux atteignent ou dépassent les performances étrangères, la masse des « avions d'armes » en service courant dans les escadrilles est, chez nous, quelque peu handicapée.

Industriellement, il serait miraculeux que nos ouvriers, travaillant effectivement 40 heures et parfois moins depuis deux ans, arrivent à faire passer un avion de l'état « projet » à l'état « vol » aussi vite que leurs concurrents allemands, deux fois et demie plus nombreux et travaillant couramment 50 à 65 heures par semaine. Il a fallu une nouvelle alerte, mettant en cause l'existence même de notre nation, pour faire accepter 60 heures de travail dans les usines d'aviation, augmentation de rendement réalisée par décret-loi, hors du contrôle parlementaire, et seulement « à titre temporaire et par dérogation exceptionnelle ».

Le miracle — et c'en est un — est que la haute qualité de

notre main-d'œuvre ait pu en partie remédier à des conditions de rendement aussi défavorables. Mais il est d'autres facteurs plus élevés et plus importants que le simple travail d'usine, que nous allons examiner successivement.

Le Traité de Versailles, nous le disons sans aucun esprit de paradoxe, a mis l'aviation allemande dans une position privilégiée. Les Alliés, en se faisant livrer l'aviation allemande, en détruisant les stocks et l'outillage, en limitant la puissance de la nouvelle aviation « touristique » tolérée chez leurs ex-ennemis, ont rendu a l'Allemagne un service dont bien peu d'entre nous devinent la portée.

Nous avons débarrassé l'Allemagne de toute une aviation périmée, l'obligeant à faire table rase à la date de 1918 et la plaçant dans des conditions rêvées pour repartir sans entraves vers des solutions nouvelles. Les forces aériennes françaises ont vécu pendant des années sur les Breguet, les Salmson, les Nieuport, les Potez commandés en séries massives et pour lesquels nous possédions des pièces de rechange pour une valeur de plusieurs milliards. C'est ainsi que les derniers bi-moteurs de 1917-1918, du type Goliath, après avoir fait toute la guerre du Rif, ont fini leur carrière en 1935 seulement, comme hydravions, après une série d'accidents inévitables. La France de 1918 produisait, vu la simplicité de construction de l'époque, plus de vingt mille avions par an ; il a bien fallu résorber tout cela, et le fait d'avoir été, avec l'Allemagne, le plus gros producteur d'avions de la Grande Guerre nous a conduit automatiquement à marquer le pas, alors que l'Angleterre, l'Italie et l'Amérique, moins encombrées, allaient résolument de l'avant.

Pendant toute cette période d'utilisation de nos stocks nos constructeurs avaient réalisé des modèles qui, exécutés sur l'heure, nous auraient donné la primauté dans le domaine de l'Air. Ne pouvant livrer ces avions nouveaux, pour lesquels d'énormes frais d'études et d'outillage étaient engagés, qu'après avoir épuisé les marchés en cours, ils les ont modifiés, modernisés d'année en année, munis de moteurs plus puissants, etc. etc., mais lorsqu'en 1928, le Ministère de l'Air s'organise, il se trouve en présence de nouveaux « stocks » déjà démodés, avions parfaits en 1920 ou 1922 et dont les

constructeurs ont poursuivi la fabrication et l'amélioration depuis cette époque, mais qui ne sont plus en tête de la production du jour. Pour ne pas décourager les constructeurs, il a bien fallu tout en épuisant les avions de la guerre leur commander quelques séries, et maintenant ils sont prêts à livrer... C'est cela ou rien. Le retard, le fatal décalage se maintient mais il faut bien en passer par là.

Et de ministre en ministre, l'Air sera contraint de mettre en service, à contre-cœur et en se rendant très bien compte du fait, les avions qui nous auraient donné l'égalité ou la supériorité deux ans auparavant. L'épuisement de l'ancien programme retarde ainsi chaque jour la mise en œuvre du nouveau.

Que faire?

Le problème est simple : nous obstiner conduira la France à toujours retarder sur le reste du monde. Elle mettra à l'étude des types d'avions égaux ou légèrement supérieurs à ce qui se fait à l'étranger à une date précise — et, le jour de leur sortie, ces avions auront des mois et des années de retard. Alors? Une seule ligne de conduite : s'attaquer délibérément à un programme tellement en avance qu'au moment de sa réalisation industrielle de grande série il sera tout juste rejoint par nos concurrents. La solution de continuité, le passage à vide entre les avions en service, que l'on ne construira plus, et les nouveaux types qui demanderont dix-huit mois à deux ans pour être en service réel sera comblé en cherchant une puissance étrangère, assez amie et assez bien équipée industriellement pour bien vouloir et pouvoir nous céder en nombre ses meilleurs appareils de combat.

Tel a été, sans aucun doute, le plan de notre ministre de l'Air actuel. Il a passé commande, aux États-Unis principalement, d'avions supérieurs à ceux réellement en service dans nos escadrilles et a attelé nos usines à la tâche de 1940-1941. Cet acte, un peu humiliant et qui ne va pas sans inconvénients réels, était la seule façon de faire à notre tour table rase en 1938, comme les « livraisons de matériel de guerre » avaient permis à l'Allemagne de le faire en 1918.

■

Le Traité de Versailles, d'autre part, limitait à une puissance inférieure de moitié au moins à celle des avions de combat de l'époque les moteurs de l'aviation allemande. Magnifiques conditions de travail ! A partir de 1918, la France va augmenter les dimensions et le nombre des moteurs, tandis que l'Allemagne augmentera leur rendement et poussera à l'extrême la finesse de ses voilures.

Prenons un exemple : l'Hispano de guerre qui propulsa tous nos Spad fut conçu pour 140 C.V., puis poussé à 180 C.V. et enfin à 220 C.V. sans accroître son poids ni sa cylindrée, par un meilleur rendement du moteur. C'était là la bonne voie. Mais c'est une voie à la fois difficile et coûteuse, et des constructeurs auxquels aucune limitation n'est imposée préfèreront fabriquer des « monstres » en ajoutant cylindres sur cylindres, presque indéfiniment. Un moteur en étoile de neuf cylindres donne-t-il 100 C.V., on aura qu'à en accoupler deux sur un vilebrequin plus long... et voilà un 200 C.V. ! Le tout sans sortir, pendant de longues années, d'un rendement au litre de cylindrée de 20 à 25 C.V. Si la voilure présente encore des formes peu aérodynamiques, si le fuselage se rapproche plus de la caisse carrée que du poisson... on mettra un moteur plus gros ou un moteur de plus. Il y avait encore des représentants de cette école au Salon de 1936.

Limitée à des dimensions de moteur données, l'Allemagne en tira le maximum. Nous lui avons rendu dans le domaine de l'Air le même service que dans le domaine maritime. Le « cuirassé de poche », de 10 000 tonnes Washington, fut le résultat d'une étude forcée et poussée à ses limites extrêmes par l'interdiction de faire plus gros. L'emploi de métaux, de profils et de procédés spéciaux, la construction totalement nouvelle d'une coque soudée d'un bout à l'autre et qui sert de membrure — comme la carrosserie métallique de la conduite intérieure moderne a remplacé le châssis massif — ont permis une diminution de poids mort de 18 p. 100 environ, gain qui fut appliqué à la puissance. De même, des avions légers comme le Klemm-Daimler, aux ailes de bois verni,

avec son 20 C.V. à deux cylindres de la taille de cylindres de motocyclette, emmenait deux passagers à 110 kilomètres-heure avec une aisance qui en disait long sur le rendement des ailes comme du moteur. Rien d'étonnant donc à ce que l'Allemagne, sitôt rejetés les derniers liens du Traité de Versailles, ait été douée d'une aviation de haute qualité et de moteurs qui donnaient facilement 10 C.V. de plus que les nôtres au litre de cylindrée.

Une autre cause de cette supériorité de rendement des moteurs étrangers réside dans l'abandon à peu près total par la France de la course automobile. Tant qu'il ne s'est agi que de courir « à la formule libre », nos plus grandes maisons se sont alignées, et souvent victorieusement, mais à mesure que les dirigeants du sport automobile, cherchant des enseignements plutôt que des spectacles, ont réduit les moteurs à 3 litres, puis à 2 litres et cette année à 1l,500, nos constructeurs non appuyés par l'État ont reculé devant l'effort. L'Italie et l'Allemagne, au contraire, ont constitué des écuries de course « nationales » comme Alfa-Romeo, Auto-Union et Mercédès, et en Angleterre comme aux États-Unis une très riche clientèle particulière a fait de la voiture de course une industrie viable. Chez nous, malgré les efforts de Bugatti qui fut toujours traité en artiste et en original, l'effort vers le maximum de rendement est nettement arrêté.

Les résultats obtenus par l'Allemagne sont formidables et dénotent une fois de plus cette suite dans les idées qui caractérise la construction mécanique d'outre-Rhin. De même que le Mercédès d'avion de la guerre était la copie exacte du moteur vainqueur du Grand Prix de l'Automobile-Club de France en 1914, le Mercédès qui propulse les avions de chasse allemands actuels tire ses solutions des voitures de course du Reich. Il faut être volontairement aveugle pour ne pas voir ce que le moteur d'avion à haut rendement doit à son frère des routes et des pistes. Caracciola, au volant d'une voiture de 3l,500, a fait en une heure près de 400 kilomètres, le régime du moteur se maintenant autour de 6 000 tours-minute, et avec la même voiture il a réalisé la vitesse fabuleuse de 170 kilomètres à l'heure sur un kilomètre, départ arrêté ! L'Angleterre, il y a une dizaine d'années,

exposait orgueilleusement au Salon de Londres le moteur tenant le record mondial de vitesse en avion, en automobile et en canot automobile. Il serait vain de nier l'heureuse influence sur la partie purement mécanique de l'aviation des études qui ont permis de tels résultats. La France, avec ses autodromes morts et ses courses que l'on annule dès qu'Allemands et Italiens s'abstiennent, s'est privée d'un élément d'étude et de progrès de premier ordre.

■

Au cours de la guerre 1914-1918, l'aviation allemande eut un seul et unique directeur, colonel au début de la campagne et général à la fin. Par contre, l'aviation française vit se succéder officiers, députés, ingénieurs au nombre d'une bonne douzaine, dont trois ou quatre seulement savaient piloter. L'après-guerre a été, pour le Sous-Secrétariat d'État à l'Aéronautique et le Ministère de l'Air qui lui a succédé, l'occasion d'un défilé du même genre, chaque nouveau ministre apportant sa doctrine, ses familiers, ses préférences et ses fournisseurs attitrés. L'arrivée au pouvoir de telle personnalité précise signifiait que certaine maison, outillée à fond par son prédécesseur, allait voir son vaste courant de commandes se tarir au point de n'être plus qu'un ruisselet, tandis qu'un concurrent fort empêché de sortir dix avions par mois se verrait attribuer des marchés par centaines, parfois même avant que ses prototypes aient terminé leurs essais. Là, comme partout où la politique prime l'intérêt national, l'incohérence et la « République des camarades » régnaient en maîtresses absolues.

Il serait oiseux et inutile de donner des précisions ; il nous suffira de dire que l'aviation, disposant de crédits sans cesse grandissants, est devenue tout naturellement une des institutions où l'ingérence de la politique s'est manifestée avec le plus d'intensité.

Puis l'idéologie s'en est mêlée. M. Pierre Cot, dans un ouvrage récent sur l'aviation française, donne de la crise des moteurs une explication en partie exacte : selon lui, les deux maisons Hispano et Gnôme et Rhône ont disposé d'un véri-

table monopole de fait, ayant toujours plus de commandes à exécuter dans leurs modèles déjà éprouvés qu'elles ne pouvaient en livrer, ce qui les a peu poussées aux recherches nouvelles.

Combien il est regrettable qu'un homme aussi bien doué, qui, dès qu'il n'est plus à la tête de l'Aéronautique, discerne si facilement la cause de tous les maux, n'ait pas traduit cette clairvoyance par des actes pendant la longue période où il fut ministre de l'Air !

Ne nous attardons pas à discuter cette théorie sur laquelle il y aurait beaucoup à dire, ces moteurs ne cessant pas de se perfectionner et étant commandés à la France par le monde entier. Mais en admettant qu'il y ait là « monopole de fait », que propose M. Cot pour ranimer le fécond esprit de concurrence ? La nationalisation !...

En fait, la nationalisation, arrêt radical de toute concurrence, a manqué tuer net l'aviation française. Par un retour assez inattendu, et une orientation nouvelle dégagée des principes d'une politique de parti, elle est en train, sous l'impulsion des mesures imposées par la menace étrangère, de devenir un élément actif de notre production, parce que M. Guy La Chambre a créé la concurrence en autorisant l'Alsthom a construire les moteurs anglais Bristol, en poussant les Automobiles Talbot à exploiter également une licence étrangère, en amenant dans nos escadrilles les moteurs Wright et Rolls-Royce. Le coup de fouet eût été encore plus fort pour l'aviation française sans la nationalisation de bon nombre de nos usines, qui leur garantit l'écoulement de leurs productions et que la liberté du marché eût menacées en cas d'engourdissement ou de léthargie.

A l'heure actuelle, la parole est à M. Daladier. Il aura intérêt à s'inspirer du mode de travail de nos voisins. En Allemagne, les élèves-ingénieurs savent déjà, un an et même deux ans avant la fin de leurs études, quelle usine déterminée les réclame. D'autre part, la main-d'œuvre, encore théoriquement réglée « à l'heure », a vu en pratique son salaire se modifier. Les primes au rendement et les primes d'efficacité en ont fait en réalité un véritable salaire « aux pièces ». L'aviation allemande paie son personnel « à la tâche faite

et reconnue bonne », bien que cela ne soit pas l'appellation officielle de ce genre de rémunération. L'ouvrier français payé à l'heure s'est, malgré tout, senti un peu honteux de voir l'Air acheter voilure et moteurs en Amérique, et il s'est remis à la tâche avec courage. Qu'eût-ce été si, au lieu de jouir de son statut d'ouvrier étatisé, il fût demeuré simple élément du succès ou de l'échec d'un producteur libre, obligé d'imposer ses modèles par leur prix et leur qualité ! Notons cependant ce redémarrage qui, joint à la baisse de l'influence marxiste parmi nos travailleurs, autorise les espoirs les plus rassurants.

■

Pour qui sont faits les avions ?

Pour ceux qui s'en servent, dira-t-on, car ce sont les mieux qualifiés pour juger de l'aptitude du matériel à ses missions diverses. Il semble que ce principe simpliste ait été quelque peu perdu de vue, et que certains avions aient été construits uniquement pour constituer de « belles réalisations mécaniques », capables de faire honneur à l'ingénieur et au constructeur qui ont réussi à résoudre tous les problèmes posés par les volumes et les bibliothèques de normes et règlements conçus par les services techniques.

Au cours de la guerre, bon nombre d'appareils parvenaient aux escadrilles munis d'accessoires de haute fantaisie, bien que réglementaires, que les équipages s'empressaient de démonter et de jeter au rebut. Par contre, les modifications commandées impérieusement par la pratique du feu étaient indéfiniment retardées. Certains pilotes — parmi lesquels l'auteur de ces lignes — s'en allèrent mendier à des aviateurs anglais des mitrailleuses Lewis pour remplacer leurs armes inutilisables en avion. La bonne camaraderie de nos alliés qui voulurent bien détruire ces pièces « en écritures » pour nous les passer en contrebande, nous permit de continuer la lutte ! Mais à mesure que l'avion se compliquait — et il a atteint un degré de complication que bon nombre d'utilisateurs estiment exagéré à plaisir — les services techniques et services des fabrications l'ont surchargé d'un luxe toujours croissant

de dispositifs officiellement indispensables. Nous reconnaissons la nécessité d'une mise en service rapide, vu la vitesse avec laquelle se démode le matériel, mais qu'un des bureaux compétents imagine de modifier l'assise d'une tourelle ou d'un lance-bombes — ou même un menu détail bien plus insignifiant encore — et toute une série sera immobilisée pendant des mois, tandis que les escadrilles attendent.

Ce manque de liaison entre les services techniques et le personnel navigant a été longtemps un des grands griefs de la Marine. C'est actuellement une des principales entraves au développement normal de notre arme aérienne.

L'exemple le plus scandaleux fut celui des parachutes, dont personne ne contestait l'utilité, que les équipages réclamaient à cor et à cri, et dont l'emploi généralisé fut indéfiniment retardé par le déchaînement des forces administratives, guidées en cela par des considérations tout autres que le sauvetage des pilotes et des passagers. Il en fut ainsi, à des degrés divers, de la plupart des éléments constitutifs de l'avion actuel.

Supposons des monoplaces de chasse prêts à être livrés en série, avec un moteur de 1 000 C.V. par exemple. Si quelques jours avant leur mise en service un prototype dérivé de cet avion réalise une performance supérieure avec un 1 200 C.V...., il est bien à craindre que l'on ne veuille apporter cette amélioration à toute la série en cours. On allait faire bien, en janvier ; on escompte faire mieux en avril ou en mai. Des équipes se remettent au travail, changent les moteurs, s'aperçoivent que les commandes de mitrailleuses ne fonctionnent plus, que l'avion a été allongé de dix centimètres, que le centre de gravité s'est déplacé avec un moteur plus lourd, qu'il faut modifier l'empennage... et ainsi de suite. L'été arrive, sans que l'on ait cessé, remarquons-le bien, de travailler activement sur ces appareils et lorsqu'après huit à dix mois de retard tout marche à nouveau un État étranger vient de mettre en service un modèle qui nous surclasse nettement. Sorti à son époque, notre chasseur eût « fait sa force » ; maintenant il est vieux avant d'avoir vécu en escadrille, et son constructeur hésite à le réformer, vu les frais engagés. Alors on le modernisera, si faire se peut.

C'est l'erreur profonde qui a pesé sur notre aviation. Au cours de la guerre, un Guynemer ou un Fonck pouvaient, vu leur prestige personnel, passer à l'usine et « enlever » un des derniers nés malgré les lamentations de ses pères.

— Arrêtez, il n'est pas définitif, il lui manque encore...

— Il est très bien ainsi...

— Mais il sera beaucoup mieux !

— Çà m'est égal.

Mais ce procédé d'as des as n'est pas à la portée de tout le monde. Si le président Daladier arrive à couper court à cet errement traditionnel, notre aviation peut reprendre rapidement la première place. Nous avons les premières voilures du monde, et avec nos moteurs et ceux que nous fournissent nos alliés — le mot est de nouveau d'actualité — nous pouvons réaliser des avions hors de pair, à condition de rester sourds et aveugles aux gens bien intentionnés, qui, en cours d'exécution, voudront nous les rendre meilleurs encore. C'est une discipline, une coordination « entre les services et l'avant » qu'il faut réaliser avec la rapidité et la simplicité du temps de guerre, car l'aviation est toujours en guerre.

Fokker, dans ses *Mémoires*, nous rapporte qu'en fin 1917 le grand as Richthofen et son adjoint technique Kreft obtinrent que les combattants choisissent eux-mêmes leurs types d'avions. Un grand concours fut organisé à Johannisthal où les plus fameux pilotes du front — pilotes n'ayant aucune attache « commerciale » avec les maisons de construction — vinrent faire un tri parmi les modèles présentés. Prirent part à cette épreuve l'Albatros, le Rumpler, le Pfalz, l'L.V.G., l'A.E.G. le Fokker et autres avions. Là furent sélectionnés les fameux D-VII et D-VIII qui firent la force des groupes de combat allemands. Une semblable consultation de l'aviation française, à cette même époque, eût amené la réforme en masse de types notoirement inférieurs, que l'arrière s'obstinait à conserver et à imposer.

Là réside de nos jours encore le plus grave malentendu, et c'est sur ce point que doit porter le plus gros effort des chefs de notre aviation: livrer aux utilisateurs des appareils, démunis peut-être des innovations parfois heureuses des techniciens purs, mais aptes à leurs missions et les livrer à temps.

Tout a été dit sur certains modèles de chasse conçus en 1930, réalisés et entrés en essais en 1932 et « améliorés » jusqu'en 1938. Magnifiques avions de combat à leur époque, ils sont inférieurs aujourd'hui à leurs rivaux, et les pilotes qui se réjouissaient de les recevoir ne les acceptent plus que faute de mieux. Que l'on ne nous parle donc plus d'une « crise de l'aviation », mais bien d'une crise de ses méthodes : le terme sera beaucoup plus exact.

■

Il ressort de ce qui précède que le malaise de notre arme aérienne, malaise qui eut il y a quelques années des causes profondes, peut être aisément et rapidement dissipé. L'attribution des pleins pouvoirs au chef du Gouvernement lui permet à l'heure actuelle de prendre avec la plus grande célérité toutes les mesures nécessaires, et telle est bien son intention. Mais c'est plutôt contre les tendances que contre des faits précis qu'il y a à lutter et c'est ce qui complique la question.

Il y a d'abord le caractère français, artiste et jamais satisfait, de l'ingénieur en chef comme de l'ouvrier. L'un remet sans cesse en question la conception de l'avion, l'autre s'attarde à des détails d'exécution: « Si je pouvais, nous confiait un des plus grands constructeurs, me glisser de nuit dans mes bureaux d'études, rafler tous les plans déjà réalisables et consigner mes ingénieurs à la porte des ateliers ! » Cette boutade n'est que l'expression, sous une forme humoristique, du trouble que le désir de toujours faire mieux apporte à la rapide réalisation pratique.

Une fois la production accrue par l'obligation d'un horaire de travail plus copieux, il conviendra de combler le fossé entre ceux qui conçoivent et ceux qui utilisent. « La tête et les bras » a-t-on dit, mais dans le corps humain la tête perçoit, enregistre et utilise les plus infimes réactions des bras. Les équipages qui volent ne doivent plus avoir à s'ingénier pour tirer un parti acceptable d'un matériel contrôlé par les seuls « pilotes d'essais », plus soucieux de faire franchir à leurs avions-modèles les obstacles artificiels édifiés par le

cahier des charges que de vérifier leur véritable valeur de combat.

Enfin, il conviendra de profiter du répit que nous donnent les livraisons étrangères pour porter très haut notre effort dans le double domaine des performances à atteindre et des procédés de fabrication à employer. Peut-être va-t-il falloir nous décider à abandonner en partie l'emploi de métaux légers, dérivés d'alliages d'aluminium, pour une construction d'une technique plus simple. La décentralisation des usines, tant souhaitée et si lente à réaliser ailleurs que dans le domaine des moteurs, demande l'adoption de types nouveaux, semblables à certains avions allemands ou italiens, avec fuselage en tubes d'acier et ailes en bois entoilé. Il est très bien de vouloir éloigner de Paris nos usines trop groupées ; il serait meilleur encore de pouvoir utiliser sans des années d'apprentissage spécial préalable les travailleurs du bois et du fer que l'on rencontre d'un bout à l'autre de l'empire français. L'expérience italienne a prouvé que les qualités de vol et de vitesse n'en souffriraient pas. Il faudra aussi à la suite de l'Allemagne, entrer dans la voie des pièces et des fuselages moulés, en matériaux nouveaux à base de fibre et de bakélite... mais cela est du domaine futur.

La tâche présente est assez importante. Déjà nous sentons la remontée : l'aviation a « touché le fonds » en 1938, elle se ressaisit chaque jour. Il n'y a plus maintenant là qu'une question de volonté, de discipline — acceptée ou imposée — de logique et de suite dans les idées. Le recours aux fabrications alliées nous a donné le répit nécessaire, les menaces des dictateurs ont mis entre les mains de nos chefs les pouvoirs requis : il ne s'agit que d'aller de l'avant.

Mais nous avons gardé le plus dur pour la fin : aller de l'avant sans aucune considération d'intérêts, d'influences ou de personnes.

PIERRE MÉLON

LA FORCE POLONAISE

L'ÉTUDE de la force polonaise ne s'est jamais autant qu'aujourd'hui imposée à l'attention.

La crise que traversent les relations germano-polonaises (dénonciation par le Reich du pacte de non-agression polono-allemand de 1934), l'attitude très résolue adoptée par le Gouvernement de Varsovie en présence des menaces à peine déguisées de l'Allemagne, la conclusion du pacte anglo-polonais qui impose à la Grande-Bretagne des obligations analogues à celles que la France contracta en 1921 vis-à-vis de la Pologne, ont replacé au premier plan de l'actualité européenne un problème que l'accord Hitler-Pilsudski de 1934 avait permis de négliger momentanément.

Ce problème on peut le formuler de la façon suivante : La Pologne est-elle en mesure de résister longtemps à une agression allemande? Pourrait-elle apporter à ses alliés de l'Occident une aide efficace dans le conflit européen que ne manquerait pas de déchaîner une telle agression?

A ces questions nous allons tenter de répondre en examinant d'abord la force militaire polonaise proprement dite, puis d'une manière plus générale le potentiel polonais.

1. — LA FORCE MILITAIRE DE LA POLOGNE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La situation très particulière que la géographie a assignée à la Pologne dans l'est de l'Europe, entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., a imposé à ce pays, dès le lendemain de la Grande Guerre, de très gros efforts d'organisation militaire. Efforts d'autant plus lourds et étendus que lorsque la victoire de 1918 rendit à la Pologne son indépendance, il y avait plus d'un siècle que l'État polonais avait été rayé de la carte de l'Europe.

Malgré l'immensité de la tâche, ces efforts ont été couronnés d'un plein succès. La Pologne a réussi ce tour de force de se donner en dix-huit ans, et malgré l'étroitesse relative de son budget, l'une des meilleures armées de l'Europe. Le programme que Joseph Pilsudski s'était assigné dès 1920, auquel il avait pu à partir de 1926 se consacrer en toute liberté, et que son successeur, le maréchal Smigly-Rydz, a achevé de réaliser, a exigé de lourds sacrifices. Mais jamais son exécution n'a rencontré de sérieuses résistances. Le peuple polonais est éminemment patriote, et il n'ignore pas l'étendue des périls que fait courir à son indépendance le voisinage de deux des plus grandes puissances militaires de l'Europe.

La Pologne doit défendre 5 400 kilomètres de frontières terrestres, deux fois environ la longueur des frontières continentales de la France : 1 412 kilomètres du côté russe, plus de 2 600 kilomètres du côté allemand, si l'on ajoute à la frontière allemande proprement dite (1 912 kilomètres), celle de la Slovaquie, État désormais « protégé » par le Reich.

Frontières presque complètement ouvertes, sauf au sud où s'allonge la chaîne des Tatras et des Carpathes, et à l'est, sur une section de 200 kilomètres que protègent, plus efficacement que les plus modernes fortifications, les marécages de Polésie. Il faut noter également que l'accès à la mer qui a été donné à la Pologne par les traités, est constitué par un étroit corridor dangereusement engagé entre le Reich et la

POLOGNE

ÉTAT-MAJOR DE RÉGION
IX RÉGION MILITAIRE
3 DIVISION D'INFANTERIE (NUMÉRO)
BRIGADE DE CAVALERIE
DIVISION DE CAVALERIE DE VARSOVIE, COMPRENANT 3 BRIGADES
TRIANGLE INDUSTRIEL DE SÉCURITÉ
MARÉCAGES DE POLÉSIE
CHAINES MONTAGNEUSES DES TATRAS ET DES CARPATHES
LETTONIE
MER BALTIQUE
LITUANIE
NIEMEN
DANTZIG
PRUSSE ORIENTALE
ALLEMAGNE
GRODNO
URSS
TORUN
POZNAN
VARSOVIE
BRZESC
PRIPET
LODZ
BUG
ALLEMAGNE
VISTULE
CRACOVIE
SAN
LWOW
PRZEMYS
URSS
SLOVAQUIE
HONGRIE
ROUMANIE
50 0 50 100 150 200 250 KM
1:8.000.000.

Prusse orientale. Entre la frontière allemande ouest et la frontière du territoire « libre » de Dantzig, ce corridor n'a guère plus de 40 kilomètres de largeur. Sa largeur maxima n'atteint pas 150 kilomètres.

Les résultats obtenus sont à la mesure des exigences de cette situation géographique particulièrement difficile.

LES EFFECTIFS

La force militaire de la Pologne repose en premier lieu sur l'importance numérique de la population polonaise, qui vient de franchir le cap des 35 millions et s'accroît régulièrement chaque année de 350 000 à 400 000 âmes.

Cet accroissement démographique commença à produire ses effets il y a une quarantaine d'années. De 1896 à 1900, la moyenne annuelle des naissances s'élevait à 1.096.000 âmes, l'excédent des naissances sur les décès oscillant entre 450 000 et 500 000. Ce chiffre se maintint à peu de choses près jusqu'à la guerre de 1914-1918, et l'excédent actuel ne lui est guère inférieur. Aussi la proportion des jeunes gens dans la population polonaise est-elle extrêmement élevée. La conséquence est que les classes de conscrits sont aujourd'hui en Pologne presque aussi nombreuses qu'en Allemagne.

Déjà, en période de classes creuses, le nombre des jeunes hommes susceptibles d'être incorporés atteignait 300 000, chiffre supérieur à celui des conscrits appelés en période de classes pleines en France (250 000). A l'heure actuelle le nombre des conscrits incorporés en Pologne est d'environ 340 000. Observons en passant que si les effectifs de l'armée polonaise sont, en dépit de ces grandes possibilités, moins nombreux, pour une durée égale du service militaire, que ceux de l'armée française, c'est parce que la France recrute également des soldats dans ses colonies, et aussi parce que le budget polonais ne permet pas à la Pologne d'utiliser intégralement les effectifs disponibles. Forte de 300 000 hommes sur pied de paix, l'armée polonaise pourrait compter aisément 600 000 hommes. Telle quelle, elle groupe évidemment les éléments les meilleurs, grâce aux possibilités de sélection qu'offre chaque année le contingent.

L'ARMÉE DE PAIX

Les effectifs de l'armée régulière s'élèvent à 300 000 hommes environ. Si l'on ajoute à ces unités les hommes du service de remplacement et ceux des diverses associations ou groupements de volontaires, soit à peu près 500 000 hommes qui sont à la disposition des autorités militaires et pourraient à tout instant et dans les plus brefs délais servir à combler les vides dans l'armée régulière, on arrive au total de 800 000 hommes.

Les limites de cette étude ne nous permettent pas d'entrer dans le détail. Indiquons simplement que les 500 000 hommes dont il est fait mention plus haut sont en quelque sorte des demi-soldats, et à ce titre constituent une manière de réserve spéciale, très rapidement disponible.

Le système militaire qui régit l'armée régulière s'apparente au système français. L'homme qui a été reconnu apte au service armé passe théoriquement deux années dans l'armée active, de vingt et un à vingt-trois ans. En fait, par suite des congés, il arrive que le soldat ne passe que dix-huit mois à la caserne. Mais ce chiffre est un strict minimum.

L'infanterie est forte de 30 divisions, soit 90 régiments. Chaque régiment comprend 3 bataillons, une compagnie anti-chars et plusieurs pelotons de reconnaissance, de transmission et du génie. Dans chaque bataillon, on compte 3 compagnies de fusiliers-voltigeurs et une compagnie de mitrailleuses.

La cavalerie comprend 40 régiments formant 12 brigades et une division spéciale de 3 brigades, dépendant de la 1re région militaire (Varsovie). Le régiment de cavalerie est composé de 4 escadrons, d'un escadron de mitrailleuses et d'un escadron d'instruction en réserve.

Une mention spéciale doit être faite du corps de protection des frontières (K.O.P.) qui comprend 26 000 hommes de troupes d'élite. Avant les événements de septembre 1938, le K.O.P. était exclusivement affecté à la surveillance de la frontière soviétique et de la frontière lithuanienne. Depuis quelques mois une partie des formations du K.O.P. a été déplacée vers la frontière de Slovaquie.

L'artillerie comprend 30 régiments et 8 groupes autonomes d'artillerie légère de campagne, 11 régiments d'artillerie lourde, 13 groupes d'artillerie hippomobile, 1 régiment et 6 groupes d'artillerie contre-avions.

Les forces blindées sont composées de 12 bataillons de chars, de 2 groupes d'autos blindées et de 2 groupes de trains blindés. Chaque année pendant l'été l'armée tout entière exécute d'importantes manœuvres en dehors de ses garnisons. L'hiver, les troupes de montagne se livrent à de fréquents exercices dans les Tatras. L'entraînement de la cavalerie est l'objet de soins tout particuliers. D'une manière générale, c'est la recherche de la mobilité à laquelle tendent l'organisation militaire et l'entraînement.

LA VALEUR DES TROUPES

L'armée polonaise est surtout composée de paysans. La population rurale est, en effet, de beaucoup supérieure à celle des villes : 26 millions contre 9 millions. D'une extraordinaire résistance à la fatigue, durs aux privations, capables de fournir des efforts physiques prolongés, admirablement disciplinés et animés d'un patriotisme farouche, les soldats polonais sont parmi les meilleurs de l'Europe. La sévère sélection des recrues permet, en outre, au commandement de demander aux troupes des efforts dont seraient sans doute difficilement capables les armées obligées d'absorber, chaque année, la totalité des effectifs fournis par le recrutement.

LES CADRES

Les cadres de l'armée active sont nombreux et de grande valeur. Ils comptent 19 000 officiers et 35 000 sous-officiers de carrière.

Les officiers supérieurs ont presque tous servi pendant la guerre ou commandé les premières unités nationales contre les Russes en 1920.

Les jeunes officiers de l'active proviennent soit de l'École militaire d'Ostrow, soit de l'École de Bydgoszcz où les sous-

officiers sont admis après examen et où la durée des études est de trois ans. Tous les sous-officiers suivent des cours de perfectionnement ou de spécialisation et, à leur sortie des écoles spéciales, signent un engagement de trois ans renouvelable.

L'instruction des sous-officiers de réserve est confiée à des écoles qui fonctionnent pendant l'hiver dans chaque régiment.

Les officiers de réserve sont recrutés parmi l'élite intellectuelle de la nation. Les élèves des écoles d'enseignement secondaire et des écoles supérieures, après avoir reçu obligatoirement pendant trois ans une solide préparation militaire, sont envoyés au moment de leur incorporation dans des écoles d'aspirants de réserve. Ceux d'entre eux qui ont subi avec succès les examens de sortie achèvent leur service militaire avec le grade d'aspirant et sont nommés officiers après une ou deux périodes de réserve.

En Pologne, les périodes de réserve sont très nombreuses. Pour les officiers de complément, elles s'échelonnent sur une durée totale de 252 jours, soit plus du double des 120 jours exigés des officiers de réserve en France.

LES RÉSERVES

Appliqué scrupuleusement depuis bientôt vingt ans, le système militaire polonais a permis d'instruire de manière très satisfaisante une imposante masse d'hommes. D'ores et déjà, la Pologne dispose de 3 millions de réservistes jeunes et instruits. La levée en masse lui assurerait près de sept millions de combattants.

Les hommes de vingt-trois à quarante ans sont astreints à 90 jours de période, soit 28 jours de plus que les réservistes français. Comme il s'agit surtout de paysans, très entraînés physiquement, les périodes peuvent être presque entièrement consacrées à des exercices de tactique et à l'initiation au maniement des armes nouvelles.

LE MATÉRIEL

L'équipement de l'armée polonaise en matériel devait se heurter de bonne heure à de très grandes difficultés. Au lendemain du conflit de 1914-1918, l'industrie de guerre était pratiquement inexistante en Pologne. La plupart des usines avaient été détruites. Tout était à réorganiser, et — circonstance aggravante — cette œuvre de refonte s'imposait à un pays en proie à des difficultés monétaires qui allaient se prolonger pendant de longues années.

Grâce à des sacrifices élevés — le budget de la défense nationale absorbe la moitié des recettes fiscales de l'État — l'organisation rationnelle de la production de guerre put être assez rapidement menée à bien. La Pologne, qui, il y a vingt ans, ne fabriquait ni un fusil ni une cartouche, possède aujourd'hui des usines qui lui permettent de se suffire presque complètement. Les réalisations sont surtout intéressantes en ce qui concerne le matériel léger.

Le fusil en service dans l'infanterie est un modèle perfectionné du Mauser 1895 (Mauser 1925). Les fusils mitrailleurs et les mitrailleuses, d'un calibre uniforme de 7^{mm},9 sont de construction polonaise, d'après le système Colt-Browning. Les mortiers en service sont des Stockes-Brandt de 81 millimètres, fabriqués également dans les manufactures nationales, et le mortier léger de 46 millimètres. Les armes anti-chars sont des Bofors 37 millimètres construits en Pologne sur licence et qui se sont révélés supérieurs au modèle initial.

Un régiment sur pied de guerre dispose de 108 fusils-mitrailleurs, de 36 mitrailleuses, de 27 mortiers légers, de 9 mortiers Stockes-Brandt, de 9 canons anti-chars et de 4 pièces d'artillerie de campagne.

L'artillerie est encore, dans une assez large mesure, dotée de matériels russe, français ou allemand datant de 1918 et améliorés depuis. Au cours des derniers mois, un gros effort a été fait dans le domaine des pièces de fort calibre. Le nombre des obusiers lourds à grande puissance Skoda 220 millimètres, des obusiers Skoda 100 millimètres et des canons de 105 millimètres, tous de construction polonaise, s'est accru dans des

proportions très satisfaisantes. Ces pièces nouvelles complètent très heureusement les 155 millimètres courts et les 220 millimètres français déjà en service.

La D.C.A. est dotée, soit de pièces de 75 françaises motorisées, soit de Bofors 40 millimètres, construits sur licence en Pologne. L'emprunt de Défense nationale qu'a lancé au mois de mars dernier le Gouvernement polonais et qui a produit 400 millions de zlotys, soit près de 3 milliards de francs, permettra dans un très bref délai d'accroître le nombre des engins de D.C.A. nécessaires à la protection du territoire.

Les autos blindées sont de marques diverses : Ford, Citroën-Kegress, Peugeot ou Ursus. Les chars légers sont du type T.K.S. et fabriqués en Pologne d'après le modèle du char anglais Garden-Lloyd. La plupart des chars moyens ou lourds sont des 7 T.P. de 9 à 10 tonnes, progressant à 40 kilomètres-heure et protégés par des blindages de 18 millimètres, des Vickers et des modèles tout récents de 10 à 12 tonnes très fortement blindés.

L'AVIATION ET LA MARINE

Les forces aériennes polonaises sont réparties en 6 régiments d'aviation, 2 groupes d'aviation maritime et 2 bataillons d'aérostats, au total 1 500 à 2 000 appareils.

L'aviation de chasse est remarquable. Elle est composée de P. 7, de P. 11 et de P. 24, tous construits en Pologne, très rapides et bien armés. La production est loin d'être négligeable : les usines polonaises peuvent satisfaire de nombreuses commandes étrangères, de la Turquie et de la Roumanie notamment.

Les appareils de bombardement sont des Fokkers F.7 et des P.37 construits en Pologne qui volent à plus de 400 kilomètres-heure.

L'aviation légère de bombardement et l'aviation d'observation est équipée de Potez 25, de P.23 et de P.43 polonais.

La vogue de l'aviation, qui est très grande en Pologne, a permis au commandement de recruter et d'entraîner un nombre imposant de jeunes pilotes.

La Pologne n'a que 72 kilomètres de côtes et elle ne possède qu'un port : Gdynia. Elle s'est donnée néanmoins une marine qui, si elle ne prétend nullement disputer à la flotte allemande sa suprématie en Baltique, peut du moins remplir efficacement un rôle de surveillance et de protection.

La marine polonaise comprend : 4 contre-torpilleurs, 3 torpilleurs, 6 sous-marins, une division de mines et une division d'instruction.

LE HAUT COMMANDEMENT

Le chef suprême des armées en temps de paix est le président de la République, qui exerce son commandement par l'intermédiaire de l'inspecteur général de l'armée et du ministre de la Guerre.

Le président de la République est, en même temps, président du Conseil de la Défense nationale, qui a pour mission de régler toutes les questions intéressant la défense du territoire.

C'est à l'inspecteur général de l'armée — le maréchal Édouard Smigly-Rydz, successeur de Pilsudski — que reviendrait le commandement des forces armées en temps de guerre. En temps de paix, l'inspecteur général dirige la préparation des forces armées et des travaux de la défense nationale. Il est assisté d'organes exécutifs, qui sont : l'inspection générale et l'état-major ; d'organes consultatifs : le Comité de l'École supérieure de Guerre et le Conseil de ravitaillement.

Les inspecteurs d'armée, collaborateurs immédiats de l'inspecteur général, seraient appelés en temps de guerre à commander les armées, groupes d'armées et fronts. Chacun est assisté d'un état-major.

Le ministre de la Guerre dirige à la fois la gestion administrative et l'instruction effective des troupes. Les représentants du ministre sur place sont les commandants des régions de corps d'armée, au nombre de 10. En cas de guerre, la région de corps d'armée demeurerait l'unité territoriale d'organisation administrative et ne deviendrait pas une unité d'opérations.

2. — LE POTENTIEL POLONAIS

Ce bref tableau de la force militaire polonaise permet de mesurer l'étendue des efforts qu'a réalisés le Gouvernement de Varsovie dans le domaine de la défense nationale et de constater que ces efforts ont donné à la Pologne un instrument de tout premier ordre. Les qualités innées du soldat polonais ont été très intelligemment développées, l'instruction des réserves s'accomplit avec une régularité digne d'admiration lorsque l'on songe aux frais énormes dont chaque année elle grève le budget. Les cadres sont nombreux : qu'il nous suffise de noter en passant — cette comparaison n'est pas inutile — que l'armée polonaise compte 3 000 officiers et 18 000 sous-officiers de plus que l'armée italienne. Dans le domaine du matériel, les progrès n'ont jamais été freinés que par des considérations d'ordre financier. Bien que son budget ne dépasse pas au cours actuel du change 17 milliards de francs, la Pologne s'est assuré un rang très honorable dans le tableau des forces militaires européennes et, grâce aux efforts récents et aux nouveaux sacrifices demandés à la nation, elle ne cesse d'améliorer son outillage, de multiplier ses obusiers lourds, ses chars, ses bombardiers.

Ce tableau ne serait pas complet, et il ne serait pas juste, si l'on ne faisait entrer en ligne de compte, dans l'appréciation de la force polonaise, un facteur que ne mesure aucun chiffre, mais dont l'importance n'est pas moins primordiale. Nous voulons parler du facteur moral.

La Pologne a derrière elle une très grande et très belle tradition militaire. L'État, façonné par Pilsudski, a précisément veillé à entretenir dans la nation l'esprit de sacrifice et le patriotisme dont n'avait pu venir à bout l'oppression étrangère. Si Hitler, grisé par ses succès récents, s'avisait — suivant une tactique qui lui est chère — de spéculer sur un nouveau triomphe de la seule volonté germanique dans le conflit qui oppose l'Allemagne et la Pologne, il commettrait assurément une grossière et lourde erreur. Il n'est pas un Polonais qui ne préférerait la mort, même une mort inutile, à la capitulation ou simplement à la faiblesse. En cas de

conflit, les troupes de la Wehrmacht trouveraient devant elles non pas seulement de redoutables armées, mais derrière ces armées un peuple résolu, et tout disposé à pousser l'héroïsme jusqu'à ses dernières limites.

Tout au long de cette étude, nous avons fait abstraction des possibilités d'appui soviétique à la Pologne qui, depuis plusieurs semaines font l'objet des négociations anglo-franco-russes. Les dirigeants polonais n'ont jamais caché la méfiance que leur inspire l'aide des Soviets et leur crainte de voir les troupes russes apporter avec elles en cas de conflit une idéologie détestée. Ces craintes subsistent aujourd'hui et elles inclinent la Pologne à préférer à un secours en effectifs — dont elle n'aurait du reste nul besoin avant longtemps étant elle-même fort riche en hommes — un appui matériel ou à défaut une neutralité bienveillante et la réconfortante certitude qu'adossées à la frontière orientale de leur pays les armées polonaises ne seraient exposées à aucune surprise.

En dépit de tous ses efforts, la Pologne n'a pu constituer une industrie capable d'assurer seule, en cas de guerre, l'approvisionnement normal des troupes combattantes en armes, munitions et combustibles liquides. Le Gouvernement polonais a entrepris, il y a trois ans, de transférer les usines et manufactures travaillant pour la défense nationale dans une région aussi éloignée que possible des frontières allemande et russe. C'est ainsi que fut créé le « triangle de sécurité » dont la base est appuyée aux Carpathes et dont la pointe se confond avec le confluent de la Vistule et du San. Ce triangle de sécurité devait former, en quelque sorte, le réduit de la défense nationale.

Mais la Tchécoslovaquie a disparu de la carte de l'Europe et aujourd'hui le triangle de sécurité est terriblement proche des pays « protégés » de Slovaquie. Les mines de charbon de Silésie sont à portée des canons allemands. Les puits de pétrole des Carpathes ne suffiraient pas en cas de guerre à alimenter les divisions motorisées et l'aviation. Pour toutes ces raisons, la Pologne ne pourrait que retirer bénéfice d'un appui russe sous forme de ravitaillement en pétrole et en minerais, ou d'une neutralité bienveillante à la faveur de laquelle les puissances occidentales pourraient approvisionner les

armées polonaises par la Mer Noire. A cet égard, l'accord qui vient d'être conclu entre la Grande-Bretagne et la Turquie et qui assurerait en cas de conflit aux flottes franco-britanniques la suprématie en Méditerranée orientale et le libre passage des Dardanelles, est un événement de portée incalculable.

Pour nous résumer d'un mot, la force polonaise, considérée seule sur l'échiquier européen, est de nature à faire réfléchir ses adversaires les plus déterminés. Elle pourrait certainement opposer à l'Allemagne une longue et meurtrière résistance et obliger l'état-major allemand à mettre en ligne au moins une cinquantaine de divisions, compte tenu de la supériorité en matériel de la Reichswehr.

Épaulée par une Russie amie, elle multiplierait, grâce au nombre, à la valeur et au courage des hommes qui la servent, ses possibilités non pas seulement de durée, mais d'offensive.

ROGER MASSIP

L'HISTOIRE

Où en est l'histoire de Rome. — La vie sous Louis XIV. — La « Grande Pensée » de Napoléon III. — Briand vous parle.

Vous voudriez savoir où en est l'*Histoire de Rome*. M. André Piganiol, professeur à la Sorbonne, va vous le dire. Son volume fait partie de la collection « Clio » (Presses universitaires de France), très précieuse pour tous ceux qui, sans être des professionnels, tiennent à être à la dernière mode et savent qu'elle change vite. Ces manuels « Clio » sont un point de départ pour les chercheurs et un point d'arrivée pour les amateurs. Les connaissances historiques font tellement de progrès, par suite des fouilles sur le terrain pour les époques lointaines et des fouilles dans les archives pour les époques plus proches, qu'il faut incessamment réviser les notions qui paraissent les mieux établies. Cette chasse à l'inédit donne à l'histoire l'attrait d'un roman d'aventures, d'où l'extraordinaire floraison de travaux qui ne sont pas tous également admirables mais sur lesquels le public se jette avec un égal empressement.

Essayer de donner une idée, même sommaire, de tout ce que contient l'ouvrage de M. André Piganiol est impossible et serait vain. Ce qui est passionnant, c'est de voir combien de solutions sont possibles pour chaque problème posé. Les champs de fouilles transforment en champs de démolitions bien des domaines de l'antiquité. Pour n'être pas décou-

ragé, il faut se dire que ce n'est là qu'une apparence. Nous ne sommes pas en face d'édifices en ruines, mais d'édifices en reconstruction. Les matériaux s'amassent. « Une si riche matière, dit modestement M. Piganiol, réclamerait un plus gros volume. » Celui-ci a pourtant cinq cent soixante-seize pages, très denses, et pour près de moitié en caractères qui supposent de bons yeux.

L'histoire de Rome et de son empire est toujours d'actualité, peut-être trop. Comment cet empire, qui finira par englober la plus grande partie du monde connu — ou du moins du monde civilisé alors connu — s'est-il constitué? Comment, pourquoi, après deux ou trois siècles de domination universelle, a-t-il fini par s'écrouler? Tout le monde, ou peu s'en faut, estime et enseigne que l'habileté de Rome a été d'incorporer peu à peu, par l'octroi graduel et prudemment mesuré du droit de cité, les peuples conquis, de manière à renouveler sans cesse le fond proprement romain : en haut par l'introduction au Sénat de grandes familles provinciales comme à l'époque de Vespasien, en bas par l'introduction dans les légions de citoyens de fraîche date, parfois même de citoyens qui ne le sont pas encore. Cette œuvre a demandé beaucoup de temps; elle a été achevée, un peu précipitamment peut-être, par l'édit de Caracalla conférant la qualité de citoyen romain à tous les hommes libres de l'Empire. Ce patient travail d'expansion et d'assimilation ne pouvait faire assurément d'une mosaïque ethnique une nation au sens propre du mot, elle en faisait au moins un État, un empire, au sens que nous avons conservé à ce terme. N'est-ce pas une réussite à méditer, un exemple à suivre?

Rome ne brusquait pas les choses, respectait à la lettre les lois et les usages, mais les accommodait à l'évolution des mœurs, ce qui est la marque du conservatisme éclairé. Le Sénat décernait l'apothéose à un empereur quand un témoin avait vu l'âme du défunt emportée du bûcher par un aigle lâché à point nommé. Comment faire quand l'usage de l'inhumation prévalut? Un bûcher symbolique permit de respecter le rite tout en lui enlevant sa raison d'être. De même, les consuls prenaient les auspices avant de procéder aux élections et ajournaient le vote s'ils étaient défavorables. Comme ils

en abusaient pour interrompre le scrutin quand il s'annonçait mal pour leur parti, une loi décida que les auspices ne pourraient plus faire obstruction. Mais on continua à les prendre. Veut-on un exemple plus pittoresque? A l'époque primitive, où l'ennemi était aux portes, un drapeau flottait sur le Janicule pendant les assemblées du peuple. On l'enlevait si une menace d'agression se produisait, et la séance était levée pour que chacun pût courir aux armes. Quand la frontière se trouva reportée à l'Euphrate ou au Rhin, l'usage fut pieusement maintenu. Un politicien avisé fit rompre une assemblée en enlevant le drapeau le jour où Cicéron plaidait sans succès pour Rabirius. Tout le monde éclata de rire, mais on observa la séculaire tradition et Rabirius fut sauvé. On continua, bien entendu, à arborer le drapeau.

Pour des raisons qu'il est superflu de développer, certains historiens italiens récents n'admirent pas aujourd'hui la politique de leurs ancêtres à l'égard des peuples conquis. La naturalisation des allogènes leur paraît une contamination du sang national, qu'ils condamnent par une application rétroactive de leurs théories racistes d'aujourd'hui. Ils professent que l'admission des peuples vaincus dans les cadres du peuple-roi a été pour lui un affaiblissement, un principe de décadence et finalement la principale cause de sa chute. On pourrait dire tout aussi bien le contraire. L'Empire a péri sous les coups de barbares qui n'avaient pas le droit de cité. Il a péri faute de soldats romains, qu'ils fussent de vieille ou de nouvelle souche. Il a péri parce que la populace romaine se dérobait au service militaire et que l'aristocratie sénatoriale s'en trouvait exclue par la séparation rigoureuse entre les magistratures civiles et les commandements militaires à partir du IIIe siècle. N'insistons pas; il est clair que nous ne sommes plus ici sur un terrain où les arguments historiques comptent seuls, ou même comptent principalement.

Il y a des livres agréables, recommandables, où ne manquent ni le talent, ni la connaissance du sujet, qui ne sont pas romancés et qui pourtant ne sont pas très utiles en histoire, parce

qu'ils n'apportent rien de nouveau. Ceux de M. Émile Magne ne sont pas dans ce cas. Ils ont l'art de joindre l'utile à l'agréable. Ils reposent sur des recherches personnelles, éclairent tel problème petit ou grand à la lumière de documents inédits tirés d'archives peu fouillées, de dossiers d'études de notaires par exemple. Son dernier volume, *Images de Paris sous Louis XIV*, fait honneur à l'excellente collection « Notre vieux Paris » (Calmann-Lévy) dont il fait partie.

A première vue, on pourrait se figurer que tout est connu de l'époque de Louis XIV. Il faut croire que non puisqu'à chaque instant on y revient. Il y a quelques mois à peine, la collection « Scènes et Tableaux » (Gautier-Languereau) publiait *le Règne de Louis XIV*, de M. Serge Barrault, qui paraît traiter le même sujet. En fait, il n'y a pas le moindre double emploi. M. Émile Magne ne parle ni des faits, ni des personnages dont tout le monde parle. Il nous dit comment vivaient les Parisiens au temps du Grand Roi et ne dit pas un mot du Grand Roi, ni de son train de maison. Il nous décrit d'après nature, d'après des documents de première main, le logis de l'artisan. Il n'en cherche pas le tableau dans les Mémoires, le théâtre, les lettres fameuses de madame de Sévigné ou de Voiture. Il préfère dépouiller les « inventaires de biens » après décès, s'appliquant à des ménages de patrons ou d'ouvriers. Il en a collationné dix-sept qui donnent le détail, prosaïque mais précis, de ce que possédait en linge, en meubles, en vaisselle, en outillage professionnel, en ustensiles de cuisine, tel ménage encaqué dans les locaux exigus et ténébreux d'une maison populaire de la rue de la Savaterie ou de la Ferronnerie. Il sait comment est nourri et couché l'apprenti. L'argent liquide est partout une rareté, la mort du chef de famille est d'ordinaire la ruine. Les frais de l'enterrement et de quelques messes, sur quoi on ne lésine pas à cette époque de foi, emportent le peu qui reste. Voici un pauvre cordonnier en chambre dont la veuve emprunte 64 livres à cet effet. Le mobilier total est évalué à 91 livres. Comme il y avait quelques dettes, elle doit laisser le tout aux créanciers.

Voici maintenant trois intérieurs de petits bourgeois de cette catégorie de Parisiens, débrouillards à l'occasion, mais qui, dans la vie courante, sont modestes, honnêtes, économes,

qu'ils soient marchands, fabricants, employés, petits rentiers, tous gens de bien, membres des confréries et bonnes œuvres de leur paroisse. Ils ne laissent ni mémoires, ni même livres de raison, mais les actes notariés les peignent sur le vif. Voici sous Louis XIII un homme bien simple, Bobière, dont l'insignifiance même fait un type excellemment représentatif de la classe à laquelle il appartient. Sa femme, en 1613, lui a apporté une dot de 100 livres. Il n'a pas de profession bien définie, l'acte le qualifie de « bourgeois de Paris ». Il aura quatre enfants, une maison sans étage avec grenier rue du Vieil-Colombier, une servante « à tout faire ». Avec son air innocent, il mène bien sa barque. A sa mort, en 1658, il a 2 525 livres de rentes, ce qui représente 40 000 de nos francs actuels. Il est un notable à Saint-Sulpice, administrateur du bureau des pauvres, il a un banc à l'église pour les siens, siège lui-même parmi les marguilliers et a pour curé le célèbre abbé Ollier, le fondateur des séminaires. Il a une batterie de cuisine importante, de la vaisselle d'argent, sa femme a quatre bagues, ses armoires contiennent six douzaines de serviettes communes, une douzaine de fines pour les jours de fête, sept nappes et vingt-quatre draps. Le linge de corps est moins riche : sa femme a une douzaine de chemises, fort élimées d'après le constat du notaire, pour lui-même on n'en signale aucune.

Un demi-siècle plus tard, à la fin du règne de Louis XIV, voici Chottard, marchand chapelier. La dot de sa femme a été de 7 000 livres, dont 3 000 en nature, c'est-à-dire en chapeaux. Il n'a eu que deux enfants. Il possède deux bicoques en banlieue qui lui rapportent 400 livres plus un cochon. Il habite rue de la Lanterne, au bout du pont Notre-Dame, une grande maison à trois étages, pour le loyer énorme de 750 livres plus un chapeau de ville et un chapeau des champs. On aime les redevances en nature en ce temps où les espèces sonnantes n'abondent pas : ces deux chapeaux sont le pendant du cochon rural. Il a une belle clientèle, mais beaucoup de mauvais payeurs, d'où une gêne parfois aux échéances. Lui aussi est marguillier, ce qui est une sorte de noblesse de robe pour milieux modestes. Avec plus d'apparences, il est moins à son aise que le précédent. Le jour de son décès, il

a en magasin pour 1 553 livres en chapeaux, 92 livres en numéraire dans sa caisse et son mobilier est évalué en tout à 1 162 livres.

Le troisième, Beaumont, est en route pour la grande bourgeoisie. Il est marchand papetier et « cartier » ordinaire du roi, c'est-à-dire fournisseur des cartes à jouer pour la cour qui en consomme beaucoup. Il a un frère lieutenant de l'amirauté, ses deux filles aînées, dotées de 10 000 livres, ont épousé, l'une un commissaire général des galères, l'autre un officier de la duchesse de Bourgogne. L'immeuble qu'il occupe lui appartient : c'est une belle maison à l'angle de la rue des Petits-Champs et de la rue Neuve-des-Bons-Enfants, qui lui a coûté 21 190 livres, peut-être un demi-million d'aujourd'hui. Par contre, son mobilier, où figurent cinq glaces de Venise, ne sera prisé qu'à 1 566 livres. Visiblement, c'est un sage qui ne veut pas étaler son aisance.

M. Magne étudie dans les mêmes conditions, avec pièces à l'appui, la vie des grands bourgeois parlementaires ou financiers en train de devenir nobles, puis la vie des courtisans et grands seigneurs, ce qui l'amène au luxe de la mode et de la table dans les hautes classes. On mangeait beaucoup, il restait à apprendre à manger bien. Le *Nouveau Traité de Civilité*, paru en 1671, s'y emploie. En 1681, le Grand Roi réforme à cet égard « son service de bouche » : on enseigne les bonnes manières dans les écoles, d'où le nom de civilité « puérile » et honnête. Il est désormais défendu de plonger les doigts dans le plat, d'y remettre les morceaux qui ont cessé de plaire, de lapper en mangeant, d'essuyer sa bouche au revers de sa main. L'usage de la fourchette devient général ; il y en a autant que de cuillers dans les inventaires des petits bourgeois dont nous parlions tout à l'heure. A la fin du siècle, les voyageurs étrangers signalent avec admiration « l'accortise et la bienséance des gentilshommes et des dames de France ».

M. Christian Schefer s'est donné beaucoup de peine pour éclairer « les origines de l'expédition du Mexique ». Le sujet, à première vue, ne paraît sans doute pas d'un intérêt très

vaste. Pourtant l'expédition du Mexique a été pour le Second Empire ce que l'expédition d'Espagne avait été pour le Premier : le tournant vers la descente, le « commencement de la fin », disait Talleyrand, la « grande pensée du règne », répétaient ironiquement Thiers et ses amis, en attribuant à Rouher cette sottise solennelle dont la paternité et même l'authenticité restent douteuses. Dans cette intervention, pour le moins démesurée si l'on considère les raisons officielles, les adversaires du régime voyaient, de la part de l'empereur un appui donné à Morny pour des combinaisons financières plus que louches, de la part de l'impératrice une machination cléricale contre un gouvernement qui avait commis le crime de séculariser les biens de l'Église. En effet, il s'agissait au début de s'associer à l'Angleterre et à l'Espagne pour obtenir le paiement de dettes aux étrangers que Juarez avait suspendu pour deux ans. Si la France n'avait pas d'arrière-pensée, elle n'avait pas de raison de continuer seule la lutte lorsque l'Angleterre et l'Espagne rappelèrent leurs troupes en février 1862, après satisfaction de leurs demandes et des nôtres sur ce point. Le Gouvernement français avait donc une autre préoccupation, une idée de derrière la tête, dont témoignait notre refus catégorique de reconnaître le Gouvernement Juarez.

Quelle était donc cette raison? M. Schefer, après examen de documents jusqu'ici cachés au public dans les cartons des ministères de la Marine et des Affaires étrangères, ne méconnaît pas dans cette malheureuse aventure le rôle des intérêts financiers et des préoccupations religieuses, mais il croit que ce qui a dominé est une idée politique chère à l'empereur et qui chez lui datait de loin : l'idée de limiter l'expansion anglo-saxonne du côté de l'Amérique latine, en constituant au Mexique un État monarchique capable de faire un barrage solide au sud des États-Unis. L'opération, contraire outrageusement à la fameuse doctrine de Monroë, n'allait pas sans risques. Napoléon III connaissait trop bien les États-Unis pour en douter, mais il voyait que la guerre de Sécession, qui commence en 1861, paralysait momentanément les États-Unis et il estimait qu'elle durerait assez pour permettre la consolidation du nouvel empire mexicain. Il ne se trompait

pas sur la durée de la guerre de Sécession qui ne finira qu'en 1865, mais il se trompait lourdement sur les chances et la durée d'un empire mexicain imposé par une puissance étrangère.

L'affaire du Mexique reste une sottise sans nom, aussi mal engagée que mal conduite, mais elle n'est pas un coup de tête, encore moins un coup de bourse, c'est la manifestation de l'état d'esprit chimérique qui est celui de Napoléon III d'un bout à l'autre de son règne et même de sa vie. En ce sens, elle est bien « la grande pensée du règne », suivant le mot historique qui n'a peut-être pas été dit, et que M. Schefer donne pour titre à son volume : *La Grande Pensée de Napoléon III* (Marcel Rivière).

Sur la psychologie de Napoléon III, on est maintenant d'accord. C'est un rêveur qui se croit et qu'on croit réfléchi. Comme il parle peu, s'exprime sans facilité, on est porté à croire que sa pensée est profonde, alors qu'elle est plutôt creuse. « Il n'y a plus une faute à commettre », lui criait en vain Thiers à propos de cette malheureuse affaire du Mexique. Il les commettra toutes et en toute conscience. Il eût fait un journaliste documenté sur la politique étrangère, mais de ceux qui sont utiles à condition qu'on ne les écoute pas. Il a des lueurs qu'il prend pour des lumières. Dans sa vision, l'avenir prime l'immédiat ; il se croit en avance sur son siècle et est toujours en retard d'une année. Il n'est pas indécis, il est même tenace dans ses erreurs, il s'embrouille dans le dédale de ses desseins contradictoires.

Il s'est persuadé une fois pour toutes qu'il y a un parti monarchique au Mexique, alors qu'il n'y a que quelques personnalités monarchistes dont la plupart n'ont guère vécu ou ne vivent plus dans leur pays. C'est ainsi qu'il bâtit sur le sable un château de cartes. Dans les instructions données au général Forey, nommé chef de l'expédition, il y a un mélange de justesse de vues et d'indigence dans les moyens d'exécution qui est caractéristique de toute la pensée napoléonienne. « Dans l'état actuel de la civilisation du monde, dit l'empereur, la prospérité de l'Amérique n'est pas indifférente à l'Europe, car c'est elle qui alimente notre industrie et fait vivre notre commerce. Nous avons intérêt à ce que la République des États-Unis soit puissante et prospère, mais

nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique, domine de là les Antilles et l'Amérique du Sud et soit la seule dispensatrice des produits du Nouveau-Monde. Maîtresse du Mexique et par conséquent de l'Amérique centrale et du passage entre les deux mers, il n'y aurait plus désormais d'autre puissance en Amérique que celle des États-Unis. Si, au contraire, le Mexique conquiert son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue par les armes de la France, nous aurons posé une digue infranchissable aux empiètements des États-Unis, nous aurons maintenu l'indépendance de nos colonies des Antilles et de celles de l'ingrate Espagne ; nous aurons étendu notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique et cette influence rayonnera au Nord comme au Midi, créera des débouchés immenses à notre commerce et procurera les matières indispensables à notre industrie... »

On reconnaît là l'homme qui, dès sa jeunesse, prisonnier au château de Ham, s'était passionné pour un projet de canal interocéanique à travers le Nicaragua. C'était déjà l'idée du canal de Panama sans moyens d'exécution. Il est aussi faux de croire que l'expédition du Mexique a été pour lui une « affaire » qu'il le serait de croire que sa brochure-réclame sur le canal du Nicaragua était un miroir aux alouettes pour gogos. Il a toujours été un visionnaire convaincu ; ce sont les plus dangereux, les plus faciles à exploiter. Quand ils sont chefs d'État, ils ne se révèlent que par des catastrophes. Sur l'homme décevant que fut Napoléon, le regretté Pierre de la Gorce a dit le mot de la fin : « Son grand malheur fut de régner. » Ce fut aussi le nôtre.

Évidemment Briand n'est pas encore entré dans la sérénité de l'histoire. L'ouvrage très important que lui consacre M. Georges Suarez (Plon) est surtout une mine de renseignements pris dans les papiers laissés en excellent ordre par le vieil homme d'État dans sa maison de Cocherel. Nous sommes loin de la légende qui le représentait en nonchalant pêcheur à la ligne sur les bords de l'Eure, incapable, ou en tout cas insoucieux de prendre la moindre note, de répondre à une

lettre, peut-être même d'ouvrir son courrier. C'est plutôt le contraire. Les armoires de Cocherel sont tout un arsenal. On y trouve, bien rangés, des carnets de notes quotidiennes écrites au crayon, des documents confidentiels éclairant sa conduite au Gouvernement dans ses ministères successifs, sa correspondance avec ses amis, anciens amis et adversaires, français ou étrangers. M. Suarez a eu le privilège de plonger le premier dans cet océan de témoignages. Il ne s'y est pas noyé. Le lecteur pressé trouvera parfois qu'il s'est un peu attardé à certains détails, il conviendrait plutôt de lui en savoir gré. Son travail ne se flatte pas d'être définitif, c'est une mine à creuser pour les historiens à venir. Ne lui reprochons pas non plus d'être l'exposé de la thèse Briand dans les cas discutés : c'est son objet naturel. M. Suarez ne prend pas parti pour son compte. Il écrit les mémoires que Briand n'a pas eu le loisir d'écrire lui-même, dont il a laissé les éléments à son neveu avec la permission d'en disposer. « Fais-en l'emploi que tu jugeras à propos. » Quant aux petites inexactitudes qui ont été relevées çà et là, elles sont pour la plupart faciles à rectifier, n'ont rien de tendancieux et portent sur des à-côtés plutôt que sur le fond du sujet.

Il était de mode — peut-être l'est-il encore — de peindre Briand comme une sorte d'illettré, sans culture intellectuelle, bachelier de raccroc, licencié en droit de l'époque où cette peau d'âne de seconde zone ne signifiait pas grand'chose. Briand ne se défendait pas contre ces plaisanteries faciles. Il l'aurait pu. Les palmarès du collège de Saint-Nazaire lui font honneur. Au lycée de Nantes où il finit ses études, il travaille moins, mais sa facilité le sauve ; les prix qu'il y remporte, il les a gardés, ils sont dans sa bibliothèque de Cocherel. Il disait un jour à Victor Bérard, grand helléniste : « Croiriez-vous que j'ai eu un prix de version grecque au Concours académique ? » Le concours académique, disparu depuis, avait lieu entre les lycées et collèges de chaque ressort académique. Les quatre premiers classés, dans certaines matières en rhétorique et en philosophie, prenaient seuls part au Concours général avec les lycées de Paris, où il n'y avait pas de concours académique préalable.

L'ouvrage de M. Suarez comprendra cinq volumes, fort

compacts et même de plus en plus compacts, dont trois ont paru. Il s'arrête pour le moment au milieu de la guerre, à la date où le rôle de Briand devient le plus discuté. Les questions les plus délicates ne sont pas encore abordées, mais, dès maintenant, il faut bien avouer que l'impression première est plutôt pénible, d'une manière générale et pas spécialement pour Briand. En un temps où la France était sur le penchant de l'abîme, où elle donnait dans l'ensemble un spectacle dont on peut dire sans trop de narcissime qu'il fut admirable, les dirigeants civils, et même militaires, n'arrivent pas à se dégager des préoccupations personnelles. Les notes quotidiennes jetées par Briand dans son journal intime sont sévères, parfois « rosses », pour ses compagnons de lutte autant que pour ses adversaires. Cet état d'esprit ne lui est pas particulier. Les souvenirs de Poincaré — dont on attendait quelque chose de plus et quelque chose d'autre que ce qu'ils ont donné — ne sont pas plus indulgents, avec cette circonstance aggravante qu'ils ont été écrits en vue d'être publiés et qu'ils le seront après réflexion.

C'est le côté faible de toute cette littérature *pro domo*. Les frictions entre grands chefs militaires ne sont pas moins affligeantes. Les habitudes et le style des couloirs se perpétuent. Poincaré est choqué, et a grandement raison de l'être, quand Briand, président du Conseil, lui dit en parlant de Gallieni, qui invoque pour quitter le ministère de la Guerre la nécessité d'une opération de la prostate : « C'est une vessie que nous avions prise pour une lanterne. » La boutade était certes du plus mauvais goût et Briand ne l'aurait pas lancée deux mois plus tard, après la mort de Gallieni. La transcrire et la publier, quand elle a reçu ce commentaire tragique, est-il beaucoup moins déplacé que de se l'être permise?

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

TABLEAUX DE PARIS

TROIS CORTÈGES. — Il est rare que la grand'mère devienne dans la cérémonie d'un mariage, le point de mire de l'assistance et que son nom, célèbre par tant de dons et une jeunesse prodigieuse, une beauté toujours renouvelée, finisse par devenir, pendant un défilé qui dure bien deux heures, comme une sorte d'harmonieux leitmotiv enveloppant la foule, tandis que l'on pouvait entendre la mère du marié demander elle-même, d'une voix juvénile et admirative :

— Avez-vous vu maman ?

... Et je pensais, en modifiant le thème d'une pièce qui n'a cessé de connaître le succès et qui montre trois périodes distinctes, *les Trois Valses* — et je m'excuse du rapprochement — je pensais à trois mariages. Le premier me fut raconté par madame Adhéaume de Chevigné, mais je fus témoin des deux autres : en 1904, à l'église de la Madeleine et, aujourd'hui 16 mai, du troisième, à Sainte-Clotilde. Les trois héroïnes de ces cérémonies furent la comtesse Greffulhe, née Caraman-Chimay.

La première de ces cérémonies fut celle de son propre mariage, alors que sa famille habitait au 17, quai Malaquais, cet hôtel Chimay que précède une grille et qui appartient aujourd'hui à l'École des Beaux-Arts. L'église était Saint-Germain-des-Prés. Le couple que formait à la sortie le comte et la comtesse Greffulhe était si merveilleusement assorti, la jeune mariée parée avec un art si peu conventionnel que,

— racontait madame de Chevigné — les spectateurs massés sur le trottoir et tout alentour *applaudirent*.

Et comme je manifestais quelque surprise de ces bravos :

— J'entends encore les applaudissements, mon petit ! disait l'incomparable narratrice, en allumant une de ses longues cigarettes.

Le second épisode se situe en novembre 1904, à l'église de la Madeleine : c'est le mariage de mademoiselle Elaine Greffulhe, fille du comte et de la comtesse Greffulhe, avec le duc de Gramont, alors duc de Guiches. L'église où s'étaient mariés les parents ne possédait point de degrés, la Madeleine en a trop, pourrait-on dire. Madame Greffulhe, alors dans tout l'éclat d'une situation qu'elle savait rendre particulièrement exceptionnelle (car ce sont les êtres qui font qu'une situation vaut ou qu'elle n'est rien) entendait bien profiter de l'ascension et de la descente de ces degrés qui semblaient n'avoir été créés que pour elle, afin de lui procurer le plaisir de renouveler la Cléopâtre de Tiepolo au palais Labia. Les invités connaissaient ces féeries d'escaliers dans lesquelles elle a excellé — et je puis en parler avec quelque connaissance ayant vu, récemment, cette arrière-petite fille de madame Tallien *commencer* et poursuivre même, dans un vaste escalier de pierre, une chute qui pouvait être mortelle, se redresser et continuer à descendre les dernières marches avec une grâce et dans une attitude qu'on ne saurait rendre. Elle poursuivit, au bas des degrés, la conversation, au milieu d'ambassadeurs, de professeurs à la Faculté, de docteurs, de savants et d'amis, comme si le moindre danger ne l'eût effleurée.

Pour le mariage, à la Madeleine, de la jeune duchesse de Guiche, la robe de madame Greffulhe était tissée d'or, et sur la tête des plumes de faisans dorés retenues sur le front par des diamants composaient une de ces apparitions sans rapport avec la mode et ses conventions passagères. Les cors de Bois-Boudran sonnèrent, novembre devint été, le soleil embrasa les plumes de faisan et rien ne compta pour ainsi dire de la cérémonie que ce que l'arrière-petite fille de Thérésia Cabarrus avait bien voulu que les autres en prissent à leur gré et s'y taillassent de succès.

Troisième église : Sainte-Clotilde. Mariage du fils de la duchesse de Guiche devenue duchesse de Gramont. — « Madame Greffulhe... la comtesse Greffulhe !... » On attend ce que l'on sait devoir être le *clou* du cortège, et rien n'empêcherait que ce clou soit le *clou*, ni que tout le monde attendît madame Greffulhe.

Que de coiffures, pourtant, on lui vit, que « d'apparitions », elle a faites à certaines fêtes, à certaines ambassades, à certains soirs d'opéra, lors des *Grandes auditions musicales*, qu'elle présidait : chutes de perles, roues de diamants, auréoles — ou même rien, mais un *rien* qui remplaçait tout !

Madame Greffulhe, cette fois, plus svelte que jamais, dans une nuée de tulle « pensée », dans une robe qu'on ne saurait décrire, parce que chez elle l'attitude empêche de jamais savoir comment est la robe, la main ramenant contre elle le nuage, sous un immense chapeau incliné, de même *nuance*, la tête mobile et rompant la ligne du corps, les yeux célèbres, voyant tout, et le sourire s'adressant à tous, mais comme d'abord à soi-même, à l'intérieur de soi : qui peindrait, qui décrirait cette nouvelle apparition, non pas tant dans ce qu'elle est que dans ce qu'elle suggère, ce qu'elle répand d'indéfinissable, d'inégalable ?...

Je me souviens à l'instant d'une visite à l'atelier du peintre G. Jacquet, qui avait été fort à la mode et qui, ayant vu passer la comtesse Greffulhe à l'une de ces apparitions qui consacraient un soir, avait esquissé sur une grande toile le souvenir de cette vision : sur un char emporté dans les airs, un hippogriffe transportait à travers le ciel la comtesse, environnée de ses tulles. Jamais madame Greffulhe ne vint poser. Jacquet est mort depuis longtemps, l'ébauche ne fut sans doute jamais terminée, elle fut peut-être détruite. Mais ma mémoire l'a fidèlement conservée et sans doute embellie, de tout ce pouvoir de suggérer que possèdent, plus que les toiles parachevées, les ébauches.

Sur le seuil de Sainte-Clotilde, sur ce théâtre de Paris — que si peu de gens savent regarder, parce qu'ils n'ont pas appris à *voir*, d'abord — c'est un instant rare, une de ces minutes qui demeurent scintillantes comme un cristal taillé à un lustre et qui s'embellissent encore de la conviction, hélas ! qu'elles ne sauraient se renouveler.

ESPAGNE. — Abreuvé de deuils intimes et d'angoisses dans lesquelles le rejetaient sans merci les tragédies d'une lutte évoquant le passé le plus sombre, José-Maria Sert n'a pu travailler à une très importante décoration qu'il devait livrer à New-York, ce printemps.

A la rigueur, un peintre moralement blessé peut exécuter un paysage ou un portrait, s'abstraire dans la transcription d'un modèle placé devant lui, visage ou rivière. Il peut être l'Ingres *de Rome* ou le Sisley *d'Argenteuil*. Mais qu'il compose un vaste ensemble destiné à créer une atmosphère somptueuse, un régime de bien-être, une clarté joyeuse, qu'il devienne l'émule de Rubens, de Véronèse ou de Tiepolo, il ne saurait y prétendre. Chaque fois qu'il a tenté de se mettre au travail, une sorte de méphisto implacable est venu le hanter :

— Non, tu ne peindras pas !

Les toiles destinées à New-York demeuraient à l'état de projet, tandis que Sert suivait dans l'angoisse les événements qui se précipitaient et annonçaient la victoire du général Franco, acharné à rendre l'Espagne aux Espagnols et à détruire le bastion avancé des Rouges en Catalogne. Le peintre, le décorateur qui charge les murs d'Histoire, s'enivrait de l'espoir qu'un jour prochain finiraient ces combats. Des projets plus précis et plus complets se hâtaient en tumulte, rassemblant les épisodes ensanglantés et fumants de cette guerre fratricide.

Et, déjà, Sert construisait en son cerveau — ce qui est le but de toute existence d'artiste — l'édifice et la décoration qui devaient perpétuer, au delà de ce temps, de ce siècle, le souvenir des luttes engagées et de l'effort de ceux qui avaient pour eux toutes les raisons de reprendre à l'anarchie un pays au passé resplendissant, de préserver de tant de meurtres l'une des plus belles terrasses de la civilisation et du monde, un peuple dont le sang reçut jadis, entre les combats et les autodafés, l'impré-

gnation des conquérants montés de la brûlante Afrique vers le Nord verdoyant.

Ce premier témoignage destiné à perpétuer le souvenir du crime et de sa punition et dont rêvait José-Maria Sert, ce fut, au-dessus des vestiges de l'Alcazar de Tolède, l'édification d'une sorte de chapelle dont les murs évoqueraient pour les pèlerins la lutte et le triomphe de la raison, de l'amour et de l'héroïsme. Ces trois symboles, M. Sert voulut les incorporer aux trois vertus les plus chères au christianisme : la Foi, l'Espérance et la Charité.

Le panneau central, placé au-dessus de l'autel, est l'Espérance. Cette confiance en l'avenir, José-Maria Sert ne pouvait en trouver de plus éloquent symbole que dans la tendresse, l'inépuisable amour que tout Espagnol, de tout temps, a offert en hommage à la Vierge.

Plus qu'en Italie et peut-être plus qu'en France même, l'image douloureuse, le symbole de la maternité la plus humble et la plus divine a son culte exalté en Espagne. La ferveur de cette religion passionnée ne s'est guère attiédie. Devant les murs de Tolède, la Vierge se penche avec sa passion maternelle sur les combattants et recouvre des plis de son manteau bleu ceux qu'elle ne peut étreindre. Les guerriers qu'elle vient de bénir et de baiser au front repartent vers les murs assiégés, contre lesquels ceux qui les ont précédés dressent des remblais de sacs.

Dans ce projet destiné à Tolède, Sert s'est humanisé. Le décorateur fastueux de la cathédrale de Vich, détruite par les Rouges, qui égorgèrent et traînèrent le vieil et savant évêque dans le sang, évoque cette fois bien plus les Primitifs que les Vénitiens de l'apogée et de la décadence.

Le peintre catalan, qui avait transformé une salle dans le palais du duc d'Albe, pillé et réduit en cendres, a son domicile à Paris depuis la vingtième année ; il y a rendu vivants bien des murs, heureusement protégés encore, et aussi en Amérique et en Angleterre. Cette fois, il s'est renouvelé dans la douleur et dans l'angoisse, et pour un but précis. Les trois panneaux de cette maquette, machinée et précieuse comme une œuvre d'art achevée, m'ont fait songer aux guerriers et aux saints, aux humbles d'Assise, de Fiesole.

Le premier panneau, celui de gauche, qui fait face au troisième, à droite, symbolise *la Foi*, comme son vis-à-vis est *la Charité*. Le pont arabe de Tolède, dans son décor aride, chargé de la cohorte de défenseurs qui vont peut-être faiblir, se trouve dominé par un Christ entraînant dans le vide sa croix avec lui et plongeant du ciel pour disperser les assaillants. La hardiesse de la composition se rattache à celle que ne craignaient point d'employer les grands maîtres du XVe et du XVIe siècles en Espagne.

La Charité : des hommes chargés de l'arbre de la Rédemption gravissent avec peine des échafaudages, certains en atteignent le faîte ; les récompenses y sont accordées et selon les mérites réels.

Dans cette chapelle sans architecture, car l'armature et les angles sont remplis par de lourdes draperies de stuc, dorées et rayées de rouge à la base, rappelant le *sang et or* des couleurs nationales, une des trouvailles les plus remarquables, c'est le quatrième panneau. M. Sert a ouvert sur un côté cette « boîte » de deux mètres de haut, qui donne une si juste proportion de ce que deviendra l'ensemble réalisé. Au centre de ce panneau, face à l'autel, et dans lequel se trouve l'entrée, un glaive immense fait toute la décoration.

Fatigué par les inquiétudes, les veilles, ses récents et nombreux voyages en Espagne, ses allées et venues entre la frontière et Genève, où son ardeur et ses connaissances aidèrent grandement au transport et au sauvetage des œuvres d'art du Prado et de tant de villes où les destructeurs systématiques et les pillards gardaient à vue les trésors convoités — on sait ce que contenaient les « bagages » de cette sainte, *la Pasionaria*, et ceux de M. Negrin et de M. del Vayo ! — José-Maria Sert est demeuré muet maintenant devant cette dernière œuvre qui lui fut imposée par son amour de la patrie et sa foi.

Et, comme je pars :

— Je retourne demain à Burgos...

Ses lèvres tremblent :

— Il faut que je parte.

Il est appelé par lui-même. Il ne peut pas ne pas être là-bas...

— Mais la commande de New-York?

Il écarte les bras, il baisse le front...

— Impossible pour le moment...

Il tient la porte du petit hôtel où sont ses ateliers, derrière l'École Militaire :

— Tu me comprends, n'est-ce pas?... Tu me comprends?

Décorations. — Une lectrice, qui écrit fort bien, très librement et avec sûreté, me demande, cette fois, si je ne trouve pas que les décorateurs parisiens et, à leur suite, ceux des grandes villes de province, ne sont pas allés bien loin « dans l'abus de la nudité, trop de blanc, des murs dépouillés, du satin uni et, ajoute ma correspondante, au milieu de ce satin uniforme, clair et luisant, des *cactées à poils durs*, des plantes du désert dans des pots, des sortes de raquettes ou de boules acclimatées, poussiéreuses, hostiles... »

Vous avez raison, madame, une fois de plus, mais que faire contre l'assaut des modes? Sinon attendre qu'elles passent. Et voici que, déjà, d'autres viennent les remplacer, le plus vif souci des décorateurs étant de renouveler fréquemment ce que, conseillés par eux, leurs clients ne se refusent jamais d'adopter, car nous aimons assez changer de décor, selon nos amis ou « nos » indifférents.

Dans sa manière de se présenter chez elle, nous nous plaisons à retrouver le caractère d'une personne. On ne saurait changer d'appartement comme de robe. Un logis doit offrir le reflet d'une part quasi-invariable d'un individu. Que penser de ceux qui se débarrassent en un jour de ce qu'ils avaient mis bien des années à rassembler? Dans l'âge mûr, le penchant à la transformation témoigne d'une instabilité qui n'est point indice de caractère — à moins qu'il ne nous offre les preuves d'une persistante jeunesse.

Pour répondre à la lettre reçue, je dirai, en faveur d'une certaine exagération de la nudité dans les demeures, que

l'abus de l'inutile est ce que l'on peut y trouver de pire. Les bibelots accumulés, les objets autrefois usuels et devenus sans nécessité, ce qu'on nomme *curiosités*, entassés dans des vitrines, ne procurent point le sentiment de la vie qu'on aime trouver en pénétrant chez quelqu'un.

Les sièges confortables, l'heureuse adaptation des nouveaux procédés d'éclairage, des radiateurs dissimulés et une cheminée très visible où l'on brûle fréquemment du bois, des candélabres et des flambeaux, non pas accommodés à l'électricité, mais susceptibles de la remplacer, en cas de panne, par la lumière dansante d'une mèche emprisonnée dans la cire, des fleurs de saison disposées par une main affectueuse dans des vases dont on renouvelle l'eau chaque jour, des coussins qui ne soient pas un choix disparate d'achats ou de cadeaux absurdes, mais qui fassent un ensemble voulu et harmonieux, des tapis : ne voilà-t-il pas une « maison » ?

S'il vous est loisible d'acquérir quelque œuvre d'art, ne résistez pas, mais, d'abord, réfléchissez bien.

— N'achetez jamais une chose de second ordre, *même si elle vous plaît beaucoup !* me dit, la première fois que je le rencontrai, M. Jacques Doucet.

Je voudrais pouvoir ajouter qu'il prononça en souriant le mot *cochonnerie*. Il avait réuni, alors, un très remarquable et agréable ensemble d'œuvres du XVIIIe siècle qu'il devait bientôt disperser.

— Si vous avez assez de force pour résister, mettez l'argent dans une tirelire. Après avoir lutté dix fois, vous vous trouverez en mesure d'acquérir un objet qui conservera sa valeur et possédera dix fois plus de chances de ne pas vous déplaire promptement... Croyez-moi, lorsque vous aurez renouvelé dix fois cette expérience, vous posséderez dix objets dont la valeur sera très supérieure à leur prix d'achat et vous pourrez, à votre choix, les échanger contre une œuvre de classe indiscutable.

Il souriait dans sa barbe blanche en considérant ma jeunesse — et la désapprobation qu'il lisait dans mes yeux.. Cependant, je me résignai par la suite à des privations dont je me félicitai bientôt. Ces retours à notre entretien me rendirent la leçon plus frappante. Je ne l'ai jamais oubliée.

Elle me revient à l'esprit en pénétrant chez les *Artistes décorateurs* qui exposent dans un local réservé, au Grand Palais, pendant la durée des *Salons*, et qui évoluent, heureusement, plus que les peintres et sculpteurs des deux Sociétés de peinture, que leur temps ne semble guère impressionner. Toujours sensible, le public perçoit cette activité. Elle lui est agréable, elle s'accorde avec ses instincts secrets. Nous aimons, en effet, le changement ou plutôt nous avons en aversion un état de longue stabilité. Et puis, les filles entendent changer le cadre dans lequel elles ont vu vivre leurs mères ; les fils, quoique moins passionnés pour la maison, ont aussi leurs préférences, s'ils sont sensibles, artistes ou cérébraux. Les uns et les autres changeront d'ailleurs fréquemment de prédilections.

Mais les conseils de M. Jacques Doucet gagneront à leur être répétés. Ces installations du *Salon des Décorateurs* devant lesquelles nous ne saurions douter de ce qu'elles offrent d'éphémère, sont coûteuses, même lorsqu'elles font étalage de simplicité. Ces architectures simplifiées et disposées sur des murs qui n'étaient point destinés à les recevoir sont exécutées avec des matériaux, disons légers, et par des artistes qui s'efforcent le plus souvent de dissimuler leur absence de métier par une originalité hasardeuse. Lorsqu'il s'agit d'hommes ayant fait de longtemps leurs preuves, comme M. Louis Sue, nous leur gardons confiance, même lorsqu'ils paraissent vouloir se divertir de nous.

Mais que de débutants pressés et autoritaires ! Ils mêlent tout et se croient des dons pour tout entreprendre. Nous les voyons passer de l'ébénisterie à la sculpture, de la décoration des murs à celle des assiettes, ils modèlent des titans pour soutenir le bandeau d'une porte. Que vaudra dans un an tout cet appareil, que deviendront ces décors ?

Les boiseries, jadis étaient exécutées, comme les meubles, par des artistes ayant fait de longs apprentissages.

Aujourd'hui, ce qu'on appelle la décoration d'apparte-

ments ou d'intérieurs est pour certains hommes, qui avaient rêvé d'autres destinées, ce que la galanterie devient pour les jolies filles qui n'ont pas réussi au théâtre.

Les galeries un peu tortueuses qui cheminent, comme à travers les halliers d'une forêt magique, au rez-de-chaussée du Grand Palais, nous réservent maintes surprises et d'heureuses même. L'impression qu'on y trouve tout de suite est celle de la diversité illimitée et d'une fantaisie qui, bien vite, consent à s'astreindre aux lois de la raison. Évidemment, il ne faut pas être trop difficile sur la qualité des matières employées. Tout ce qui est robuste et grand se montre sous un aspect un peu tarabiscoté, un peu mièvre, mais rien de mastoc, ni de sinistre, comme ce que Munich put nous offrir naguère.

La pénombre même scintille ; le décor de la chambre à coucher alterne avec celui d'une sorte de *pont des Soupirs* pour appartement ou petit hôtel de romanesque maladive. Puis, le seuil d'un théâtre de plein vent qui eût ravi Fragonard ; et, encore, une cour ornée d'un cyprès, sous un ciel nocturne dont on dut crever la toile, hélas ! pour éclairer le mobilier de sièges en fer, ce qui diminue la poésie cherchée par le metteur en place.

Non, ce *Salon des Décorateurs et de la Lumière* n'est pas ennuyeux. Il est même fort distrayant et nous plaît, parce que, quoique l'on dise et fasse, il ne saurait être si divers, si futile et si intelligent, si paradoxal et si confortable, ennemi de la routine, mais en coquetterie avec les traditions, si doré, si coloré ou si pâle — nulle part ailleurs qu'à Paris.

Je me suis amusé à feuilleter le catalogue. Il est compliqué et n'apprend rien — sinon que la plupart, je pourrais presque affirmer la moitié des exposants, sont nés entre Montmartre et la place d'Italie. Voilà qui rassure, qui enchante, qui plaît.

On peut, ailleurs, fabriquer partout une bicyclette et des obus asphyxiants, mais un groupement comme celui-là ne peut se réussir qu'avec une majorité de Parisiens et de

banlieusards qui, de leur atelier ou de leur jardinet, aperçoivent encore la tour Eiffel.

Halte ! Ici vous n'êtes point dans le hall des masques à gaz. Des bras levés ne vous attendent pas au tournant d'un stand. Point de rauques discours jaillissant de hauts-parleurs, point d'uniformes. Des hommes n'ont pas travaillé là pour la guerre, mais pour la paix ; leur « espace vital » est capitonné, grillagé, élégant ou comique, mais plaisant. Ils ont voulu rendre accueillante votre chambre. Ils ont rêvé de vous distraire, non de vous écraser sous le nombre et les revendications.

— Est-ce possible, direz-vous ?

— Mais oui. Courez-y. Vous ferez des projets d'avenir, *pour chez vous.*

— Mon lit ne me plaît plus.

— Changez-en ! Dormir, cela vaut bien qu'on y songe.

Qu'il s'agisse d'un meuble, d'un candélabre, d'un tabouret, si vous choisissez, chez l'un ou chez l'autre, à votre fantaisie, vous réussirez ce que vous ne pourriez réussir si drôlement ou sérieusement, si simplement et avec ce goût, qui est souvent le véritable luxe — et que vous ne sauriez rencontrer dans cette surprenante harmonie nulle part ailleurs qu'à Paris.

Chaillot. — A l'occasion d'une pièce sur Jeanne d'Arc, dont on m'avait dit les qualités et qui se joue dans une intelligente mise en scène, nous avons fait connaissance avec ce fameux théâtre du Trocadéro ou du palais de Chaillot, car les Parisiens tiennent aux noms qu'ils ont toujours connus, fidélité qu'ils partagent d'ailleurs, je pense, avec tous les peuples.

Quel avantage pour une jeune femme d'avoir été précédée d'une réputation de laideur ! Nous ne cherchons qu'à lui trouver les agréments que d'autres lui refusent, devrions-nous nous rejeter sur son esprit ou son cœur.

Ainsi pour les monuments nouveaux. Que n'a-t-on écrit sur le théâtre, évidemment bien curieusement situé sous le *vide* dont on a fait le *centre* du palais qui remplace les minarets naïfs du Trocadéro. Je m'attendais à un ensemble si complè-

tement raté que je n'ai pas partagé le sentiment quasi-général. Il faut descendre, certes, bien des marches avant d'atteindre son fauteuil, et les remonter, surtout, à la fin du spectacle. Mais, en réalité, l'escalier de l'Opéra offre-t-il une si heureuse réussite? Et ne pourrait-on s'y rompre les os? Ce théâtre est comme une série de vastes couloirs entrecoupés de degrés imprévus.

Les décorations ne sont point toutes si « honteuses » qu'on l'affirmait. Certaines sont même de qualité. Ne comparons avec rien. L'Opéra-Comique, qui n'a qu'une quarantaine d'années, je pense, n'offre-t-il point le résumé le plus monstrueux de tous les théâtres qui l'avaient précédé depuis quelques siècles?

Le plus grave défaut du théâtre de Chaillot se trouve dans la salle, où le balcon règne à une hauteur insensée, sans permettre aux spectateurs de s'entr'apercevoir.

Mais, quand on est aux premiers rangs de l'orchestre, on voit la scène aisément, agréablement même.

La *Jeanne d'Arc* de M. Bruez est vue en dehors des conventions dramatiques et, surtout, *théâtrales* qui, en matière de sujets historiques, ont toujours fait loi. Nous ne voyons jamais notre héroïne qu'*avant* ou *après* les grandes scènes attendues et maintes fois traitées; c'est là son originalité et ce qui la rend plus proche, continuellement familière.

Les décors sont adroitement plantés, l'héroïne, Mlle Fanny Robiane, à la belle voix, est simple et robuste. Le tout s'accommode de ce cadre si vaste, si rigide, si pesant même et dans lequel cependant on se sent si vite à l'aise et indépendant des autres spectateurs.

Il faudra voir là quelques spectacles différents, y entendre des concerts.

Mais je n'ai pas encore compris pourquoi l'armature de la scène, son cadre semblent faits de la même matière que les canons et les portes des tombeaux...

Sisley. — Je l'ai toujours aimé. Il est resté longtemps sans occuper la place qu'il tient désormais. Il mourut dans la misère, laissant veuve et enfants. Presque aussitôt, les toiles

signées de lui qui passèrent en vente atteignirent des prix que le malheureux n'avait jamais connus, des brocanteurs firent des affaires... d'or. C'est à ce propos que des artistes agirent auprès de je ne sais quel ministre des Beaux-Arts pour faire voter une loi qui accordait des « droits » aux héritiers d'un peintre, comme à ceux d'un auteur, pendant une période allant jusqu'à près d'un demi-siècle, sur les œuvres vendues aux enchères publiques. C'était peu, car déjà les marchands possédaient en réserve une quantité considérable de Sisley. Mais c'était, tout de même, quelque chose.

Une toile de Sisley figurait dans la collection qui occupait cette salle anathématisée par l'École et l'Institut, quasiment cachée derrière la sculpture du musée du Luxembourg et qui était celle où nous préférions nous attarder. La collection Caillebotte est aujourd'hui passée presque entièrement au Louvre.

J'ai souvent dit quel plaisir, quel enivrement c'était, pour quelques camarades et moi, de demeurer un quart d'heure dans cette salle — à peine plus grande que la plus étroite de celles qui se dissimulent derrière la galerie principale de M. Lucien Rosenberg, rue La Boétie — entre le *Bal du moulin de la Galette*, *l'Olympia* de Manet, une *Gare Saint-Lazare* fumante, de Monet, un courant de Seine piqué de voiliers, par Sisley, et quelques Degas. Cela en un temps où se vendaient Cazin, Lhermitte, Thaulow, Raffaëlli, où Carrière faisait *génie*, entre Besnard et quelques Aman-Jean, qui n'étaient point dénués de certains dons, mais qui donnaient l'impression du travail d'atelier et du même tableau recommencé toujours, à la même place.

Les impressionnistes, eux, se déplaçaient et ne marquaient point d'abusives préférences. On ne savait mesurer le temps que leur avait coûté une toile, qui en réalité nous éblouissait dans un air d'inachevé, de vigueur comme de nonchalance, qui plaisait à notre grande jeunesse et déjà commençait d'enchanter l'univers. La France, alors, paraissait préférer Ziem que perdirent les marchands et Théodule Ribot qui fabriquait du Rembrandt à l'aune, pour aveugles, n'ayant de Rembrandt que la cave — encore l'avait-il agrémentée. Bien d'autres « maîtres », dont je ne voudrais pas offenser les

veuves, ni la descendance, mais que l'avenir ne semble guère préoccupé de sauver de l'oubli, accaparaient l'attention des Français, qui ne s'adressaient malheureusement pas à M. Vollard.

Et voilà pourquoi les Manet se trouvent en Suède et en Amérique, les meilleurs Fantin en Angleterre et la moitié de la plus française des peintures de la seconde partie du XIXe siècle à l'étranger, en Suisse comme au Danemark. Mais les collections se dispersent, les toiles reparaissent sur ce qu'on appelle *le marché* et il faut souhaiter que les musées du Massachusetts ne finissent pas par tout accaparer, depuis la tasse de Sèvres rose Pompadour, payée 10 000 francs, et jusqu'au dernier Sisley.

Ceux que M. Paul Rosenberg a réunis rue La Boétie sont parmi les meilleurs que pouvaient prêter collectionneurs et marchands. Ils sont une fête continuelle des saisons. Ce que Sisley devait à son origine anglaise d'amour de la nature et de goût du réel, son élégante rusticité, je dirais presque l'absence de parti pris, de curiosité comme de fantaisie d'un Cézanne ou d'un Renoir, lui font une place à part chez les impressionnistes.

ALBERT FLAMENT

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

UN HÔTEL, RUE BERGÈRE

Paris change très vite — on l'a dit avant nous, et mieux — si vite qu'il est parfois impossible de superposer exactement par la pensée des images d'un même coin distantes de quelques années à peine. Replacer le mur où pendaient les lierres de l'Abbaye au Bois dans l'actuelle rue Récamier ? Impossible.

*Encore moins est-il possible d'imaginer aujourd'hui le quartier qui s'étend au nord de notre boulevard Poissonnière lorsque, tout campagnard, il apparaît dans l'histoire de Paris. Vous le voyez comme il est à présent : le boulevard bariolé d'enseignes criardes et bourdonnant d'autobus ; le faubourg Montmartre, où les foules guettent les résultats de quelque Tour de France, où des demoiselles hautes en couleur peuplent les petits bars ; les Folies-Bergère, l'Alcazar, le Comptoir d'Escompte, l'*Auto.

Il n'y a pas trois cents ans, entre le chemin de Montmartre (faubourg Montmartre) et la route qui menait les poissonniers de Dieppe à Paris (faubourg Poissonnière), c'était le clos aux Halliers, clos désert où l'humidité du cours souterrain de la Seine — ce qu'on appelle souvent « la Grange-Batelière » — entretenait des buissons épais. Depuis le XVI*e siècle, ce clos appartenait aux Berger, des teinturiers établis à Paris, tout proche mais toujours distinct du faubourg, car le rempart élevé par Charles V était encore debout.*

A partir de 1670 *Louis XIV qui, plus heureux que tant d'autres, n'a pas à craindre l'invasion, remplace murs et glacis par la promenade des boulevards. Les terrains voisins sont bâtis et le chemin de terre qui courait d'ouest en est devient, du nom des anciens propriétaires, la rue Bergère* (1734). *Vers le milieu du siècle cette rue est presque entièrement peuplée de belles maisons : l'hôtel des Menus-Plaisirs-du-Roi, des hôtels et des jardins où s'installent et se succèdent les familles financières : Le Normand de Mézières, Bernard de Boulainvilliers, Sénac de Meilhan, Law de Lauriston, etc. M. Le Normand de Mézières (l'oncle de ce Charles-Guillaume Le Normand d'Étioles qui, en* 1741, *épousa Jeanne-Antoinette Poisson, depuis marquise de Pompadour) y avait deux maisons, l'une sur l'emplacement de la rue Rougemont, l'autre, construite vers* 1758, *à l'actuel n°* 20.

Cette dernière passa ensuite à divers propriétaires — dont un autre financier, celui-là fournisseur des armées de la Révolution.— Scribe y logea avant d'habiter le petit hôtel de la rue Pigalle (nos 10-12*) qu'a remplacé le théâtre ; sous Louis-Philippe, elle était un peu à l'abandon.*

Un haut portail à la romaine ouvrait sur une cour pavée de cailloux ronds, entourée de grosses bornes que reliaient des chaînes de fer ; la vigne tapissait les murs, un gros figuier poussait dans un angle. L'hôtel, dont la façade sévère, d'ordre « colossal », s'égayait à peine d'un œil-de-bœuf souligné par une guirlande, se dressait en contre-haut. Par un perron de quatorze marches, entre deux lions de terre cuite, on gagnait un vestibule aux niches ornées de statues, un vaste salon égayé de glaces, de dorures et de bas-reliefs, une salle à manger aux lignes simples et nobles. Derrière, jusqu'à la rue Richer, c'était le jardin, les arbres poussés dru dans le sol frais.

En 1847, *Napoléon Chaix achète ce château de la Belle au bois dormant et y installe l'Imprimerie centrale des Chemins de fer. Les arbres sont abattus, le hall des machines s'établit à la place des jardins, d'autres machines dans la cave et les employés dans l'hôtel. Depuis tantôt cent ans, le calme des jardins et des salons a fait place à l'activité la plus fiévreuse et la plus ordonnée : c'est de là que sort la* Revue de Paris.

Mais le passé n'a pas tout entier disparu avec les arbres et les lions de terre cuite et, rue Bergère, les visiteurs sont encore accueillis par un perron de quatorze marches que somme l'ancien portail. Plus loin, ils découvrent avec étonnement l'hôtel lui-même, emprisonné dans les verrières mais presque intact et gardant toujours son vestibule et ses beaux salons devenus bureaux. Sous les caves, l'eau souterraine court encore.

Tout cela dure et peut durer longtemps, jusqu'au jour où, de la rue Richer à la rue Bergère, l'ancienne propriété des Le Normand ne suffira plus à contenir les rotatives accrues ; jusqu'au jour, plus lointain mais inéluctable où, sur les ruines du quartier Montmartre, le vent et l'eau qui survivront à Paris, feront renaître quelque clos des Halliers.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

C'est une chose curieuse et profondément instructive que de suivre l'évolution des cours en Bourse depuis l'occupation allemande en Tchécoslovaquie. Elle forme un diagramme de ce que l'on pourrait appeler : « la nervosité contrôlée ».

Ce terme appelle un commentaire. Devant l'événement, quel qu'il soit, l'homme moyen réagit avec brutalité ; le meilleur ou le pire l'entraînent aux mêmes excès ; avec une facilité semblable, il entrevoit l'avenir sous l'angle de l'optimisme absolu ou du pessimisme total. L'esprit d'imitation fait le reste et vient encore aggraver ce penchant. Prenez l'histoire des marchés financiers depuis plusieurs années, pour ne pas dire depuis toujours : dans un sens ou dans l'autre, les mêmes effets sont toujours déterminés par la même cause.

Qui dirige et anime ces mêmes marchés ? Cet homme moyen, dont les demandes ou les offres accumulées finissent par provoquer une tendance, puis un mouvement ? D'aucune façon. Il ne fait au contraire que subir les directives données. D'où viennent-elles ? De quelques centres, répartis sur quelques places telles que Paris, Londres et Amsterdam. Ceux-ci, sans échapper à l'ambiance — ce qui supposerait une supériorité quasi-divine, donc inconcevable — la raisonnent, l'analysent, la pénètrent. Ils n'échappent pas à leurs nerfs, mais les contrôlent ; ils ne leur accordent tension ou détente qu'à raisonnable escient.

Or, depuis l'époque prise pour point de départ, jamais la tension ne fut nette, totale, comme en septembre 1938. On la laisse aller, mais avec une curiosité qui n'exclut nullement la surveillance. Ainsi, pour l'observateur attentif, car les détails sont souvent imperceptibles et plus marqués en profondeur qu'en surface, voit-on la cote accompagner et sanctionner toutes les phases du duel engagé entre le bloc totalitaire et le bloc démocratique. Elle amorce ainsi un redressement progressif qui ne se dément plus par

la suite, trouve peu à peu des assises plus solides, dont chaque pierre est apportée par un fait dont l'avantage, souvent négligé sur le moment, ne prend son importance qu'avec la réflexion.

Qui s'en soucie, parmi ces hommes moyens dont il vient d'être question? Pour ainsi dire personne. Ils demeurent totalement incontrôlés, sous la domination absolue de leurs nerfs. Voilà longtemps que, pour ma part, j'essaye de vous montrer que nous n'avons guère d'excuses, ni de raisons pour nous laisser dominer par ce sentiment grégaire.

Quand l'effroyable péril économique déclenché par les apprentis-sorciers de Berlin et de Rome, et dont la montée donne déjà aux derniers discours de Mussolini le ton d'un candidat assez en peine pour rallier et réconforter ses électeurs, aura atteint son paroxysme, il faudra bien s'asseoir autour d'une table et y discuter poliment. Mais qui eût pu y penser? s'écriera-t-on alors. Tout le monde.

En attendant, on aurait pu profiter des déplacements de cours qui se sont déjà produits — sans avoir l'air de rien — et qui n'apparaissent point si négligeables quand on les contrôle sur le papier. On aurait pu procéder à des arbitrages intéressants, appliquer à son portefeuille une méthode dynamique qui ne s'accommode nullement de l'immobilité, se placer avantageusement pour un départ éventuel. Vous aurai-je convaincu en si peu de mots? Je ne l'espère pas. Si vous preniez la peine de m'écrire ou de venir me voir, je crois au contraire que cette conversion ne tarderait pas beaucoup, devant certaines preuves d'une particulière pertinence.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).